

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-DIX-NEUVIÈME

Septembre-Décembre 1908.

PARIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

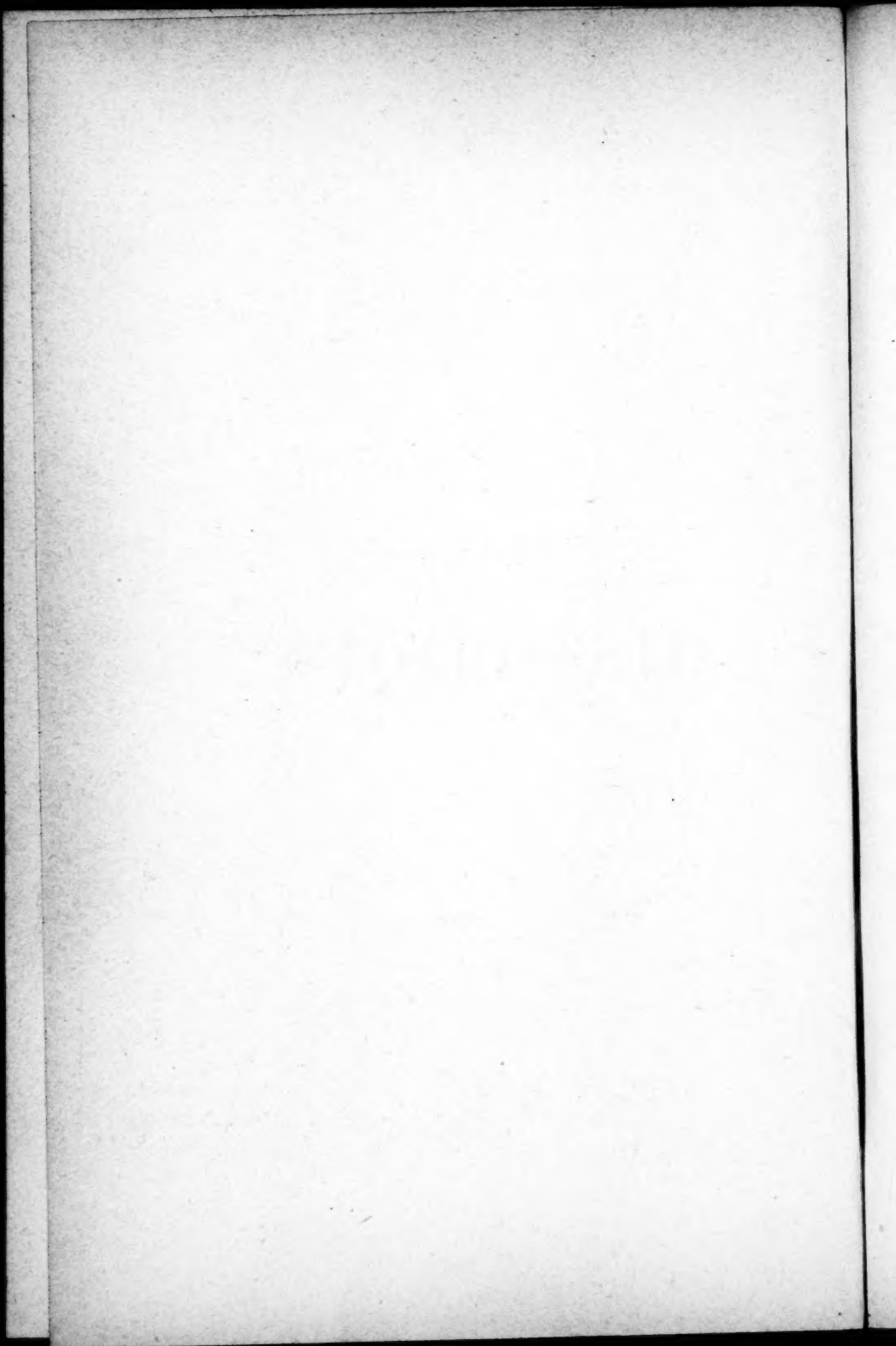
1908

63/12

~~H~~
~~R3282~~
~~v.99~~

D
I
.R6
t.99
1908

REVUE
HISTORIQUE



LE GÉNÉRAL DAGOBERT

AVANT LA RÉVOLUTION.

Luc-Siméon-Auguste Dagobert, ou, comme on le nommait pour le distinguer de ses deux frères cadets, Dagobert de Fontenilles est né le 8 mars 1736 dans la Basse-Normandie, à la Chapelle-Enjuger¹.

Il appartenait à cette petite noblesse² dont les membres étaient officiers de père en fils, et lorsqu'il disait que la bravoure, l'esprit militaire et le goût du service semblent héréditaires dans certaines familles et que l'exemple et les propos des parents y gravent de bonne heure des sentiments dans le cœur des enfants, c'est à sa famille, à la famille des Dagobert qu'il pensait³. Son grand-père avait été officier au régiment de Canisy. Son père, qui fut blessé en 1719 au siège de Fontarabie, servit pendant quarante ans aux dragons « avec toute la bravoure et la distinction possibles »⁴. Un de ses oncles fut tué à la bataille de Guastalla ; un autre était officier au régiment de Bretagne lorsqu'il dut fuir en Prusse à la suite d'un duel ; un troisième, son parrain, commanda à La Hougue une compagnie détachée de l'Hôtel royal des Invalides. Ses cousins, les quatre fils de son oncle et parrain, servirent pareillement, l'un au régiment d'Auvergne, l'autre dans la gendarmerie, les deux autres dans les troupes coloniales. Ses deux frères entrèrent, comme lui, dans l'armée ; l'un, Gabriel, ou, ainsi qu'on l'appelait, Dagobert de Groucy, son camarade et compagnon d'armes, le remplaça comme lieute-

1. Au lieu dit La Ragonderie, où son père possédait un château aujourd'hui détruit.

2. Ses armes étaient d'azur au chevron d'or, en tête deux loups passant, en pointe un lion d'or rampant.

3. *Ordonnance française*, p. 11-12.

4. Certificat du major de son régiment. Cf. A. Martinée, *le Général Dagobert*. (*Notices, mémoires et documents* publiés par la Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle de la Manche, t. IX, 1890, p. 134.)

nant au régiment de Tournaisis lorsqu'il fut promu capitaine et servit avec lui au régiment de Royal-Italien durant douze ans; l'autre, Jean, connu sous le nom de Dagobert de Boisfontaine, appartint à la compagnie écossaise des gardes du corps.

On croit qu'il voulut d'abord être officier du génie et, sous la Révolution, lorsqu'on lui demanda ce qu'il faisait avant d'être soldat, il répondit qu'il était étudiant¹. Quoi qu'il en soit, il fut, le 9 mars 1756, nommé lieutenant au régiment de Tournaisis sur la proposition du colonel, M. de Courcy, et il fit, en cette qualité, toutes les campagnes de la guerre de Sept ans.

On avait alors formé, pour suppléer à l'insuffisance des troupes légères, de petits corps de volontaires². Ils étaient tirés de tous les régiments de l'armée, chaque compagnie fournissait un ou deux hommes, et ce fut à la tête de ces corps que se révélèrent d'excellents officiers à qui l'occasion de se signaler avait encore manqué, La Noue de Vair, Saint-Victor, Verteuil, Denferré³.

En 1759, Dagobert, entraîné par son zèle, entra dans le corps dirigé par La Noue de Vair⁴. Il y commanda le contingent du régiment de Tournaisis et il eut pour camarade un sous-lieutenant du régiment de Nassau-infanterie, Krieg, qui fut, comme lui, général sous la Révolution. Plus tard, Krieg se vantait d'avoir combattu aux côtés de La Noue de Vair en cent affaires et d'avoir exercé, dans cette troupe de volontaires, les fonctions d'aide-major.

Dagobert regarda toujours La Noue de Vair comme son maître et il ne parlait de lui qu'avec vénération. En 1790, il rappelait que La Noue de Vair comprenait l'avantage d'une attaque vive et impétueuse et qu'avec 400 volontaires ce chef intrépide avait obligé 1,700 Hanovriens à mettre bas les armes.

1. Notice personnelle de Dagobert (Archives de la Guerre ou A. G.) et Babié et Beaumont, *Galerie militaire*, an XIII, vol. III, p. 2.

2. Le comte de Mortaigne, le mentor de Clermont, proposait toutefois de les abolir; « cela, disait-il, occasionne beaucoup de désordre et chagrine les régiments, les camarades sont obligés de faire le service de ceux qui vont aux volontaires, et les soldats ne demandent à y aller que pour le gaspillage et se soustraire à la discipline ». (Cam. Rousset, *le Comte de Gisors*, p. 400.)

3. *Ordonnance française*, p. 109 et 147.

4. Il y avait au service six frères La Noue, fils d'un capitaine réformé du régiment des dragons de la reine. Deux succombèrent dans la guerre de Sept ans : l'un, capitaine aide-major au régiment de cavalerie de Marcini, l'autre, La Noue de Vair, chef des volontaires qui portaient son nom. Deux autres, La Noue de Vieux-Pont et le chevalier de La Noue, étaient capitaines aux grenadiers de France. Un autre, le comte de La Noue, était inspecteur des milices

Nul, dans le corps de La Noue de Vair, ne fut plus ardent, plus audacieux que Dagobert. Le 9 juillet 1759, à la surprise de Minden, où il vit de près à l'œuvre les volontaires de Fischer ou, comme on les nommait, les Fischer, une balle le frappait légèrement à la joue. Il assistait, le 1^{er} août suivant, à la bataille de Minden et il était à la droite commandée par le maréchal de Broglie qui montra dans cette journée une malheureuse indécision. Sous les yeux de Dagobert, le canon ennemi écrasait les grenadiers de France; ces soldats d'élite tenaient ferme; ils eurent 300 hommes hors de combat et deux de leurs colonels furent tués. Pourquoi, a dit depuis Dagobert, étaient-ils en panne devant la batterie qui les foudroyait? N'auraient-ils pas infiniment moins perdu s'ils avaient, le sabre à la main, couru à cette batterie? Les volontaires de La Noue de Vair étaient tout proche, entre la première et la seconde ligne, en colonne fort serrée, et ils n'essuyèrent presque aucune perte : La Noue de Vair avait eu l'esprit de les placer dans un abaissement de terrain et les boulets leur passaient par-dessus la tête pour donner dans le régiment de Piémont qui se trouvait à la seconde

gardes-côtes de Bretagne. Il y avait enfin l'abbé de La Noue, vicaire général du diocèse de Meaux, qui avait servi onze ans dans le régiment de cavalerie d'Aumont. Notre La Noue de Vair (Louis-Stanislas), lieutenant en second (8 juin 1741), enseigne (8 juin 1743), lieutenant (3 juillet 1745), capitaine (15 janvier 1748), puis capitaine au régiment d'Enghien avec commission de lieutenant-colonel, blessé aux deux jambes à Lanfeld et gratifié par trois fois d'une somme de 300 livres (27 juillet 1747, 12 novembre 1749, 21 avril 1752), était noté comme un « officier qui donnait les plus grandes espérances », comme « un garçon froid, appliqué, et dont on disait beaucoup de bien », et le roi l'avait gratifié, au mois de février 1758, d'une pension de 400 livres après sa belle défense de Marbourg. Il périt le 25 juillet 1760, au lendemain de la journée où le maréchal de Broglie avait forcé le prince Ferdinand à se retirer sur Wolfhagen. Les volontaires de M. de Vair poursuivaient vivement les colonnes ennemies et M. de Sporeken les avait arrêtés et les pressait à son tour lorsqu'ils furent dégagés par le corps de M. de Chabo. C'est à ce moment que M. de Vair fut tué par un boulet de canon. « Le pauvre de Vair! » s'écria Rochambeau; il était, disait le chevalier du Muy, « recommandable par sa valeur et ses talents », et L'Enfant écrivait à Thorenc : « C'est une perte, car il remplissait bien sa besogne. » (Du Muy et Rochambeau au ministre, 26 et 27 juillet 1760, A. G.; L'Enfant à Thorenc, 26 juillet, *Carnet de la sabretache*, 1900, p. 166; Pajol, *les Guerres sous Louis XV*, t. V, p. 64.) Il fut remplacé à la tête de son corps par Saint-Victor, de la légion royale. Peu avant sa mort, en cette même année 1760, il avait publié à Francfort-sur-le-Mein, en deux volumes, un remarquable ouvrage, *Nouvelles constitutions militaires*. Il y fait un grand éloge de Folard (cf. t. II, p. 65-66), génie lumineux, dit-il, plein de ces idées qui développent et créent les grands hommes, et dont les ouvrages « auront le sort du *Paradis perdu* de Milton qui ne fut vraiment prisé que longtemps après sa mort ».

ligne. Quelques jours plus tard, pendant la retraite du maréchal de Contades sur Cassel, Dagobert accompagnait les troupes qui dégageaient la garnison du château de Marbourg et délogeaient des gorges de Munden les éclaireurs du parti contraire¹.

Il était à l'affaire de Schönstadt. Le 27 août, le prince de Holstein et le prince héréditaire de Brunswick campaient devant Schweinsberg. Le maréchal de Broglie alla les reconnaître. Il fit marcher dans la petite plaine de Schönstadt les volontaires de La Noue de Vair. L'ennemi avait un poste sur un mamelon assez élevé en avant de sa droite. Le maréchal dit aux volontaires qu'il fallait se saisir de ce poste. Dagobert y courut, et *courir* est le terme dont il se sert, *courir* est l'ordre qu'il donna. Il monta sans s'amuser à tirer un seul coup de fusil. L'adversaire fit un feu très vif; toutes les balles passèrent au-dessus de la tête des Français et Dagobert prit possession de la hauteur sans avoir perdu presque personne. Mais les ennemis revinrent en nombre. Ils gravirent le mamelon en tirant le plus qu'ils pouvaient, et tous leurs coups portaient, tous leurs coups rasaient le sommet du tertre et tuaient ou blessaient un Français : de cinquante hommes que Dagobert avait conduits à l'assaut, il n'en ramena que sept².

Le 2 septembre, à Oberweimar, il fut chargé par des hussards qui lui enlevèrent tous ses équipages. Mais il sut résister à leurs attaques répétées; il para les coups de sabre avec un fusil et reçut une légère blessure à la main gauche. Sa défense laissa le temps aux régiments de dragons de Caraman et d'Apchon, qui cantonnaient sur les bords de la Lahn, de rallier leurs fourrageurs, et M. d'Apchon déclara que les deux régiments devaient leur salut au lieutenant Dagobert³. Le 18 septembre, lorsque le maréchal de Broglie s'empara de Wetzlar, à l'assaut de la principale porte de la ville, Dagobert reçut une forte contusion à l'épaule. La Noue de Vair récompensa sa valeur et son zèle en le faisant major de sa troupe.

Le jeune Normand exerçait ces fonctions le 6 janvier 1760 lorsque son chef eut ordre de suivre la rive gauche de la Lahn jusqu'à une lieue de Marbourg, et il eut, dans cette journée, son cheval tué sous lui en présence du maréchal de Broglie qui

1. *Ordonnance française*, p. 148-149; Richard Waddington, *la Guerre de Sept ans*, t. III, p. 62; Pajol, *les Guerres sous Louis XV*, t. IV, p. 417.

2. *Ordonnance française*, p. 147-148.

3. Cf. Pajol (*les Guerres sous Louis XV*, t. IV, p. 453) qui, à ce propos, parle des volontaires de M. de Vert!

venait reconnaître une redoute que le prince Ferdinand avait établie sur la Lahn pour couvrir sa retraite. Mais, neuf jours après, Dagobert quittait à son grand regret le corps de La Noue de Vair. Son colonel le rappelait au régiment de Tournais pour l'attacher à la compagnie des chasseurs.

Là encore, Dagobert se distingua. Le 17 octobre 1760, dans un engagement près de Wesel, au lendemain du combat de Clostercamp, il reçut un coup de feu. Son capitaine voulait l'envoyer à l'ambulance. Dagobert s'opiniâtra à rester à la tête de sa troupe et il reçut un second coup de feu. Cette blessure, la plus grave qu'il ait eue, — une balle demeura dans le pied droit et, disait-il en 1779, le faisait par intervalles souffrir prodigieusement, — lui valut une gratification de 300 livres¹.

Incomplètement guéri, il revint à son régiment et, durant l'hiver de 1760 à 1761, il eut plusieurs missions épineuses dont il se tira à la satisfaction de ses chefs. C'est ainsi qu'il traça et ouvrit une marche d'armée sur cinq colonnes, de Wanfrieden à Mülhausen.

Nommé le 18 juin 1768 capitaine commandant la compagnie du lieutenant-colonel, il fit les campagnes de Corse, et les soins qu'il prit pour fortifier Biguglia, où le régiment de Tournais tenait la tête des quartiers de l'armée, et pour pratiquer des chemins dans les environs de cette place, lui méritèrent, outre les éloges de M. de Chauvelin, une gratification de 400 francs². « D'après les témoignages qui m'ont été rendus par vous-même », écrivait Chauvelin au colonel de Tournais, « et par les différents commandants du régiment à Biguglia, des soins que M. Dagobert a donnés aux travaux pour la défense de ce poste, je vous prie de vouloir bien dire de ma part à M. Dagobert que je lui en sais beaucoup de gré et que je serai fort aise de faire valoir, dans l'occasion, son zèle, son assiduité et son intelligence. »

Le régiment de Tournais fut supprimé par une ordonnance du 26 avril 1775 et incorporé dans le régiment Royal-Italien qui

1. Lettre de Choiseul, 14 mars 1761 : « Le Roi ayant bien voulu, Monsieur, sur le compte que je lui ai rendu de vos services et de la blessure que vous avez reçue le 17 octobre 1760 en servant aux chasseurs, vous accorder une gratification de trois cents livres sur le quatrième denier, je vous en donne avis. » (A. G.) Cf. la lettre de Choiseul au colonel Gontaud de Saint-Geniès, du même jour. (Archives de la famille de Dagobert ou A. D.)

2. Cette gratification lui fut donnée le 17 juin 1770; cf. lettre de Chauvelin à M. de Richebourg, 16 décembre 1768. (A. D.)

compta dorénavant deux bataillons au lieu d'un. Dagobert, devenu capitaine titulaire l'année précédente (31 janvier 1774), passa au Royal-Italien comme capitaine de fusiliers et, à la revue du régiment, d'ailleurs composé d'hommes très beaux et très solides¹, l'inspecteur maréchal de camp comte de Salis Marschlins le nota « bon officier de guerre ».

Il vit désormais de la vie de Royal-Italien et il accompagne son régiment dans ses garnisons, soit dans le midi, soit dans le sud-ouest, en 1776 à Toulon, de 1777 à 1780 à Perpignan, — avec détachements à Collioure, à Villefranche-de-Confient, à Montlouis, — en 1781 et en 1782 à Rochefort, en 1783 à l'île d'Oléron, en 1784, 1785 et 1786 à Toulon, en 1787 à Montdauphin, en 1788 à Briançon.

Dans l'année 1777, pendant que le régiment était à Perpignan, Dagobert commanda les compagnies détachées à Villefranche-de-Confient et il les exerça si bien, les maintint en un ordre si parfait qu'il reçut les compliments de ses chefs et de ses inspecteurs, MM. de Grave et de La Luzerne. « M. Dagobert, disait La Luzerne, est un officier excellent et qui a servi le roi avec distinction dans la dernière guerre; je compte le proposer au ministre comme très susceptible par ses talents d'être employé dans un grade supérieur. »

Mais il restait pauvre et il assurait que les grâces du roi lui étaient nécessaires : « Nous sommes, écrivait-il, trois frères à se soutenir sur une faible fortune. » En 1778, lorsqu'il perdit un proche parent du nom de Castel, ancien gendarme, qui « lui était très utile », il pria le ministre de lui accorder une partie de la pension dont jouissait Castel. Il rappelait qu'un capitaine de son régiment, M. de Gallye, avait obtenu la pension de son parent, le colonel de Pierreval, mort à Bastia; or, M. de Gallye n'était alors que lieutenant et n'avait ni blessures ni services distingués; lui, Dagobert, n'avait-il pas l'ancienneté, le grade, des services

1. Nombre de soldats portaient, comme les soldats des régiments français, des noms de guerre, et on trouve, par exemple, dans la compagnie de Groucy, le frère de Dagobert : Discreto, Severo, La Rosa, La Speranza, L'Allegrezza, La Dolcezza, Belsole, La Libertà, La Bellezza, La Violetta, La Forza, La Gioja, Belfiore, La Gioventu, Cor di Re, Le Volonta, Fior di Rosa, etc. Quelques-uns ont des noms de ville : Albenga, Modena, Saint-Cloud, Coni, Montmélian, Livorno, Cavour, Barcelonnette, Savigliano, Mirandola, Nizza, Avignon, Mondovi, Barcelona, Puggia, Chambéry, Berna.

et surtout des blessures ? Il reçut une gratification de 400 livres¹.

Enhardi, Dagobert supplia le ministre de lui faire donner cette gratification de 400 livres tous les ans. La Luzerne appuyait sa demande : « Il semble, disait la Luzerne, que Sa Majesté a senti l'année dernière que la mort d'un parent était préjudiciable à M. Dagobert, et, en lui expédiant sur-le-champ une gratification de 400 livres, on a semblé lui donner quelque espoir que cette faveur ne serait pas momentanée. » Cette faveur fut refusée.

En 1781, Dagobert se maria. Il épousa M^{lle} de Pailhoux de Cascastel, fille d'un membre du Conseil souverain du Roussillon qui possédait et faisait valoir une usine à Pader et des forges à Cascastel dans le département actuel de l'Aude².

La première lettre à sa fiancée nous a été conservée. Elle est un peu lourdement écrite. Cet amoureux de quarante-quatre ans s'exprime d'une façon assez embarrassée, surtout au début ; mais peu à peu il s'anime, et il a sûrement touché le cœur de la jeune fille par la chaleur et la sincérité de son expression. Il n'a pas, dit-il, la permission d'écrire ; mais sa plume est guidée par l'honneur et la vertu. Aussi il ne prendra pas « le ton langoureux d'un flatteur qui cherche à séduire » ; il ne peindra pas ses sentiments en termes romanesques qui tiennent de l'hyperbole et qui déparent la vérité. Non, il parlera avec franchise et candeur, comme il parlera toute sa vie à M^{lle} de Cascastel : ce qu'il éprouve pour elle, c'est quelque chose de tendre et de respectueux qui élève et ravit à la fois une âme bien née et sensible. Comme tous les amants délicats, il voudrait faire des sacrifices à sa maîtresse :

Hélas ! le sacrifice, c'est à vous de le faire, car c'est toujours un

1. C'est ainsi qu'après la mort de La Noue de Vair, la pension de 400 livres dont il jouissait avait passé à sa sœur, avec une réduction de 100 livres.

2. Jacqueline-Claire-Josèphe de Pailhoux de Cascastel, née le 18 septembre 1757 à Narbonne, fille de noble dame Jeanne de Castelmaure et de Joseph-Gaspard de Pailhoux de Cascastel, seigneur de Cascastel, Villeneuve, Rouffin, Peret, Saint-Jean de Baron, Embres et Castelmaure, chevalier, conseiller au Conseil souverain du Roussillon. Le sieur Pailhoux de Cascastel était fils de Thérèse, comtesse de Ros, veuve en premières noces du comte de Durban, sœur du comte de Ros et tante du prince de Montbarey. Son usine de Pader valait en l'an II cent cinquante mille francs et elle trouva des acheteurs à ce prix. Voir un arrêté du Comité, 14 décembre 1794, qui maintient le citoyen Pailhoux « dans le droit d'exploiter les mines de houille de Cascastel, de Quintillan et de Ségur ». (*Rec. Aulard*, t. XVIII, p. 701.)

sacrifice pour une demoiselle de votre âge d'aimer une personne du mien. Vous sentez-vous le courage de m'aimer? Permettez-vous que je me dise votre amant? Ce nom si doux, ce nom si cher à mon cœur, en me le donnant, ce nom d'amant, concevez-vous tout ce qu'il m'impose pour votre bonheur? Oui, j'ose me le promettre; vous trouverez au fond de mon cœur une si douce existence qu'elle vous dédommagera de tous les sacrifices que vous aurez pu faire d'ailleurs, et ma maîtresse n'aura jamais, je l'espère, à se repentir d'avoir fait le bonheur d'un honnête homme qui ne vivra jamais que pour elle. Oui, source délicieuse des biens dont l'espoir seul soutient mon existence, ton bonheur sera toujours l'objet de mes soins et de mes efforts; tu seras à jamais la dispensatrice du mien; tous mes désirs, tous mes vœux ne seront que pour toi... Mais pardon, Mademoiselle... Dans mon enthousiasme, je ne m'aperçois pas que je vous appelle toi. Ce n'est pas manque de respect : au contraire; c'est ainsi qu'on parlait autrefois aux dieux; je vous dois le même langage, puisqu'aussi bien vous êtes l'arbitre de ma destinée, et ma maîtresse verra toujours mon respect égaler mon amour. Si je pouvais vous exprimer ce qui se passe en moi lorsque j'entends ces noms d'amant, de maîtresse, c'est un frémissement; il semble que mon cœur répand des larmes de tendresse. Si j'ai le bonheur de vous intéresser, faisons-en usage, de ces noms si doux; qu'il me soit permis de vous appeler ma charmante maîtresse. Ah! plaignez-moi d'être forcé par les circonstances de rester éloigné de ce que j'aime et soyez bien persuadée que, sitôt que je le pourrai, j'irai jurer à vos genoux la constance et la tendresse avec lesquelles je serai toute ma vie, Mademoiselle, votre très humble et très obéissant serviteur¹.

Le mariage fut célébré le 8 août 1780 et un poète du cru écrivait alors ces mauvais vers au bas d'un plan de la forge de Pader :

Des forges autrefois Vulcain était le maître
Et contre les humains l'effrayant Jupiter
Y forgeait les carreaux, suite de son courroux.
Mais il doit aujourd'hui se désister de l'être.
Vous seule ici réglez, charmante Dagober.
Ici, ni loi, ni droit qui n'émane de vous.
Sous vos heureux auspices,
L'adorable Cérès

1. Dagobert à M^{lle} de Cascastel au château de Cascastel, lettre datée de Perpignan, 22 juin 1780. (A. D.)

Y trouve les secours propices
Pour fertiliser ses guérets.

La femme de notre capitaine n'était pas seulement « charmante ». Elle avait les goûts simples. Un jour, en l'absence de Dagobert, son beau-frère Gourcy lui donnait un grand dîner. « Un grand dîner, s'écria Dagobert, et pourquoi? La pauvrette aurait été mille fois plus sensible à quelques honnêtetés et à quelques marques d'amitié qu'au plus grand dîner qu'on puisse donner¹. » Elle se disait pauvre. Mais elle avait un trousseau superbe², une dot de 19,000 livres que Dagobert plaça sur-le-champ à intérêts dans la forge de Pader et les mines de Cascastel, et de très belles relations : elle était nièce du comte de Ros, un des grands propriétaires du Roussillon, et cousine de M^{me} de Canclaux, de M. d'Ortaffa, colonel et inspecteur général des canonnières gardes-côtes, et du prince de Montbarey, ministre de la Guerre³.

Un an plus tard, après nombre de requêtes et de démarches, Dagobert était chevalier de saint Louis. Déjà, en Corse, M. de Chauvelin le lui promettait, et son colonel, le chevalier de Carignan, les inspecteurs de son régiment, le comte de Grave, La Luzerne, Narbonne Fritzlar le sollicitaient pour lui. Le comte de Grave assurait que Dagobert méritait la croix accordée aux actions d'éclat pour l'intrépidité qu'il avait montrée devant la porte de Wetzlar et pour la fermeté qu'il avait déployée en une

1. Dagobert à Gourcy, 17 juillet 1787. (A. D.)

2. Dagobert reconnaît à sa femme, en meubles et vêtements, linges et bijoux : 1^o quinze robes en étoffes de soie, satin, damas, gros de Tours et autres, dont plusieurs encore en pièce = 2,600 livres; 2^o dix autres robes en soie et coton, mousseline, bourre = 520 livres; 3^o cinq déshabillés en satin, taffetas, bourre, et huit autres déshabillés, fil de coton ou toile d'orange, quatre jupons piqués = 464 livres; 4^o cinq douzaines de chemises, six douzaines de mouchoirs, douze paires de draps, douze nappes, huit douzaines de serviettes = 900 livres; 5^o deux pelisses en satin, fourrure de martre et petit gris, quatre manteaux ou mantelets taffetas ou mousseline, dix-huit paires de bas de soie, vingt paires de bas de coton, dix paires de poches = 520 livres; 6^o six coiffures, bonnets et chapeaux, plumes, chaussures, boucles, bracelets, bagues et bijoux, montre en or, chambre garnie = 1,920 livres, et le tout faisant un total de 6,924 livres.

3. Elle avait des frères, dont un se prénommait Martial, et une sœur, Adélaïde, que Dagobert aimait beaucoup; cette Adélaïde épousa, le 19 avril 1790, un conseiller au bailliage, Le Tellier de Montchoix, mais, disait Dagobert dans son testament en 1786, « en cas qu'elle ne s'établisse pas et que ma femme vint à lui manquer, je lui donne en récompense de ses soins généreux une pension de trois cents livres sur le plus clair de mes biens ».

foule d'occasions, notamment à l'affaire de Wesel. Le 29 juillet 1781, Dagobert reçut cette croix tant enviée, qui devait se porter sur l'estomac au bout d'un petit ruban couleur de feu. Il l'obtenait à quarante-trois ans, avec cette mention qu'il était bon sujet et qu'il avait été blessé à la guerre. Le même jour étaient décorés deux autres capitaines qui furent, comme lui, généraux de la Révolution : Serurier, qualifié d'excellent officier, et Saint-Hillier.

Mais, ce qu'il désirait par-dessus tout, c'était un brevet de lieutenant-colonel à la suite de l'infanterie, ce brevet qu'un capitaine du régiment de Royal-Italien, le comte de Vintimille-Lascaris, avait enlevé naguère, bien qu'il n'eût ni les services ni les blessures de Dagobert. Cette fois, la « charmante Dagobert » intervint. A deux reprises, aux mois d'octobre et de novembre 1780, elle écrivit au prince de Montbarey. Elle lui rappelait les amitiés qu'il avait faites à son père et à toute sa famille durant un séjour à Perpignan, ainsi que les marques de faveur qu'il avait témoignées à M. d'Ortaffa, et « mon cousin d'Ortaffa, disait-elle, n'a pas l'honneur de vous appartenir de plus près que moi-même ». Elle affirmait qu'elle n'était pas riche et que son père, chargé d'enfants, ne lui avait rien donné. Elle demandait la permission d'aller, avec sa cousine Canclaux, « faire sa cour » au ministre et de lui présenter son mari. Elle plaidait avec vivacité la cause de Dagobert :

Il n'a rien, pas même la croix de saint Louis, pendant que je la vois à cent officiers de gardes-côtes ou autres qui à peine ont servi ; il présenta l'année dernière un mémoire pour obtenir partie de la pension d'un de ses parents qui venait de mourir, il n'a rien obtenu, pendant qu'il a été accordé 400 livres de pension à un des sous-lieutenants de son régiment. Vous êtes trop juste et trop bon parent pour n'y avoir pas égard. Ses services et ses blessures le rendent susceptible de tout ce que vous pouvez faire pour lui. Consultez là-dessus les inspecteurs. Consultez le mémoire sur la guerre qu'il a eu l'honneur de vous envoyer et décidez s'il mérite d'être oublié dans un régiment étranger. Je vous supplie donc, mon prince, de lui accorder le brevet de lieutenant-colonel à la suite de l'infanterie avec ses appointements, comme vous l'avez accordé à M. de Lascaris, bien moins ancien que lui, et qui n'a pas ses blessures.

La Luzerne joignit ses démarches aux lettres de M^{me} Dagobert. Il aimait beaucoup notre capitaine de Royal-Italien et pensait

de lui tout le bien possible. En cette même année 1780, il l'avait désigné comme l'officier le plus digne par son intelligence, par ses blessures, par ses services de passer à un grade supérieur dans un régiment français, et il ajoutait que le ministre ferait bien de tirer d'un régiment étranger des sujets nationaux, pleins, comme Dagobert, de zèle et de talent¹.

Les démarches de La Luzerne et les lettres de M^{me} Dagobert n'eurent pas d'effet, et, cinq ans après, un blâme infligé au capitaine de Royal-Italien retardait son avancement. L'inspecteur du régiment, le comte de Murinais, avait constaté que le colonel, chevalier de Carignan, devait à la caisse une somme de 37,041 fr. 10. Vainement, Carignan versa par deux fois un acompte de 18,000 livres et promit de rembourser dans un prompt délai le reste de sa dette. Le ministre, maréchal de Ségur, le destitua et le remplaça par Vintimille-Lascaris. Dagobert, qui présidait le conseil d'administration, fut réprimandé, et, lorsqu'il demanda la lieutenance-colonelle vacante par la nomination de Lascaris, le ministre lui répondit qu'il n'était pas « susceptible d'une pareille grâce dans un moment où le roi le jugeait répréhensible et ordonnait qu'il fût puni ». Il pensait aller en semestre pour terminer des procès qu'il avait; il dut rester au régiment jusqu'à ce que Lascaris fût parfaitement au courant des affaires.

Je m'en rapporte, lui écrivait Murinais, à vos sages réflexions pour apprécier l'esprit de clémence qui a dicté votre punition. Je suis fâché que vos affaires puissent éprouver quelque dérangement par la perte d'une partie de votre semestre. Mais il est absolument nécessaire que vous restiez au corps jusqu'à ce que M. le comte de Vintimille-Lascaris croie pouvoir se passer de vos soins; je l'ai d'ailleurs fort assuré qu'il trouverait en vous la franchise et la loyauté qui caractérisent un officier qu'il doit distinguer et je suis sûr que vous ne démentirez pas cette bonne opinion et qu'elle nous fournira dans la suite des moyens de vous être utile.

Toutefois, le 4 avril 1786, Dagobert obtint une lettre dite d'état et de sursis : le roi, jugeant qu'il est actuellement employé pour son service en qualité de capitaine-commandant au régiment Royal-Italien et qu'il ne peut vaquer à ses affaires particu-

1. M^{me} Dagobert au ministre, 27 oct. et 7 nov.; La Luzerne à Dagobert, 3 juin et 13 nov. 1780. (A. D.)

lières, ordonne que tous les procès civils qu'il aura seront en état et surséance durant six mois¹.

En 1787, la « majorité » ou la place de major vaquait dans Royal-Italien par la retraite du sieur Ansidei. Deux officiers du régiment, deux capitaines-commandants, Dagobert et Aubry, la sollicitaient. Aubry, capitaine-commandant des grenadiers, noté comme très bon serviteur et très intelligent, était recommandé par le colonel comte de Vintimille-Lascaris. Le colonel tenait Dagobert pour homme de mérite et reconnaissait qu'il avait bien servi ; mais le corps, disait-il, avait été renouvelé dans toutes ses parties et devait être soigné plus que tout autre ; il fallait donc que son major eût « du liant dans le caractère », et c'est pourquoi il préférait Aubry à Dagobert. Le ministre n'hésita pas un instant. Dagobert avait la note suivante : « A eu des actions brillantes à la guerre, bon officier, sert bien, ferme, d'un bon exemple », et l'inspecteur, comte de Murinais, écrivait que Dagobert avait déjà commandé le régiment dans des circonstances assez difficiles et fait exécuter ses ordres avec énergie, qu'il avait servi dix-neuf ans comme capitaine et qu'il était le premier des capitaines du régiment, qu'on ne pouvait le mettre sous les ordres d'Aubry, son cadet, qui n'avait, comme capitaine, que treize ans de services. Le 17 mai 1787, Dagobert fut nommé².

Il commanda Royal-Italien pendant l'hiver de 1787 à 1788, et l'inspecteur, le maréchal de camp comte de Frimont, assura qu'« il n'y avait pas à s'en louer ». Le jugement était sévère. Mais quel régiment malaisé à mener que ce Royal-Italien ! Il se composait de Piémontais, de Napolitains, de Romains qui ne cherchaient qu'à désertir. Pas de discipline, pas de subordina-

1. Lettre d'état et de sursis, 4 avril 1786 ; Murinais à Dagobert, 31 décembre 1785 et 22 janvier 1786. (A. D.) En sa qualité d'inspecteur du régiment, Murinais surveillait de loin Royal-Italien et prononçait sur une foule de cas ; il décidait s'il fallait délivrer un congé à tel ou tel soldat que le colonel désirait congédier et pour combien de jours tel ou tel soldat qui s'était très mal conduit serait mis au cachot ; il jugeait que le quartier-maître disposait de sommes beaucoup trop fortes ; il ordonnait d'envoyer en prison un officier qui ne payait pas la somme qu'il devait à la caisse du régiment.

2. On peut remarquer qu'un an plus tard (ordonnance du 17 mars 1788), le mode de nomination des majors fut changé : ils ne pouvaient être majors dans le régiment où ils étaient capitaines ; ils étaient choisis parmi les capitaines de leur arme qui comptaient vingt ans de services, et, ainsi que les lieutenants-colonels, ils étaient proposés au roi par le ministre d'après une liste dressée par le Conseil de la guerre.

tion, les subalternes manquant de politesse envers leurs chefs, un tel abus des permissions qu'il ne restait presque pas d'officiers au régiment, peu ou pas d'instruction, et Murinais avait demandé que les compagnies fussent « remises au détail tant pour rectifier le port de l'arme et la position de l'homme que pour acquérir plus de vivacité dans les temps de la charge ».

Les bureaux de la guerre, informés de la situation, pensaient que le séjour de Toulon était très nuisible au régiment. Royal-Italien, disait-on à Paris, « serait mieux placé ailleurs qu'à Toulon où il se détruit », et le colonel Vintimille-Lascaris demandait qu'il fût transféré à l'île de Ré. Le ministre prit une mesure plus radicale. Il supprima Royal-Italien, et au lieu et place de ce régiment étranger, par ordonnance du 1^{er} mars 1788, le roi créa le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné.

Le 1^{er} mai suivant, Dagobert était nommé et établi dans la charge de major de ce bataillon sous l'autorité du lieutenant-colonel Thevet de Lesser. Il y eut encore des Italiens dans le bataillon, mais ils n'en formaient plus que le tiers. On s'efforça de racoler des Français, surtout des gens de la région dauphinoise, — puisque le corps tenait garnison à Briançon, — et, comme disait l'inspecteur Frimont, d'amalgamer le fond du bataillon avec des nationaux qui lui donneraient un peu de solidité. Au mois d'août 1788, nos chasseurs du Dauphiné comptaient déjà dans leurs rangs quatorze Dauphinois, nerveux, robustes, quoique petits, et ils avaient fait quelques progrès¹. Le lieutenant-colonel Thevet de Lesser les « travaillait avec succès ». L'instruction et la discipline « gagnaient beaucoup »; la subordination s'affermissait de jour en jour; la tenue était bonne; les officiers avaient meilleur ton, ils étaient moins souvent en permission et ils suivaient, surveillaient avec plus d'attention les bas officiers.

A. CHUQUET.

1. Au 30 septembre 1789, le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné comptera 218 Français, 104 Italiens, 8 Avignonnais, 9 Suisses, 15 Allemands, 1 Espagnol et 1 Liégeois.

LE GÉNÉRAL REYNIER A NAPLES

Parmi les généraux de l'Empire qui auraient pu légitimement parvenir aux grands commandements et prétendre aux plus hauts honneurs de l'armée, l'un des plus remarquables fut le général Jean-Louis-Ebénézer Reynier. Sa naissance, — il était de Lausanne, descendant de protestants français chassés par la Révocation, — ses relations sympathiques, sous le Consulat, avec des opposants, des généraux restés républicains, les sentiments variables, longtemps défiants, de Napoléon à son égard, son caractère très tranché lui donnent une originalité attrayante. Il ne paraît pas avoir la célébrité qu'il mérite et son nom même est fréquemment travesti : ses services d'état-major, longs et précieux, sont, comme il est inévitable, obscurcis par ceux de ses chefs, Jourdan, Pichegru, Moreau; en Égypte, son rôle comme divisionnaire est moins connu que sa querelle avec Menou devenu général en chef, et dans cette querelle, d'après Thiers, on le juge d'ordinaire avec sévérité; ensuite, Reynier agit le plus souvent sur des théâtres secondaires, loin de l'empereur, à Naples, en Portugal. Dans le royaume de Naples, où il resta trois ans, il commanda en chef, dans des conditions singulièrement difficiles. C'est à cette partie de sa carrière que se bornera cet exposé¹; elle est d'ailleurs la plus négligée par les notices biographiques², bien qu'elle ait pour fond le drame sombre et pittoresque de la guerre des Calabres.

La plus large liberté d'action dont Reynier y jouit permet de

1. Nous avons l'intention de consacrer à ce général un travail d'ensemble.

2. Même celle du major L. Merson, *le Général Reynier*, dans la *Revue militaire suisse*, t. I et II, 1856 et 1857 (extrait du *Moniteur de l'armée*, n° 68); la plus complète est encore celle de la *Biographie nouvelle des contemporains*, t. XVII, p. 400-406. — Les ouvrages principaux restent : Du Casse, *Mémoires du roi Joseph* (t. II, III, IV); Koch, *Mémoires de Masséna* (t. V); Mathieu-Dumas, *Précis des guerres de la Révolution et de l'Empire* (t. XV et XIX), préférable à *Victoires et conquêtes*, puisque l'auteur était ministre de la Guerre du roi Joseph à Naples. Ajoutons comme ouvrage général essentiel, L.-M. Greco, *Annali di citereiore Calabria*, 2 vol.

mieux dégager certains traits de son caractère. En premier lieu, cette froideur d'abord et de caractère que met en relief le jugement de Napoléon dans ses *Mémoires*¹ et que Thiers interprète sans bienveillance². Elle était l'expression d'un esprit ferme, réfléchi, calculateur, qui n'était point troublé par l'imprévu, d'une instruction forte, scientifique, supérieure sans doute à celle de la grande majorité de ses collègues. Comme chef, Reynier montre à Naples une promptitude de décision, une célérité de mouvements que les appréciations signalées plus haut sembleraient exclure. Pour pacifier les esprits et réorganiser le pays, il déploie un zèle qui, si l'on tient compte de l'extrême difficulté de la tâche, lui donne place parmi ces généraux capables de créer et d'administrer, tels que Marmont, Molitor, Donzelot, Decaen, ou, à Naples même, Mathieu-Dumas, plus nombreux que ne le reconnaissent les adversaires de l'armée impériale.

Un portrait expressif du général se rapporte à son séjour à Naples : le grand et beau tableau de Schmidt, qui représente Murat suivant de la pointe Campanella la prise de Capri, montre, dans le groupe qui l'entoure, Reynier, grand, droit, la tête haute, caractérisée par le nez et le menton proéminents, les sourcils froncés; des yeux d'un bleu d'acier, des cheveux blonds affirment le type septentrional de cette physionomie réfléchie et énergique³. En 1806, il a trente-cinq ans.

*
*
*

Au commencement de 1806, quand s'organisait l'invasion de Naples, l'empereur faisait de Reynier à son frère Joseph, improvisé général en chef, cet éloge bien remarquable; désignant les chefs à placer à la tête des trois corps, Masséna, Gouvion Saint-Cyr, Reynier, il disait : « Attachez-vous au général Reynier; il est froid, mais c'est des trois le plus capable de faire un bon plan de campagne et de vous donner un bon conseil⁴. » Cette préfé-

1. *Mémoires...*, par Gourgaud et Montholon, éd. de 1823, t. I, p. 74.

2. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 54. — M. F. Rousseau, *Kléber et Menou*, p. XLIV, exagère, à notre avis, ce même caractère de froideur chez Reynier.

3. Ce tableau, daté de Naples, 1811, fait partie de la collection, si riche sur l'Italie napoléonienne, de M. Paul Marmottan, qui a bien voulu nous le faire connaître.

4. Napoléon à Joseph, 12 janvier 1806 (*Mémoires du roi Joseph*, t. II).

rence glorieuse venait de trouver un nouveau motif dans la part prépondérante qu'avait prise le général à la capture du corps autrichien de Rohan, à Castelfranco. Gouvion Saint-Cyr, qui commandait en chef, rendait justice à son lieutenant, avec lequel, notons-le en passant, il offre plusieurs traits communs. Mais, quand il accomplit ce fait d'armes, Reynier se relevait seulement d'une disgrâce dont fut cause ou prétexte son duel, en 1802, avec le général Destaing, conséquence tragique des dissentiments d'Égypte. Il avait été exilé à quarante lieues de Paris et les préfets avaient ordre de le surveiller avec soin. Le brave Rapp faillit se voir congédier pour avoir insisté en faveur de son ami et lui avoir écrit son dépit d'avoir échoué.

Les anciens lieutenants et amis de Moreau inspiraient à l'empereur, il est difficile de le nier, une défiance en quelque sorte latente : ils n'étaient pas positivement écartés, mais employés au loin, à moins qu'ils ne donnassent des marques particulièrement nettes de dévouement. L'armée de Naples dut paraître convenable à ces épreuves, car on y envoyait même en demi-disgrâce : tel ce Sainte-Croix, si loué par Marbot, qui, ayant tué en duel, dans des circonstances quelque temps suspectes, un cousin de l'impératrice, avait été arrêté, puis renvoyé à l'armée; tel encore le fameux Fournier-Sarlovèze, emprisonné comme conspirateur sous le Consulat et insuffisamment réhabilité par une campagne à la Martinique. Toutefois la conquête de Naples tient si fort à cœur à Napoléon, qui y cherche une base à de grands desseins et y envoie son frère aîné, son confident le plus cher, que le choix de Reynier, comme celui de Masséna, de Gouvion Saint-Cyr et, peu après, de Jourdan, est avant tout une preuve de confiance en leurs talents. Mais l'impression reste que Reynier est mis à une épreuve décisive : dans un commandement large et presque indépendant, il pourra manifester la sincérité de sa réconciliation et la vivacité de son zèle. A ces conditions, l'empereur ne dissimule pas ses bonnes intentions à son égard : c'est lui qui sera chargé de l'expédition de Sicile, dans laquelle, une fois conquise, on lui créera un fief, « et ce ne sera pas un faible encouragement pour lui, écrit Napoléon, s'il se doute de ce que je veux faire en sa faveur »¹. Après la première conquête des Calabres, il sera aussitôt promu grand officier dans la Légion d'honneur. La sen-

1. Napoléon à Joseph, 5 juin 1806 (*Mémoires du roi Joseph*, t. II).

sation qu'on a l'œil sur lui explique en partie ce zèle infatigable de Reynier, son ardeur parfois imprudente, sa déférence envers certaines idées du roi Joseph.

Dans la marche sur Naples, qui ne fut qu'une promenade militaire, le général Reynier, commandant le corps d'armée de droite, qui pénétrait par Terracine et l'antique voie Appienne, se heurta le premier à l'opiniâtre résistance du gouverneur de Gaëte, prince de Hesse-Philippsthal, et, le 10 février 1806, après quelques feux échangés, prit les premières dispositions pour le blocus d'une place qui allait être, pendant les six premiers mois, une menace et un affront permanents pour le nouveau gouvernement. Ce n'était pas là que devait être employée l'activité du général, et comme ce siège fut longtemps l'objectif principal de Masséna, Reynier n'en eut que plus de liberté d'action dans son domaine propre, la Calabre. Or, de la possession de ces provinces, àpres et sauvages comme leurs habitants, dépendait celle du royaume. C'est là, tout d'abord, que le roi de Naples, Ferdinand, abandonnant sans combat le reste du royaume, ordonna à ses troupes de se rassembler et de tenir; c'est là, ensuite, que ses alliés les Anglais résolurent d'attaquer la domination française, et l'insurrection des Calabres l'ébranla dans sa base, menaça d'incendier tout le pays, rendit longtemps toute administration impossible ou précaire. Reynier se trouva donc au poste de confiance.

Aussitôt après l'occupation de Naples, le général, placé à la tête d'un corps d'environ 12,000 hommes, s'était dirigé, par la vallée du Calore et le pittoresque *Vallo di Diano*, sur la Calabre. Le soin de la défendre et l'honneur des armes napolitaines avaient été confiés à un émigré français, brave et brillant comme un chevalier d'autrefois, le comte Roger de Damas. Celui-ci avait espéré tenir dans une forte position défensive, derrière des tranchées munies d'artillerie, à Campotenese, haute plaine encastrée dans la montagne, où l'on accède et d'où l'on se retire par de longs et étroits défilés. C'était s'illusionner encore sur le désarroi général : le 9 mars, par un temps de neige affreux, l'armée napolitaine, évaluée à 14,000 hommes, fut abordée, déconcertée par une attaque de flanc, jetée pêle-mêle dans les défilés de retraite, où beaucoup périrent et beaucoup plus furent pris; une grande partie se dispersa; le plus petit nombre prit, grand train, le chemin de Reggio. La promptitude des Français

avait surpris l'ennemi hésitant, mal renseigné, et fait évanouir le peu d'ardeur qu'avait pu entretenir son chef¹.

Le soir de la bataille, dans Morano dévasté, Paul-Louis Courrier représente Reynier qui, « en descendant de cheval, demande son écritoire »². Le lendemain, avec la même activité, il était à la poursuite des vaincus, et, après dix jours de poursuite sans relâche, il dévalait, avec ses cavaliers, sur la plage de Pentimele, au bord du détroit de Messine, au moment même où les débris de l'armée napolitaine mettaient à la voile pour la Sicile.

Le détail des opérations militaires sera négligé ici; nous ne voulons qu'indiquer l'importance du rôle de Reynier et quelques traits de sa physionomie. Dans la courte campagne qui vient d'être résumée, on observera seulement que la facilité du succès ne doit pas faire méconnaître le mérite de ces marches forcées, à travers un pays hérissé d'obstacles, dépourvu de chemins, aux maigres ressources, et dans une saison de pluies incessantes, qui grossissent subitement les torrents, ruinent les souliers et l'équipement et doublent la fatigue du soldat.

* *

Reynier avait traversé plutôt que conquis la Calabre et, tandis qu'en vue de la Sicile il cherchait à reconstituer les moyens d'y passer, derrière lui les mécontentements commençaient à s'exalter et à se grouper : paysans irrités par les réquisitions, seul recours possible pour l'armée dans de telles conditions de rapidité et d'isolement, et par les excès ordinaires de la guerre, déserteurs de l'armée dispersée, agents soldés par la cour de Palerme. Les misères économiques et les haines sociales trouvaient l'occasion de satisfaire leurs rancunes sous le prétexte honorable de fidélité au roi et à la religion; le brigandage, endémique dans ces provinces, pouvait étendre et légitimer ses méfaits : griefs réels et prétextes criminels se combinaient pour préparer cette terrible insurrection, devancière nullement éclipsée des horreurs espagnoles. Mais, tout en rendant hommage aux intentions de ceux qui veulent y montrer l'explosion d'un patriotisme à la fois sauvage et héroïque, nous croyons que l'insurrection, privée de l'appui et des incitations de l'étranger, se fût réduite à des séditions locales,

1. *Mémoires du comte de Damas* (communication de M. le marquis de Damas).

2. *Lettre à M.*, officier d'artillerie à Naples, 9 mars 1806.

comme celles qui furent réprimées à la fin de mars, avant le voyage de Joseph en Calabre : pour faire lever ces ferments, pour jeter contre les « patriotes », ou plutôt contre les propriétaires, les violents de la classe pauvre, il fallut l'intervention anglaise. Lors donc que sir John Stuart eût débarqué, avec une armée peu nombreuse, mais consistant, outre quelques milliers de Napolitains, réguliers ou non, en 5,000 hommes de bonnes troupes anglaises, sur la plage de Santa-Eufemia, en Calabre citérieure, le général Reynier se trouva sous le poids de la plus lourde responsabilité : les Anglais jetés à la mer, c'était sans doute l'agitation étouffée à sa naissance; eux vainqueurs, tout le pays prenait feu.

Ayant rassemblé, à marches forcées, 5,750 hommes, en partie Polonais et Suisses, avec quelques cavaliers, mais presque pas d'artillerie, Reynier accourut et s'établit au-dessus de Maida, au flanc des hauteurs qui dominent au sud la plaine fertile et malsaine de l'Amato, en partie couverte de cultures bordées et semées d'arbres, avec, le long du cours d'eau, bien humble à cette saison, de véritables fourrés. Le surlendemain, 4 juillet 1806, les Anglais ayant fait divers mouvements puis manœuvré comme pour passer l'Amato et couper les Français de l'importante ville de Monteleone, Reynier descendit lui-même en plaine, franchit le fleuve et disposa ses troupes en deux lignes, formées en échelons¹. Un feu très nourri s'engage entre les tirailleurs; ceux de l'armée française reculant, la première ligne anglaise avance, la droite, qui était appuyée au fleuve, en tête. Aussitôt la première ligne française, qui lui faisait face, marche à sa rencontre. L'instant fut vraiment solennel. Les Anglais avaient arrêté leur mouvement et attendaient au port d'armes; la fusillade avait cessé. A demi-portée de fusil, les Français battent la charge, les Anglais ouvrent le feu : décimés et déconcertés, à quelques pas seulement de l'en-

1. Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la bataille de Santa-Eufemia ou Maida; il en existe de nombreuses relations dans les histoires ou les mémoires de Français, Anglais, Italiens, Suisses (dont il y avait dans les deux armées). Les récits sont d'ailleurs discordants sur bien des points, même essentiels. Le meilleur et le plus récent est celui du professeur américain M. Johnston, *The napoleonic era on the southern Italy*, t. I, ch. iv. — M. le colonel Clément de Grandprey, *la Défense du royaume de Naples en 1806*, dans le *Journal des sciences militaires* (sept.-oct.-nov. 1907) en a donné, d'après le rapport de Reynier seul, une relation nécessairement incomplète. — Le rapport de Reynier est dans les *Mémoires du roi Joseph*, t. II, p. 376-386, celui de Stuart est dans l'*Annual Register* de 1806, p. 591-94.

nemi, les Français font demi-tour, entraînant dans leur fuite la seconde ligne (Suisse et Polonais). Les Anglais, à leur tour, avancent; la fermeté d'un régiment français à l'extrême droite, plusieurs tentatives de la cavalerie pour tourner la gauche ennemie ne purent que mettre obstacle à la poursuite, qui d'ailleurs s'arrêta d'elle-même¹.

Les pertes étaient cruelles, plus du quart de l'effectif tué ou pris, le reste en grand péril. C'était peu auprès des conséquences : l'insurrection, dont on entendait déjà de tous côtés le tocsin, la guerre sociale déchaînée. On a reproché à Reynier de ne pas s'être borné à contenir les Anglais dans cette plaine malsaine, d'où grand nombre en fait rapportèrent la malaria, laissant au besoin au gouvernement le temps d'en finir avec Gaëte et de lui envoyer des renforts². Ces reproches, inévitables après coup, ne peuvent vraiment tenir en face des raisons de combattre. La rébellion qui couvait avait éclaté à la seule apparition des Anglais : attendre, c'était laisser libre cours à l'incendie, sacrifier les détachements non ralliés, perdre toutes communications; c'était non pas attirer dans l'intérieur les Anglais, remarquablement indécis, ni les livrer aux fièvres, mais simplement les décider à se rembarquer pour faire plus loin une autre tentative, aussi efficace sur l'esprit public. Ignorant encore l'événement, Napoléon écrivait : « Rien n'est plus heureux que le débarquement des Anglais. Il est difficile de concevoir quelle espèce de fatalité les a poussés³. »

L'attaque fut-elle mal conduite? On a accusé le général Compère, qui commandait la première ligne, de n'avoir pas attendu les ordres : Reynier, dans son rapport, se borne à le nommer en tête des officiers blessés en faisant leur devoir. Ce sont les troupes qui, selon lui, n'ont pas été dignes d'elles-mêmes, et son chef d'état-major ne s'explique point leur panique au moment d'abor-

1. Nous avons brièvement rappelé les circonstances du combat, afin de préciser, ce qui n'apparaît pas toujours nettement, que le combat, par suite du mouvement en avant des Anglais, s'est engagé très vite et probablement plus tôt que ne s'y attendaient les Français, encore imparfaitement formés; que les Anglais, la première ligne repoussée, ont repris leur marche, d'où l'impossibilité de chercher à reformer les troupes. — Le rapport de Sénécal, le chef d'état-major de Reynier, est aux Archives de la guerre, Armée de Naples, *Corresp.*, 1806.

2. M. le colonel Clément de Grandprey renouvelle ce reproche, de n'avoir pas attendu au moins les renforts les moins éloignés, *loc. cit.*, n° d'octobre, p. 27.

3. Napoléon à Joseph, 19 juillet 1806 (*Mémoires du roi Joseph*, t. II).

der l'ennemi dont elles avaient soutenu le feu : il ne revint que « des hommes terrorisés, qui ne pensaient qu'à fuir »¹. Quant à Reynier, on ne voit pas que son plan, à vrai dire bouleversé dès le début, fût maladroït en lui-même, ni qu'il ait manqué de sang-froid, sa qualité maîtresse². Pour rallier ses soldats, il s'était prodigué, courant à ceux qui pouvaient encore tenir, essayant de manœuvrer ; son cheval fut tué sous lui³.

En réalité, c'était bien les troupes, beaucoup plus que les généraux, qui avaient décidé de la bataille ; c'était un duel, Stuart en exprime nettement l'impression, que, « comme par un consentement mutuel... et dans un silence angoissant »⁴, l'infanterie anglaise et l'infanterie française s'étaient livrée sous le regard anxieux des Calabrais. Reynier avait eu cette fortune fâcheuse de donner le premier la démonstration, avec d'autant plus d'éclat qu'il y avait alors trêve partout en Europe, des fortes qualités de l'armée anglaise : solidité dans la défensive, sang-froid, très grande supériorité de tir. Cette armée, Napoléon enseignait à la mépriser. A ces soldats précisément qu'il envoyait à Naples, n'avait-il point parlé, comme d'une bagatelle, de jeter à la mer « ces débiles bataillons des tyrans des mers »⁵. De fait, ni les opérations des Anglais aux Pays-Bas pendant la Révolution, ni même celles d'Égypte, où leur succès peu décisif de Canope (auquel se trouvait Reynier) était trop visiblement dû à l'énorme infériorité numérique des Français, à la faiblesse et aux divisions de leur commandement, ne pouvaient faire présager cette supériorité actuelle. Tout récemment on avait vu une armée anglaise évacuer précipitamment le royaume de Naples compromis par elle, au seul bruit d'une invasion possible des Français. Eux-mêmes, les Anglais avaient besoin de s'éprouver. A ce point de vue encore, cette petite bataille sur une plage perdue de la Calabre eut de grandes conséquences. Il suffit de voir quel enthousiasme elle souleva en Angleterre : discours aux deux Chambres, louanges et récompenses, médaille commémorative. Elle parut la preuve incontestable de la supériorité de l'armée

1. Rapport de Sénécal.

2. Opinion contraire de M. le colonel Clément de Grandprey (*Ibid.*, p. 29).

3. Rapport de Sénécal.

4. Rapport de Stuart.

5. Proclamation de Schoenbrunn. — A Joseph, le 6 juin 1806, il écrivait : « Avec 9,000 hommes, je pourrais battre 30,000 Anglais. »

anglaise comme de la marine. Des écrits se répandirent qui poussaient à augmenter cette armée, à entreprendre en grand les opérations sur le continent¹. D'autre part, avec un faible effectif et sur un modeste théâtre, n'est-ce point déjà la tactique de Wellington, telle que la résume M. Houssaye : attendre l'ennemi de pied ferme, ne tirer qu'à petite portée, s'élancer à la baïonnette²?

Napoléon ne tira aucun profit de la leçon de Santa-Eufemia pas plus que des défaites postérieures en Espagne : « Les Anglais ne sont pas redoutables »³, affirme-t-il après l'affaire de Calabre, comme à Waterloo même, repoussant les avis de Soult et de Reille, vétérans de la Péninsule, il répétera que « les Anglais sont de mauvaises troupes »⁴. Si donc Reynier a été battu, c'est qu'il « a fait des fautes de toutes espèces »⁵. D'ailleurs, dans cette grave circonstance, l'empereur montra un calme remarquable. Pas plus que Joseph qui, ayant conseillé la prudence, pouvait être sévère et attribue au contraire la défaite à un simple accident, la chute du général Compère blessé⁶, Napoléon n'accable le général malheureux ; il n'est préoccupé que de l'urgence de le secourir : « Quelle honte et quel malheur si ces braves gens, après s'être défendus, étaient obligés de rendre leurs drapeaux ! »

Cependant, à travers le pays insurgé, en plein été calabrais, harcelé par des bandes féroces qui happaient tout ce qui s'écartait et martyrisaient leur proie, coupé de toute communication, forcé de combattre pour s'ouvrir passage, pour prendre des vivres, même pour boire aux rares points d'eau, le corps de Reynier accomplissait sa longue et douloureuse retraite. Durant vingt jours, on fut sans nouvelles de lui, et c'est seulement le 11 août, presque à la limite de la Calabre, qu'il fut rejoint par Masséna, venu en personne à son secours. Combats, sac et incendie de villes avaient marqué les étapes ; le soldat, d'abord tout à fait démoralisé⁷, était à la fois épuisé et exaspéré, la discipline très relâchée.

1. Allison, *History of Europe*, t. VI, p. 209 et 390. — Elliot, le ministre anglais à Palerme, proclame dès lors la supériorité des troupes anglaises, *Annual Register*, 1806, p. 594.

2. H. Houssaye, *Waterloo*, p. 301.

3. Napoléon à Joseph, 30 juillet 1806, *Corresp.*

4. H. Houssaye, *Waterloo*, p. 311 et 324.

5. Napoléon à Joseph, 30 juillet 1806 (*Mémoires du roi Joseph*, t. II).

6. Joseph à Napoléon, 2 septembre 1806 (*Ibid.*).

7. Napoléon à Joseph, 31 juillet 1806 (*Ibid.*).

8. Rapport cité de Reynier. — Des témoignages expressifs de la démoralisa-

Au milieu du désarroi, Reynier restait imperturbable. Paul-Louis Courier, dans une lettre récemment publiée¹, où il décrit de façon saisissante cette retraite, qu'il ne rejoignit d'ailleurs que vers la fin, admire ce calme. « Il faut rendre justice au général Reynier. Sa constance ne s'est pas démentie un instant. A la voir, vous eussiez dit qu'il ne se passait rien d'extraordinaire. Il reçoit la nouvelle la plus accablante comme si on lui annonçait que le souper est servi. Il fait voir en lui réellement tout ce qu'ont écrit les stoïques de leur sage dans l'adversité². » Ce qu'il ajoute du chef, « dont le but doit être moins de montrer du courage que d'en inspirer », semblerait confirmer le reproche, fait par Napoléon, d'une insuffisante action sur les soldats. Pourtant Reynier avait su ramener les siens dans les circonstances les plus difficiles. On songe au général Dupont, deux ans après, à Baylen, comme lui en face d'une armée anglaise et menacé par l'insurrection. La capitulation de l'un, la retraite de l'autre eurent les mêmes effets funestes, mais Reynier, avec des troupes défaites et désemparées, avait donné un bel exemple d'énergie : il restait, dans ce désarroi, ce qu'il avait été, sous Moreau, au Val-d'Enfer.

* *

Aussi ne lui fut-il point tenu rigueur. Maintenu dans son commandement, il est, à peine rejoint par Masséna, replacé, avec des renforts, à l'avant-garde de la nouvelle conquête des Calabres. C'est toujours de lui qu'il est question pour l'invasion projetée de Sicile. L'étroit canal de Messine demeura infranchissable, mais sur le continent, durant la fin de 1806 et les deux années suivantes, Reynier, d'abord lieutenant très apprécié de Masséna, puis commandant en chef, eut à déployer une extrême activité. Sous sa direction s'accomplit, dans tous les recoins de la Calabre, contre les insurgés, les « brigands », une

tion sont donnés par le lieutenant Reitzel (du régiment suisse) dans ses souvenirs peu connus, publiés par R. von Steiger sous le titre : *Ein Schweizerbataillon im französischen Kriegsdienste u. dessen Kämpfe gegen die neapolitanischen Briganten, 1805-1808*. Nous n'avons trouvé nulle part confirmation des cas de mutilerie rapportés par Courier (lettre ci-après).

1. Par M. Robert Gaschet, dans la *Revue bleue* du 17 mars 1906.

2. Greco, *Annali*, t. I, p. 70, loue, d'après la tradition locale, cette fermeté de Reynier dans la retraite, sa sollicitude pour les blessés, ses encouragements à tous.

poursuite incessante, « chasse où, comme dit Courier, le chasseur est souvent pris »¹. C'est une guerre pénible et ingrate que, pour comble, Napoléon dédaigne et méconnaît. Aussi les militaires s'en dégoûtent-ils vite et touchante est leur hâte à partir, quand ils sont appelés enfin à la Grande Armée. De ceux qui persévèrent de bonne grâce, attachés au roi ou à leur œuvre même, nul ne montra plus de zèle, dans une tâche plus ardue, que le général Reynier.

Une série d'opérations plus militaires tranche au milieu du « brigandage ». Elles furent pour Reynier autant de succès, qu'il faut nous borner ici à rappeler. Amantea, petite ville enclose, dominant une plage fertile au nord de Santa-Eufemia, avait donné le signal de l'insurrection et était devenue l'une de ses places d'armes. Vainement attaquée à deux reprises, elle ne céda que le 7 février 1807, après un véritable siège de trente-huit jours, fameux dans les fastes de la Calabre guerrière². Reynier sut, malgré l'exaltation des défenseurs les plus compromis, nouer des négociations qui évitèrent l'assaut final, et sa conduite envers le chef de la résistance lui confirma, dans le pays, cette réputation de générosité, dont le souvenir y est resté, dans l'histoire et dans le roman³.

Puis le « héros de Gaète », le prince de Hesse-Philippsthal, comptant sur le prestige de son nom et sur la coopération du pays, osa renouveler la tentative de Stuart en débarquant, plus au sud, avec environ 6,000 hommes, dont quelques corps francs. Reynier, préoccupé par le souvenir de son aventure, ne voulut frapper qu'à coup sûr et s'attira du roi Joseph, sur sa prudence, des reproches que le renom de leur auteur rendait particulièrement blessants. Du moins le combat de Mileto (28 mai 1807) fut-il décisif : anéantissement de l'armée sicilienne ; Hesse échappa à grand'peine par une course effrénée. Le pays n'avait pas bougé⁴.

1. Lettre du 18 octobre 1806, Mileto.

2. A peine indiqué dans les lettres de Joseph, ce siège est raconté le plus en détail dans les *Annali di Citeriore Calabria* de Greco, qui lui a consacré aussi une étude à part, *Narrazione storica intorno agli assalti ed allo assedio dei Francesi contro Amantea dal 1806 al 1807*. — M^{me} la comtesse Reynier, petite-nièce du général, possède le *Journal* du siège par le lieutenant-colonel Macdonald, du génie napolitain : elle nous a fait l'honneur de nous le communiquer, ainsi que d'autres documents, avec un aimable empressement.

3. Greco, *Annali*, t. I, p. 222 ; M. Nicola Misasi, dans son roman historique, *l'Assedio di Amantea*, t. II, p. 108 et suiv.

4. Le journal de l'expédition, qu'un contretemps nous avait empêché de con-

Nouveau siège fort rude : Cotrone, où le prince de Hesse tenta de retrouver son prestige de Gaëte, compromis en rase campagne. Du 2 juin au 12 juillet 1807, sur un sol aride, malsain, les troupes de Reynier, y compris le général, souffrirent surtout des fièvres au point d'être à un moment réduites presque de moitié. On avait enfin réussi à entamer la muraille soudée au roc, quand l'ennemi s'évada par mer, au grand avantage des assiégeants : ils avaient perdu 500 hommes, presque tous de maladie, et tout le monde en était atteint¹.

Enfin Reggio et Scilla, sur le détroit, restaient encore, depuis la retraite de Reynier, aux mains des ennemis. Sans ces deux villes, impossible de tenter le passage en Sicile, pour lequel Napoléon préparait un grand effort et il faisait honte à son frère de ne pas les avoir reprises. Reynier réclamait depuis longtemps l'expédition, et c'est Joseph, rentré dans son vrai caractère, qui lui imposait la prudence². Quand le roi s'y décida, après les chaleurs de l'été, les pluies de l'automne apportèrent des difficultés nouvelles : il fallut tourner l'obstacle des torrents gonflés en hissant l'artillerie par l'Aspromonte couvert de neige, créer des chemins, refouler les insurgés qui harcelaient les travailleurs. Le vieux château de Reggio, occupé par une garnison napolitaine, se rendit le surlendemain de l'arrivée des Français; celui de Scilla, gardé par les Anglais et tranquille du côté de la mer, fut, huit jours après l'entrée des ennemis dans la ville, abandonné par ses défenseurs³.

La reprise de Reggio et de Scilla devait être la préface de la conquête de la Sicile; les circonstances s'y opposèrent. Mais, si l'expédition avait eu lieu, l'honneur de la commander n'eût plus appartenu à Reynier. Un incident singulier lui avait fait perdre la confiance du roi : dans la capitulation de Reggio, il n'était question que des « troupes françaises »; Joseph n'était point nommé. Simple négligence, assura Reynier, s'expliquant par la hâte d'en finir avec une place si proche de Messine⁴; mais Joseph y vit un

sulter aux Archives de Naples (Guerra 2142), nous a été transmis en copie avec un grand empressement par M. Manfredi Palumbo, archiviste.

1. Journal du siège de Cotrone, Archives de la guerre, *Corresp.*, 1807. — Rösselet (officier suisse), *Souvenirs*, p. 100-101.

2. Joseph à Reynier, 5 janvier 1807 (*Mémoires du roi Joseph*, t. III).

3. Rapport du roi sur ces deux sièges publié dans le *Monitore napolitano* du 22 mars 1808.

4. Reynier à Clarke, s. d., Archives de la guerre, *Corresp.* Naples, 1808. — La capitulation est dans les *Mémoires du roi Joseph*, t. IV, p. 243.

outrage et, dans sa colère contre le général, il va jusqu'à l'accuser auprès de l'empereur de volontiers « ne rien reconnaître de ce qui porte le nom de Votre Majesté »¹. Nul soupçon ne pouvait être plus dangereux pour le général, dont la récente rentrée en grâce avait déjà été suivie de son malencontreux échec. Mais on voit que Napoléon, tout en partageant le mécontentement de son frère et en faisant vivement réprimander Reynier par son ministre de la Guerre², est d'avis qu'on le laisse à la tête de l'expédition de Sicile³. Joseph, d'autre part, sa colère apaisée et tout en s'empressant de le remplacer dans son commandement, à la demande, assure-t-il, du général lui-même pour raison de santé, revient sur ses reproches exagérés et ingrats⁴. Il ne l'oublia ni dans les dons qu'il octroya, ni dans les honneurs⁵.

Les opérations régulières semblent presque un apaisement au milieu de l'horrible guerre des Calabres. Elles permettent du moins des actes de courtoisie, auxquels participe volontiers Reynier. Sir John Stuart lui avait fait renvoyer ses bagages pris après Santa-Eufemia; quelque temps après, l'occasion se présente de restituer une voiture qui lui appartenait. Le général Sherbrooke remercie Reynier de son humanité envers des prisonniers anglais et de ses attentions pour leur chef blessé. Des échanges de prisonniers se font de gré à gré⁶. Les réguliers de l'armée sicilienne bénéficient d'une bienveillance semblable : on loue l'humanité de Reynier envers les prisonniers de Campotenese et de Mileto⁷; la capitulation qu'il accorda au château de Reggio permettait aux officiers et soldats de naissance sicilienne de retourner en Sicile et même plusieurs, qui étaient Napolitains, furent autorisés à s'y rendre, sur promesse de revenir dans trois mois s'ils n'étaient échangés. Napoléon s'inquiète de rapports qui pourraient favoriser la contrebande : « Pourquoi ces communications et ces parlementages? Vous ne devez pas les souffrir⁸. »

Envers les insurgés, la rigueur était prescrite et Reynier, placé

1. Joseph à Napoléon, 8 février 1808 (*Mémoires du roi Joseph*, t. IV).

2. Clarke à Reynier, 28 février 1808, Archives de la guerre (*Ibid.*).

3. Napoléon à Joseph, 17 février 1808 (*Mémoires du roi Joseph*, t. IV).

4. Joseph à Napoléon, 19 mars 1808 (*Ibid.*).

5. Dignitaire du nouvel ordre des Deux-Siciles (mai 1808); inscription sur le grand livre (Joseph à Napoléon, 19 mars 1808, *Mémoires du roi Joseph*, t. IV).

6. Sherbrooke à Reynier, Messine, 1^{re}, 20, 25 février 1808 (Archives de la guerre, *Corresp.*, 1808).

7. Greco, *Annali*, t. I, p. 21 et 245.

8. Napoléon à Joseph, 17 février 1808 (*Mémoires du roi Joseph*, t. IV).

au foyer même de l'insurrection, ordonna les exécutions sommaires, les pillages, les incendies qui devaient terroriser les rebelles. La proclamation qu'il publia le 14 décembre 1806, comme dernier avertissement avant l'expiration du délai accordé par le roi aux insurgés, à l'exclusion des chefs et des incitateurs, ajoutait aux rigueurs du décret du 31 juillet qui mettait la Calabre en état de siège : seront traités comme complices des « brigands » ceux qui leur fourniront des vivres ou un abri (c'est déjà la méthode de Manhès); ceux même qui, le pouvant, ne les arrêteront pas ou ne donneront pas les renseignements nécessaires, comme aussi les magistrats municipaux qui leur accorderont à tort des certificats ou « ne donneront pas sur eux des informations exactes »¹. Le 19 juin 1807, le général prescrivit l'arrestation en masse de la population de Gemigliano, hommes, femmes, enfants, qui seront détenus jusqu'à nouvel ordre dans un couvent de Catanzaro².

Ces violences, Reynier les fit du moins précéder et accompagner d'efforts méritoires pour les rendre inutiles. Frappé du caractère en partie social de l'insurrection, « la guerre des pauvres contre les riches », il chercha à attirer, par un gain moins brillant mais moins dangereux que le pillage, une portion de ces miséreux; dans sa proclamation du 14 décembre, il admettait dans les « corps francs », sous la seule condition du serment, les rebelles repentants qui y consentiraient et les dispensait en ce cas du désarmement et de la surveillance imposée aux autres³. Il accueillit des bandes entières comme « gardes civiques »⁴. Enfin, à l'exemple de son ancien chef et ami Kléber, avec qui il avait déjà, en Égypte, dû réprimer rudement une insurrection populaire, il combattit les violences inutiles. Il a laissé dans cette triste histoire de la répression calabraise un renom, unanimement reconnu, d'équité et de probité.

* * *

L'état de guerre presque perpétuel laissait peu de place à

1. Donnée *in extenso* par Greco, *Annali*, t. I, p. 187-188.

2. Reynier au chef de bataillon Paolini, 19 juin 1807, Archives de la guerre, *Corresp.* Naples, 1807.

3. Reynier à Joseph, s. d. (*Mémoires du roi Joseph*, t. III, p. 105).

4. Reynier à Mathieu Dumas, ministre de la Guerre (Archives d'État de Naples, Guerra 1153).

l'œuvre d'organisation; Reynier pourtant s'en préoccupa. Après la première conquête des Calabres, il fut quelques mois le véritable maître du pays. Courier plaisante sur cette « vice-royauté », avec ses « audiences » et ses « antichambres », qui s'évanouit à Santa-Eufemia¹. Lors de la deuxième conquête, le pays fut en état de siège et y resta jusqu'après l'arrivée de Murat. Le général se trouva donc investi d'une très vaste et très forte autorité. Pour pallier le régime militaire, le roi nomma, en janvier 1807, un « Commissaire civil », chargé de le représenter dans les Calabres, mais il choisit Louis Reynier, le propre frère du général, naturaliste et historien distingué, évidemment disposé à suivre l'inspiration de ce frère qu'il avait accompagné déjà en Égypte.

Chargé avant tout d'une mission de haute police et des apprêts pour l'expédition de Sicile, le général sut faire davantage et collabora notamment à l'application de principes chers au roi Joseph et desquels on ne saurait nier du moins l'honorabilité.

La guerre, les préparatifs forçaient à exiger beaucoup d'un pays déjà épuisé par le brigandage et la cessation du commerce maritime; les deux Reynier entreprirent du moins de réprimer les pilleries et de régulariser les réquisitions². En revanche, le général conseillait cette mesure, assez singulièrement renouvelée des lois contre l'émigration, de « prononcer le sequestre des biens de plusieurs grands propriétaires de ce pays qui ont suivi la cour en Sicile, afin d'empêcher leurs agents de leur envoyer leurs revenus »³. L'interdiction de ces envois avait d'ailleurs été déjà faite⁴; la confiscation fut prononcée par le décret du 31 juillet 1806.

Les routes, l'une des premières préoccupations des administrations napoléoniennes, furent commencées en Calabre, où il n'y en avait pas une, pour des raisons stratégiques, mais desquelles profita le pays. De même, on voit Reynier utiliser une flottille de canonnières, qui lui avait amené de l'artillerie de Salerne, pour escorter, en s'en retournant, un convoi de ces denrées qui ne

1. *Lettres d'Italie*, 25 juin et 12 août 1806.

2. Greco, *Annali*, t. I, p. 202, reproduit la proclamation de L. Reynier à son arrivée.

3. Reynier au roi, Reggio, 1^{er} avril 1806 (Archives de la guerre, *Corresp.* Naples, 1806).

4. *Determinazione* du 13 mars 1806.

pouvaient plus être écoulées : « Si elle fait quelques autres voyages, cela ramènera l'aisance dans ces provinces¹. » Les préparatifs de Sicile substituèrent, pour une autre portion des Calabrais, l'activité provisoire des constructions navales et des fonderies à la vie économique, si violemment entravée².

L'organisation de *gardes provinciales*, milices formées de propriétaires intéressés au maintien de l'ordre, était, en dépit de l'ironie de son frère, une des idées favorites de Joseph. Reynier la réalisa assez bien pour que les deux légions de Calabre devinssent de sérieuses forces de police, capables même de quelque service de guerre³; il ménageait leur esprit assez peu militaire (courage à part) et c'est ainsi qu'il demandait à voir passer dans l'armée les deux majors de ces légions parce qu'ils « dégoutent les gardes provinciales en voulant toujours les ramener à une organisation et à une discipline trop militaires »⁴. Pourtant l'intendant (préfet) de Calabre citérieure se plaignit de la militarisation excessive de ces gardes qui lui ôtait, dit-il, toute autorité sur ses meilleurs administrés, ainsi que du droit, que le général avait attribué à leurs chefs, d'opérer d'eux-mêmes des arrestations⁵.

À côté de cette garde nationale, Reynier eut à organiser des corps francs; il en avait même pris l'initiative, proposant, dès le 1^{er} avril 1806, de créer « un bataillon de chasseurs calabrais » pour recueillir les soldats dispersés par la défaite de l'armée napolitaine, qui « finiraient par devenir brigands », et cherchant à transformer une partie des insurgés en gardes civiques⁶.

Bienveillant pour les Calabrais ralliés, juste et probe dans son administration, soucieux des intérêts du pays, s'intéressant, par exemple, au début, aux maux encore subsistants du tremblement de terre de 1783⁷, comme, à la fin, à l'installation du collège de Cosenza⁸, il jouit d'une autorité morale, bien nécessaire, sinon

1. Reynier au roi, Monteleone, 26 octobre 1807 (*Mémoires du roi Joseph*, t. IV).

2. M^{me} la comtesse Reynier possède une médaille en fer forgé et grossièrement modelée, souvenir d'une visite de Reynier aux fonderies de la Mongiana.

3. Il y a des légionnaires au siège d'Amantea, par exemple.

4. Reynier à M. Dumas, 6 juin 1807 (Archives d'État de Naples, Guerra 1153).

5. L'intendant de Calabre citérieure au ministre de la Guerre, 6 janvier 1807 (Archives d'État de Naples, Guerra 1163).

6. Reynier au roi, 1^{er} avril 1806 (Arch. de la guerre, *Corresp.* Naples, 1806).

7. Reynier au roi, 21 mars 1806 (*Mémoires du roi Joseph*, t. II).

8. Greco, *Annali*, t. II, p. 346.

suffisante, au milieu des intrigues et des haines qui troublent le pays autant que l'insurrection elle-même.

Lors du passage de Joseph au trône d'Espagne, Reynier était à Naples, en congé, ayant été remplacé dans les Calabres. Quand le maréchal Jourdan, gouverneur de la capitale, partit à son tour, c'est à lui qu'il remit le commandement de toutes les forces de terre et de mer du royaume, ainsi que le gouvernement de la ville, et Murat, avant d'arriver dans ses États, l'assurait du plaisir qu'il aurait à le conserver¹. C'est Reynier qui présidait la délégation formée pour saluer à la frontière le nouveau souverain². Celui-ci, l'année suivante, le prenait pour ministre de la Guerre et de la Marine (25 février 1809), hommage à ses talents d'organisateur et à sa probité.

Son ministère fut court, puisque le 5 juillet suivant il combattait à Wagram. Il paraît avoir été fort actif, à en juger par le nombre et l'importance des décrets royaux concernant son département³. Un certain nombre a trait à des remaniements administratifs, par exemple le remplacement des intendants militaires par des inspecteurs aux revues et des commissaires des guerres comme ceux de France⁴. La plupart augmentent les forces militaires : l'effectif des compagnies d'artilleurs littoraux est augmenté à 140 hommes⁵, la gendarmerie portée à 240 brigades⁶, outre la gendarmerie auxiliaire, qui sera d'ailleurs assimilée à l'autre; un nouveau régiment de ligne à trois bataillons est créé⁷. Le grave décret du 7 mars 1809 ordonne la levée de deux hommes par mille habitants, au moyen du tirage au sort parmi les jeunes gens de dix-sept à vingt-six ans; le roi Joseph avait commencé en 1807, mais en prenant seulement un homme sur mille habitants, et s'en était tenu à cette levée. La conscription, — c'était bien elle qui s'établissait ainsi, — était particulièrement contraire aux habitudes et aux goûts de ce pays. On autorisait d'ailleurs les communes à présenter des volontaires et les *estratti* à se faire remplacer à condition que ce fût par quelqu'un de la

1. Murat à Reynier, Paris, 15 août 1808 (Archives de la guerre, *Corresp.* Naples, 1808).

2. *Monitore napoletano* du 6 septembre 1808.

3. *Bullettino delle leggi del regno di Napoli*, 1809.

4. Décret, 27 mai 1809.

5. Décret, 19 mai 1809.

6. Décret, 3 mars 1809.

7. Décret, 10 mars 1809.

commune; de nombreuses exceptions étaient admises. Pourtant, prévoyant l'insubordination, d'autres décrets renforçaient les mesures de discipline : création à Gaëte d'un dépôt où les réfractaires seront astreints, outre tous les exercices de la troupe, à des travaux pénibles, et passibles de punitions plus sévères; amendes infligées aux réfractaires et déserteurs, en sus de leurs peines, ou, à leur défaut, à leurs père et mère¹. En revanche, dans la lettre où il propose au roi la levée des deux pour mille, il fait l'éloge le plus flatteur des troupes précédemment organisées. En Espagne comme à la prise de Capri, elle se sont montrées « dignes de marcher sur la même ligne que les régiments français ». L'expérience, faite aussi avec les milices, prouve que les Napolitains n'ont semblé perdre le goût des armes que par l'effet d'institutions mauvaises et sont toujours les « descendants des Samnites, des Bruttians, des Grecs et des Romains »². Faisant la part des besoins de la cause, on peut voir dans ces éloges une nouvelle preuve de la bienveillance du général pour le peuple au milieu duquel il avait passé plusieurs années si remplies.

Dès le mois de mai, Napoléon réclamait Reynier pour son service, bien que Murat désirât le garder³. L'empereur, dit un biographe, ne voulait point le laisser se mettre en évidence⁴. N'est-il pas plus naturel de penser avec un autre que, sur le point de faire une grande guerre, obligé déjà par les événements de compter avec ses ressources en hommes, Napoléon n'ait pas voulu perdre un de ses bons « généraux de bataille »⁵? Ainsi Reynier allait reprendre des commandements plus conformes à son expérience de la grande guerre et plus brillants, mais qui laisseront moins de place à l'initiative souple et féconde dont il avait donné des preuves si honorables dans ses gouvernements d'Égypte et de Calabre.

Jacques RAMBAUD.

1. Loi et décrets, 27 mai 1809.

2. Reynier à Murat, mars 1809 (Arch. de la guerre, *Corresp.* Naples, 1809).

3. Murat à Napoléon, 22 mai 1809 (*Ibid.*).

4. *Biographie nouvelle des contemporains*, t. XVII, p. 405.

5. Major L. Merson, *loc. cit.*, t. I, p. 278.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA DOUBLE TRAHISON DE GODEFROI DE HARCOURT

(1346-1347).

Robert d'Artois avait été pour Édouard III un auxiliaire précieux. Godefroi de Harcourt le remplaça. Il était seigneur de Saint-Sauveur-le-Vicomte, en Normandie. Comme il avait attaqué l'évêque de Bayeux, Guillaume Bertran, que Philippe VI avait pris sous sa sauvegarde, et qu'on l'accusait de complicité avec le roi d'Angleterre, il jugea prudent d'échapper à la punition qu'entraînait son crime de lèse-majesté. Ses complices furent suppliciés la veille de Pâques, 3 avril 1344, et Godefroi fut condamné par défaut au bannissement avec confiscation de tous ses biens. « Godefroi se retira en Brabant, dans les terres qu'il y possédait au titre de sa mère, Alix de Brabant. Le duc Jean, son cousin, de qui il tenait en fief la seigneurie d'Aerschot, l'accueillit cordialement. Longtemps il espéra recevoir son pardon de Philippe de Valois. Fatigué d'attendre en vain et irrité de voir ses domaines de Normandie séquestrés par les baillis royaux ou concédés à des étrangers, il n'écoula plus que les conseils de son orgueil blessé. Ce fut dans cette disposition d'esprit qu'il quitta le Brabant au commencement de l'année 1345. Se croyant dégagé du serment qu'il avait prêté à Philippe VI, il s'adressa à Édouard III pour obtenir la réparation des torts dont il se plaignait. A peine arrivé en Angleterre, il fit hommage à l'ennemi du roi de France¹. »

Comme Robert d'Artois, Godefroi de Harcourt flatta l'ambition de son nouveau suzerain. Il lui représenta qu'en droit le trône de France lui appartenait; que, s'il avait été, en 1328, déshérité par fraude, il lui fallait revendiquer ses droits à tout prix, les armes à la main. Aussi bien offrit-il ses services au roi d'Angleterre, qui s'empressa de les accepter, lui donna une pension à valoir sur l'Échiquier et lui

1. Léopold Delisle, *Histoire du château et des sires de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, p. 59-60.

promit de lui restituer les terres confisquées en Normandie, s'il parvenait à mettre sur sa tête la couronne de France¹. Godefroi de Harcourt avait tout intérêt à ce que son nouveau maître réalisât son dessein : il l'incita à envahir la France et ne cessa de l'accompagner, en 1346, depuis Barfleur, à travers toute la Normandie, l'Ile-de-France et la Picardie, jusqu'à Crécy et jusqu'à Calais.

Mais, après le siège de Calais, il changea subitement d'attitude. A quoi faut-il attribuer ce revirement soudain ? A des remords de conscience, à des chagrins de famille (son frère, Jean de Harcourt, était tombé à Crécy dans les rangs français) ou bien à l'habile diplomatie de Philippe VI ? C'est ce qu'il serait bien difficile d'affirmer. Toujours est-il que Godefroi quitta le camp anglais pour se jeter de nouveau dans les bras du roi de France. Philippe de Valois lui pardonna d'avoir fait cause commune avec les ennemis du royaume. L'exilé rentra en grâce, vit sa sentence de bannissement rapportée et recouvra en France tous ses biens jadis confisqués².

Mais, en redevenant un loyal sujet, en demandant pardon de la faute commise, en donnant des preuves de son repentir, Godefroi de Harcourt trahissait une seconde fois : il était parjure au serment de fidélité et d'hommage qu'il avait prêté au roi d'Angleterre. Édouard III prit à son endroit les mesures qu'avait jadis prises Philippe VI : il confisqua tous les biens que Godefroi possédait en Angleterre et, après une enquête faite par Étienne Sorel et Nicolas Duchesne, il ordonna aux shérifs de faire main basse sur ses bijoux et ses armures, d'en dresser l'inventaire, d'en estimer la valeur et d'envoyer le tout aux Archives de la couronne. Édouard III était alors occupé à investir Calais : l'ordre fut transmis dans tous les comtés et dans tous les ports par le gardien d'Angleterre, et il fut exécuté avec la plus grande célérité. Édouard était sans merci pour les traîtres, ceux surtout, comme il le dit dans son bref, qui, « après lui avoir prêté hommage et juré fidélité, n'avaient pas craint, par une trahison insigne, de s'allier à son ennemi de France »³.

1. Rymer, t. III, p. 44.

2. *Grandes chroniques*, t. V, p. 466.

3. « De jocalibus, armaturis et aliis bonis que fuerunt Godefredi de Harecourt in manum regis capiendis : Rex vicecomiti Dorseti, salutem. Quia Godefridus de Harecourt, contra homagium suum nobis factum et fidelitatis juramentum nobis prestitum, adversario nostro Francie contra nos prodicionaliter jam noviter adhesit, tibi precipimus quod omnia jocalia, armaturas et alia bona et catalla ipsius Godefridi, que apud Weymuth et alibi in bailliva tua, infra libertates et extra, juxta informationem magistri Stephani Sorel et Nicolai de Quercu vel eorum alterius cujuscumque, invenire poteris, sine dilatione arrestari et in manum nostram capi et saisiri et salvo, absque distractione aliqua, custodiri

Godefroi de Harcourt échappa une deuxième fois à la punition qu'il avait encourue. Son deuxième crime de lèse-majesté resta, comme le premier, impuni. Ce furent ses serviteurs et ses hommes d'armes restés en Angleterre, sur qui retomba la colère royale, qui expièrent la faute commise. Plusieurs d'entre eux étaient demeurés dans l'île de Wight. Le connétable du château de Carisbrooke en ladite île, Henri Romyne, reçut l'ordre de les arrêter, eux, leurs chevaux et leurs biens, et de les jeter dans la geôle jusqu'à nouvel avis¹. On les accusait d'être des espions, et les cachots de la Tour de Londres donnèrent l'hospitalité aux valets du seigneur normand, traître tour à tour à la France et à l'Angleterre.

E. DÉPREZ.

UNE CONFÉRENCE ANGLO-NAVARRAISE EN 1358.

En 1875, au tome I des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, M. Siméon Luce republiait un document resté, selon lui, « jusque-là à peu près inaperçu, quoiqu'il méritât au plus haut degré l'attention des historiens », un traité secret conclu entre Édouard III, roi d'Angleterre, et Charles le Mauvais, roi de

faciatis, quousque aliud inde preceperimus et nos de localibus, armaturis, bonis et catallis, que sic arrestaveris et que et cujusmodi fuerint et de precio eorumdem, in cancellaria nostra sub sigillo tuo distincte et aperte certifies indilate. Et hoc sub incumbenti periculo nullatenus omittas. Teste custode predicto apud Eltham, quinto die januarii. — Consimile breve dirigatur baillivis de Weymuth, mutatis mutandis, ut supra » (Record Office, Fine Rolls, a° 20, n° 146, m 8). — Les créanciers étaient plus intraitables que le roi et les représailles s'expliquent par leurs réclamations plus que par le dépit du souverain. Godefroi avait des dettes criardes. Par un acte du 18 février 1347, daté de Calais, Édouard III ordonne à Jean d'Offord, doyen de Lincoln, de confisquer les biens de Godefroi afin de rembourser les sommes dues par ce dernier à « Johan le Nutz, armurer nostre tres cher fitz le prince de Gales ». Le surplus devait être versé dans le trésor royal (Record Office, Privy Seals, file 317, n° 18115).

1. « Rex dilecto sibi Henrico Romyne, constabulario castri sui de Caresbrok in insula Vecta, salutem. Quia datum est nobis intelligi quod quidam homines Godefridi de Harecourt, qui contra homagium suum nobis factum et fidelitatis juramentum nobis prestitum adversario nostro Francie contra nos prodicionaliter jam noviter adhesit, cum quibusdam equis et aliis rebus ipsius Godefridi, infra insulam predictam, a diu est, morati fuerunt et adhuc morantur, ad secreta nostra et hominum dicte insule exploranda, vobis mandamus quod omnes homines ipsius Godefridi, infra dictam insulam sic existentes, una cum equis et omnibus aliis rebus secum inventis capi et arrestari et infra castrum predictum salvo

Navarre. Ce traité n'était pas, à vrai dire, inconnu, vu que Rymer l'avait publié dans son recueil : *Fœdera et conventiones*, d'après l'original retrouvé dans les archives de l'Échiquier, *in camera pel-lium*. Il avait, d'ailleurs, été fort mal publié. Soit que le français fût peu familier au copiste de Rymer, soit que le document fût d'une lecture difficile, pour avoir souffert des injures du temps, des mots, des phrases entières, qui n'avaient pu être déchiffrés, avaient été omis ou mal lus. Aussi bien M. Luce avait-il essayé avec un peu d'attention de rectifier les fautes, de combler les lacunes, de restituer, en un mot, la véritable teneur du traité, au moins dans ses parties essentielles. Et, après avoir rétabli la vraie date, où s'était glissée une erreur de sept années, Luce concluait, en publiant son essai de restitution : « Quoi qu'on puisse inférer, plusieurs lacunes et aussi des fautes nombreuses et graves donnent lieu de supposer que l'éditeur s'est servi d'une copie fort mauvaise ou du moins d'un original plus ou moins altéré. Cette circonstance diminue nos regrets de n'avoir pas été en mesure de collationner notre texte sur le document, d'après lequel Rymer a fait sa publication¹. »

Peut-être eût-il été plus sage d'attendre que le document eût été retrouvé et plus logique de le chercher. Mais les recherches de M. Luce restèrent sans doute à l'époque infructueuses, et celles que poursuivirent postérieurement d'autres historiens eurent le même sort. Nous avons été plus heureux, car nous avons retrouvé à Londres le fameux traité dans les archives du Public Record Office, mais ce ne fut point, disons-le de suite, l'effet du hasard. Si le dernier éditeur avait lu attentivement la clause finale du traité, il aurait vu que les chevaliers plénipotentiaires et signataires avaient apposé leurs sceaux qui pendaient à une cédule endentée. C'était donc dans les cédules endentées qu'il fallait chercher l'original. Or, il y a précisément au Record, dans les *Exchequer Accounts, King's Remembrancer*, la série des Indentures of War, indentures de guerre, et c'est bien dans cette série que se trouvait, selon nos prévisions, l'original cherché².

custodiri faciatis, quousque aliud inde a nobis habueritis in mandatis, nos in cancellaria nostra de hominibus hominum ac numero equorum hujusmodi et que et cujusmodi res et bona sic arestari contigerit et quorum ac cujus precii fuerint, reddatis sub sigillo vestro distincte et aperte certiores. Teste custode predicto apud Eltham, xii die januarii. — Per consilium » (Fine Rolls, n° 20, n° 146, m 4).

1. Siméon Luce, *Négociations des Anglais avec le roi de Navarre pendant la révolution parisienne de 1358 (Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, t. I, 1875, p. 113-131).*

2. A la fin de 1905, par suite d'un classement nouveau des Indentures, le

La copie de Rymer est, à coup sûr, bien défectueuse, car l'original n'a pas souffert autant qu'on semblait le craindre. Ça et là, l'encre est décolorée, mais les mots se lisent aisément, et il n'y a lieu ni de suppléer ni de restituer. La pièce est bien de 1358 et non de 1351; M. Luce avait fort justement prouvé qu'au 1^{er} août 1351 les Anglais n'occupaient ni Poissy, ni Saint-Cloud, ni Creil et Argenteuil, comme l'indiquait le traité. Telle est en effet, d'après l'original, la teneur du traité :

A ce que bonne amour et alliances soient et puissent estre a touz jours entre tres nobles et tres excellens princes le Roy d'Engleterre d'une part et le Roy de Navarre d'autre, ont esté touchées et parlées par nobles hommes messire Estienne de Cuisantonne, messire Gilebers Chastellay et messire Jehan de Feudriguay, chevaliers du dit Roy d'Engleterre, et messire Martin Henriquez, messire Jehan de Pinquigny, messire Pierrot de Saqueinville, messire Jehan de Fricamps, messire Robers de Pinquigny, Remiris Darellano, chevaliers du dit Roy de Navarre, les voies et moiens qi ensuivent. Premiers est regardé par entre les dessus diz chevaliers qe le dit Roy de Navarre aura tout le conté de Champaigne et de Brie entierement, avecques toutes les appartenances a tenir en la manere et par auteles noblesces qe le Roy Thibaut de Navarre les tint, toute la duchée d'Evreus encienne et ses appartenances. Et quant est de la duchée de Normandie, dont il a esté parlé et debatü par entre les dessus diz chevaliers, sur ce que [ele soit et doie] demourer semblablement au dit Roy de Navarre entierement, les diz deux seigneurs ordoneront quant il s'entreverront et aussi de toutes autres choses qui pevent toucher madame la Royne Blanche, le bien de l'accord d'entreuls et le profit des choses dessus dictes. Item du comté de Chartres et du bailliaige d'Amiens, dont les chevaliers du dit Roy de Navarre ont faite mencion tendanz a fin que le dit Roy de Navarre les doie avoir semblablement et avecques les choses dessus dictes, demeure a parler autrefois. Quar les chevaliers dudit Roy d'Engleterre ne s'y sont mie presentement arreztez. Item est parlé que la couronne et le seurplus du royaume de France et les autres terres et seignories que celles qui ci-dessus sont declarées, seront et demourront audit Roy d'Engleterre. Item a ce que les diz deux seigneurs aient la possession des choses dessus dictes et que a chascun soit delivré ce qui est touché cy-dessus, est parlé que il ayderont l'un l'autre de leurs corps, genz, amis et alliez contre touz, ou cas que les choses vendront a fin de bon traictié. Et par ensi des maintenant le dit Roy de Navarre et ses genz et les genz dudit Roy d'Engleterre, qui sont et vendront par deça la mer, seront ensemble contre toutes personnes et seront leur fait au prouffit

traité qui nous intéresse, y compris plusieurs autres documents, a été retiré de la série (Bundle 68, n° 219) des Indentures et mis à la suite des *Diplomatic Documents, Exchequer*. Le catalogue supplémentaire de cette dernière série sera prochainement publié.

des diz deux seigneurs, tant en conquete de pays comme autrement. Et ce que sera gainné et prins de pays, forterescs ou lieux, es chevau-chées qui seront faites par euls, sera du dit Roy d'Engleterre. Excepté que ce qui sera prins et gainné es pays dessus declarez pour le dit Roy de Navarre sera sien et le tendra a son prouffit. Et ceuls qui a present tiennent places es parties de Normandie et d'ailleurs, les tendront et garderont jusques a tant que les deux seigneurs en aient ordené et accordé. Excepté les pons et places de Poissy et de Saint Clou et toutes autres forterescs et places qui ont esté prinses et occupées depuis que ledit Roy de Navarre manda les genz d'Engleterre derrenier a venir devers lui; les queles seront laissées, rendues et delivrées a plain, de tout le pouvoir des diz chevaliers du Roy d'Engleterre en bonne foy et sanz aucune fraude ou mal engin. Item pendanz ces choses toutes les genz, villes et pays et subjetz, amis et alliez du dit Roy de Navarre seront et demourront paisibles envers les Anglois de toutes oppressions et dommaiges et aussi seront les villes, terres et hommes dudit Roy de Navarre franx [et quittes] de toutes raençons a imposer de nouvel et semblablement demourront paisibles [les genz] et lieux obeissanz au dit Roy d'Engleterre envers le dit Roy de Navarre et ses genz. En tesmoing de ces choses, les chevaliers desus nomez en ont entrechangement leurs seaulz a ceste presente cedula endentée qui fu faite le premier jour d'aoust l'an de grace mil CCC cinquante et huit.

Tel est l'acte que les plénipotentiaires anglais, Étienne de Cosyngton, Gilbert Chastellay et Jean de Foderyngeye, pour Édouard III, Martin Henriquez, Jean de Picquigny, Pierre de Saquinville, Jean de Fricamps, Robert de Picquigny et Remirez Darellano, pour Charles de Navarre, signèrent le 4^{or} août 1358. M. Luce l'a appelé « un traité de partage du royaume de France », et il en exagérait ainsi beaucoup l'importance. Le traité n'est en effet que provisoire, et il y a loin de l'entente des plénipotentiaires à une alliance définitive, défensive et offensive. L'accord signé en 1358 n'est que la suite logique, le corollaire naturel des négociations depuis longtemps entamées entre l'Angleterre et la Navarre et qui se poursuivent sans relâche pendant tout le règne de Jean le Bon. Les rois d'Angleterre et de Navarre ont intérêt à s'unir contre le roi de France, qu'ils voudraient tous deux détrôner; mais il leur est difficile d'arriver « à bonne amour et aliance à touz jours ». Si la situation politique les rapproche, la jalousie les sépare et les éloigne. Si l'ambition égoïste les dévore, les nécessités du moment, les incidents fâcheux, les circonstances défavorables, les contraignent à faire contre mauvaise fortune bon cœur. Édouard III, qui a mis dans ses armes les fleurs de lis et qui s'intitule, depuis 1340, roi de France, comprend qu'il doit se ménager l'appui des Navarrais, qui peut lui être très précieux. L'ambitieux Charles le Mauvais, candidat au trône de France, qu'il reven-

dique, mais se sentant le moins fort, obéit à une politique tortueuse; il louvoie au gré des événements; il n'ose pas déclarer qu'Édouard III est un usurpateur; car il redoute le succès des Anglais, et, s'il souhaite intimement leur défaite, il envisage la possibilité de faire payer très cher sa renonciation. De là vient que Charles le Mauvais et Édouard III, dont les intérêts sont si divergents, les sentiments même si hostiles, s'obstinent à transiger, à accumuler trêves sur trêves, à entasser conventions sur conventions. L'accord de 1338 est l'une de ces transactions : elle vient à la suite d'une conférence où s'étaient conviés les rois d'Angleterre et de Navarre et où leurs représentants échangèrent leurs vues.

Il resta entendu que Charles le Mauvais aurait le comté de Champagne et de Brie, comme jadis l'avait eu le roi Thibaut, ainsi que le duché d'Évreux. Mais les ambassadeurs ne purent s'entendre ni sur la question du duché de Normandie, ni sur celle du comté de Chartres et du bailliage d'Amiens. Les Navarrais en revendiquaient la possession pour leur maître; les Anglais, après de longs débats, firent réserver la question, et il fut décidé d'un commun accord que les deux rois décideraient à leur prochaine entrevue. Mais la diplomatie anglaise triompha et les Navarrais capitulèrent. Exception faite du comté de Champagne et du duché d'Évreux, laissés au roi de Navarre, et des terres, comme le duché de Normandie, non attribuées, le roi d'Angleterre obtint le surplus du royaume et la couronne de France.

Les deux rois s'engagèrent, en outre, réciproquement à se prêter main-forte, à faire cause commune contre leurs ennemis, à se donner l'appui de leurs alliés; il fut, en outre, stipulé que les conquêtes et prises de guerres respectives, faites à l'avenir en collaboration, resteraient la propriété respective du roi d'Angleterre et du roi de Navarre, que les Anglais garderaient momentanément les places et villes occupées en Normandie et qu'ils évacueraient Poissy et Saint-Cloud. Mais toutes ces clauses demeurèrent provisoires et ne furent jamais exécutées. On parla au futur, sans qu'il y ait eu accord ferme et volonté bien arrêtée : c'était toujours « ou cas que les choses vendront a fin de bon traictié ».

« De bon traité », et non « de leur traité », ainsi que M. Luce avait restitué le texte fautif de Rymer. Les deux rois s'entendront définitivement lorsqu'ils « s'entreverront », et non pas lorsqu'ils « se reverront », comme le dit M. Luce, ce qui laissait supposer qu'ils assistaient en personne à la conclusion du traité provisoire. Aussi bien le texte original nous permet-il de rejeter les conclusions si savamment échaudées par M. Luce.

L'historien de Duguesclin, rapprochant de cette date du 4^{er} août la

mort d'Étienne Marcel, tué dans la nuit du 31 juillet au 4^{er} août, au moment où il voulait ouvrir les portes de Paris au roi de Navarre, conclut que le traité de partage fût signé quelques heures seulement après la fin tragique du prévôt des marchands, probablement à Saint-Denis, où se tenait alors Charles le Mauvais. « Ce qui fait, écrit-il, l'intérêt vraiment exceptionnel du traité du 4^{er} août 1358, c'est qu'en y surprenant pour la première fois la main d'Édouard III dans la révolution parisienne dirigée par Étienne Marcel, nous voyons du même coup où allait infailliblement aboutir cette révolution, si le patriotisme de Pépin des Essarts et de Jean Maillart n'en avait prévenu la catastrophe finale. A ce point de vue, le traité constitue une révélation véritable. Il montre jusqu'à quel point l'entraînement révolutionnaire avait fait dévier ce mouvement de 1356, fondé pourtant au début sur un sentiment de généreuse résistance à l'ennemi; il prouve jusqu'à l'évidence combien était antinationale cette politique de Charles le Mauvais, dont Marcel se faisait le trop complaisant instrument. » Et M. Luce conclut qu'au moment où le traité fut conclu et signé, le roi de Navarre connaissait l'insuccès de la tentative et la mort d'Étienne Marcel.

Les conclusions de M. Luce sont fort séduisantes sans doute, mais sa savante dissertation provient du rapprochement de deux faits et de deux dates qui n'ont entre eux aucun rapport. Le traité provisoire, signé par les plénipotentiaires anglais et navarrais, n'a pas été fait aux environs de Paris, mais plutôt en Normandie, où se trouvaient alors la plupart des chevaliers anglais qui assistèrent à la conférence anglo-navarraise du 4^{er} août 1358. Il n'est pas subordonné à la révolution parisienne de 1358; car, outre qu'il semble improbable que ce traité ait été conçu, élaboré et signé en vingt-quatre heures, tout prouve que le dit traité de 1358 n'est que la suite de projets d'alliance qui s'échelonnent de 1354 à 1358¹ et auxquels les deux rois souscrivent, sans qu'ils aient pu jamais arriver à une entente efficace et à une alliance définitive. Le pacte de 1358 est un compromis, une paix boiteuse plutôt qu'un traité de partage. Et ce n'est pas, à coup sûr, l'échec de la tentative d'Étienne Marcel qui en avait précipité la signature.

E. DÉPREZ.

1. R. Delachenal, *Premières négociations de Charles le Mauvais avec les Anglais, 1354-1355* (Bibliothèque de l'École des chartes, t. LXI, 1900, p. 253-282).

LES DÉBUTS D'UN GRAND DIPLOMATE.

JÉRÔME LUCCHÉSINI A ROME, EN POLOGNE ET A SISTOW

(1786-1792).

L'entrée de Jérôme Lucchésini dans la diplomatie remonte à 1786. Au début de cette même année, il avait épousé à Berlin une demoiselle noble, Charlotte de Tarrach, fille du ministre des manufactures royales. Cette alliance, très politique à cause des relations qu'elle lui apportait dans le monde de la cour, fortifia encore son crédit.

Chambellan de Frédéric II, Lucchésini avait été, dès 1784, initié aux secrets du Cabinet et fait membre du Conseil privé par le monarque lui-même. Protégé par Hertzberg, l'énergique ministre d'État prussien, l'homme de confiance du souverain, il avait su s'attirer en outre la bienveillance du prince Henri, frère du roi, et de l'héritier du trône. Qu'allait-il advenir à la mort du roi? Mirabeau, qui était alors à Berlin et qui l'observait, écrit dans une lettre du 5 septembre 1786 :

M. de Lucchésini augmente de prétentions. Il veut une place, finance ou commerce, probablement la direction de la société maritime; mais c'est tendre bien haut. Avec de l'esprit et des connaissances, il a une de ces tournures auxquelles on ne s'accoutume pas à marier l'ambition; tout au plus le jettera-t-on dans le corps diplomatique auquel il est propre. Je crois cet Italien un des plus ardents à m'écarter du roi, qui au reste sera très peu abordable jusqu'à l'hiver¹.

Mirabeau blâmait cette ambition chez celui qu'il définissait son « écouteur » et eût préféré qu'il se contentât de rester l'ami de Frédéric. « Comment n'a-t-il pas senti », disait-il en effet, « que sa considération personnelle devenait immense, s'il eût quitté la Prusse huit jours après la mort du roi, avec cette unique réponse à toutes les offres qui alors lui auraient été faites : je n'ai ambitionné qu'une place, que tous les rois de la terre ne peuvent ni m'ôter ni me

1. A l'abbé de Périgord (Welschinger, *la Mission secrète de Mirabeau à Berlin, 1786-1787*, p. 209).

rendre, celle d'ami de Frédéric II ? » Lucchèsini n'en jugeait pas ainsi. Il ne voulait pas se faire oublier. On sait le succès qu'avait obtenu, lors de la cérémonie funèbre du grand Frédéric, son ode latine auprès du nouveau roi et des courtisans.

D'autre part, Hertzberg, le prince Henri et le nouveau monarque désiraient pour ce chambellan du roi défunt, au demeurant d'un commerce si agréable, une sorte de compensation à la perte de sa charge ; j'ajouterai également une consolation pour le dépit qu'éprouva alors le marquis italien de ne pas être choisi pour éditer les manuscrits du « philosophe de Sans-Souci », besogne qu'il brûlait de remplir et pour laquelle on lui préféra Moulinès². Le dépit se doublait ici chez Lucchèsini du fait que Moulinès, « littérairement parlant homme sans goût, sans tact, sans connaissance approfondie de la langue », reçut cette faveur comme ami du secrétaire du roi, Welner³. Dans son dépit, il demanda un congé de six mois. On s'attendait à ne plus le revoir. Mais le roi, qui tenait à lui, mais la comtesse de Lichtenau, sa favorite, qui jouissait d'un immense crédit et qui accordait sa protection au ménage Lucchèsini, surent le retenir ; Frédéric lui fit cadeau d'un beau solitaire⁴, en attendant qu'Hertzberg lui accordât presque aussitôt le congé sollicité... sous la forme très flatteuse d'une mission en Italie.

Le premier ministre le chargea en effet, pour ses débuts, d'aller à Rome conférer avec le Sacré-Collège et le pontife sur la prochaine élection du siège ecclésiastique de Mayence qui par tant de côtés revêtait un caractère politique. Le Cabinet de Berlin pouvait-il ne pas se soucier d'un poste si important qui donnait à l'archevêque de Mayence les titres et les prérogatives de primat de Germanie, d'archichancelier du Saint-Empire, de directeur de la Diète et du Collège électoral ? Lucchèsini accepta avec joie cette mission, qui l'associait aux grandes affaires de la monarchie prussienne.

Le nouveau rôle qu'avait à remplir l'improvisé diplomate ne laissait pas d'être très délicat, car en cette même année 1786 le haut clergé allemand, assez nationaliste de tendance, avait, sur des questions de hiérarchie, laissé voir des velléités d'indépendance vis-à-vis de Rome ; mais, divisé dans ses vues, il en avait appelé à l'Empereur et l'avait même entraîné dans son parti. L'accord d'Ems, signé le

1. A l'abbé de Périgord, 5 décembre 1786 (Welschinger, *op. cit.*, p. 407 et 408).

2. Moulinès était pasteur et fut anobli par Frédéric-Guillaume.

3. Welschinger, *op. cit.*, p. 407.

4. Mirabeau à l'abbé de Périgord, Berlin, 4 octobre 1786 (Welschinger, *op. cit.*, p. 269).

25 août entre les archevêques de Mayence, de Cologne, de Trèves et de Salzbourg, en marqua les conditions¹. Le Saint-Siège n'était pas content, et les choses menaçaient de tourner en conflit, quand le choix comme ambassadeur d'un Italien très fin, rusé même et jugé capable de ces *combinazioni* qui sont comme l'aliment de la chancellerie romaine, vint on ne peut plus à propos pour tempérer l'esprit de dissidence de la part des prélats allemands, en servant du même coup les intérêts du gouvernement prussien.

En termes plus précis, comme il ne s'agissait que du choix d'un coadjuteur au prince archevêque et électeur de Mayence, il fallait obtenir des vingt-quatre membres du souverain chapitre qui nommait l'électeur de voter pour un candidat dégagé des influences rivales et, pour diriger leur voix, il fallait décider le chef suprême de l'Église à une intervention efficace auprès des cinq prélats et des dix seigneurs faisant partie de ce Conseil.

En février 1787, ayant tout disposé à Mayence dans le sens de ses instructions, Lucchèsini, accompagné de sa femme, quitta Berlin, s'arrêta à Weimar pour visiter le duc régnant Charles-Auguste, mêlé aussi aux pourparlers de ces affaires comme présidant cette association des princes allemands qui se composait des électeurs de Brandebourg, de Saxe et de Hanovre, puis gagna l'Italie. Après un court séjour à Lucques, sa ville natale², il arriva à Rome où, précédé d'une réputation déjà établie, il fut très bien accueilli.

Les instructions combinées du roi et aussi de l'électeur de Mayence au marquis portaient comme but principal l'obtention du brevet d'éligibilité pour le siège archiepiscopal de Mayence avant la déclaration de vacance de ce siège; elles lui recommandaient en outre de chercher à aplanir toutes les oppositions du Sacré-Collège à la désignation de Dalberg, le membre le plus en vue du clergé à Mayence par la naissance, la science et le caractère.

Le nom de Dalberg souleva d'abord des objections. Dalberg, s'étant mis à la tête des quatre archevêques qui avaient signé la déclaration d'Ems, passait au Vatican, à tort ou à raison, pour un des adversaires les plus ardents de l'influence du Saint-Siège dans son pays. On lui reprochait ses écrits, qui relevaient plutôt de l'esthétique ou de la philosophie, ses rapports personnels avec les publicistes libéraux³, enfin on le rangeait dans le parti de ceux que la Curie romaine appelait les *illuminés*⁴. Ces dispositions hostiles se

1. Von Beaulieu-Marconnay, *Karl von Dalberg und seine Zeit*, t. I, p. 68.

2. Il y était né en 1751 et y avait encore de la famille et des propriétés.

3. Il s'était lié avec Wieland, Herder, Schiller, Goethe et Jean de Müller.

4. Beaulieu-Marconnay, *Karl von Dalberg und seine Zeit*, t. I, p. 99.

trouvaient, il est vrai, amoindries par suite de deux circonstances dont cette même Curie ne discutait pas l'importance. Lucchèsini, qui n'eut garde de les invoquer, en profita pour déployer de ce côté toute sa souplesse de dialectique et pour jouer des « *distinguo* ». Il fit en effet valoir auprès du cardinal secrétaire d'État de Pie VI que le gouvernement de Berlin n'avait pris aucun parti dans le congrès d'Ems, qu'il s'était même déclaré neutre; il flatta la cour de Rome dans son désir, qui lui était connu, de conserver l'union des princes allemands afin de s'assurer d'un appui contre les empiètements de l'empereur Joseph II. D'autre part, le choix de Dalberg répondait au vœu général en Allemagne. Ses lumières et sa modération, comme sa dignité, avaient déjà attiré sur sa tête tous les honneurs et les charges de son pays. Sa nomination s'imposait surtout aussi pour alléger la tâche du vénérable électeur Frédéric-Charles-Joseph d'Erthal, titulaire depuis 1774, déjà bien affaibli par l'âge, mais qui devait cependant vivre assez pour voir ce glorieux traité de Lunéville qui nous cédait la rive gauche du Rhin¹.

Deux mois suffirent (avril et mai 1787) pour obtenir le bref d'éligibilité en faveur de Dalberg. Mais c'était à la condition que le candidat continuât à reconnaître l'union des princes et qu'il donnât l'assurance, sous la garantie de la Prusse, de conserver le *statu quo* jusqu'à l'apaisement des disputes pendantes relatives aux nonciatures et à la déclaration d'Ems².

Dalberg souscrivit à ces exigences, que la cour de Rome demanda d'introduire dans de nouvelles instructions envoyées à Lucchèsini, ce qui fut accordé. Notre diplomate demeura à Rome encore plusieurs mois et continua ses pourparlers destinés à améliorer les rapports entre le Cabinet de Berlin et le Vatican. Ce dernier avait même tenu à ce que Dalberg écrivit sa soumission. Il l'adressait en effet à d'Erthal par sa lettre datée de Mayence, 3 mai 1787 :

Monseigneur, je vois par les dépêches de Rome que V. A. É. a bien voulu me communiquer le désir que le Saint-Père a d'être instruit plus particulièrement de mes sentiments,... Vous permettrez que je déclare ici le plus sincèrement possible que j'adhère entièrement à ses principes et à ses sentiments sur l'un et l'autre point, et que je me ferai toujours un devoir de remplir sans restriction l'esprit et le contenu de l'instruction donnée à M. de Lucchèsini. Je suis trop intimement convaincu du grand bien qui résultera d'un accord parfait et intime entre le premier siège de la chrétienté et l'Église germanique, et

1. Il mourut en effet à Aschaffembourg le 25 juillet 1802.

2. *Op. cit.*, p. 99 et 100.

nommément le siège de Mayence, pour ne pas souscrire en tout point aux sentiments que V. A. E. a manifestés dans ladite instruction. Cet accord conservera les droits du Saint-Siège en Allemagne sans léser ceux de l'Église germanique. Tels seront toujours mes sentiments immuables, car tels sont mes principes. Je ne m'en départirai jamais, soyez-en persuadé¹.

Le coadjuteur, les électeurs, le gouvernement, les évêques, en somme, cédaient aux volontés du Pape, grâce aux négociations de Lucchésini facilitées aussi par l'appui qu'avaient prêté à Dalberg la Prusse et l'Autriche, désireuses de son succès, et par les démarches que fit auprès des évêques le ministre prussien Stein. Ceux-ci avaient tout d'abord été un peu troublés dans leur joie de la nouvelle de cet accord par le mot *statu quo* introduit dans les clauses exigées par Rome et qu'on qualifia alors de « restriction mentale ». Les hésitations cessèrent bientôt grâce à cette influence.

Dans ce séjour en Italie, qui dura presque une année, Lucchésini fréquenta à Rome le célèbre ambassadeur de France, Bernis, et celui d'Espagne, le très distingué chevalier d'Azara, avec lesquels, paraît-il, il se plut à examiner un projet de Confédération pour les pays d'Italie, assez semblable à celui des États allemands. Bernis qui, selon sa propre expression, si pittoresque, tenait à Rome « l'auberge de la France au carrefour de l'Europe », recevait beaucoup de monde, notamment les étrangers de marque et tous les hommes mêlés aux grandes affaires. En outre, le souci très jaloux qu'il avait de son rôle lui permettait d'écouter fructueusement et de devenir pour son gouvernement un moniteur modèle. Il ne s'en faisait pas faute. A propos du diplomate prussien, le cardinal écrit le 24 novembre 1787 dans une lettre à Montmorin :

... Le marquis de Lucchésini est arrivé ici avec Madame sa femme, ils sont aimables l'un et l'autre. Je ne sais comment il justifiera son maître le roi de Prusse de l'invasion de la Hollande. Je lui donne à dîner avec le baron de Thougout pour voir comment ils s'escrimeront ensemble...².

Plus loin, il mande encore dans sa dépêche du 26 novembre au même ministre :

Le marquis de Lucchésini, qui est revenu pour passer l'hiver ici et qui est l'explorateur de S. M. prussienne en Italie, m'a trop parlé

1. Beaulieu-Marconnay, *op. cit.*, t. I, p. 100 et 101.

2. Lettres manuscrites de Bernis conservées au ministère des Affaires étrangères à Paris, registre 906, fol. 270 et 272.

l'année dernière pour affecter aujourd'hui une certaine réserve avec moi. J'avoue que jusqu'ici j'ai esquivé les entretiens qu'il paraît désireux d'avoir avec moi, n'étant nullement instruit de ce qui convient à un ministre du roi de lui dire relativement à la conduite du roi son maître avec nous et la Hollande, ni sur les traités avec l'Angleterre et plusieurs princes d'Allemagne¹.

Enfin, le 2 janvier, il transmet ces lignes au même, non sans un sens de prévision qui devait se réaliser :

Le marquis de Lucchèsini nous quitte incessamment ; il a reçu ordre de se rendre à Berlin. Son commerce est spirituel et fort aimable, et je ne serai pas étonné que le roi de Prusse l'employât dans les négociations auxquelles il paraît propre par son activité et son intelligence. Le comte de Czernicheff nous quitte aussi samedi ; il partira après avoir diné chez moi. Ni l'un ni l'autre de ces étrangers ne se sont pas beaucoup ouverts, comme l'hiver dernier, sur les affaires de la politique et de la guerre².

Lucchèsini ne s'éloigna pas tout de suite et prolongea encore son séjour à Rome. Bernis demeure aux écoutes et renseigne le mieux qu'il peut Montmorin sur ce qu'il apprend. Il lui mande le 22 janvier 1788 :

Le marquis de Lucchèsini, qui est encore ici, éludant avec assez d'adresse la force de cet argument (il s'agissait du fait que l'Empereur et le roi de Prusse paraissaient d'accord malgré tous les événements qui survenaient alors en Europe, la révolution en Hollande, les traités de subsides de la cour de Londres avec plusieurs princes d'Allemagne, etc.), ne cache pas que le roi son maître ne croira jamais que la cour de Vienne renonce de bonne foi à recouvrer la Silésie, ni aux vues qu'elle a sur la Bavière ; que le roi de Prusse n'a aucune raison de se plaindre des deux cours impériales et que, s'il en avait dans la suite, il n'aurait pas la maladresse de les attaquer quand elles sont en force et qu'il attendrait sagement qu'elles se fussent affaiblies dans le cours d'une guerre si dispendieuse ; il laisse bien entrevoir les vues de la cour de Berlin pour éloigner l'Empereur de la Pologne ; mais il n'espère pas que celle de Pétersbourg renonce jamais à la partie de ce royaume qui lui est échue en partage.

Ce langage assez adroit, parce qu'il a l'air de bonne foi, n'est ni convaincant, ni sans réplique. On connaît trop d'esprit au marquis Luc-

1. Ibid., Aff. étr. Rome, *Correspondance*. Lettres n° 276, t. 906 et 907, et *Correspondance des directeurs de l'Académie de Rome avec les surintendants des Bâtimens*, t. XV, n° 8857 et 8875 (communication de M. Tausserat).

2. Ibid., Aff. étr., t. 907, fol. 5.

chésini pour le soupçonner de laisser entrevoir d'avance les vues du roi son maître sur la Pologne. On conclut donc que, si M. Lucchèsini dissimule, il cache d'autres desseins en présentant de pareils projets..., et s'il est de bonne foi, il a dû être question entre les cours de Vienne et de Berlin de céder à celle-ci la portion de la Pologne occupée par l'Empereur au cas qu'il se rendit maître de la Serbie et de la Bosnie, nonobstant que la Russie fut moins disposée que l'Empereur à renoncer à ses nouvelles possessions en Pologne.

Au reste, on n'a jamais douté que le feu roi de Prusse n'eût conçu le projet de s'agrandir en Pologne et de profiter des circonstances qui pourraient en éloigner les deux cours impériales. Aussi le marquis de Lucchèsini ne dit rien de nouveau en paraissant faire des confidences; cet agent secret du roi de Prusse laisse échapper en toute occasion que, si la France avait voulu et si, moins embarrassée dans son intérieur, elle avait désiré de s'entendre avec son maître, si même elle le voulait encore, il ne fût disposé à se concerter avec elle; mais l'affaire de la Hollande et la conduite de politique de l'Angleterre rendent trop suspectes ces insinuations pour les croire bien sincères. On ne peut d'ailleurs se fier à un prince gouverné par un ministre parent de sa favorite, gagné par le duc régnant de Brunswick et par l'argent de l'Angleterre¹.

Il me suffit, Monsieur, de vous avoir présenté, comme vous m'avez paru le désirer, le résultat de ce que j'ai pu inférer des conversations que j'ai eues avec les voyageurs les plus instruits et les plus initiés dans les grandes affaires².

Les derniers détails sur le séjour à Rome du marquis nous sont encore fournis par Bernis dans sa dépêche à Montmorin du 6 février 1788 :

M. de Lucchèsini nous a quitté et malgré l'assertion positive de quelques gazettes d'Allemagne qui portent à la date du 5 janvier que le roi de Prusse a donné à l'Empereur sa parole de ne le troubler en aucune manière pendant le cours de la guerre qu'il va entreprendre contre la Porte ottomane conjointement avec la Russie, ce ministre secret du roi de Prusse n'a point fait un mystère d'assurer qu'il n'y avait entre la cour de Vienne et celle de Berlin aucun concert à cet égard.

Le marquis de Lucchèsini a travaillé ici avec le cardinal Buoncompagni³ à rétablir la bonne harmonie entre Rome et les archevêques d'Allemagne et à cet égard il a fait quelques progrès.

Il espère dans deux ans revenir en Italie, où nous serons tous bien

1. Allusion au ministre Haugwitz et à la comtesse de Lichtenau, sa protectrice.

2. Ibid., fol. 48, 49 et 50.

3. Secrétaire d'État de Pie VI.

aises de le revoir, sa société et celle de Madame sa femme étant très douce et très aimable¹.

Bernis pensait cela si bien qu'on le voit échanger des lettres avec M^{me} de Lucchèsini au cours de cette même année².

Durant ce voyage, Lucchèsini était aussi allé à Naples et il y avait rencontré Goethe. Lui et sa femme plurent au grand poète. Goethe, qui était en relations avec Dalberg, alors gouverneur d'Erfurt et de la partie de la Thuringe appartenant à l'électeur de Mayence, pays patrimonial du poète, accueillit bien l'envoyé de l'Électeur, pour qui il n'était pas du reste un inconnu.

Avant de revenir à Berlin au printemps de 1788, Lucchèsini repassa par Lucques, où il s'arrêta encore quelque temps, et c'est de là qu'en avril M^{me} de Lucchèsini écrivit à « sa chère amie » la comtesse de Lichtenau, à Berlin, une lettre qui a été imprimée³ et où elle dit qu'elle a été dernièrement avec le marquis à Florence pour faire avec lui sa cour au grand-duc et à la grande-duchesse, qu'elle a eu l'occasion d'y entendre une parfaite chanteuse, M^{me} Billington, qu'elle a vu la princesse de Santa-Croce avec Azara, qui se sont tous les deux réfugiés à Florence dès le début des troubles de Rome, etc. Elle termine ainsi :

... Chère femme, restez toujours notre amie ; veillez sur les intérêts de mon mari, car vous savez combien on est toujours prêt à faire du tort dans ce monde. Il demande une petite prolongation de congé jusqu'à la fin de juin ; mais si vous croyez ou que vous entendiez que le service du roi pourrait y perdre, de grâce écrivez-le-nous de suite, que le marquis abandonnera toutes ses affaires pour ne s'occuper que des intérêts de son maître, qui lui tiennent tant à cœur. Vous savez là-dessus comme il pense...

Lucchèsini revint en juin 1788 à Berlin. Enchanté de la manière dont il avait rempli sa mission en Italie, le roi Frédéric-Guillaume le nomma, en septembre 1788, ministre à Pétersbourg et en Pologne où il remplaça Buchholtz.

. . .

Si le poste était brillant dans la charmante capitale de la République, par contre, combien, politiquement parlant, n'était-il pas

1. Aff. étr., *Corresp. de Bernis*, registre 907, p. 114.

2. Voir la mention qu'en fait Frédéric Masson dans *le Cardinal de Bernis depuis son ministère, 1758-1794*, p. 458 et 460, notes.

3. Nous la connaissons par le volume très rare des *Mémoires* de cette dernière dame, publiés à Paris en 1809.

délicat? Il ne fallait rien moins que la grande habileté de formes déjà pressentie par Hertzberg dans Lucchèsini pour être à la hauteur des difficultés. Lucchèsini se rendit à Varsovie et y eut pour secrétaire de légation M. de Tarrach, son beau-frère.

Dans ce pays, en effet, couvait déjà la Révolution, sous la double influence d'une monarchie éclairée par ses malheurs sans doute, bien que très tardivement, mais encore sans armée ni trésor, et d'un pouvoir livré aux factions intestines comme aux convoitises de la Russie et de l'Autriche¹.

A son arrivée en Pologne, dès octobre 1788, ses manières aimables, son désir de plaire et son empressement à entrer dans les vues du gouvernement contribuèrent à rendre Lucchèsini *persona grata* à la cour. Chez ces Français du Nord, comme Chateaubriand dénomme si justement les Polonais à cause de leur caractère léger et brave, et spécialement auprès d'un roi dont l'élégance et l'éducation étaient toutes à la française, Lucchèsini, en gentilhomme de tous points raffiné, se trouve vite à l'aise. Le roi lui plut extrêmement pour son esprit. Malheureusement, sa vie facile, d'une part, et les préoccupations qui l'absorbaient continuellement pour son pays empêchèrent trop souvent ces deux hommes si cultivés de se réunir, comme ils l'eussent voulu, pour causer art et littérature. Lucchèsini, confiné dès lors dans un rôle plus exclusivement politique, observa et étudia ce milieu agité. Il conseilla à son maître de s'appuyer sur les Polonais et celui-ci l'écouta.

Bientôt la Diète de Pologne se réunit et, en 1788, lorsqu'elle voulut former une confédération contre la Russie et la politique de Catherine II, Frédéric-Guillaume offrit aux Polonais son alliance, de très bonne foi, car la raison d'État le lui commandait.

Il convenait en effet alors de balancer l'énorme influence des cours impériales, dont les projets d'agrandissement compromettaient l'indépendance de l'Europe. Lucchèsini reçut pour instructions d'exciter le ressentiment des Polonais. « Frédéric-Guillaume, disait-il alors à tout propos, cherche une plus noble gloire que celle d'une conquête d'un pays malheureux; il veut garantir l'Europe de l'ambition des barbares du Nord (*sic*) »² et il s'engage à fournir en troupes un cinquième de plus que la République. En somme, les deux puissances contractantes devaient, dans l'esprit du traité, unir leurs forces pour empêcher le Russe de reprendre son ancienne influence, notamment en Courlande.

1. Il est à remarquer en effet que la Prusse n'avait pas pris part au premier partage de l'infortunée nation, celui de 1772.

2. *Mémoires de Michel Oginski*, t. I, p. 31.

Hailes, ministre d'Angleterre à Varsovie, partageant ces mêmes idées, les appuyait. Et cette attitude du ministre prussien était même fortifiée à la fin de 1789 par une lettre du roi Frédéric-Guillaume à la Diète, émettant le vœu que le nouveau gouvernement polonais fût établi le plus tôt possible pour le bonheur de la nation. La députation des affaires étrangères de la Diète publia les opinions ainsi recueillies du roi et de son ministre et pressa l'élaboration de la nouvelle constitution¹. Lucchèsini se ménagea aussi des influences à cette Diète par Ignace Potocki², grand maréchal de Lithuanie, patriote instruit et à larges vues, « bien disposé d'avance, dit un contemporain³, pour tous les savants, tous les hommes de lettres d'Italie par reconnaissance pour ceux qui avaient donné, à Rome, la dernière main à son éducation ». Il s'insinua non moins dans les bonnes grâces de l'abbé Kollontay⁴, vice-chancelier de la couronne de Pologne, d'éducation italienne aussi, membre influent de la Diète, un des principaux rédacteurs de la future Constitution libérale. Il sut flatter l'ambition de ce dernier en lui promettant la protection de sa cour et, par ces deux hommes d'État qui se livrèrent à lui avec loyauté, il eut prise sur le maréchal Stanislas Malachowski. Ces trois illustres Polonais entraînèrent la Diète, à laquelle ils firent partager leur opinion favorable à l'alliance prussienne. Ils comptaient sur elle en fin de compte pour relever leur patrie. C'était, hélas ! une illusion, comme on le verra bientôt.

Il est sûr, en tous cas, que Lucchèsini multiplia alors tous ses efforts en faveur des malheureux Polonais ; son crédit fut vraiment efficace pour faire dévier de sa politique habituelle la Prusse, qui toujours avait été jusque-là l'alliée de la Russie. Il est vrai que le traité insolite qu'il va signer avec la Pologne sera bientôt dénoncé et que la Prusse reviendra vite à ses complices dans l'œuvre de partage. Mais à ce moment, en octobre 1788, le ministre prussien déclarait aux Polonais que « sa cour concourrait de toutes ses forces au bonheur de la Pologne, qu'elle approuvait l'augmentation des troupes, mais qu'elle s'opposait et s'opposerait toujours à une alliance intime avec la Russie »⁵. Lucchèsini offrait de la part de la Prusse 10,000 hommes d'infanterie et 2,000 hommes de cavalerie, et

1. *Mémoires de Michel Oginski*, t. I, p. 52 et 53.

2. Un des principaux artisans de la constitution du 3 mai (1741-1809).

3. P. Maleszewski, *Essai sur la Pologne depuis son origine jusqu'à 1788*, Berlin, 1833, in-8°, p. 254-255.

4. L'abbé Hugues Kollontay (1750-1812).

5. Princesse Lubomirska à Maurice Glayre Wiczowno, 7 octobre 1788 (Mot-taz, *Stanislas Poniatowski et Glayre*, p. 205 et 206).

la Pologne devait s'obliger de son côté à un contingent de 40,000 hommes de cavalerie et 2,000 d'infanterie. Malheureusement pour cette dernière puissance, ces troupes n'étaient que sur le papier, sauf la garde du roi que celui-ci payait sur son trésor, et le roi ne sortait pas lui-même des dettes qui rappelaient par leur importance celles des princes du sang dans notre ancienne monarchie¹. Voici pour le dehors des choses, mais les dessous sont loin de présenter le même aspect. Il est nécessaire que nous y insistions.

Nommé ambassadeur en Pologne et en Russie, Lucchèsini prétextait d'abord des raisons de santé pour se faire dispenser d'aller à Pétersbourg. Aux yeux de certains, il passait pour un homme doux, tranquille et honnête. Devant l'histoire, il apparaît le diplomate le plus retors et le plus madré de la monarchie prussienne. Son rôle à Varsovie, que nous allons étudier, va le prouver.

La marche de ses négociations en Pologne peut être aujourd'hui suivie dans ses détails grâce à la publication récente de la correspondance échangée entre Hertzberg, le ministre des Affaires étrangères à Berlin, et lui². Hertzberg avait, avec des vues disproportionnées aux forces de la Prusse, des velléités de vouloir régler les destinées européennes, système hardi qui dénotait chez lui un sens très élevé de la grandeur de son pays. Lucchèsini lui était très dévoué et leurs intrigues marchèrent de concert en Pologne à partir de 1789. Ils correspondaient très fréquemment et toutes leurs dépêches, même les chiffrées, ne sont plus un secret. Nombreuses sont les intrigues au milieu desquelles évoluait alors Lucchèsini à Varsovie et dont en mainte occasion il fut, sur les ordres de sa cour, le promoteur. Dans les correspondances diplomatiques ici visées, toute la politique de la Russie et de la Prusse à l'égard de la Pologne, depuis l'ouverture de la Diète dite de quatre ans à Varsovie jusqu'à la promulgation de la Constitution du 3 mai, dévoile les défiances que les puissances copartageantes avaient au début vis-à-vis les unes des autres et quelle marche tortueuse elles suivaient dans leur rivalité pour arriver à leurs convoitises. Hertzberg, dès le 25 novembre 1788, expose à Lucchèsini des idées assez vastes sur les arrange-

1. Stanislas-Auguste n'avait pas moins de 12 millions de dettes en 1790; pour venir en aide au budget de la République, il offrit ses diamants et ses médailles, ce qui lui coûtait peu (Bonneau, agent français à Varsovie, à Montmorin, 3 mars 1790).

2. Voir Bronislas Dembinski, *Documents relatifs à l'histoire du deuxième et troisième partage de la Pologne, 1788-1791*, Lemberg, 1902, in-4°. Le t. I^{er} de ce recueil, le seul paru jusqu'à ce jour, nous dévoile tous les agissements diplomatiques des grandes puissances en Pologne à cette époque.

ments à prendre avec la Russie, l'Autriche, la Pologne, la Prusse et les Turcs. Hertzberg fait surveiller l'action des Russes auprès du roi en Pologne et signale à Lucchèsini les menées russes autour du roi à Berlin. A cette époque (fin de 1788), la république de Pologne a pour ambassadeur à Berlin le prince Joseph Czartoriski qui, lorsqu'il reviendra en congé dans son pays, sera bientôt remplacé par son beau-frère, le prince Serge Jablonowski. Ces deux diplomates feront tout le nécessaire pour rapprocher leur pays de la Prusse par antipathie pour la Russie, dont ils cherchent vainement à séparer l'action parallèle avec Berlin et parce qu'ils croient à la loyauté du roi de Prusse.

Mais cette dernière puissance, sans s'allier tout d'abord aux Russes, recommande à Lucchèsini de les ménager. Elle a aussi des visées territoriales sur la Pologne et pour l'instant elle désire obtenir, pour arrondir ses États à l'est, Thorn et Dantzick, sans compter Kalisch et Posen, voire même toute la région appelée la Grande-Pologne. N'est-ce pas la continuation de la politique de Frédéric II d'arrondir les États de la monarchie et même de celle, très pangermaniste, des premiers Hohenzollern? Mais ici il y a des plans assez compliqués et Lucchèsini est bien l'agent qu'il faut. Lucchèsini mande en effet au roi Frédéric-Guillaume II, de Varsovie, le 26 janvier 1789, ceci :

Il ne me reste plus qu'à dire un mot sur les moyens d'exécuter le grand plan de l'échange de la Galicie contre une partie de la Grande-Pologne, qui mettrait le comble réellement à la grandeur et à la puissance de la maison de Brandebourg.

... Par les négociations, Sire, il faut faire goûter le plan au prince de Potemkin¹ en lui assurant quelques grands avantages en Pologne, où il compte venir finir ses jours. Les Galiciens seraient menés à ce changement par le grand général Branicki qui y recouvrerait une grande starostie² dont le partage l'a dépouillé. Par les armes, on trouverait plusieurs Polonais possessionnés dans le cordon autrichien et russe pour s'offrir à faire une révolte à l'approche des troupes prussiennes³.

Et le 18 février de la même année, fertile en combinaisons, il

1. Le célèbre ministre et général sous Catherine II; il devait mourir deux ans plus tard.

2. Les starosties étaient des biens appartenant à la couronne de Pologne et dont elle disposait en faveur de ses protégés ou des hommes ayant rendu des services publics.

3. Dembinski, *op. cit.*, p. 389.

écrivait encore de son poste, à Hertzberg, ceci dans une dépêche chiffrée :

Pour peu qu'on soit sûr de l'Angleterre et qu'on veuille agir chez nous, voici le moment de brusquer la Russie et de tirer parti de l'effervescence des Polonais. Un corps d'observation en Silésie, quelques secours aux Polonais pour faire une révolte en Galicie, une petite escadre anglaise dans la Baltique, 50,000 hommes vers la Livonie, 15,000 pour soutenir les invasions des Polonais dans leurs anciennes possessions de la Russie blanche, tandis que les Suédois occuperaient une armée russe en Finlande, et la paix se ferait à Riga au mois de juillet.

A ce moment (mars 1789), les grandes puissances semblent se jalouser, Hertzberg redoutait la guerre venant des deux empires de la Russie et de l'Autriche contre la Prusse. Il y avait des intrigues russes à Varsovie et déjà une petite occupation de cette dernière puissance en Pologne. Des bruits de partage couraient même à Varsovie sur la croyance qu'on y avait que la Russie et la Prusse étaient d'accord. Lucchésini, d'autre part, éveillait pourtant de la défiance chez l'envoyé russe à Berlin M. de Nesselrode, qui se fait l'écho de plaintes contre lui (avril). Ce dernier, sur l'ordre de Catherine, cherche à savoir ce qui se passe et même désire empêcher l'alliance entre Polonais et Prussiens.

Dans les correspondances apparaissent les vues ambitieuses de la Prusse. Le 6 juin 1789, de Varsovie, Lucchésini écrit entre autres choses à Hertzberg :

... Ce que vous venez de faire pour acquérir des droits à la possession de la Poméranie suédoise¹ et pour mettre à profit les dispositions favorables de la Porte... ne manque pas de me convaincre de plus en plus que le roi pense sérieusement à profiter de l'heureuse position où il se trouve grâce aux conseils de V. E. et au glorieux règne de son prédécesseur.

Dans ces circonstances, il nous faut conserver soigneusement notre influence en Pologne et empêcher que la Russie n'y regagne un pouce du territoire qu'elle y a perdu depuis le commencement de la présente diète. Je n'ai pas besoin de carte blanche, comme le s^r de Diez² à Constantinople, pour les dépenses à faire en Pologne, *mais si l'on veut tenir ensemble la diète, comme il est nécessaire pour nos intérêts, il faut rafraîchir la caisse... par l'envoi de quelques millions de ducats à*

1. La Prusse avait facilité au roi de Suède un emprunt d'un million.

2. L'envoyé prussien à Constantinople.

répandre parmi les nonces... L'emprunt pour l'évêque de Cujavie me semble aussi nécessaire; c'est un homme qu'on peut faire aller aussi loin que l'on veut...¹.

On suivit ses conseils. Lucchèsini, ardent dans ses moyens et plein d'activité, fit de sa maison le centre des résolutions de la Diète. Il recevait les députés à sa table et il les sermonnait en particulier de son mieux. A-t-il, comme le crurent alors les Polonais, voulu sincèrement les aider dans le rétablissement de leurs affaires? Nullement. Il n'agit en tout cela que dans l'intérêt de la Prusse et même un instant, en août 1789, rien ne le prouve mieux, il ne veut pas de l'hérédité au trône de Pologne, question où il est consulté officiellement². Si la Prusse intrigue tant en Pologne, c'est qu'elle veut isoler cette nation de toute influence rivale, notamment de l'Autriche, alors l'ennemie naturelle. Lucchèsini se fait confirmer ce plan par le roi de Prusse lui-même qu'il va trouver en août à Breslau. Et si l'Autriche est alors l'ennemie naturelle, c'est qu'elle forme un obstacle aux projets d'extension de la Prusse sur la Grande-Pologne que celle-ci convoite. Ne retient-elle pas la Galicie? Or, l'idée de Hertzberg, comme l'on sait, était d'acquérir la Grande-Pologne sur les Polonais en rendant à ces derniers la Galicie abandonnée par l'Empire, qui recevrait en compensation la Moldavie prise aux Turcs qui étaient en guerre avec l'Autriche. Hertzberg comptait sur la guerre en Turquie pour favoriser ce plan nouveau de délimitation, mais la Turquie se défendait et ne voulait pas abandonner ses possessions de Moldavie et de Valachie.

Lucchèsini, très en avant dans les idées d'Hertzberg, faisait de son mieux pour gagner la confiance des Polonais et brouiller les cartes. Pour ne pas les effrayer trop, il risquait seulement auprès d'eux la demande de deux villes de commerce sur la Vistule, frontières de la vieille Prusse, Thorn et Dantzick, comme si Dantzick n'était plus considéré par les Polonais comme leur grand port sur la Baltique, si nécessaire à leur commerce pour écouler leurs blés. Il ne cessait de proposer aux trop naïfs Sarmates une revision à leur profit des droits de douane par un traité de commerce avantageux. Mais ce qui fait l'excuse ici de la naïveté polonaise, c'est que, placée entre deux feux, la malheureuse nation sentait, par l'organe de ses nonces et de ses hommes d'État, le besoin de diviser ses deux ennemis héréditaires, les Russes d'abord et les Prussiens, et que ceux-ci ajoutaient

1. Dembinski, *op. cit.*, p. 399, dépêche chiffrée, n° 365.

2. Voir ses dépêches à Hertzberg des 25 juillet et 15 août 1789.

à ces propositions l'offre ferme d'une alliance *défensive*. Les Polonais pourtant ne tardèrent pas à voir clair dans ce double jeu et, avec toutes les formes, la Diète refusa toujours de céder Thorn et Dantzick.

Las de lutter, Lucchèsini déclare alors à son gouvernement qu'il faut y renoncer par la négociation. Il ajoute qu'on ne peut réaliser une pareille acquisition que par une guerre et que, s'il en était ainsi, la Prusse précipiterait la République dans les bras de l'Autriche. L'argument était sans réplique. Hertzberg n'insista plus et il revient à des idées plus saines; il défend un autre plan. Il pense qu'on doit rendre la Moldavie et la Valachie aux Turcs, la Belgique à l'Empire (un mouvement brabançon inspiré de la Révolution française¹ inquiétait alors les puissances), la Galicie à la Pologne².

L'alliance de la Prusse avec la Pologne, préparée par Lucchèsini, se fit quand même, parce que la Prusse y poursuivait un point d'amour-propre vis-à-vis de l'Autriche. D'autre part, les Polonais voyaient dans cette idée d'alliance défensive « le *palladium* de leur liberté »³. L'opinion régnait à Varsovie que Hertzberg était l'auteur de tous les projets salutaires à la Pologne, qu'il avait choisi Lucchèsini pour les exécuter, que M. de Bischoffswerder était dans les mêmes principes et que le roi, très porté d'affection pour ces trois hommes d'État, paraissait décidé à suivre ce système malgré tous les obstacles. L'événement prouva le bien fondé de cette opinion. Une pareille attitude continue d'étonner la Russie. Nesselrode, l'ambassadeur russe à Berlin, s'en ouvre à Lucchèsini. Celui-ci répond que les vues du roi, son maître, s'inspirent de sa propre défense. Il ne veut pas être attaqué par les Autrichiens qui menacent la Pologne. Mais les deux larrons ne peuvent se brouiller pour si peu. Au fond, Russes et Prussiens marchent d'accord. Lucchèsini ajoute donc, en guise de correctif, qu'une fois le traité signé avec la Pologne, il s'empressera de le montrer à son collègue, « l'invitant même d'y accéder pour convaincre S. M. l'impératrice (Catherine II) de la pureté de ses sentiments à son égard, dont le roi ne se départira jamais »⁴. N'a-t-on pas raison, après ces palinodies, de dire avec Alopéus, l'envoyé secret russe à Berlin, que Lucchèsini est un Italien « rusé, souple

1. Sur celui-ci, voir notamment le remarquable chapitre 1 de Chuquet dans son livre *Jemmapes*.

2. De Berlin, à Lucchèsini, 1^{er} décembre 1789.

3. Lucchèsini à Hertzberg, Varsovie, 25 novembre 1789.

4. Nesselrode à Ostermann, Berlin, 22 décembre 1789. Ostermann était le vice-chancelier russe (Dembinski, *op. cit.*, t. I, p. 45).

et artificieux »¹. N'était-ce pas non plus les qualités qu'il fallait pour l'emploi dans un imbroglio aussi invraisemblable ?

Au début des négociations, Lucchèsini, rempli de l'idée de son chef Hertzberg que l'affaiblissement de l'Autriche est le but et que tous les moyens sont bons pour y parvenir, voire même le pire de tous, la guerre, cherche à former un parti en Pologne pour préparer l'alliance qu'il a, d'après ses instructions fortifiées par ses vues personnelles, mandat de conclure. Il n'y réussit pas, au dire d'Alopéus, et tout au plus réunit-il à Varsovie une faction. Lucchèsini s'était pourtant avancé jusqu'à penser que la Pologne renfermait des forces formidables. Il n'en était rien, malheureusement pour cette République. Il n'y avait qu'un « simulacre » d'armée². Rectifions : il n'y avait que peu de troupes, mais elles étaient sûres.

Cependant, à Varsovie, dans la classe élevée, peu au fait des dessous de la politique, on prenait les flagorneries et les notes du roi de Prusse au sérieux et même avec une extrême confiance, tant était réel le désir de voir les choses suivre cette voie. Il ne faut pas perdre de vue non plus que le premier partage avait déjà eu lieu et que ce malheur rendait la plupart des Polonais craintifs et quelques-uns sceptiques. Ceux-là étaient les plus avisés. Le roi de Prusse jouissait déjà d'une grande partie des démembrements de la Pologne et l'on savait qu'il en convoitait d'autres, comme par exemple la haute Vistule, et ceci pour en imposer à la Russie et à l'Autriche. Aussi Montmorin, émettant un jugement sur cet étrange rapprochement, écrivait-il de Paris à Aubert, agent français à Varsovie, le 25 mars 1790 : « Le roi de Prusse en s'unissant aux Polonais ne peut donc avoir d'autre vue que d'en faire l'avant-garde de son armée. »

Quoi qu'il en soit, la conduite de Lucchèsini était, d'une façon générale, très appréciée à Varsovie, et une grande dame du pays écrivait de lui : « Le ministre du roi de Prusse doit être sans doute un homme bien habile pour avoir, en si peu de temps, amené les choses au point où elles en sont ; mais ce qui fait l'éloge de son caractère moral, c'est d'être parvenu à ses fins par la confiance générale, c'est de n'avoir blessé personne, c'est de n'avoir employé que des moyens que la loyauté la plus sévère peut avouer, moyens qui sont autant de preuves de la bonne opinion qu'il a d'une nation qu'il n'a pas cru devoir chercher ni à corrompre ni à abolir. » Puis, comparant la diplomatie de Lucchèsini à la perfidie de l'envoyé russe, le même témoin ajoutait : « Malgré ma si constante amitié pour M. de Stac-

1. Alopéus à Ostermann, Berlin, 2 octobre 1790.

2. Alopéus à Ostermann, Berlin, 20 juillet 1790.

kelberg (le ministre de Russie), que les circonstances ne m'ont point fait démentir, malgré ma parfaite ignorance, je ne peux pas ne pas sentir l'extrême différence dans la conduite politique de ces deux ministres. M. de Lucchèsini fait aimer et estimer la sienne. Il est d'ailleurs fort aimable et madame sa femme le seconde parfaitement dans le désir qu'il a de plaire et de se rendre agréable¹. » Lucchèsini recevait beaucoup et, dans toutes les fêtes que donnaient Stanislas-Auguste, les ministres et le grand maréchal dans ces années de Diète générale où toute la noblesse des palatinats affluait à Varsovie, il était l'objet, lui et sa femme, des plus grandes attentions². Un instant, on le considéra comme l'homme du jour, comme le sauveur de l'État. L'alliance était même si désirée par la plupart des Polonais que leur gouvernement intéressa le diplomate à la conclure, ce qui ne détonnait pas avec les mœurs publiques d'alors. « On dit assez hautement, écrit l'agent français à Varsovie au ministre des Affaires étrangères à Paris³, que le marquis est d'autant plus ardent à effectuer l'alliance qu'il y a à la conclusion de ce traité un pot-de-vin de 20,000 ducats » (plus de 200,000 francs)⁴.

Pour atteindre ce but, Lucchèsini se dépensait en démarches. Il recevait des lettres personnelles de Frédéric-Guillaume II, qui tenait aussi de son côté à signer ce traité, car la Prusse à cette époque était en opposition ou plutôt en rivalité réglée avec la Russie et l'Autriche : par deux fois il alla trouver personnellement son souverain, appelé en janvier 1790 à Berlin, puis à Breslau, quand ce monarque vint en Silésie, recevant ses instructions, les inspirant même. Aussi faut-il voir avec quel enthousiasme, quelle popularité son retour, lorsqu'il s'absente à ce moment-là pour quérir un complément d'instructions, est espéré. Le 13 février 1790, Aubert écrit de lui en ces termes : « Le libérateur de la Pologne, le restaurateur de son antique dignité, attendu avec tant d'impatience, n'est point encore arrivé. M. de Lucchèsini a été malade à Francfort-sur-l'Oder et il revient par Breslau. »

Comme il se rend ensuite en Saxe en mission extraordinaire pour préparer l'électeur et sa neutralité, sinon même, comme quelques-uns le pensent, pour décider ce prince à faire cause commune avec

1. Princesse Lubomirska à Glayre, Varsovie, 27 avril 1790 (Mottaz, *op. cit.*, p. 240).

2. Voir notamment la dépêche d'Aubert à Montmorin du 20 janvier 1790.

3. Aubert à Montmorin, Varsovie, 20 janvier 1790 (Dembinski, *op. cit.*, t. I, p. 487).

4. Le ducat de Pologne sous Stanislas-Auguste était une monnaie d'or de la valeur de 11 fr. 70.

la Prusse contre l'Autriche, il faut marquer avec quelle importance est encore regardé ce déplacement. Lucchèsini est de plus en plus l'homme de la situation. A Dresde, l'électeur le gratifie d'une boîte enrichie de diamants. A Varsovie, on ne parle que de lui..., la Diète attend son retour..., la vie est suspendue. Et, comme pour ne pas laisser oublier qu'il est un des hommes les plus spirituels de l'Europe, de même qu'il en est un des diplomates les plus consommés, Lucchèsini a tenu à son retour le propos suivant sur l'Empereur, propos qui fait le tour des salons et provoque les exclamations de tout le monde : « C'est un impuissant qui s'offre à toutes les femmes, mais toutes le connaissent et aucune ne veut de lui¹. »

Dans le même temps, Lucchèsini reçoit du roi de Pologne le collier de l'Aigle blanc d'une valeur de 5,000 francs. Quant à Stanislas-Auguste, Lucchèsini avait accès et crédit auprès de lui comme auprès des députés. A la Diète qui se réunit le 3 février 1790, il remit à la députation des Affaires étrangères deux projets d'une alliance défensive avec la République et celui d'un traité de commerce que les Polonais avaient demandé eux-mêmes. Il leur fit en outre savoir officiellement que la Russie ne s'opposerait pas au traité d'alliance; qu'elle offrait à la Prusse la Grande-Pologne si cette puissance voulait rester neutre dans la guerre entreprise par elle contre les Turcs, enfin que la Prusse ferait avec la Pologne un traité de commerce avantageux en diminuant de moitié, soit de 12 à 6 %, les droits de douane sur l'entrée des produits de la République en territoire prussien.

Tous ces arguments diminuèrent et même réduisirent l'opposition au traité au sein de la Diète, et Stanislas-Auguste ayant fait l'éloge devant cette assemblée de la loyauté du roi Frédéric-Guillaume, le traité d'alliance défensive fut voté à la presque unanimité dans la séance du 15 mars, signé le 29 mars et ratifié le 5 avril 1790².

Lucchèsini pouvait revendiquer à son actif la plus grande part dans ce résultat. Mais ce résultat n'eut pas de suite, comme on le verra plus loin; Thorn et Dantzick ne furent pas cédés à la Prusse comme le désirait Hertzberg, le chef du Cabinet prussien; le traité

1. Aubert à Montmorin, 13 février 1790, et Bonneau à Montmorin, Varsovie, 17 et 20 février 1790.

2. Oginski, *Mémoires*, t. I, p. 60-63. — L'art. 6 du traité garantissait la République ou ses dépendances contre toute puissance étrangère qui voudrait « s'attribuer le droit de se mêler de ses affaires intérieures » et ceci au moyen d'abord des bons offices de la Prusse, subsidiairement par l'ouverture des hostilités. On comprend que les Polonais signèrent des deux mains une pareille clause.

de commerce ne fut pas signé, malgré les négociations commencées par Lucchèsini; la Diète ne les vota pas. Frédéric-Guillaume, avant toute signature, dut s'accommoder de ce double échec, mais comme il tenait au traité, il passa outre. Suivant lui, les villes de Dantzick et de Thorn, sur la conquête desquelles il reviendra encore dans d'autres négociations en 1791¹, ne rapportaient pas un sou à la République et ruinaient plutôt son commerce. Devant l'opposition que provoqua sa proposition, il donna l'ordre à Lucchèsini de laisser aux Polonais le soin de proposer d'autres projets². Et de lui-même il renonce à Dantzick en juin. L'alliance resta donc plutôt platonique : elle avait pourtant été jugée nécessaire par la Diète qui l'avait votée, et elle survécut en 1794 au vote par cette assemblée de la fameuse Constitution du 3 mai pour laquelle le roi de Prusse, par l'entremise de Goltz, adresse d'abord ses plus vives félicitations³. Ce qui n'empêche Hertzberg d'écrire à Lucchèsini sur cet événement de Berlin, le 12 mai 1794 : « Les Polonais viennent de donner le coup de grâce à la monarchie prussienne en rendant le royaume héréditaire et en s'octroyant une constitution qui vaut mieux que celle de l'Angleterre. » Et le surlendemain, condamnant *in petto* l'approbation qu'en donnait son roi, il mandait encore à Lucchèsini ces lignes où éclatent des vues justes, bien que non confirmées par les événements postérieurs : « Par cette constitution, je crois que la Pologne deviendra aussi dangereuse à la Prusse et lui reprendra tôt ou tard la Prusse occidentale et peut-être même l'orientale. Comment défendre notre État ouvert depuis Memel jusqu'à Teschen contre une nation nombreuse et bien gouvernée? On ne pense pas ici à contrecarrer cette révolution comme les Polonais le craignent, mais on y applaudit et la confirme. Je m'abstiens de tout raisonnement qui peut me rendre responsable⁴. »

..

Entre temps, M. de Goltz ayant été chargé momentanément de l'intérim à Varsovie, Lucchèsini est délégué par son roi le 5 juillet 1790 et, à la demande de Hertzberg, aux conférences de Reichenbach, où l'avait précédé Hertzberg dès la fin de juin. Lucchèsini n'est-il

1. Notamment en avril 1791.

2. Frédéric-Guillaume II à Goltz, son envoyé à Pétersbourg, Berlin, 4 mars 1790.

3. Oginski, *Mémoires*, t. I, p. 138-141.

4. Dembinski, *op. cit.*, t. I, lettres n° 429 et 430, cette dernière datée de Berlin, 14 mai 1791.

pas l'homme, avec le premier ministre, qui connaît le mieux les grandes affaires pendantes dans l'Europe orientale? Son choix a donc lieu et même il est désigné ensuite pour continuer les négociations à Sistow (Turquie) où, venu dès la première fois en septembre 1790, il s'installe à demeure dès la fin de mars 1794. Là étaient déjà réunis les envoyés anglais, hollandais, turcs et autrichiens afin de décider de la paix entre ces deux dernières puissances¹. En mai, il s'en éloignait définitivement pour faire une absence à Vienne.

C'est durant ce déplacement dans la capitale de l'Autriche qu'un Français émigré qui le vit, Vaudreuil, l'agent des princes de la Maison de France, a rapporté ceci de lui au comte d'Artois dont il était l'assidu correspondant : « M. de Lucchèsini, homme de beaucoup d'esprit, que je connais beaucoup (qui était favori du feu roi de Prusse et qui est fort bien traité par le roi actuel), est parti d'ici en détestant la cour de Vienne, très décidé à engager son maître à agir, à soutenir rigoureusement les droits de l'Empire manifestement lésés, et il espère obtenir une mission près des princes. L'exemple donné par Catherine peut produire cette imitation qui, quoique tardive, serait d'un grand effet². » Ainsi donc, Lucchèsini intriguait toujours, et maintenant il pensait à se faire nommer auprès des princes français en exil comme négociateur, ainsi que jadis l'avait été choisi par la tsarine le comte Nicolas Romantzov. On se demande à quel besoin de lutte ou de passion obéissait cet envahissant diplomate. Sentait-il déjà que, s'il retournait en Pologne, son rôle y serait extrêmement compliqué et craignait-il d'avoir à détacher la Prusse de l'alliance avec la Pologne qu'il avait eu l'habileté de nouer, mais dont il pressentait déjà le peu de durée? La haine de l'Empire le portait-elle d'autre part à chercher dans le parti des Bourbons français et dans leurs partisans armés de Coblenz un appui contre la cour de Vienne qui avait abandonné Louis XVI à Varennes ou voulait-il simplement jouer un rôle de plus dans une Europe aussi troublée? Éventualité qui, en ce dernier cas, eût satisfait l'agent des princes, désireux qu'il était qu'on comptât encore avec eux, ce qui pouvait à la fois flatter leur amour-propre et servir leur cause, car le pis pour eux eût été de tomber dans l'oubli. Lucchèsini, en fin de compte, ne reçut pas cette mission, et nous le verrons tout à l'heure reprendre son poste à Varsovie.

1. Ce nouveau congrès s'ouvrit le 2 juin 1794.

2. Vaudreuil au comte d'Artois, Vienne, 20 octobre 1791, dans la *Correspondance intime du comte de Vaudreuil et du comte d'Artois pendant l'émigration (1789-1815)*, publ. par L. Pingaud, t. II, p. 29 et 30.

Dans celui-ci, qu'il occupait depuis deux ans, il n'avait pas eu pour seul but de travailler à l'agrandissement de la Prusse, comme le voulait Hertzberg, son chef hiérarchique, et d'y travailler par des menées hypocrites dont le détail vient d'être exposé. En cas d'échec du côté des négociations pour l'annexion de la Grande-Pologne, comme l'événement venait de s'accomplir, il avait fait machine en arrière; il concédait aux Polonais ce que ceux-ci désiraient, à défaut d'une coopération à main armée qu'ils étaient incapables de fournir, au moins tout de suite, n'ayant ni finances, ni armée nationale; il leur concédait et ne leur demandait plus que la neutralité armée. Ce recul de la Prusse répondait à leurs vœux. Si celle-ci avait dû y mettre ainsi les pouces, c'est que son attention était déjà absorbée ailleurs. La Prusse, n'ayant pas réussi du côté des Polonais et ne voulant alors rien demander aux autres puissances, s'était tournée du côté de la Turquie. Elle allait offrir à l'Autriche et à la Russie, qui étaient en guerre avec cette puissance, sa médiation pacifique. Son but était de dégager les Turcs afin d'en tirer un soutien vis-à-vis des autres nations et pour ses propres visées ambitieuses. La convention de Reichenbach, acceptée purement et simplement par les deux cours contractantes et garantie par les trois hautes puissances médiatrices, à savoir la Grande-Bretagne, la Prusse et la Hollande, fut la base du traité de pacification.

Les trois documents suivants inédits, découverts par nous, ajouteront quelques détails au récit de la participation du ministre prussien. Le premier est l'acte de la convention même qui rapprocha les deux cours de Vienne et de Berlin. Occupée à la guerre contre les Turcs que favorisait la Prusse, l'Autriche, pour avoir les mains libres aux Pays-Bas, alors en état d'insurrection, et en Hongrie, qui menaçait de recouvrer son indépendance, avait intérêt à terminer au plus tôt la guerre contre la Turquie. Léopold, malgré les représentations du prince de Kaunitz, approuvait cet arrangement tel que Lucchèsini, sur les ordres de sa cour, le négocia, après que les cours de Londres et de Berlin eurent fait comprendre au divan qu'il importait extrêmement pour la Porte de n'accepter aucune proposition de paix sans leur concours (juin 1790).

Appelé en Silésie, au début de juin, pour recevoir des instructions relativement aux conférences de Reichenbach, Lucchèsini porta à Berlin une lettre de Stanislas-Auguste à Frédéric, et c'est à cette époque précise qu'il fut officiellement désigné pour représenter la Prusse au Congrès. Il y intervint de la façon suivante, sous le couvert de son ministre.

CONTRE-DÉCLARATION DU MINISTRE LUCCHÉSINI¹.

Ayant mis sous les yeux du roi la déclaration que Messieurs les ministres plénipotentiaires de S. M. le roi de Hongrie et de Bohême m'ont remise en date du 27 juillet, et par laquelle ils déclarent que S. M. le roi de Hongrie et de Bohême s'engage de prêter les mains à la prompte conclusion d'un armistice avec la Porte ottomane et au rétablissement de la paix avec elle sur la base du *statu quo* strict tel qu'il a été avant la guerre actuelle, je suis chargé, par le roi mon maître, d'accepter la susdite déclaration sous les conditions et dans le sens qui suit :

1^o S. M. prussienne entend que S. M. le roi de Bohême et de Hongrie s'engage de la manière la plus obligatoire de conclure un armistice avec la Porte ottomane aussitôt que possible et que la Porte y consentira et de rétablir ensuite la paix avec elle, sur la base du *statu quo* strict, tel qu'il a été avant la présente guerre, et que, par conséquent, ladite Majesté le roi de Hongrie et de Bohême restituera à la Porte ottomane d'abord, après la paix conclue, toutes les conquêtes qu'elle a faites sur la Porte.

Quant à l'espérance que S. M. le roi de Hongrie et de Bohême se réserve de faire dans le cours des prochaines négociations de paix avec la Porte ottomane quelques modifications conciliatoires pour la sûreté de ses frontières, S. M. prussienne entend que ces modifications soient absolument volontaires et dépendantes du bon gré de la Porte ottomane et de la médiation de S. M. et de ses alliés et que si S. M. le roi de Hongrie et de Bohême en retire quelques acquisitions ou autres avantages, Elle en donnera un équivalent proportionné à S. M. prussienne.

2^o Comme S. M. le roi de Hongrie et de Bohême déclare en outre dans sa susdite déclaration que, si la guerre devait être continuée entre la Russie et la Porte, Elle n'avait et ne conserverait d'autres obligations à remplir envers la Russie que de garder la forteresse de Chotym² dans un dépôt neutre jusqu'à ce que la paix soit de même rétablie entre la Russie et la Porte ottomane, S. M. prussienne accepte cette déclaration dans le sens que S. M. le roi de Hongrie et de Bohême ne se mêlera plus de cette guerre, qu'Elle ne prêtera plus aucun secours d'aucune manière directe ou indirecte à la cour de Russie contre la Porte ottomane et que la pacification entre ladite Porte ottomane et la cour de Russie sera regardée comme une affaire séparée de la négociation actuelle.

1. British Museum, Département des manuscrits (ms. additionnel 35543), *Correspondance of R. M. Keith* (july 1790-apr. 1791), fol. 25.

2. Chotym ou Choczim, ville de la Russie d'Europe (Bessarabie), sur le Dniester, lieu souvent ensanglanté par les luttes entre Polonais et Russes.

3^e Comme la négociation d'un armistice et de la paix à conclure sur la base du *statu quo* a été entamée par le roi, de concert avec ses hauts alliés, le roi de la Grande-Bretagne et les États-Généraux des Provinces-Unies, S. M. prussienne se réserve la faculté et le droit de la garantir du *statu quo* strict stipulé dans ses déclarations réciproques et Elle se flatte que sesdits hauts alliés voudront concourir à cette garantie et s'en charger expressément. Par la même raison, S. M. prussienne se réserve et stipule que, dès que l'armistice sera conclu entre la Porte ottomane et la cour de Vienne, on prendra des mesures aussi promptes que possible pour assembler un congrès de paix dans tel endroit dont on pourra convenir pour y travailler à la conclusion d'une paix définitive entre S. M. le roi de Hongrie et de Bohême et la Porte ottomane, sous la médiation et la garantie de S. M. prussienne et de ses hauts alliés.

En foi de quoi j'ai signé cette contre-déclaration et j'y ai apposé le cachet de mes armes.

Fait à Reichenbach, le 27 juillet 1790.

Ewald FRÉDÉRIC,
Comte de Hertzberg.

Puis, ayant l'agrément de l'Empereur et reconnu par lui comme médiateur, Lucchèsini prononça l'allocution suivante¹, au titre de ministre plénipotentiaire de S. M. Impériale et Royale, lors de l'échange et collationnement des pleins pouvoirs :

L'Empereur, mon maître, a désiré en montant sur le trône le plus prompt rétablissement de la paix avec l'empire ottoman qu'il regarde comme son ami naturel. S. M. Impériale s'est d'abord occupée de cet objet important et s'est expliquée avant même son arrivée à Vienne d'une manière conforme à ce qui a été convenu ensuite à Reichenbach. Trois puissances amies communes devenues médiatrices et garantes du traité futur de paix ayant assuré S. M. que la sublime Porte ottomane était animée des mêmes sentiments et ayant moyenné aussi un congrès de paix à Sistow, Elle a daigné m'honorer pour cet effet de son diplôme de plein pouvoir que je suis prêt à communiquer tant à MM. les plénipotentiaires médiateurs qui viennent de nous porter avec tant de sagesse des paroles de conciliation et de paix par la bouche de M. le chevalier Keit qu'à MM. les plénipotentiaires ottomans en leur remettant de plus des copies légalisées.

Nous détachons ensuite la déclaration que fit le ministre prussien à la huitième conférence, le 3 février 1791² :

Le but et l'effet des conventions de Reichenbach, clairement énoncés

1. British Museum, même vol., fol. 209.

2. Même vol., fol. 250.

dans l'acte de ratification de S. M. le roi de Hongrie et de Bohême, maintenant empereur des Romains, ont été de convenir amicalement (« mutuis per amicis collatis consiliis ») entre ce prince et le roi mon maître des moyens et des conditions propres à rétablir la paix entre son auguste maison et la Porte ottomane.

Le troisième article de la contre-déclaration du plénipotentiaire prussien à Reichenbach constate que les négociations d'un armistice et de la paix à conclure sur la base du *statu quo* ont été entamées par S. M. prussienne de concert avec ses hauts alliés avant l'ouverture du congrès de Sistow.

Cet article réserve au roi mon maître la faculté et le droit de le garantir du *statu quo* strict stipulé dans ces déclarations, ainsi que la faculté de garantir le traité définitif de paix.

De ces principes rendus incontestables et sacrés par la ratification de S. M. l'empereur et par la garantie de S. M. le roi de la Grande-Bretagne et de leurs hautes puissances les États-Généraux des Provinces-Unies, il résulte :

1° Que les conventions de Reichenbach avec tout ce qui est stipulé doivent être considérées comme un acte préliminaire du futur traité de paix.

2° Que le principe du *statu quo* strict devient en vertu de ces conventions la base de ce même traité.

Je dois donc prévenir MM. les plénipotentiaires des puissances contractantes que mes instructions et mon plein pouvoir m'obligent à demander en qualité de plénipotentiaire d'une puissance médiatrice à Sistow et de ministre d'une puissance contractante à Reichenbach que l'on reconnaisse les conventions de Reichenbach comme un préliminaire de la négociation de Sistow et le principe du *statu quo* strict qui y est établi comme base du futur traité. La simple acceptation du principe abstrait du *statu quo* ne contient pas tous les engagements pris à Reichenbach. Le dépôt neutre de la forteresse et du district du Chotym est une exception faite à ce principe. La neutralité de la cour de Vienne pendant la durée de la guerre entre la Porte et la Russie, supposant une suspension des engagements que la cour impériale a donnée pour motif de la rupture de la paix avec la sublime Porte, peut être envisagée comme une seconde déviation du principe du *statu quo* étendu aux relations politiques des deux empires avant le commencement de la guerre. Enfin les droits de médiation et de garantie assurés par les conventions de Reichenbach à S. M. le roi de Prusse ne sont pas compris non plus dans la simple acceptation du principe du *statu quo*, ce qui offre une raison et donne un motif de plus pour demander l'acceptation formelle des susdites conventions de Reichenbach.

(Sans signature.)

Entre temps, Lucchésini, revenu de Reichenbach à Varsovie le 45 août 1790, trouva un pays mécontent et déçu. Les Polonais

n'avaient pas été consultés, leur sort demeurait incertain¹. Lucchèsini eut fort à faire pour répondre à tous leurs reproches, et c'est alors que le roi Stanislas écrivit la lettre qu'il porte à son maître et qui n'est surtout que sentimentale. La Pologne, oubliée à Reichenbach, veut s'allier à la Porte, laisser de côté ses griefs contre l'Autriche et combattre la Russie. La Diète veut établir l'hérédité du trône malgré l'opposition des trois cours. Lucchèsini débordé renonce à intervenir.

La Prusse en somme rétablit la paix en Orient et réduisit à rien les acquisitions autrichiennes et russes faites sur les Turcs. Cette paix était raisonnable. La Porte y trouvait son compte, ayant la garantie de trois puissances. La paix de Sistow consacrait la renonciation de la Russie et de l'Autriche à leurs prétentions sur la Valachie et la Moldavie. La Pologne est délivrée des craintes de la guerre en vue de laquelle elle commençait de faire des armements, mais elle n'obtient pas la Galicie. Avant d'être délégué à Sistow, où il demeura jusqu'au second semestre de 1794², notre diplomate reçut du roi de Pologne la lettre suivante, lettre inédite en français, que nous avons découverte récemment; elle est entièrement autographe³ et sans une seule rature; elle jette un jour particulier sur ses rapports avec Stanislas-Auguste Poniatowski :

Varsovie, ce 30 octobre 1790.

Monsieur le marquis de Lucchèsini, — En recevant votre lettre du 20 d'octobre, il m'a été bien agréable de vous voir informé et satisfait des marques de bienveillance que je me plais à donner à ce qui vous appartient.

Je le fais d'autant plus volontiers que je suis vraiment persuadé d'avoir un ami dans votre personne. Si j'ai acquis votre bonne volonté pour moi par la franchise de mes procédés, je dois compter sur la conservation de cet avantage, par la suite conséquente de ma conduite dont je crois avoir un bon témoin ici dans la personne de M. de Golz, car sa manière d'agir me paraît également droite et circonspecte.

Sur les quatre mécontents dont vous me parlez, je crois devoir vous faire part de la manière différente dont je les envisage. Celui qui est parti d'ici le dernier est si consumé de chagrins domestiques et de maladie que je crois pouvoir assurer qu'il ne songe à autre chose, en voyageant, qu'à se distraire et à rétablir sa santé et qu'il est très dégoûté de toute politique.

Le prélat est, par sa manière d'être, facilement susceptible des

1. Aubert à Montmorin, dépêches des 31 juillet et 4 et 18 août 1790.

2. Le traité fut signé le 4 août 1791.

3. British Museum, ms. 44916, intitulé : *Miscellaneous autographs, XVI-XVIII^{em} cent.*

impressions que lui donne le dernier qui lui parle. Mais je crois pouvoir répondre qu'ici (si tant est qu'il y revienne bientôt, ce qui est douteux) il n'agira pas contre mes idées. D'ailleurs, il n'est pas dans le cas de pouvoir compter que ses avis soient suivis de beaucoup de gens.

Des deux qui sont depuis le plus longtemps là où vous les avez vus, il est assurément bien à regretter qu'un homme doué de tant de qualités vertueuses, jointes à une grande fortune aye résigné toutes ses volontés et ses lumières aux idées de quelqu'un dont les siennes ont été autrefois si éloignées.

Mais au moins jusqu'ici toutes leurs écritures ne paraissent pas produire un grand effet dans le pays.

Mes vœux vous accompagnent dans votre pénible voyage au congrès. Puissiez-vous y faire le bonheur d'une grande partie du genre humain, y conserver votre santé et préparer pour la Pologne aussi ce calme solide et durable, après lequel je soupire depuis si longtemps et sans lequel nous ne parviendrons jamais à ces bienheureuses causeries non politiques avec vous dans ma petite bibliothèque à Lazienki¹, où je compte établir le bon Piattoli² l'an prochain. Ah ! quand donc viendra ce bon temps !

C'est dans les sentiments les plus vrais d'estime et d'amitié que je me dis, Monsieur le marquis, votre très affectionné.

STANISLAS-AUGUSTE,
Roi.

En résumé, à Reichenbach comme à Sistow, Lucchèsini contribua à favoriser avec les envoyés de Hollande et d'Angleterre la paix entre l'Empire et la Turquie et, d'après l'affirmation de l'envoyé d'Autriche, comme d'après les affirmations d'Hertzberg³, c'est bien lui qui montra le plus de savoir dans toutes les négociations engagées et qui domina le Congrès.

* * *

Au mois d'avril 1792, il reprit ses fonctions à Varsovie. L'alliance polono-prussienne avait duré près de trois années, de 1790 à août 1792. Lucchèsini tint bon jusqu'au bout dans ses assurances ; mais quand Catherine II suscita l'impie confédération de

1. Villa italienne, toute en marbre, bâtie par le roi aux portes de Varsovie.

2. Appelé en Pologne par la princesse maréchale Lubomirska, tante du prince Adam Czartoriski ; précepteur du prince Henri Lubomirski, qu'elle avait adopté, cet abbé séculier était très érudit. Il avait voyagé beaucoup, rédigeait très bien et devint secrétaire du roi Stanislas-Auguste pendant la Grande Diète, lorsque ce prince s'émancipa du joug russe. Il demeura auprès de lui jusqu'au moment de la confédération de Targowice.

3. *Passim*, archives de l'État et de la Cour à Vienne.

Targowice contre l'œuvre salutaire de Stanislas-Auguste et de la Diète de 1788 qui venait de se manifester dans l'élaboration de la constitution polonaise du 3 mai 1791, établissant la monarchie héréditaire, une armée forte et permanente, l'abolition du *liberum veto*, c'est-à-dire préconisant et appliquant tous les remèdes qui pouvaient sauver le pays, la Prusse se laissa regagner par la Russie et, sous des prétextes plus ou moins spécieux, dénonça le pacte d'alliance. Lucchèsini est alors obligé de revenir sur son langage précédent. Il expose au roi de Pologne et aux membres du gouvernement que le roi, son maître, « n'ayant pris aucune part à la Constitution du 3 mai, ne protégera pas cette Constitution s'ils veulent la défendre les armes à la main ». Il se dégage de toute solidarité avec l'esprit qui l'a dictée et qui, pour Frédéric-Guillaume comme pour Catherine, souverains absolus, est révolutionnaire (*sic*)¹.

En somme, l'idée prédominante de la Prusse alors est de se rattacher à l'alliance russe. Elle y trouvera plus de profits, un nouveau partage de la malheureuse nation étant projeté entre Catherine et Frédéric et ces territoires polonais de frontière orientale étant de ceux qui ont pour elle une valeur énorme de convenance, car ils lui permettent de plus en plus de faire figure de nation. La Russie craint, d'autre part, comme la Prusse, que la Pologne se relève par la mise en vigueur de sa nouvelle constitution : elle est ambitieuse et tient à s'annexer le plus gros morceau de cette république parce que le territoire de celle-ci est bien placé et qu'elle veut sortir de ses steppes aux populations de race asiatique pour « s'eupéaniser », comme dira Napoléon plus tard².

Cette manière de manquer à ses engagements était un déshonneur pour la Prusse. Mais elle n'était pas à cela près lorsqu'il s'agissait de ses intérêts matériels et de ses agrandissements. Lucchèsini dut se résoudre à revenir en arrière et à échanger une conduite loyale, du moins jusque-là en apparence, contre une autre que lui imposait la politique de spoliation. Il n'était ici qu'un instrument entre les mains

1. Lettre du roi de Prusse au roi de Pologne, 8 juin 1792, citée par Oginski (*Mémoires*, t. I, p. 176-177). Voir aussi les *Mémoires d'un homme d'État* (t. I, 1828, p. 370-373), ouvrage de compilation habile, écrit de seconde main par des hommes de talent, où l'on trouve du bon comme du travesti; attribué d'abord à Hardenberg, mais qui, au dire de Quérard (*Supercherries littéraires dévoilées*, t. II, p. 297), est d'un ancien colonel d'infanterie, le comte d'Allonville, qui s'est servi des matériaux laissés par Beauchamp.

2. « Le partage de la Pologne a annulé la Suède et rendu européenne la Russie qui ne trouve plus de contrepoids; Constantinople et Ispahan n'en sont plus un. » Napoléon au roi de Prusse, Boulogne, 23 août 1805 (*Correspondance*, t. XI, n° 9116).

du ministre, car la manière séduisante et convaincue avec laquelle il avait mené ses négociations au début auprès des Polonais peut faire croire qu'il avait agi de bonne foi. Sa conduite contraire, lorsque son roi changea d'attitude, n'en est pas moins à regretter pour son renom. La mort dans l'âme peut-être, bien qu'on s'accorde à lui reconnaître une certaine absence de scrupules, il se soumit à ses nouvelles instructions; mais il sentit que, devant les événements qui se précipitaient, sa place n'était plus à Varsovie. En effet, les troupes prussiennes devant bientôt envahir la Grande-Pologne et préparer ainsi, les armes à la main, le deuxième partage, Lucchèsini quitta le pays. Il avait demandé son changement et, en avril 1793, il fut nommé ambassadeur de Prusse à Vienne. Il y remplaçait M. de Jacobi, lequel, très protégé par Bischoffswerder, avait pris part aussi à la négociation de Sistow. Dès la fin de mars 1794, M^{me} de Lucchèsini, pendant la tenue de ce congrès et alors que son mari y était détaché, avait déjà momentanément laissé Varsovie pour Vienne. Cette capitale n'était pas seulement pour les Lucchèsini une ville désirable, susceptible de leur faire oublier Varsovie, elle était encore, en 1793, le premier poste diplomatique de l'Europe. Lucchèsini, avec le tempérament qu'on lui connaît, brûlait d'y évoluer au milieu des secrets des cabinets et des intrigues pour lesquelles il semblait né. Golz le remplaça à Varsovie¹.

Paul MARMOTTAN.

1. Moustier, ambassadeur français à Berlin, à Montmorin, dépêche du 28 mars 1791 (Dembinski, *loc. cit.*, t. I, p. 536).

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'ANTIQUITÉ GRECQUE
DE 1902 A 1907¹.

GÉOGRAPHIE HISTORIQUE. TOPOGRAPHIE. — Feu Georges COUSIN ouvre ses *Études de géographie ancienne*² par cet aphorisme : « En France, je dirais que l'étude de la géographie antique est la plus négligée de toutes les études. » C'est exactement ce que nous avons constaté ici même³; nous devons cependant reconnaître que l'enseignement et les livres de M. Bérard ont contribué depuis quelque temps à attirer sur cette partie si importante des études antiques l'attention du public studieux. Georges Cousin eût aussi en ce genre fait œuvre utile si une mort prématurée ne l'eût trop tôt enlevé à la science. Ses *Études de géographie ancienne* ne peuvent être considérées que comme l'essai d'une méthode encore incertaine et flottante. C'est un livre prodigieusement laborieux, mais déconcertant. Il repose sur le principe de la *topohonymie*, c'est-à-dire sur la survivance dans la toponymie moderne des thèmes anciens, altérés ou traduits. Cousin dresse, d'après ces idées, qui ne sont pas sans analogie avec celles de M. Bérard, une sorte de lexique de noms géographiques, groupés d'après leurs initiales ou leurs finales équivalentes. Il y a là une tentative hardie, parfois aventureuse; souvent l'auteur s'est abusé sur de simples apparences. Quand il s'agit des noms barbares dont l'idiome lui était inconnu, on sent qu'un linguiste éprouvé aurait été plus qualifié pour se prononcer. L'œuvre est inégale et d'une composition fantaisiste. On trouve dans ce lexique des études sur les stathmes parthiques d'Isidore de Charax, sur la géographie de

1. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXIX (1902), p. 104-119, et t. XCI (1906), p. 316-344. Nous comprenons aussi dans ce bulletin les ouvrages en français publiés à l'étranger.

2. Paris, Berger-Levrault, 1906, in-4°, 572 p. — Cf. sa thèse latine : *De urbibus quarum nominibus vocabulum πολλος finem faciebat*. Nancy, 1901, in-8°, 302 p.

3. *Rev. hist.*, t. LXXIX (1902), p. 110.

l'Orient dans Villehardouin et Henri de Valenciennes, sur le Paradis terrestre et l'Atlantide, des additions à l'*Altkeltischer Sprachschatz* d'A. Holder, etc... Avec cela, la bibliographie est souvent arriérée et incomplète. Tous ces défauts, imputables à des troubles de santé qui empêchaient l'auteur de travailler avec la suite et la sérénité nécessaires, nous révèlent l'effort d'énergie qu'il a dû déployer pour produire dans des conditions douloureuses. Ceux qui ont connu la droiture et la conscience de cet esprit vigoureux savent que de telles imperfections ne sont dues ni à la légèreté ni à l'ignorance.

La thèse du même auteur sur *Kyros le Jeune en Asie Mineure*¹ est le livre d'un explorateur enthousiaste et courageux qui n'a pas craint de refaire, dans des conditions périlleuses, l'itinéraire de son héros de Sardes à l'Euphrate². La géographie de l'Asie Mineure y tire profit des journaux de route publiés par l'auteur, et l'histoire grecque y trouve son intérêt dans la discussion du témoignage de Xénophon, dans les études sur les mercenaires, sur la composition de l'armée des Dix-Mille et l'état de l'empire perse avant Alexandre.

La topographie de Délos devient un attrait, même pour les touristes, depuis que, grâce à la libéralité du duc de Loubat, M. HOLLEAUX, directeur de l'École française d'Athènes, a pu procéder à un déblaiement méthodique de la ville et à la toilette du sanctuaire déjà si fructueusement exploré par M. Homolle. Le résultat est tout à fait remarquable. Nous avons là une véritable Pompei hellénistique et gréco-romaine, l'ensemble peut-être le plus complet qui existe en Grèce. On y trouve tous les éléments de la vie grecque, un port avec ses quais et ses docks, un grand sanctuaire, une cité bourgeoise avec ses maisons et ses rues, une cité commerciale avec ses clubs de négociants, etc... On vient de découvrir une très curieuse terrasse garnie de lions archaïques, un grand hall à colonnes, de genre hypostyle, des statues, des inscriptions, des mosaïques, des peintures, etc... L'activité méthodique et fructueuse du chantier de Délos aura pour résultat de faire inscrire ce rocher désert parmi les lieux de pèlerinage obligatoires. Le coup d'œil et l'impression sont vraiment grandioses. Ajoutons que, pour la publication scientifique des résultats, la diligence minutieuse de M. Holleaux ne fera pas attendre les archéologues et ne leur laissera rien à désirer; déjà de copieux articles illustrés de photographies et de plans ont révélé sans délai le détail des découvertes³. La publication d'ensemble est en préparation. M. Holleaux

1. Nancy, 1904, in-8°, 440 p., 1 carte.

2. Cf. Chapot, *les Destinées de l'hellénisme au delà de l'Euphrate* (Bull. des Antiquaires de France, 1904).

3. Voy. les articles parus depuis 1902 dans le *Bulletin de correspondance*

a sollicité et obtenu le concours d'officiers de la guerre et de la marine pour l'établissement d'une carte sûre et complète¹. Ainsi s'élabore une œuvre de haute tenue scientifique, qui permettra enfin à des fouilles françaises de se présenter en beauté au public savant. Quand on voit s'accumuler sans relâche les luxueuses publications allemandes sur Olympie, Pergame, Priène, Théra, Éphèse, Magnésie, Milet, Égine, on conçoit que nous éprouvions quelque humiliation de l'insuffisance de notre lot.

Ce n'est pourtant pas que l'activité des archéologues français ou étrangers de l'École d'Athènes se ralentisse. Le chantier de Délos n'a pas absorbé toutes les bonnes volontés : M. VOLLGRAFF a précisé par ses découvertes l'intéressante topographie d'Argos²; MM. MENDEL et BIZARD ont poursuivi au sanctuaire d'Apollon Ptoios en Béotie les belles recherches de M. Holleaux³; M. GRAINDOR a exploré les ruines de Ténos, d'Ios, de Karthaia⁴.

M. OMONT a réuni d'intéressants documents inédits sur les *Missions archéologiques françaises en Orient au XVII^e et au XVIII^e siècle*⁵, notamment sur les voyages de Monceaux, de Paul Lucas, de l'abbé Bignon, de Fourmont et Sévin.

QUESTION HOMÉRIQUE. — Si la question homérique est la voûte sur laquelle repose l'édifice de la littérature grecque, c'est, comme disent les Arabes, une de ces voûtes « qui ne dorment jamais ». Elle est en perpétuel travail. Nous avons exposé⁶ comment le livre de M. Bérard avait chez nous rouvert la discussion. Comme il fallait s'y attendre, voici les contradicteurs qui surgissent. Deux maîtres éminents de l'hellénisme en France, M. Michel Bréal et M. Maurice Croiset, viennent de se prononcer. M. BRÉAL, dans son joli livre *Pour mieux connaître Homère*⁷, paraît n'opposer aux théories anciennes et nouvelles que

hellénique (par MM. Holleaux, Jardé, Chamonard, Dürrbach, Bulard, Bizard, Mayence, etc.) et les rapports de M. Holleaux dans les *Comptes-rendus de l'Académie des inscriptions*. M. Dürrbach prépare le volume du *Corpus* des inscriptions de Délos, qui figurera dans le *Corpus inscr. graec.* publié par l'Académie des sciences de Berlin.

1. Les nombreux plans de détail sont dus aux relevés de M. Convert, conducteur technique des travaux.

2. *Bull. de corresp. hellén.*, 1904, p. 364; 1906, p. 1; 1907, p. 139.

3. *Ibid.*, 1907, p. 185.

4. *Ibid.*, 1904, p. 308; 1905, p. 329; 1906, p. 92, 433. — *Musée belge*, t. X, p. 309. — Deux savants danois, MM. Blinkenberg et Kinch ont publié en français les résultats de leurs belles fouilles à Lindos, dans l'île de Rhodes (*Bull. de l'Acad. royale des sciences et lettres de Danemark*, 1903, 1904, 1905, 1907).

5. Impr. nat., 1902, 2 vol. in-4°.

6. *Rev. hist.*, t. XCII (1906), p. 323 et suiv.

7. Paris, Hachette, 1906, in-12, 309 p. — Cf. les articles de G. Perrot dans le *Journal des savants*, nov. 1907 et suiv.

des arguments de bon sens, mais la finesse persuasive et la simplicité ingénieuse de l'exposition acheminent le lecteur, presque à son insu, à des conclusions d'une hardiesse singulière. Pour M. Bréal, les poèmes homériques ne sont pas d'origine populaire; rien de plus faux que la conception scolaire d'une *Volksepiik*. C'est une poésie savante, artificielle par le style, la langue, l'invention et le choix des détails; poésie non pas jaillie de la conscience du peuple, mais œuvre de métier, élaborée à l'aide de recettes dans des corporations d'aèdes pour l'agrément d'un auditoire d'élite, aristocratique et cultivé; littérature de gala, comme les cantates de Pindare, parure de fêtes officielles. Loin donc de se proposer la peinture du milieu contemporain, les aèdes s'appliquaient au contraire à évoquer l'image d'un monde lointain, romanesque, imaginaire. Là où M. Bérard ne voit que réalité vécue, exactitude, actualité à peine transposée, M. Bréal n'aperçoit qu'archaïsme rétrospectif, résurrection fantaisiste d'une antiquité disparue, chevalerie de roman dont les types, les mœurs, la langue s'opposent nettement au monde réel. Dans tout cela, rien de primitif ni qui porte la marque d'une antiquité authentique et reculée : l'art homérique est archaïsant plutôt qu'archaïque. Ce serait l'époque de Crésus (555 à 540 av. J.-C.) qui aurait vu fleurir aux confins de la Lydie et de l'Ionie cet art d'apparat, dont l'Athènes de Pisistrate fit l'ornement de ses Panathénées. Dans le livre de M. Bréal, le sentiment du caractère général de l'épopée et de la société homériques paraît plus juste que celui de leur histoire. On l'avait constaté avant lui : la complication de la langue, la somptuosité de la poésie, la politesse et la bienséance du ton décèlent une civilisation très policée, plus près de son déclin que de ses origines. Primitive par rapport à la période classique, elle apparaît aussi comme le terme, le legs suprême de la longue période achéo-mycénienne qui se prolongea dans la civilisation de l'Ionie. Sa chronologie flotte dans un espace de trois siècles, du x^e au vii^e; mais la date très basse adoptée par M. Bréal se heurte à des objections de fait dirimantes.

Ce sont ces objections qui forment la partie la plus irréfutable de la belle étude de M. Maurice CROISSET sur la *Question homérique au début du XX^e siècle*¹. Avec une forte documentation et une logique très serrée, M. Croiset remet au point la question. A M. Bréal, il oppose l'évidence des faits littéraires. En supposant l'Iliade contemporaine de Crésus, les réminiscences homériques des poètes du viii^e et du vii^e siècle, Terpandre, Archiloque, Callinos, Hésiode deviennent inexplicables. L'autre argument, fondé sur l'absence dans

1. *Revue des deux-mondes*, 1^{er} oct. 1907.

Homère d'idées familières aux ^{viii}^e et ^{vii}^e siècles (souillure du meurtre, notion d'une race *hellénique*), doit convaincre tout esprit non prévenu, mais, au point de vue dialectique, a le tort de faire le jeu de M. Bréal, qui l'invoquerait comme une preuve d'archaïsme voulu par un poète du ^{vi}^e siècle, au même titre que l'omission de l'écriture, de la peinture, etc... En somme, une rédaction datant de la première moitié du ^{ix}^e siècle, telle paraît à M. Croiset la thèse la plus vraisemblable : elle concorde avec le témoignage d'Hérodote et même avec les calculs de M. Bérard.

La réfutation, dans la même étude, des idées de M. Bérard sur l'Odyssée porte sur deux points essentiels : les identifications des escales d'Ulysse¹ et la méthode d'interprétation des noms de lieux. La critique de M. Croiset paraît très incisive quand elle objecte combien l'imprécision géographique du poème jointe à l'identité même des sites méditerranéens, souvent *interchangeables* pour qui veut les adapter aux descriptions homériques, autorise les combinaisons les plus diverses, toutes d'une vraisemblance relative. Mais sur les étymologies sémitiques dont se sert M. Bérard pour expliquer la toponymie côtière, il est permis de juger la même critique trop absolue dans ses négations. M. Croiset conteste non seulement l'usage abusif et souvent fantaisiste de cette méthode, mais le principe lui-même. Pourtant M. Bérard n'a pas créé cette méthode; il l'a perfectionnée et très habilement, quoique avec intempérance, exploitée pour sa thèse. Qu'il en ait parfois joué pour son plaisir et l'étonnement du lecteur, nous l'avons constaté ici même. Mais est-ce une raison pour condamner sans réserve toute la théorie en soi? « Les traductions supposées, dit M. Croiset, sont loin d'être conformes à l'usage des mots dans la langue homérique. Si un poète ionien avait voulu exprimer par un nom de déesse l'idée de « cacher », il aurait pu appeler cette déesse Keutho ou Krypto, il ne l'aurait pas appelée Kalypso ». Sans doute, Kalypso serait plutôt « celle qui enveloppe, qui recouvre », que la déesse « de la Cachette » (bien que, phonétiquement, on puisse admettre l'identité des racines *Kalypt* et *Krypt*); l'interprétation de M. Bérard tomberait alors un peu à côté du sens, et l'on pourrait plutôt chercher en Kalypso une déesse de la végétation symbolisée par ces tapis de persil qui recouvrent le sol de sa grotte.

Quant aux variations de la toponymie par voie de traduction ou de calembour, les théories de M. Bérard sont toujours vérifiables. Ou bien les noms de lieux n'ont pas de sens en grec, et il est légitime de leur chercher une étymologie exotique, de préférence dans la langue

1. Cf. Maurice Croiset, *l'Ordre des aventures d'Ulysse dans l'Odyssée* (*Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1905, p. 351-363).

des « thalassocrates » ; ou bien ils ont un sens et la question se pose de savoir si le mot a été inventé par les Grecs ou s'il leur a été suggéré par un vocable exotique antérieur dont le mot grec est soit l'équivalent soit le travestissement. La méthode des doublets, encore en usage en Grèce et qui met à la torture les rédacteurs de nos cartes marines, légitime en théorie les inductions de M. Bérard. La lutte entre les onomastiques hellénique, byzantine, slave, vénitienne, turque et néogrecque est encore toute d'actualité : nos cartes conservent une vie factice à nombre de dénominations qui ont disparu de l'usage courant. « Fort peu de noms, dit M. Croiset, ont été remplacés par des équivalents grecs. Pourquoi le narrateur des pérégrinations d'Ulysse se serait-il donc imposé ce labeur étrange de transporter d'une langue dans une autre des noms que l'usage ne l'obligeait aucunement à traduire et qui, ainsi traduits, ne devaient plus être reconnus par personne ? » Pourquoi ? Parce qu'un peuple est toujours enclin à nationaliser dans sa langue les éléments étrangers de sa toponymie ; parfois il les conserve en les habillant à sa mode, souvent il les traduit. La Grèce officielle pourchasse aujourd'hui partout les noms turcs et vénitiens : Sainte-Maure redevient Leucate, Corfou Kerkyra, tous les Bech-Parmak et les Kara-Dagh se transforment en Pentédactylon et en Mavrovouni. Mais ce travail s'accomplit sans méthode et sans loi, suivant les caprices de l'usage et de l'instinct populaires. Tantôt le terme ancien disparaît sans résistance, tantôt il se maintient contre son concurrent et le réduit au rôle effacé d'un essai malheureux ; parfois un concordat produit une forme hybride, comme le Santi-Déka (les Dix-Saints) de Corfou. Cent exemples de ces luttes peuvent être aujourd'hui relevés dans les pays qui changent de maîtres, à Corfou (où les noms même des rues sont bilingues), en Thessalie, en Crète. La littérature locale et même les articles de journaux s'en font l'écho, de la même façon que les poèmes homériques. On peut donc reporter dans le passé les phénomènes analogues du présent. Les Ioniens, en prenant possession de la mer hellénique, en ont, eux aussi, nationalisé la toponymie ; ils ont dû essayer maints vocables de fortune inégale. M. Bérard n'a donc pas été mal inspiré en relevant ces faits ; ses témérités dans l'application n'infirmant pas le principe.

M. Bérard a vu surgir un autre contradicteur qui ressemble fort, malgré qu'il en ait, à un disciple et à un imitateur ; car, récalcitrant sur le détail des conclusions, M. Philippe CHAMPAULT, dans ses *Phéniciens et Grecs en Italie d'après l'Odyssée*¹, nous offre en fait une

1. Paris, Leroux, 1906, in-12, 602 p. — Cf. une série d'articles dans la *Science sociale* de 1902 et 1903.

contrefaçon de la méthode du moderne Plus-homérique. Sans le livre de son devancier, M. Champault n'aurait pas tiré de son fonds les éléments de cette « étude géographique, historique et sociale par une méthode nouvelle ». Aussi un ton moins agressif, sinon plus équitable, eût-il été de mise dans sa préface, vraiment trop ingrate. C'est par la « Science sociale » que l'auteur se flatte de corriger les erreurs des *Phéniciens et de l'Odyssée*, c'est-à-dire qu'il aggrave Bérard par Demolins! On ne s'étonne plus qu'il en résulte une solution « à la fois triple et unique ». Cette solution consiste à localiser à Ischia l'île des Phéaciens, sous prétexte qu'*Ischia* équivalait à *Schérie* (équivalence qui fait peine pour M. Bérard); les Phéaciens étaient des Phéniciens (ce n'est plus une nouveauté) détachés de la colonie cadméeenne de Thèbes et qui auraient accueilli les Chalcidiens, d'où le « poème de l'alliance eubéo-phénicienne ». M. Champault affirme que ces « détails harmoniques et concordants sont tirés des entrailles du texte ». Les esprits simples penseront qu'à vouloir agiter tant d'idées, on risque de les brouiller : il serait peut-être temps de laisser l'*Odyssée* se reposer de toutes ces combinaisons. Ce n'est pas à dire que le livre de M. Champault ne renferme plusieurs observations intéressantes : telle la remarque que le radeau d'Ulysse, poussé par Borée, vent de nord-est, n'a pu échouer sur la côte ouest de Corfou.

ARCHÉOLOGIE MONUMENTALE ET FIGURÉE. — Le *Manuel d'archéologie grecque* de M. COLLIGNON¹ vient d'être refondu et mis au courant des découvertes de Crète, de Delphes, etc... Tel quel, avec la concision élégante de son texte, la judicieuse abondance de son illustration, l'harmonieux accord de la science et du goût, ce bréviaire classique est un modèle du genre « manuel ». C'est bien le livre qu'il faut aux étudiants et aux amateurs pour qui la connaissance sommaire de l'art grec est un complément nécessaire de culture.

L'architecture grecque est brillamment représentée dans les luxueuses publications des *Monuments antiques*² relevés et restaurés par les architectes pensionnaires de l'Académie de France à Rome (envois de 4^e année) et des *Fragments d'architecture*³ d'après les relevés et restaurations des mêmes prix de Rome. Depuis longtemps, les artistes, les archéologues et les amateurs réclamaient la publication intégrale de ces belles reconstitutions, qui toutes sont des œuvres très brillantes de goût et d'imagination, dont plusieurs sont par surcroît des œuvres de science précise. On sait qu'après avoir illustré leurs auteurs aux Salons annuels d'architecture, elles

1. Paris, Alcide Picard, 1907, in-8°, 394 p.

2. Paris, Charles Schmid, 100 pl. in-fol. en héliogravure.

3. Ibid., 200 pl. in-fol. en héliogravure.

restaient enfouies dans les cartons de l'École des beaux-arts; on n'en avait donné jusqu'ici que des publications partielles ou des reproductions insuffisantes. La collection réunie par les soins de M. d'Espey forme un répertoire unique en son genre; seule une sélection de rares talents était capable de nous donner ces visions de grands ensembles monumentaux qui, dans l'imagination moins évocatrice des simples archéologues, restent à l'état de schémas indigents ou inachevés. Parfois les archéologues sont tentés de froncer le sourcil devant la fantaisie des artistes, plus enclins à sacrifier au coup d'œil qu'à l'exactitude. L'hypothèse étant la condition inéluctable de ces reconstitutions, on a le droit de lui demander de se tenir dans les limites de la vraisemblance, d'éviter les anachronismes, les combinaisons hétéroclites et de ne pas céder en système une certaine horreur du vide qui la pousse à des débauches décoratives si contraires à la sobriété et à la discrétion de l'art grec. Il est vrai que certaines de ces restaurations n'étaient, dans la pensée de leurs auteurs, que des essais permettant de juger une théorie présentée sous une forme concrète. Tel le Parthénon de M. Loviot, enluminé comme une châsse depuis les degrés du stylobate jusqu'à l'entablement, et dont l'aménagement intérieur, d'ailleurs invraisemblable, est d'un grand artiste. La jeune école se montre, depuis quelques années, plus soucieuse de vérité historique, plus disposée à écouter les suggestions des hommes de science, sans rien perdre pour cela de son goût. Si cette tendance prévaut, les travaux des architectes de l'Académie de France constitueront le plus beau et le plus solide monument qui ait jamais été élevé à la mémoire de l'art classique. Les restaurations d'Épidaure par M. DEFASSE, de Pergame par M. PONTRÉMOLI, de Delphes par M. TOURNAIRE, et plus récemment de Sélinonte par M. HULOT sont, à cet égard, de très bon augure. Il serait indispensable qu'un bon texte, sobre, mais très sûr, rédigé par un homme compétent, donnât l'explication des planches : une pareille publication n'intéresse pas seulement les décorateurs et constructeurs à l'affût de motifs à copier, mais aussi les curieux, désireux de comprendre et de s'instruire¹.

L'histoire de la sculpture s'est enrichie, grâce à M. Salomon REINACH, d'utiles répertoires², mais ce sont les livres de M. Henri LECHAT qui représentent la contribution la plus importante et la plus originale à l'étude de la statuaire grecque avant et pendant le v^e siècle av. J.-C.

1. Ajoutons que la tonalité uniforme de ces belles planches est parfois un peu terne; on souhaiterait un peu de variété et une teinte plus chaude.

2. *Répertoire de la statuaire grecque*, t. III. Paris, Leroux, 1904, in-8°. — *Recueil de têtes antiques idéales ou idéalisées* (extrait de la *Gazette des beaux-arts*, 1903).

Dans un livre en quelque sorte préparatoire, intitulé *Au musée de l'Acropole d'Athènes*¹, l'auteur décrit et classe les sculptures archaïques en tuf et en marbre de l'Acropole, en définit la technique et les dehors avec une précision d'analyse, un style ingénieux et personnel qui rendent sensibles les nuances les plus fines de l'observation. Élargissant ensuite cette enquête, M. Lechat aboutit à une vaste et minutieuse synthèse sur *la Sculpture attique avant Phidias*². C'est une histoire méthodique des écoles primitives et du progrès technique qui achemina lentement la statuaire de l'âge du bois à celui de la pierre tendre, puis à celui du marbre. On voit à chaque étape l'art, d'abord asservi à la matière, chercher à se débarrasser de ses entraves jusqu'à la complète émancipation qui, après les guerres médiques, intervertit les rôles et fait de la matière la servante de l'esprit. M. Lechat s'est appliqué à dater les œuvres caractéristiques de ces précurseurs et à doser les influences ionienne et doriennne dont elles procèdent. Ainsi ce livre d'archéologie devient un livre d'histoire; il précise nombre de faits jusqu'alors flottants ou mal éclairés.

L'épanouissement qui, à dater de 450, succède à cette période d'élaboration, ne pouvait être mieux compris que par celui qui en avait rédigé la brillante et laborieuse préface. Aussi M. Lechat, quittant le microscope, a-t-il pu écrire sur *Phidias et la sculpture grecque au V^e siècle*³ un livre de vulgarisation où le tableau de la belle époque attique est brossé avec une largeur de vues et un bonheur d'expression dignes du grand style qu'il s'agissait de caractériser. Ces pages magistrales, où le sens très juste et très averti du génie attique s'exprime avec une précision réfléchie, nous libèrent de toute la vieille rhétorique accumulée sur ce sujet.

Le tome VIII de l'*Histoire de l'art dans l'antiquité*⁴, rédigé par M. Georges PERROT sans le concours de son collaborateur défunt Ch. Chipiez, ajoute une imposante assise au monument patiemment édifié en l'honneur de l'art antique. Il est consacré à la Grèce archaïque et à la période comprise entre le début des olympiades et les guerres médiques, de 776 à 479 av. J.-C. L'ouvrage débute par une description des villes de cette époque, de leurs remparts, maisons, fontaines, etc..., et par une étude sur l'architecture funéraire. Puis l'auteur aborde le principal de son sujet, l'histoire de la sculp-

1. *Annales de l'Université de Lyon*, fasc. 10. Lyon, 1903, in-8°, 468 p.

2. Thèse de doctorat. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, 510 p., 48 fig. (cf. Collignon, dans le *Journal des savants*, 1906). — La thèse complémentaire (Lyon, 1905) est consacrée à *Pythagoras de Rhégion*, sculpteur contemporain de Myron.

3. Paris, Libr. de l'art ancien et moderne (sans date), [1907,] in-8°, 175 p.

4. Paris, Hachette, 1904, in-4°, 756 p.

ture. Après une analyse des procédés techniques et de la polychromie, il passe en revue les différentes écoles, ionienne et insulaire, dorienne, attique, en tirant parti des premiers travaux de M. Lechat, sans avoir pu utiliser les classements précis et la chronologie des derniers. Il est superflu de rappeler ici quels services rendent ces beaux livres de M. Perrot, avec leur illustration abondante, leur riche documentation et leur exposition ample et lucide. Ce sont des synthèses qui condensent toute la littérature antérieure, éparse dans les revues, et fixent à un moment donné l'état de la science.

Il faut nous borner à signaler une série de brillantes monographies d'artistes grecs parues dans deux collections bien illustrées qui ont conquis d'emblée la faveur des amateurs et des archéologues¹ : le *Praxitèle*² de M. Georges PERROT, le *Skopas et Praxitèle*³ et le *Lysippe*⁴ de M. COLLIGNON, le *Douris*⁵ de M. POTTIER. M. FOUCHER, dans sa remarquable thèse sur les *Bas-reliefs gréco-bouddhiques du Gandhâra*⁶, développe et précise « une page nouvelle de l'art grec », suivant le mot d'E. Curtius. Il en résulte que le rayonnement de l'art grec en Orient et en Extrême-Orient, après la conquête d'Alexandre et du 1^{er} au vi^e siècle de notre ère, fut pareil à son expansion en Occident. Voilà le domaine de l'archéologie hellénique aujourd'hui étendu, par delà les Indes, jusqu'à Sumatra et au Japon. Il est aussi très curieux de suivre sur les monuments reproduits par M. Foucher la déformation des modèles grecs par leurs imitateurs asiatiques; elle s'effectue par les mêmes procédés que sur les ivoires byzantins, les sarcophages chrétiens et les œuvres romanes. Peut-être la théorie de ces évolutions parallèles, d'une identité parfois saisissante, mériterait-elle d'être étudiée à part.

La céramique grecque doit à M. POTTIER un nouveau *Catalogue des vases antiques de terre cuite du musée du Louvre*⁷, qui est ce que le maître incontesté de cette science sait faire d'un pareil ouvrage. Pour lui, l'inventaire descriptif et méthodique (ici il s'agit surtout des œuvres attiques) devient le véhicule d'idées originales,

1. Nous nous permettrons de protester contre la fâcheuse habitude que prennent quelques éditeurs de ne plus dater leurs publications : la sincérité n'est-elle pas aujourd'hui la plus sûre des habiletés?

2. Paris, Laurens, [1905,] in-8°, 128 p.

3. Paris, Plon, [1907,] in-8°, 176 p.

4. Paris, Laurens, [1905,] in-4°.

5. Paris, Laurens, [1905,] in-4°, 128 p.

6. Paris, Leroux, 1905, in-4°, 638 p., 300 fig. et 1 carte. — Cf. G. Perrot, dans le *Journal des savants*, 1906-1907.

7. Paris, Motteroz, 1906, in-8°, 533 p. — Cf. un article du même sur *Epi-tykos*, dans les *Monuments Piot* (t. IX, p. 135-178) et sur le commerce des vases en Attique (*Rev. archéol.*, 1904, p. 45-51).

d'aperçus historiques et d'analyses techniques qui le transforment en un véritable traité. M. W. DÉONNA a étudié les *Statues de terre cuite*¹ en Grèce et en Étrurie; il en trouve l'origine dans les vases à figure humaine.

HISTOIRE. — Il y a peut-être quelque abus à placer dans ce chapitre la *Grèce ancienne*² de M. D'AZAMBUJA. C'est, comme le livre de M. Champault, une application retentissante de la « Science sociale » suivant les recettes et le jargon de feu Demolins, qui, on le sait, n'ont rien de commun avec la méthode et l'exposition de Fustel de Coulanges. M. d'Azambuja nous présente un tableau à vol d'oiseau de la Grèce sociologique depuis les origines jusqu'au Bas-Empire. A l'altitude où il se place, les choses ne peuvent apparaître que par masses assez indistinctes. Cela n'empêche pas son regard pénétrant de discerner des particularités qui avaient échappé à l'érudition à courte vue. Il reconnaît au début une société « pélasgique », caractérisée par « l'éloignement pour le travail pénible » et par « la prédisposition pour l'installation urbaine », puis une société où domine « le type Héraclide », c'est-à-dire le « bandit montagnard divinisé » d'où est sorti Jupiter, puis la « période hellénique du bandit héros », la « période homérique » avec le type du « pirate ayant pour atelier la mer et pour instrument le bateau », type personnifié par Minos; puis une « société doriennne (type du bandit *fruste et militariste*) », etc... Toutes ces sociétés réunies forment une riche galerie *typologique*, où s'alignent, comme les mannequins d'un musée Grévin, les échantillons d'humanité les plus variés : type « du retour », type Basileus, type Crésus, type Alcibiade, type Eschine, type Démosthène... J'en passe et des meilleurs! L'agrément de cette exhibition n'est mitigé par aucun boniment importun : la « Science sociale » a ses lumières propres qui la dispensent de l'appareil de références et d'érudition dont s'embarrasse la science vulgaire.

Il a déjà été question ici de la thèse compacte que M. G. COLIN a consacrée à *Rome et la Grèce de 200 à 146 av. J.-C.*³. Il suffira de rappeler qu'il y a étudié, avec une conscience presque excessive, la question très compliquée des rapports de l'hellénisme avec les Romains, au point de vue politique, diplomatique, militaire, artistique, moral, philosophique, économique.

Une œuvre ayant l'envergure de l'*Histoire des Lagides*⁴ de M. Bou-

1. Paris, Fontemoing, 1906, in-8°, 72 p. Aux séries citées doit s'ajouter celle des nouvelles fouilles de Lindos à Rhodes.

2. Bibl. de la Science sociale. Paris, 1906, in-8°, 344 p. Préface par E. Demolins.

3. Paris, Fontemoing, 1905, in-8°, 683 p. — Cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 326.

4. Paris, Leroux, 3 vol. in-8°, 1905-1907. — Cf. Th. Reinach, dans le *Journal des savants*, 1905.

CHÉ-LECLERCQ résiste à une analyse de quelques lignes. Ce savant s'est fait une spécialité des travaux arduos qui découragent les volontés les mieux trempées : son livre vient à point pour mettre de l'ordre dans une période historique déjà confuse et qu'ont encore bouleversée les découvertes d'inscriptions et de papyrus.

INSTITUTIONS. DROIT PUBLIC ET PRIVÉ. — L'auteur du futur manuel français d'institutions grecques, tant attendu, trouvera d'utiles auxiliaires dans les travaux de M. FRANCOTTE sur la *Polis grecque*¹; c'est la synthèse remaniée de quatre mémoires sur l'organisation de la cité athénienne et la réforme de Clisthènes, sur la formation des villes, états, confédérations et ligues, sur le conseil et l'assemblée générale des Achéens. L'auteur s'est efforcé de corriger ses défauts d'exposition, mais il lui arrive encore de ne pas poser nettement les éléments essentiels d'une question, comme, par exemple, pour le syncrétisme attique. Il procède par allusions, néglige de classer et de critiquer ses témoignages; il en résulte un certain pêle-mêle. Ainsi, dans l'exposé de la réforme de Clisthènes, le témoignage d'Hérodote, absorbé dans celui d'Aristote, perd toute valeur. En revanche, son chapitre sur les petites confédérations cariennes est neuf et intéressant.

Le livre ingénieux et pénétrant de M. Maurice CROISSET sur *Aristophane et les partis à Athènes*² intéresse l'historien, car Aristophane est, avec Plutarque, notre source la plus riche sur la vie intérieure de la démocratie athénienne. Extraire de la comédie aristophanesque ce qu'elle contient d'histoire, définir l'esprit et l'attitude du poète devant les personnages, les partis et les institutions qui sollicitent sa verve, telle était la tâche, en partie neuve, qui a tenté M. Croiset. Qu'Aristophane ait été un « réactionnaire » ou tout au moins un « conservateur », c'est l'évidence même. Mais qu'il ait vécu dans la dépendance matérielle et morale de l'aristocratie, qu'il se soit fait l'homme à gages des grands seigneurs athéniens, comme Couat l'avait soutenu, c'est ce que M. Croiset a raison de contester. Sa thèse se résume ainsi : Aristophane est le porte-parole indépendant, mais passionné,

1. Recherches sur la formation et l'organisation des cités, des ligues et des confédérations dans la Grèce ancienne (dans les *Studien zur Geschichte und Kultur des Altertums* de Drerup). Paderborn, 1907, in-8°, 252 p. — A signaler du même auteur : *l'Administration financière des cités grecques*. Paris, Bouillon, 1906, in-8°, 59 p. — Cf. *Rev. hist.*, t. XCVI, p. 146.

2. Paris, Fontemoing, 1906, in-12, 311 p. — Cf. Léotard, *la Démocratie à Athènes*. Lyon, 1904, in-8°, 63 p.; Dantu, *Opinions et critiques d'Aristophane sur le mouvement politique et intellectuel à Athènes*. Paris, Alcan, 1907, in-8°, 91 p., et les notes originales de M. Willems sur Aristophane (*Bull. de l'Acad. royale de Belgique*, 1899 à 1905, et *Revue de l'Instruction publique*, t. XLVII et suiv.).

de la classe *rurale* de l'Attique; il ne comprend et ne défend que les intérêts des petits propriétaires fonciers, lésés par la guerre, effarouchés par les entreprises coloniales qui ne profitaient qu'à la plèbe famélique du Pirée, aux politiciens déclassés, aux brasseurs d'affaires. La vie urbaine n'est pour lui qu'une farce démoralisante, à laquelle il oppose la dignité du labeur champêtre et la saine influence de la nature. Socrate, citadin bavard qui n'aimait pas les champs, n'a pas trouvé grâce devant lui. Qui sait si Jean-Jacques n'aurait pas été mieux traité? Mais voici où la question me paraît se compliquer. L'amour de la nature, chez un poète, n'est-il pas un thème littéraire plutôt qu'une profession de foi? L'art pastoral et champêtre est né du besoin de « divertir » et de rafraîchir les citadins. C'est le régal des raffinés. De même, la caricature des mœurs démocratiques et urbaines, celle des sophistes, d'Euripide, etc..., ce que j'oserais appeler (et j'en demande pardon à M. Croiset) le « chatnoirisme » d'Aristophane, cela encore était plutôt régal de citadins. Peut-être M. Croiset a-t-il trop bonne opinion « des braves paysans d'Athmonon et de Chollidae », qu'il suppose capables « d'avoir pris plaisir à couvrir de leurs huées vengeresses politiciens diserts et intéressés, philosophes subtils aux théories inquiétantes, sophistes infatués, auteurs à la mode, musiciens novateurs et raffinés, tous ceux, en un mot, dont les citadins s'engouaient ». Comme on distinguait au *xviii^e* siècle la cour et la ville, M. Croiset oppose à Athènes la ville et la « campagne simple et moqueuse, qui prenait sa revanche sur la ville et sur ceux que la ville admirait ». Opposition, à mon sens, trop tranchée et un peu factice. Si les campagnards méprisaient tant les goûts des citadins, ils devaient aussi mépriser leurs divertissements, notamment leur théâtre, et n'y pas comprendre grand-chose. N'avaient-ils pas pour s'ébaudir leurs Dionysies rurales, sans doute plus à leur portée que les spectacles des Dionysies urbaines? Admettons qu'Aristophane se soit fait l'avocat de leurs intérêts. Il ne s'ensuit pas qu'il les ait adoptés comme public; il sait trop ce que valent ces rustres et s'en moque. Et s'il était d'accord avec eux, ce n'est pas eux qu'il avait à convertir. Je verrais donc là plutôt des thèmes commodes à l'usage des citadins, seuls capables de s'intéresser à ces choses. Aujourd'hui les pièces socialistes de nos théâtres, tout en mettant en scène des ouvriers, ne s'adressent en réalité qu'au public bourgeois, toujours friand de contrastes. Et le public parisien est bien seul capable, comme celui d'Athènes, de jouir de la médisance quand elle touche ses propres idoles; en cela, les « ruraux » ne font que suivre le ton de la capitale. Cette réserve faite, il faut reconnaître que les analyses délicates de M. Croiset nous font revivre avec une précision bien attachante l'état d'âme du poète et de ses

spectateurs et nous restituent l'atmosphère de chaque représentation.

M. Albert MARTIN, dans ses *Notes sur l'ostracisme*¹, a discuté l'ostracisme d'Aristide, de Thucydide et de Damon² et précisé la procédure de l'ostrakophorie qui exigeait un *quorum* de 6,000 votants. Comme ceux qui étaient contre l'ostracisme proposé s'abstenaient afin de ne pas parfaire le nombre légal, ce chiffre représentait d'ordinaire l'ensemble des suffrages pour l'ostracisme du même personnage. Les *Études économiques*³ de feu Paul GUIRAUD sont un recueil d'articles remaniés sur l'évolution du travail en Grèce, l'impôt du capital à Athènes, la population en Grèce (natalité, naturalisation).

Les études sur le droit primitif en Grèce ont reçu une impulsion et une orientation nouvelles grâce aux travaux de M. Glotz. Le livre sur *la Solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*⁴ marque une date. La méthode comparative y fait une entrée assez discrète pour ne pas trop effaroucher les historiens de l'école classique; depuis Kovalevsky, l'intervention des Ossètes dans les choses helléniques n'a plus rien de scandaleux. Dans sa seconde thèse sur *l'Ordalie dans la Grèce primitive*⁵, M. Glotz se rallie à la mythologie sociologique. Il part de ce principe que le « folk-lore des Grecs renferme tout un coutumier archaïque » et non pas seulement un symbolisme naturiste. Il retrouve à l'origine de quelques rites et légendes une institution juridique d'un caractère sacré, analogue à ce jugement de Dieu que les juristes appellent l'*ordalie* (de l'allemand *Urtheil*); telle la précipitation dans la mer (saut de Leucade), l'exposition dans un coffre, l'emmurement, la lapidation, etc... (on pourrait y ajouter le tirage au sort). Toutefois, à l'époque historique, l'ordalie est si peu attestée comme coutume juridique qu'aucun mot n'existe en grec pour la désigner. De plus, d'autres explications paraissent également valables pour la lapidation, l'emmurement, la précipitation comme moyens d'exécution capitale. Ne seraient-ce pas des modes d'exécution indirecte imaginés pour éviter la souillure d'un meurtre légal et la reporter soit sur des instruments matériels, soit sur la victime elle-même? Comme beaucoup de novateurs, peut-être M. Glotz a-t-il cédé à la tentation de tout expliquer par sa théorie⁶: par exemple le filet de Britomartis, dont il fait un préservatif contre la précipitation ordalique dans la mer, peut bien être tout

1. Paris, Klincksieck, 1907, in-4°, 64 p. (extr. des *Mém. de l'Acad. des inscr.*).

2. Cas contesté par M. Carcopino (*Rev. des études grecques*, 1905, p. 415-419).

3. Paris, Hachette, 1905, in-12.

4. Voy. *Rev. hist.*, t. LXXXVII, p. 375.

5. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, 135 p.

6. Dans ses *Études sociales et juridiques sur l'antiquité grecque* (Paris,

simplement, comme le trident de Poseidon, l'outil des chasseurs et des pêcheurs divinisé¹.

Signalons enfin l'apparition du tome III et dernier des *Inscriptions juridiques grecques*² par MM. DARESTE, HAUSSOULLIER et Th. REINACH. Il contient le règlement de la phratrie des Labyades, de celle des Démotionides, des textes crétois sur la saisie, etc..., et un index.

ÉPIGRAPHIE³. — M. CHABERT a esquisé une *Histoire sommaire des études épigraphiques*⁴. L'étude de M. G. COLIN sur le *Culte d'Apolon Pythien à Athènes*⁵ repose sur le dossier épigraphique du Trésor des Athéniens à Delphes, reconstitué avec une patience et une précision admirables. Ces documents ont trait surtout à l'organisation de la Pythade ou théorie envoyée à Delphes par les Athéniens pour la célébration de rites et de concours spéciaux, distincts de la participation des Athéniens aux grands jeux pythiques. Plus considérable encore et plus ardue était la tâche de M. BOURGUET, qui a entrepris d'écrire l'*Histoire de l'administration financière du sanctuaire pythique au IV^e siècle*⁶ d'après les inscriptions delphiques. Cette histoire se confond en partie avec celle des travaux de réédification du temple des Alcméonides, détruit en 373. M. Bourguet a reconstitué, en même temps que la marche de ces travaux, l'organisation de la comptabilité et le rôle des collèges de trésoriers et de naopes adjoints aux administrateurs réguliers du trésor delphique, le Conseil des amphictyons et les Prytanes de Delphes. C'est là un travail de science sûre et patiente, qui suppose le déchiffrement et le classement d'une masse de textes épars et mutilés. On y gagne une connaissance plus précise des secrets du Conseil de fabrique du plus grand sanctuaire grec et de l'histoire même du temple.

M. LAFOSCADE a publié comme thèse latine⁷ un recueil de lettres

Hachette, 1906, in-12, 303 p.), M. Glotz a résumé pour le grand public les idées essentielles de ses deux thèses.

1. D'autres l'expliquent par l'influence des intailles orientales où les flots portant la déesse sont figurés par des méandres (Bérard, *Cultes arcadiens*, p. 102).

2. Paris, Leroux, 1904.

3. Nous ne nous occupons ici que des études d'ensemble. Pour les articles sur les inscriptions de Délos, de Delphes, etc., nous renvoyons à la collection du *Bulletin de correspondance hellénique*, à la *Revue des études grecques*, où un bulletin épigraphique est publié par MM. Bourguet et Adolphe-J. Reinach, au *Journal des savants*, à la *Revue de philologie*, etc.

4. Paris, Leroux, 1906, in-8°, 166 p.

5. Thèse complémentaire de doctorat. Paris, Fontemoing, 1905, in-8°, 178 p. Travail complété par un article du *Bull. de corresp. hellén.*, 1906, p. 161-328.

6. Thèse. Paris, Fontemoing, 1905, in-8°, 186 p. — Thèse latine : *De rebus delphicis imperatorias ætatis*. Montpellier, 1905, in-8°, 101 p.

7. *De epistulis altisque titulis imperatorum magistratuumque romanorum*

officielles écrites en grec par les empereurs et gouverneurs romains. La pièce de résistance est le dossier épistolaire retrouvé à Rhodiapolis par les Autrichiens. Une étude philologique du style et des formules de cette correspondance apporte une intéressante contribution à l'histoire de l'hellénisme chez les Romains. Signalons dans le même ordre d'idées l'achèvement de l'utile recueil des *Inscriptiones graecae ad res romanas pertinentes*¹, publié sous la direction de M. CAGNAT par les soins de MM. LAFAYE, TOUTAIN, JOUGUET.

NUMISMATIQUE. — M. Théodore REINACH a publié sous le titre d'*Histoire par les monnaies* un recueil d'articles et de leçons², et, en collaboration avec M. BABELON, un *Recueil général des monnaies grecques d'Asie Mineure*³. M. BABELON a commencé une œuvre qui sera un des plus importants monuments de la numismatique, le *Traité des monnaies grecques et romaines*⁴. La première partie traite des principes et des doctrines; la description historique va des origines aux guerres médiques⁵.

MYTHOLOGIE. RELIGION. — Sous ce titre un peu ambigu : *Critique des traditions religieuses chez les Grecs, des origines au temps de Plutarque*⁶, feu Paul DECHARME s'est proposé de retracer « ce que les Grecs ont pensé de leur religion et des traditions qui s'y rapportaient ». C'est une histoire du rationalisme et de l'incrédulité, celle-ci se manifestant moins par des professions de foi d'athéisme, toujours dangereuses dans les cités antiques, que par des essais d'épuration mythologique. On regrette, dans cette analyse si nette et si judicieuse de l'attitude des penseurs à l'égard des croyances populaires, que l'auteur ait omis de définir la position exacte de la libre pensée et du libre arbitre par rapport à une religion sans dogme⁷; que, dans le chapitre sur les procès d'impiété, il n'ait rien dit de l'esprit et de l'organisation des clergés antiques; que l'évolution de la religion elle-même n'ait pas été esquissée de façon à montrer comment une conciliation intervint entre le progrès des idées et des mœurs et la

quas, ab aetate Augusti usque ad Constantinum, graece scriptas lapides papyrive servaverunt. Lille, 1902, in-8°.

1. Paris, Leroux, 1906, in-4°. Le tome III contient l'index.

2. Paris, Leroux, 1902, in-8°, 272 p.

3. Fasc. I : *Pont et Paphlagonie*. Paris, Leroux, 1904, in-4°, 210 p.

4. Ibid., 1901-1907. — Cf. *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 169.

5. Cf., du même, *Origines de la monnaie à Athènes*, dans le *Journal d'archéol. numism.*, 1904, p. 209-254, et Forrer, *Signatures de graveurs sur les monnaies grecques*, dans la *Revue belge de numismatique*, 1903, p. 271-302.

6. Paris, Alph. Picard, 1904, in-8°, 518 p.

7. Cf. Goblet d'Alviella, *Le Libre examen chez les Grecs* (Université de Bruxelles, t. X, p. 305-314).

barbarie originelle de certains rites; comment ces rites, sans disparaître, se sont peu à peu atténués et moralisés pour n'être plus que des symboles. L'œuvre, enfin, manque d'une véritable conclusion : en s'arrêtant à Plutarque, elle paraît tourner court « au seuil même du christianisme ». C'était le moment le plus intéressant où tout l'effort antérieur allait aboutir à une transformation du paganisme dans ces écoles syncrétiques qui tentèrent la conciliation des théologies helléniques et orientales, puis dans les écoles néo-platoniciennes de Plotin et de Porphyre. Tout cela n'apparaît qu'en germe dans Plutarque, confusément, mais pourtant indiqué dans le *Traité sur Isis et Osiris*. Si M. Decharme l'avait mieux compris, il eût été amené à traiter moins discrètement Lucien et à pousser tout au moins jusqu'au précieux opuscule sur la *Déesse syrienne*.

Le mémoire de M. Paul FOUCART sur le *Culte de Dionysos en Attique*¹ est le complément logique des deux belles études sur les mystères d'Eleusis². C'est la même méthode et le même principe : dégager le véritable caractère et les origines du dieu par l'analyse positive des réalités du culte, fêtes et rites. Après avoir distingué dans le Dionysos attique des divinités d'origine différente et avoir retracé le programme de ses diverses fêtes avec une précision très vivante, M. Foucart conclut à l'origine égyptienne du Dionysos de Limnae ou Dionysos Lénaios³. Cette *égyptomanie* lui a été reprochée; pourtant elle est conforme à la tradition grecque qui a toujours affirmé que les mystères d'Isis et d'Osiris avaient été introduits de bonne heure en Grèce. Nous croyons avec M. Foucart que l'Égypte représente une des principales sources religieuses de la Grèce, celle dont l'étude historique serait d'un intérêt primordial pour la connaissance des origines des religions grecques. L'Égypte nous offre, sur une période de plusieurs milliers d'années, toute l'évolution religieuse que l'on va étudier chez des peuples sans histoire et sans conscience⁴, tandis que les Égyptiens nous donnent le commentaire

1. Paris, Klincksieck, 1904, in-4°, 204 p. (extr. des *Mém. de l'Acad. des inscr.*, t. XXXVII).

2. Voy. notre précédent Bulletin. — Cf. d'Alviella, *Quelques problèmes relatifs aux mystères d'Eleusis* (Rev. de l'hist. des religions, 1902, p. 172-203).

3. L'analyse des fêtes des Lénaias et des Anthestéria est du plus haut intérêt. Elle soulève une question de topographie que M. Foucart résout contrairement aux conclusions de M. Dörpfeld. On s'étonne que M. Judeich, l'auteur si bien informé de la plus récente topographie d'Athènes, parue deux ans après le mémoire de M. Foucart, ignore complètement les recherches du savant français.

4. Signalons la traduction du *Golden bough* (*Rameau d'or*) de Frazer par Stiébel et Toutain. Paris, Schleicher, 1903-1908, 2 vol. in-8°.

précis et daté de leurs croyances et de leurs rites, à une époque beaucoup plus reculée que celle des commentaires védiques. C'est en Égypte qu'on peut savoir le rôle exact de la divinité, le sens des cérémonies dont elle est l'objet, celui de ses effigies, des sacrifices, etc... Toute cette étude analytique et critique reste à faire; elle réserve aux mythologues de la Grèce et à l'histoire générale des religions bien des surprises.

M. VELLAY a consacré une monographie intéressante, mais trop rapide et un peu vague, à *Thammouz et ses rapports avec Adonis*¹. M. LEGRAS a étudié, avec une vigoureuse patience d'analyse, les *Légendes thébaines dans l'épopée et la tragédie grecques*². Précédé dans cette étude par le livre confus de Bethe, il a su arriver à des conclusions personnelles sur le contenu de ces poèmes thébains, connus seulement par de menus fragments et des allusions, qui ont été les sources de Pindare, de Simonide, d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide. L'importance de ce cycle thébain au point de vue littéraire et mythologique a été considérable. Les Attiques qui se sont inspirés de l'*Oedipodie*, des *Épigones* et de l'*Alcméonide* ont modifié les farouches versions des poèmes béotiens pour la glorification du rôle humanitaire d'Athènes.

PAPYROLOGIE³. — M. Paul FOUCART, dans son *Étude sur Didymos* d'après un papyrus de Berlin⁴, a analysé les fragments du commentaire du critique alexandrin sur Démosthène. Après avoir reconstitué, de la manière la plus vivante et la plus sûre, la méthode de travail de Didymos, M. Foucart tire toutes les conclusions historiques et littéraires qui résultent pour lui de l'analyse des fragments; c'est d'abord l'authenticité de la X^e *Philippique*, la date et la non authenticité de la XI^e, qu'il attribue à Anaximénès de Lampsaque, également auteur de la *Lettre de Philippe aux Athéniens* jointe à ce discours, enfin l'authenticité de la XII^e *Philippique*. Après quoi, M. Foucart étudie les citations de Didymos et fait particulièrement valoir l'importance historique des extraits d'Androtion et de l'histo-

1. Thèse de la Faculté de Grenoble. Paris, Leroux, 1904, in-8°, 304 p. — Cf. l'ingénieux article de Salomon Reinach (*Bull. de corresp. hellén.*, 1907, p. 5) sur la mort du Grand Pan, qui ne serait autre que Thammouz Panmégas, épithète d'Adonis.

2. Thèse complémentaire de doctorat. Paris, Bellais, 1905, in-8°, 192 p.

3. Bulletins papyrologiques par S. de Ricci (*Revue des études grecques*, 1902, 1903, 1905), Jouguet (*Revue des études anciennes*, 1903), Hohlwein (*Musée belge*, t. VII et VIII).

4. Paris, Klincksieck, 1907, in-4°, 194 p. (extr. des *Mém. de l'Acad. des inscr.*, t. XXXVIII).

rien Philochoros pour la connaissance des agissements de Philippe de 344 à 339. Ce très beau mémoire occupe une place d'honneur dans l'œuvre du savant épigraphiste, dont la manière s'assouplit et se rajeunit sans rien perdre de sa vigueur magistrale.

M. Théodore REINACH a publié un recueil de *Papyrus grecs et démotiques*¹, ostraka, contrats de prêt, quittances, pétitions, etc..., « qui constituent un enrichissement assez notable de notre connaissance du droit et de la vie en Égypte pendant la dernière partie du II^e siècle av. J.-C. ». Les textes sont accompagnés de commentaires et de traductions. Cette excellente publication est la première en ce genre qui ait paru en France depuis quarante ans.

Une autre publication non moins honorable est celle des *Papyrus grecs* publiée sous la direction de M. JOUGUET, avec la collaboration de MM. COLLART, LESQUIER, XOUAL², au nom de l'Institut papyrologique de l'Université de Lille, le seul qui existe en France. Les textes commentés et traduits comprennent des plans et devis de travaux, actes d'arpentage, lettres de fonctionnaires, pétitions, ordres de distribution de semence.

HISTOIRE DES IDÉES. — On a accueilli avec reconnaissance la traduction par M. REYMOND des *Penseurs de la Grèce* de GOMPERZ, qui est vraiment une histoire des idées en Grèce depuis les origines jusqu'à Platon³. M. HERCOT a étudié la *Conception de l'histoire dans Polybe*⁴. C'est un résumé plus consciencieux qu'original des travaux de Scala, Lindenmann, etc..., sur la théorie de l'histoire *pragmatique*, destinée à l'éducation des hommes d'état, des hommes de guerre et des diplomates.

Nous avons la satisfaction, en terminant ce Bulletin, d'avertir nos lecteurs que nous touchons enfin à la Terre promise, c'est-à-dire au Bulletin annuel restreint aux publications de la dernière année. Nous avons dû, pour combler la lacune laissée béante depuis le dernier Bulletin annuel de 1892, faire tenir en trois articles une production de quinze années. Désormais, nous pourrons être à la fois plus brefs et plus complets.

Gustave FOUGÈRES.

1. Avec la collaboration de MM. Spiegelberg et de Ricci. Paris, Leroux, 1905, in-8°, 243 p.

2. Ibid., 1907, fasc. I, 66 p. — Cf. *Papyrus de Ghoran* (fragments de comédies) publiés par Jouguet (*Bull. de corresp. hellén.*, 1906, p. 103-149).

3. Paris, Alcan, 1904-1905, 2 vol. in-8°. Avec préface de M. Alfred Croiset.

4. Thèse de l'Université de Lausanne, 1902, in-8°, 168 p.

RÉVOLUTION ET EMPIRE.

En tête de ce Bulletin, nous mentionnerons un ouvrage qui embrasse la période tout entière à laquelle il est consacré, qui la déborde même en tous sens, puisqu'il y est question de l'Ancien régime, de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration : les *Souvenirs du baron de Frénilly*, dus à l'infatigable activité de M. Arthur CHUQUET¹. Né à Paris en 1768, François-Auguste de Frénilly appartenait à la noblesse de finance, la moins relevée de toutes, ce qui ne l'empêcha pas, dès ses débuts dans la société, de se sentir et de se dire « un aristocrate féroce » et de professer un profond dédain pour la plupart de ses semblables. Assez impartial, d'ailleurs, dans ses coups de boutoir, il n'épargne pas plus les représentants du droit divin que ceux du droit populaire, pas plus le « gros cochon » de Louis XVI, ou Louis XVIII², le duc d'Angoulême, « tête de linotte philosophique », que La Fayette, « Gilles-César » ou Napoléon³. Les adversaires politiques personnels de la Chambre des députés écoupent encore bien davantage, et, sur le vu des épithètes dont il les gratifie, on serait tenté parfois de le prendre pour un goujat⁴. Mais c'est un homme du meilleur monde quand il le veut bien, c'est même un homme d'esprit, d'un certain genre d'esprit du moins, fait d'observation sagace et de pas mal d'impertinence⁵. C'est cet esprit qui le sauve, c'est-à-dire qui le rend intéressant pour nous comme témoin prévenu, mais bien informé, d'un monde évanoui. Je ne vois pas que Frénilly, comme individu, ait jamais rien fait pour inspirer des sympathies ; il n'a montré ni courage civique,

1. *Souvenirs du baron de Frénilly, pair de France (1768-1828)*, publ. par Arthur Chuquet. Paris, Plon, 1908, in-8°, xix-558 p.

2. Il trace de ce roi un portrait en pied des plus gouailleurs et assez juste au fond, p. 500-501.

3. Il fait une assez singulière exception pour Charles X, dont il vante la « grandeur d'âme », et pour le duc de Berry, dont il admire « l'élévation d'esprit ».

4. Casimir Périer est « un ambitieux pudibond », un « fou sincère », Lafite un « coquin » ; « l'infâme petit Manuel » a « l'âme d'une hyène » ; Benjamin Constant est « un reptile venimeux » ; Decazes « un champignon » ; le général Foy « un petit gredin, à la figure d'un garçon perruquier », un « solennel paltoquet », un « des plus effrontés coquins qui aient sali la scène du monde », etc.

5. S'il a de l'esprit, il n'a aucun sens critique ; il affirme les bourdes les plus ineptes ; il nous montre Brunswick trahissant la cause royaliste pour une somme de onze millions (p. 173) ou la reine Désirée de Suède poursuivant de sa passion le duc de Richelieu (p. 423).

ni courage militaire; il n'a pas combattu pour la patrie; il n'est pas allé se battre à Coblenz. Il a vécu pendant un quart de siècle en émigré à l'intérieur, *gentleman-farmer*, entendu aux affaires, jouant la comédie de salon, se consolant de n'être rien en faisant de petits vers et des poèmes épiques; il avait cinquante-trois ans passés quand il réussit à se faire nommer député vers 1820. Une fois le pied dans l'étrier, il sait se faire valoir et se croit capable de tout¹; au besoin, il jouera des coudes pour qu'on lui fasse place; le voici conseiller d'État, et, en 1828, au moment où il va tomber lui-même du pouvoir, M. de Villèle le fait encore entrer à la Chambre des pairs. C'est là que s'arrêtent les *Souvenirs*². Comme documents historiques, rédigés sur le tard, dans un exil volontaire, ils n'ont qu'une valeur assez relative. Mais, ce qui en fait le charme, c'est la galerie presque infinie de portraits qu'on y rencontre sur son chemin, portraits d'hommes remplis de mots piquants³, portraits de femmes aussi, non moins épigrammatiques parfois, même quand il s'agit des grandes et petites dames qui ont voulu trop de bien à l'auteur. Je ne voudrais pas garantir la ressemblance de toutes ces silhouettes ni l'authenticité de tous ces mots piquants, mais je dois dire que, depuis bien longtemps, je n'ai pas lu de livre où j'aie senti revivre avec une intensité pareille toute la société française, du règne de Louis XVI au règne de Charles X, avec ses grâces, ses manies et ses vices; il n'y est guère question de ses vertus. Quelque nouveau Balzac trouverait dans ces *Souvenirs*, si heureusement ressuscités par M. Chuquet et si copieusement annotés par lui, le canevas tout fait de maint récit romantique et les types les plus variés d'une nouvelle *Comédie humaine*⁴.

Un ouvrage d'un caractère analogue, bien que moins varié d'aspect, autre kaledoscope de la plus haute société de l'Ancien régime, c'est celui que M^{me} la comtesse de REINACH-FOUSSEMAGNE a consacré à la *Marquise de Lage de Volude*⁵ et pour lequel M. le marquis de

1. Ainsi, nous apprenons qu'à la mort de Fontanes, en 1822, il se crut des droits à sa succession comme grand maître de l'Université (p. 456).

2. M. Chuquet, dans son introduction, nous apprend que Frénilly quitta la France après la révolution de Juillet, voyagea en Allemagne et en Italie, rédigea ses *Souvenirs* de 1839 à 1848 et mourut peu après à Gratz, le 1^{er} août 1848.

3. Naturellement, tous ceux qui ont fait les yeux doux à la Révolution, de Talleyrand à Pasquier, sont des canailles et des coquins.

4. Ce vieillard, qui affirme lui-même qu'il écrivait loin de ses papiers, devait avoir une mémoire merveilleuse (à moins qu'il n'ait eu des fiches fort bien faites) pour pouvoir évoquer ainsi, au déclin de sa propre vie, tout ce monde disparu depuis un demi-siècle.

5. H. de Reinach-Foussemagne, *Une fidèle. La marquise de Lage de Volude*

Costa-Beauregard a écrit une préface. Stéphanie Renart de Fuchsamberg d'Amblimont a vu de très près la cour de Louis XVI; elle fut « la dame pour accompagner » de la princesse de Lamballe, l'amie intime de la vicomtesse de Polastron, la jolie maîtresse du comte d'Artois. Elle épouse en 1782 un marin, H. de Lage, bon garçon de dix-neuf ans, qui passe « modeste, presque timide, inaperçu » dans son existence, « en attendant qu'il reprenne la mer », et qui ne paraît guère davantage dans sa biographie. Ses devoirs de famille n'ont commencé à préoccuper la marquise qu'assez tard¹; mais, dès le début de la Révolution, c'est une politicienne enragée. Professant « le mépris le plus hautain » pour tous ceux qui ont le malheur de rêver de libertés et de réformes², elle émigre dès juillet 1789, espérant qu'une « belle et bonne guerre » balayera bientôt M. Necker et les États-Généraux eux-mêmes. Elle campe à Bâle, puis à Coblenz, jusqu'au moment où la maladie de sa mère l'oblige à revenir au pays, à Bordeaux. Le tableau de son séjour en cette ville pendant la crise de la Terreur est peut-être la partie la plus intéressante du volume, et, en voyant tout ce que la marquise a dû souffrir alors, on comprend mieux ses colères rageuses contre les événements et les hommes qui l'ont fait errer à travers le monde pendant de si longues années. De Bordeaux, elle réussit à se sauver en Espagne, passe en Angleterre pour y revoir l'ami particulièrement cher à son cœur, le comte Charles de Damas, s'arrête quelque temps à Hambourg, puis repart pour l'Espagne, toujours hantée par la folle chimère d'une restauration prochaine et complète, puisque, sur cent habitants de la France, « quatre-vingt-quinze sont royalistes » (p. 186). A la longue, ses admirations et ses antipathies paraissent un peu monotones³ et la sphère dans laquelle elle se meut d'ordinaire est d'ail-

(1764-1842). Préface de M. de Costa-Beauregard. Paris, Perrin, 1908, in-8°, xvii-448 p.

1. L'auteur lui-même ne peut s'empêcher de trouver que « le sentiment maternel est relégué au second plan pendant de longues années » (p. 376). Il y a d'ailleurs de singuliers détails sur les moyens employés par la marquise pour marier une de ses filles (p. 250).

2. Elle écrit dès 1789 : « Parlez-moi de la Fronde et même de la Ligue; les chefs étaient des gens de bonne compagnie; mais la populace ayant pour chefs de meute les philosophes, cela ne vous fait-il pas horreur? » (p. 51).

3. Nous faisons une exception pour les pages émues relatives à la mort de M^{me} de Polastron, mort dont la marquise fut témoin; seulement, on ne comprend pas comment l'admiratrice de Charles X a pu conserver la lettre si caractéristique écrite par le comte d'Artois pendant les derniers jours de l'agonie de sa maîtresse repentante et dans laquelle il raconte « qu'il a monté à cheval, a sué, fait sa toilette et pris de bon appétit un bon petit diner » (p. 225).

leurs si bornée que l'historien tirera moins de détails intéressants de ce gros volume qu'il pouvait l'espérer. Sur l'époque de la Restauration, en particulier, le récit de M^{me} de Reinach est assez laconique. Après la révolution de Juillet, la vieille douairière, intransigeante¹, se retire à Bade, où l'on se montrait « cette vieille femme » dans les salons de jeu comme « une des curiosités du pays ». Elle y mourut en 1842, laissant dans ses portefeuilles et ses tiroirs de nombreuses correspondances², dont l'auteur s'est habilement servi pour tracer le portrait de cette admiratrice de la royauté légitime, qui conserva jusqu'à la fin les plus incroyables illusions sur ses représentants officiels, quoiqu'elle les eût vus de si près. M^{me} de Reinach a bien raison d'appeler « une fidèle » la femme qui écrivait en 1836, au retour de Tepplitz, où elle avait salué une dernière fois les ruines de la maison de France, ces mots qui font sourire, quelque respect qu'on puisse avoir pour les grandes infortunes, quand ils s'appliquent à Louis XVI, à Louis XVIII et Charles X : « C'était vraiment une race royale comme on n'en avait jamais vu et comme on n'en reverra jamais » (p. 370)³.

Le volume consacré à *la Vie et les conspirations de Jean, baron de Batz*, par un membre de sa famille⁴, nous maintient en partie dans le même milieu, tout en s'arrêtant avant la Terreur proprement dite. Ce n'est sans doute que le tome I d'une série d'*Études sur la Contre-Révolution* qui seraient assurément plus intéressantes si elles avaient été conçues dans un esprit un peu plus scientifique. Si l'on pouvait encore s'étonner de quoi que ce soit de nos jours, on s'éton-

1. Cette intransigeance de grande dame est un peu gâtée pour les intelligences bourgeoises par le fait que les d'Amblimont ont accepté une pension des mains du « roi corse » et que la marquise elle-même continuait à toucher de la cassette de Louis-Philippe une pension viagère alors qu'elle poursuivait le roi-citoyen d'une haine qui était devenue, au dire de M^{me} de Reinach elle-même, « une véritable obsession ».

2. Malheureusement les plus intéressantes et les plus intimes de ces lettres ont disparu. Nous apprenons que l'exilée volontaire, avant de mourir, a brûlé plus de 300 de ses propres lettres adressées au comte Charles de Damas et 220 qu'elle avait reçues de lui (p. 381).

3. On ne peut pas demander à un auteur féminin la précision d'un érudit professionnel; mais il aurait dû prier un travailleur compétent de relire ses épreuves. P. 63, on confond un *président* avec un *résident impérial*. P. 65, le marquis de Favras s'appelait *Thomas de Mahy* et pas de *Mary*. P. 75, lire *Schoenbornlust* pour *Schonburnlust*. P. 175, Godoy n'était pas duc de *l'Acudia*, mais d'*Alcudia*. P. 273, lire *Iles Pelew* et non *Iles Pelées*. P. 360, lire *Holyrood* pour *Holy Road*. P. 363, lire *Wurzbourg* pour *Wuzbourg*. P. 373, lire *Bénazet* pour *Benezet*. P. 401, lire *Richtigkeit* pour *Wichtigkeit*, etc.

4. Baron de Batz, *la Vie et les conspirations de Jean, baron de Batz, 1754-1793*. Paris, Calmann-Lévy, [1907,] in-8°, xii-488 p.

nerait de voir des écrivains, très convaincus d'ailleurs, concevoir le mouvement de 1789 à la façon d'un Montgaillard, d'un Ferrand ou d'un Barruel et répéter que « les petits côtés louches et policiers et l'art de la délation forment le fond si admiré de la Révolution française »¹. Le livre de M. DE BATZ est donc, tout naturellement, un panégyrique du personnage qui, pendant des années, a promené sa figure « mystérieuse, tantôt héroïque, tantôt narquoise, tantôt vengeresse, tantôt provocatrice, mais toujours redoutée, haïe et désespérément crainte » dans les coulisses des assemblées, dans les complots du dehors et du dedans. A en croire l'auteur, c'est le baron de Batz qui a provoqué, d'une façon plus ou moins cachée, toutes les *grandes journées* de la Révolution. On l'excuserait volontiers d'avoir tenté la réhabilitation d'un personnage qui, à travers tous les éloges de son propre récit, apparaît bien plutôt comme un aventurier peu scrupuleux sur les moyens de jouer un rôle politique², se lançant dans la mêlée en joueur hasardeux et, vrai Gascon de Gascogne, exagérant encore ses moyens d'action pour mieux effrayer ses adversaires. Mais il aurait pu nous épargner toutes ses nombreuses sorties contre « la brutale faconde » de Mirabeau, contre Sieyès et Maury, bizarrement réunis, « hermaphrodites se fécondant eux-mêmes », contre « l'éternel et syrupeux Pétion », contre « l'illuminé Brunswick », qui s'arrête à Valmy parce que les francs-maçons lui persuadent qu'en attaquant la Révolution il va « consolider le papisme abhorré »³. Le récit de l'auteur s'arrête provisoirement au lendemain de l'exécution du 24 janvier 1793⁴.

1. Ainsi, les Genevois Necker et Clavière « voulaient abattre la monarchie et rendre la France calviniste », mais les yeux de Jean de Batz, descendant au fond de leurs consciences, s'étaient vite aperçu du jeu qu'ils jouaient. A côté d'eux, « la franc-maçonnerie prussienne travaillait avec une diabolique ténacité » (p. 103). Ces mêmes francs-maçons font encore des choses inouïes en 1792 (p. 404-405).

2. Ainsi, il ressort du propre récit de l'auteur que le baron de Batz, membre des comités de la Constituante, a odieusement tripoté dans des spéculations financières pour ruiner le crédit national et pour transmettre une partie de ces fonds volés aux émigrés de Coblenz.

3. Pour ce qui est des connaissances en histoire générale de l'auteur, nous nous bornerons à citer le passage (p. 144) où la reine Margot se console à Nérac de la mort de La Môle, en conversant avec Calvin, mort dix ans avant l'exécution de Boniface de La Môle, et cet autre (p. 406) où il fait en 1792 du roi Frédéric-Guillaume IV, qui n'était pas né alors, le chef des francs-maçons allemands. Notons aussi que M. de Batz cite comme une *source historique* le laborieux pastiche de M. E. Biré, *le Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*.

4. On ne s'explique pas que l'auteur croie sérieusement aux *six cents* con-

C'est un irrégulier aussi dans la lutte révolutionnaire, mais moins décoratif à coup sûr, que ce *Marquis de Sainte-Huruge, généralissime des sans-culottes*, dont M. Henri Furgeot nous raconte la picaresque existence¹. A côté des premiers rôles, héroïques ou sinistres, les révolutions produisent toujours des types grotesques, pitres qui s'égosillent sur les tréteaux pour attirer l'attention de la foule et qui, parfois même, se prennent au sérieux. Victor-Amédée de La Fage, plus ou moins authentiquement marquis de Sainte-Huruge, est de ceux-là. Était-il bien nécessaire de lui consacrer tout un gros volume? L'auteur l'affirme en disant « qu'on a bien consacré des volumes à Saint-Just, à Le Bon, à Carrier, à Danton, à tant d'autres coquins » (p. 3)². Quoi qu'on puisse penser de cette assimilation sommaire, qui nous oriente tout au moins nettement sur les sentiments de l'auteur sans risque d'erreur, on se laissera volontiers amuser par lui; la première moitié surtout de cette étude nous introduit dans un milieu de hobereaux bourguignons, plus ou moins toqués ou tarés, qui sont les dignes ancêtres du héros de son livre. Sainte-Huruge lui-même a une excuse assez valable pour sa carrière d'émeutier professionnel à partir de 1789. Son mariage avec une coquine, qui se disait actrice et n'était qu'une courtisane, fit de lui, d'abord, un mari trompé, puis un prisonnier longtemps enfermé à Charenton par les intrigues de son épouse, et, bien naturellement, il devint l'adversaire d'un pouvoir qui employait si mal à propos ses lettres de cachet. La haute stature du marquis, sa voix de stentor, son élocution facile en firent bientôt un personnage populaire au Palais-Royal et ailleurs, et même sa pusillanimité légendaire ne lui nuisit pas trop durant les premières années de la Révolution, pendant lesquelles il joua son bout de rôle, aux applaudissements des Jacobins et de la presse avancée. Trop d'ambition le perdit; il voulut révolutionner la Belgique, où Dumouriez l'envoya pour se débarrasser de lui, et, quand il revint bredouille, ce grand dénonciateur se vit dénoncé à son tour comme émigré, fut enfermé au Luxem-

jurés groupés pour délivrer le roi au 21 janvier. S'il y avait eu rien de pareil, il n'en serait pas seulement venu trois ou quatre et les choses ne se seraient pas passées comme il les raconte lui-même p. 443.

1. H. Furgeot, *le Marquis de Sainte-Huruge, généralissime des sans-culottes (1738-1801)*. Paris, Perrin, 1908, in-8°, 441 p.

2. Les mêmes violences de langage s'adressent encore à Barbaroux (p. 277) et Pétion (p. 281). Avant de se lamenter sur « la lâcheté des impostures » qu'on profère contre Louis XVI et d'adresser à ce monarque de si pathétiques apostrophes en français et en latin (p. 325), l'auteur aurait bien fait de se rap-peler les documents cachés dans l'armoire de fer des Tuileries qui donnaient un démenti si catégorique au « loyal et suprême appel » du roi.

bourg, d'où il continua à signaler ses co-détenus à la vindicte des comités, et ne fut libéré qu'après Thermidor. Après avoir repris un moment son métier d'agitateur populaire, mais dans le sens anti-jacobin, il rentre dans l'obscurité et meurt à Paris, oublié de tout le monde, en l'an XI. Cette seconde partie de l'ouvrage de M. Furgeot est moins attrayante, d'abord parce que bien des faits qu'il nous raconte sont connus, et de longues digressions (comme celle sur l'escroc Rotondo) nous éloignent trop du sujet principal. Au point de vue de sa méthode de travail, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'il a emprunté une foule de citations, parfois piquantes, au *Journal de la cour et de la ville*, consciencieusement dépouillé par lui, sans se demander si cette feuille ultra-royaliste était vraiment une source authentique, digne d'une si entière confiance¹, et si le devoir professionnel n'exigeait pas qu'il fit le même travail de dépouillement pour les feuilles opposées.

Le livre de M. Jacques HÉRISSEY sur *François Buzot*² est une étude, sinon très brillante, du moins très consciencieuse, et, dans sa première partie surtout, qui nous fait connaître les débuts de l'avocat d'Évreux dans la politique ainsi que son activité locale, on rencontrera bien des renseignements nouveaux. Le conventionnel est plus connu, soit par ses Mémoires, soit surtout grâce à M^{me} Roland. C'est la passion profonde de Buzot pour cette femme célèbre qui l'a rattaché au groupe si mélangé des Girondins, encore qu'il ne leur appartint ni par le terroir ni par le tempérament. Celui qui, dans l'Assemblée nationale, avait compté parmi les plus avancés d'abord, se vit à la Convention parmi les modérés, dans cette ardente mêlée de la Montagne et de la Gironde qui fut provoquée d'ailleurs moins par l'opposition des principes que par les passions et les antipathies personnelles. Il fut un des plus ardents à la lutte, un des plus clairvoyants aussi et, par suite, un des plus vite découragés. Pas plus que ses collègues, Buzot n'était un véritable homme d'État; ses amis et lui n'avaient de plans arrêtés sur rien, et le désarroi absolu dans

1. C'est pourtant cette confiance un peu naïve qui l'amène à nous raconter, par exemple, p. 255, que le duc d'Orléans, MM. de Sillery, de Lacroix ont dîné avec Sainte-Huruge et l'escroc Rotondo chez le brasseur Santerre. — « L'abbé-prince de Guebwillers », dont il est question p. 163, est le prince-abbé de Murbach, Benoît-Frédéric d'Andlau, qui résidait à Guebwiller. P. 240, lire *Chillon* pour *Cillon*. P. 317, le général Charles de Hesse n'était nullement « le neveu du grand-duc régnant ». D'abord, il n'y avait pas en 1793 de *grands-ducs de Hesse*, puis les *Hesse-Rothembourg* n'étaient que des agnats assez éloignés des landgraves de *Hesse-Darmstadt*.

2. J. Hérissay, *Un Girondin. François Buzot, député de l'Eure à la Constituante et à la Convention (1760-1794)*. Paris, Perrin, 1907, in-8°, xiii-438 p.

lequel ils se trouvèrent au lendemain du coup de force des Jacobins de la capitale prouve, mieux que tout le reste, l'absence de tout projet séparatiste sérieux. Poursuivis par la vindicte terroriste, du fond de leurs retraites précaires ils n'ont pu que « vouer au mépris et à l'exécration publique de tous les siècles les vils scélérats qui ont détruit la liberté et plongé la France dans un abîme de maux ». On les suit, dans ce récit, avec une inutile sympathie, trainant de cachette en cachette leur existence douloureuse, jusqu'à cette matinée du 19 juin 1794, où, pour échapper au bourreau, Buzot et Pétion se tuent d'un coup de pistolet près du hameau de Cafol. Ce malheureux obéissait ainsi à l'objurgation suprême que sa grande amie lui adressait avant de monter à l'échafaud. On aurait voulu que, dans le récit de M. Hérissay, le personnage si tendrement aimé par M^{me} Roland ressortit un peu plus vivant sur le fond en grisaille de son méritoire récit. Est-ce le charme évocateur qui lui a fait défaut? Est-ce que la physionomie trop renfermée du lutteur un peu mélancolique et triste qu'était Buzot ne se prêtait pas à cette transfiguration? Je ne sais; mais il y manque, si je puis dire, l'étincelle qu'on aurait souhaitée, tant au narrateur qu'à son héros¹.

Un des adversaires les plus âpres et les moins généreux de la Gironde, Saint-Just, s'est vu rappeler, en même temps que Buzot, au souvenir de la génération présente². M. Charles VELLAY s'est pris d'une admiration profonde pour « la perfection presque divine » de cet « homme au-dessus des hommes », de cet « homme qui touche aux dieux ». Il a voulu suivre dans tous ses détours « l'évolution laborieuse de cette grande âme ». Au moment même « où notre monde social meurt d'incertitude, de faiblesse et d'humilité servile, il est bon de replacer devant lui l'exemple de ce jeune homme dont le génie ne fut qu'une manifestation éblouissante de volonté, de raison, d'orgueil ». M'est avis que les arrivistes contemporains n'ont guère besoin de l'exemple de ce gandin frivole devenu le plus intransigeant des fanatiques. En tout cas, c'est une assez bizarre façon de démontrer ce « prodigieux développement de grandeur morale » que de réimprimer tout au long les deux cents pages de ce poème insipide *d'Organt*, qui fait bailler d'ennui quand il n'excite pas le dégoût. Assurément, il peut être utile d'avoir sous la main l'ensemble des élucubrations politiques de Saint-Just, et nous sommes reconnaissants à M. Vellay de nous fournir ce recueil d'un format commode,

1. P. 109, lire *Huningue* pour *Hunningue*. P. 153, lire 1789 pour 1889.

2. *L'Étite de la Révolution. Œuvres complètes de Saint-Just*, publ. p. Charles Vellay. Paris, Fasquelle, 1908, in-18, xxi-466 et 544 p. — La médaille de Saint-Just, frappée sur le titre, est très joliment exécutée.

encore que beaucoup des travailleurs qui auront à l'utiliser ne partagent pas sans doute l'admiration de l'éditeur pour tant d'idées saugrenues mêlées aux quelques pensées justes des *Institutions républicaines* et n'approuvent ni les insinuations venimeuses du rapport contre Danton (44 germinal), ni le ton vraiment féroce de celui-ci contre les personnes incarcérées au 8 ventôse. Seulement, puisqu'il voulait bien entreprendre cette tâche, il devait la remplir en savant; il fallait tout au moins commenter les pièces diverses, correspondances, rapports, arrêtés, entassées dans ces deux volumes, et l'on peut trouver qu'il s'est singulièrement facilité la tâche en déclarant simplement qu'il « n'a pas voulu alourdir par des notes constantes la lecture des documents réunis » (t. II, p. 544). Celles qu'il a mises çà et là sont parfois sujettes à caution. M. Arthur Chuquet a déjà rectifié les données fantaisistes empruntées à des historiens aussi peu autorisés que Montgaillard ou Lamartine sur les hauts faits militaires de Saint-Just¹. Quant à son activité politique durant sa mission d'Alsace, je ne puis que répéter ce que j'ai dit une fois déjà dans cette *Revue*², que sa conduite fut celle d'un fou furieux; il faillit, par ses violences désordonnées, ruiner la défense nationale, et il calomnia, de la façon la plus indigne, d'excellents patriotes de Strasbourg parce qu'ils n'étaient pas aussi fanatiques que lui. Il a fait arrêter pêle-mêle les officiers de la garde nationale, puis ceux de la gendarmerie sédentaire, puis les administrations civiles; il a fait déporter à Dijon les Jacobins les plus authentiques; il a fait arracher aux habitants de Strasbourg (aux *pauvres* comme aux *riches*) leurs habits, leurs chaussures, leurs lits pour les laisser pourrir ensuite dans les magasins sans qu'ils parvinssent jusqu'aux soldats, etc. Si M. Vellay avait pris la peine de parcourir les ouvrages sérieux consacrés à l'histoire de la Révolution en Alsace, il se serait dispensé de répéter des contes à dormir debout, comme celui des « deux millions en or versés entre les mains de l'administration départementale pour livrer Strasbourg » aux alliés (p. 446); il n'aurait pas raconté non plus, s'il avait ouvert le moindre dictionnaire de géographie, qu'il y a dans le Bas-Rhin des cantons appelés *Truchoir*, *Hogerfelt* et *Wasetor* (p. 407), etc.³. Pour résumer notre opinion sur cette apo-

1. Cf. *Revue critique*, 1908, t. I, p. 127.

2. A propos du livre de M. Stéphane-Pol sur *Lebas*, voir *Rev. hist.*, t. LXXVI, p. 122.

3. On avait déjà relevé chez M. Stéphane-Pol (p. 175) cette identique incurie dans la reproduction des noms de lieux et de personnes. *Truchoir*, c'est *Truchtersheim*; *Hogerfelt*, c'est *Hochfelden*; *Wasetor*, c'est *Wasselonne*. P. 126, il faut lire le nom du fameux iconoclaste qui voulait démolir la tour

théose de l'homme qui a dit le mot féroce : « Ce qui constitue une république, c'est la destruction totale de tout ce qui lui est opposé » (t. II, p. 234), nous pensons qu'elle n'était pas urgente et surtout qu'elle n'est pas réussie.

On se retrouve, sinon dans une atmosphère plus sereine, du moins en face d'un esprit plus calme et plus scientifique, en ouvrant le volume de M. Georges GUIBAL sur le *Mouvement fédéraliste en Provence*, œuvre posthume du regretté doyen honoraire de la Faculté des lettres d'Aix¹. Après s'être occupé jadis de l'histoire du moyen âge, M. Guibal avait consacré ses derniers travaux à l'histoire provençale au temps de la Révolution. Le succès légitime de ses deux volumes sur *Mirabeau en Provence* l'avait encouragé à continuer ses recherches pour les années suivantes. Il avait à peu près terminé son travail au moment de sa mort, et l'on ne peut que remercier sa famille et ses amis de l'avoir revu et mis au jour. C'est une étude solide, basée sur des documents nombreux et soigneusement contrôlés, rédigée avec un désir évident d'impartialité vis-à-vis de tous les partis si violemment en lutte aux abords de la Terreur, et cela dans une des régions les plus inflammables et les plus agitées de la France. Le vrai centre du récit de M. Guibal, c'est Marseille, d'avril à août 1793. Il nous y montre les antagonistes, Jacobins, Girondins, royalistes, surexciter tour à tour l'opinion publique jusqu'au déchaînement de la guerre civile. Mais cette lutte sanglante a laissé derrière elle des impressions à la fois si vives et si confuses qu'on se dispute encore aujourd'hui sur les véritables motifs qui ont fait agir les meneurs conscients d'alors et leurs adhérents aveugles. Des documents en bonne partie inédits, réunis aux archives départementales et aux dépôts municipaux d'Aix et de Marseille, ont permis à l'auteur de jeter sur bien des points des clartés nouvelles; sur d'autres, où la lumière entière n'est pas encore faite, M. Guibal indique avec prudence les solutions vraisemblables. Dans les milieux que n'aveugle point la passion politique, on adoptera sans doute les conclusions auxquelles il est arrivé (p. 309-312). La légende jacobine, qui ne voit, dès le début, dans le mouvement contraire au coup de force du 31 mai, qu'une levée de boucliers des royalistes déguisés en modérés, lui paraît avec raison trop simpliste. Les prétendus *fédéralistes* du midi, pris en masse, n'étaient nullement des adversaires de la

de la cathédrale *Téterel* au lieu de *Teutrel*; les administrateurs du Bas-Rhin, cités p. 127, s'appellent *Sarez* et *Jaeggi* et non *Sarré* et *Joeckl*. P. 128, lire *Bouzviller* pour *Bouwiller*. P. 157, lire *Annweiler* pour *Auweiler*, etc.

1. G. Guibal, *le Mouvement fédéraliste en Provence en 1793*. Paris, Plon, 1908, in-8°, II-313 p.

République une et indivisible, mais ils voulaient protester contre les agissements des factieux terroristes de Paris. Les Girondins marseillais étaient certainement des républicains sincères; seulement, ils ne surent pas créer une force publique sérieuse et furent annulés peu à peu par les groupes contre-révolutionnaires, qui, eux, ne reculèrent pas devant l'alliance avec l'étranger. Cela devait forcément pousser les patriotes d'instinct à se jeter du côté des violents contre les modérés et à assurer ainsi leur succès final. Le mouvement dit fédéraliste n'en fut pas moins, au début, « dirigé contre un odieux et criminel coup d'État, qu'il faut condamner sans ménagement si l'on veut conserver le droit de flétrir le 18 brumaire et le 2 décembre » (p. 243).

Le sixième volume de la grande collection des *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*¹, édité par M. J. GUILLAUME, nous fait connaître les travaux de cette commission parlementaire, justement célèbre, depuis le 26 mars jusqu'au 26 octobre 1795, c'est-à-dire pendant les sept derniers mois de son existence. Son activité législative a été très sérieuse au point de vue théorique et très considérable. Les résultats pratiques ont laissé beaucoup à désirer et ont été souvent exagérés par des historiens superficiels qui consentaient à se payer de mots. C'est qu'il était plus facile de décréter l'obligation scolaire, la gratuité, la morale républicaine que de trouver des hommes capables d'enseigner ces choses et des élèves qui consentissent à les apprendre. Si l'on avait eu de l'argent, peut-être eût-on trouvé les hommes; mais, comme il faisait absolument défaut, la situation de l'enseignement primaire se trouva lamentable. On n'a qu'à parcourir attentivement la *Situation des écoles primaires*, dressée dans les bureaux du Comité de Salut public, au printemps de l'an II (p. 894), et l'*État des écoles primaires* du 12 brumaire de l'an III pour être édifié à ce sujet. Quant à l'instruction secondaire, elle était à peu près détruite, car son ridicule succédané, les écoles centrales, étaient des monstres mal équilibrés et sans aucune force vitale; l'instruction supérieure, pour autant qu'elle existât, était enfermée dans des écoles spéciales absolument étrangères les unes aux autres. Heureusement que plus d'une idée salutaire et féconde s'était fait jour durant les discussions du Comité et qu'elle devait être reprise plus tard, en des temps moins agités. Parmi les appendices du nouveau volume, édité par M. Guillaume avec le soin accoutumé, signalons un *Projet de réorganisation de la*

1. *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*, publ. p. J. Guillaume. T. VI : 6 germinal an III-4 brumaire an IV. Paris, Impr. nationale, 1907, gr. in-8°, XLVIII-960 p.

Bibliothèque nationale, par Lefebvre de Villebrune (p. 940), et une note sur les manuscrits de J.-J. Rousseau, déposés au Comité (p. 929). Nous exprimerons, en terminant, le vœu que l'éditeur complète son travail en nous donnant le répertoire général de son utile publication, répertoire sans lequel un amas si prodigieux de données diverses risquerait fort, il faut bien l'avouer, de rester à peu près inutilisable pour tous les travailleurs qui n'ont pas des loisirs énormes ou qui ne peuvent espérer arriver vivants jusqu'à leur propre centenaire¹.

L'Académie des sciences morales et politiques avait mis récemment au concours la question de la *Vente des biens nationaux pendant la Révolution française*, et deux des travaux récompensés par elle en août dernier viennent d'être mis au jour. Le premier est dû à M. Amédée VIALAY², le second à M. G. LE CARPENTIER³. Ce sont deux études consciencieuses, l'une au thème plus vaste et d'allures plus conservatrices, l'autre plus restreinte dans l'énoncé de son sujet, mais toutes deux, pour intéressantes qu'elles soient, m'ont surtout confirmé dans une conviction déjà ancienne que le moment n'est pas encore venu de formuler des conclusions générales sur ce sujet difficile entre tous. Nous avons, tous comptes faits, une douzaine de monographies spéciales, vraiment utiles, sur la question; il en faudrait des centaines d'autres pour permettre à la critique historique d'aboutir à un résultat tant soit peu satisfaisant. Ce n'est pas avancer beaucoup la discussion que d'affirmer, comme M. Vialay, que « les Jacobins avaient un but exclusif : épuiser le présent en sacrifiant l'avenir » (p. 77)⁴; de se moquer du « génie de Cambon » ou de discuter gravement la thèse qu'il aurait été « préférable et plus utile à l'intérêt général de substituer à la Révolution une simple réforme » (p. 343). On oublie de nous dire par quels moyens on aurait amené la noblesse et le clergé à « jeter dans la circulation une quantité moindre, mais parfaitement suffisante, de biens fonds ». Ils se seraient cramponnés sans doute à leurs propriétés avec la même ténacité que les simples bourgeois mettent aujourd'hui à défendre

1. P. 123, le directeur de l'École de santé de Strasbourg s'appelle *Tinchant* et non *Tenchant* et le jardinier chef du jardin botanique de cette ville *Schoellhammer* et non *Schoellamer*.

2. A. Vialay, *la Vente des biens nationaux pendant la Révolution française. Étude législative, économique et sociale*. Paris, Perrin, 1908, in-8°, xi-350 p.

3. G. Le Carpentier, *la Vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française*. Paris, F. Alcan, 1908, in-18, 187 p.

4. On voudrait bien savoir où les gouvernants, quels qu'ils fussent, auraient pu trouver les milliards nécessaires pour repousser l'invasion européenne pendant les années qui s'étendent de Valmy à Zurich?

les leurs. A vrai dire, les panégyristes et les détracteurs de la Révolution française se battent encore, à l'heure actuelle, dans une pénombre presque complète sur ce problème de la vente des biens nationaux¹. Le dépouillement minutieux des dossiers de ventes, non par départements seulement, — il serait trop confus ou trop sommaire, — mais par districts et par communes, peut seul permettre d'arriver là-dessus à une approximation de la réalité. M. Vialay n'apporte, pour sa part, de documents nouveaux que pour quelques quartiers de Paris et quelques districts de la Bourgogne; mais ces données précises sont aussi la partie la plus intéressante de son étude, et, quand pareil travail aura été répété des centaines de fois, nous pourrons conclure pour la France entière comme nous pouvons le faire dès maintenant pour les districts de Dijon, de Châtillon, de Semur et de Saint-Jean-de-Losne².

M. Le Carpentier a une méthode de travail un peu différente, moins littéraire, plus abondante en chiffres, en calculs de probabilités et tirant de données partielles des conclusions générales qu'il est également difficile de combattre et dangereux d'accepter. Il a choisi, non pas au hasard, mais délibérément, une trentaine de districts sur tout le territoire parmi les cinq cents environ qu'il renferme, et, arguant de leur situation différente, compensant les excès des uns avec le manquement des autres, il affirme aboutir à un total assez exact dans l'ensemble. J'ai peine à croire qu'on arrive de la sorte à la vérité vraie³, même s'il est possible d'y arriver jamais⁴. Il faut

1. M. Vialay a raison, en tout cas, contre M. d'Avenel quand il affirme (p. 281-285) que l'Assemblée nationale a vraiment voulu venir en aide aux classes pauvres en leur facilitant l'accès de la propriété. Rien que le partage des biens communaux qu'elle autorisa et qui se fit avec un entrain remarquable dans nombre de localités prouve que ce résultat fut atteint.

2. Dans les 430 communes de ces quatre districts, M. Vialay a constaté 15,773 opérations de transfert de biens (p. 290). Dans un tableau spécial (p. 293), il nous montre que, dans dix communes, les achats de biens nationaux ont été faits par 137 acquéreurs imposés avant 1791, tandis que 399 acquéreurs n'étaient pas imposés, n'étaient donc pas propriétaires auparavant. Il y avait dans ces localités 968 propriétaires imposés avant 1791. Donc, il y a *bien plus du tiers* des propriétaires en 1792 qui sont des nouveaux venus, et, sur cet ensemble, 37 seulement sont des *bourgeois*, 393 des *ouvriers* et des *payans*; pour 106 autres, nous ignorons leur état social.

3. Pour ne citer qu'un exemple, comment voir clair dans la statistique du clergé séculier et régulier de France en 1789 quand M. Vialay nous apprend (p. 321) que les données oscillent entre 320,000 et 130,000 personnes? Il faudrait commencer par un dépouillement minutieux des dossiers qui doivent exister aux Archives nationales et départementales, prenant chaque abbaye, couvent, maison de refuge, chaque chapitre, etc. Le chiffre de 4,000 couvents admis par Taine est certainement trop bas.

4. Il y a en effet certaines données qui nous manqueront toujours, telle la

se résigner à travailler moins vite et surtout renoncer aux raisonnements *a priori*. Quand M. Le Carpentier nous dit (p. 94) que la politique des assemblées « n'eut d'autre résultat et *semble même n'avoir eu d'autre but* que de faire le jeu de spéculateurs audacieux » en acceptant des paiements en assignats largement espacés et « en dépréciant ce papier-monnaie par des émissions fantastiques », il réunit involontairement dans son esprit deux faits qu'il n'est pas licite d'associer ainsi. Qui donc savait, qui pouvait croire possible, en 1789 et même en 1790, quand on légiféra sur la vente des biens nationaux, que, deux ans plus tard, l'Europe coalisée se ruerait sur la France, et que, pour parer aux nécessités inéluctables de la défense nationale, il ne resterait que le moyen désespéré de faire fonctionner à outrance la presse aux assignats? Quand on nous résume, d'autre part, avec une précision presque effrayante, la vente des biens ecclésiastiques en une série de six chiffres¹, je me déclare incapable, pour ma part, de regarder ces chiffres comme scientifiquement établis. Je me garderai d'affirmer qu'ils sont faux; je n'en sais rien et ne puis rien en savoir. Dans deux générations peut-être, nos petits-neveux, s'ils continuent ces recherches, seront en état d'en discuter avec fruit de différents ou d'analogues. Mais il y faudra d'abord le labeur acharné d'une armée de bénédictins, réguliers ou laïques².

Avec l'*Essai sur l'histoire de la Révolution à Verdun*³ de M. Edmond PIONNIER, nous entrons dans le domaine de l'histoire provinciale. Ce bon et solide travail est une thèse de doctorat présentée à la

valeur réelle des terres achetées, puisque les registres des receveurs qui contenaient les renseignements sur les paiements faits en espèces ou en papier et sur la date des paiements successifs, détail d'importance majeure, vu la dépréciation croissante des assignats, ont disparu presque partout.

1. M. Le Carpentier nous assure que 90,000 propriétaires ecclésiastiques ont été remplacés par 360,000 acquéreurs laïques, dont 140,000 bourgeois et 120,000 paysans. Il sait que les premiers ont acheté 1,717,600 hectares, les seconds 1,145,200 hectares.

2. L'auteur cite, entre autres, le travail de M. le comte de Solms-Rödelheim sur les ventes dans le district de Strasbourg, et il s'est empressé d'en tirer des conclusions sur l'étendue des terres d'Église dans les deux départements du Rhin. Voici le danger de sa méthode. Le district de Strasbourg n'est nullement typique pour l'Alsace, car la population y était à moitié protestante, et les biens des églises protestantes dans les départements de l'est ont été exemptés, comme on sait, de la vente par un décret de la Constituante. Dans les districts de Benfeld, Haguenau, dans tout le Haut-Rhin, il y avait infiniment plus de biens nationaux de cette espèce mis en vente. Comment se livrer à des calculs de moyenne, en gros, avec d'aussi incomplètes données positives?

3. E. Pionnier, *Essai sur l'histoire de la Révolution à Verdun (1789-1795)*. Nancy, Crépin-Leblond, 1906, in-8°, XIX-565-CXXXVIII p.

Faculté des lettres de Nancy; elle est dédiée par l'auteur à ses deux anciens professeurs, MM. Georges Pariset et Christian Pfister, et l'on peut dire qu'elle est digne des maîtres qui lui ont enseigné la recherche et la mise en œuvre des documents historiques. La plupart des éléments du travail du jeune professeur verdunois lui ont été fournis par les fonds d'archives locaux et les manuscrits de la bibliothèque même de Verdun. La littérature imprimée a été, elle aussi, très consciencieusement explorée¹, et, si nous avions une centaine de monographies locales aussi exactes et complètes, nous pourrions commencer enfin à écrire l'histoire de la Révolution française et non pas seulement celle de la Révolution de Paris. Les premiers chapitres sont consacrés aux débuts locaux de la grande crise jusqu'à la guerre, mais ce sont surtout les chapitres iv-vi qui présentent un intérêt d'ordre plus général. L'auteur y raconte le blocus de Verdun, la capitulation de la ville, l'occupation prussienne et ses suites. Nous attirons surtout l'attention sur les pages relatives au commandant Beaurepaire; si lucides, si mesurées dans leurs conclusions, elles seront lues avec un vif et douloureux intérêt. Pour M. Pionnier, il n'y a pas eu suicide², mais Beaurepaire a été supprimé pour que la capitulation, à laquelle il s'opposait, devint possible³. J'en dirai autant du récit concernant la présentation des fameuses dragées au roi Frédéric-Guillaume II, épisode qui a donné naissance à la légende des *Vierges de Verdun*. La narration s'arrête avec le tableau de la réaction locale après Thermidor⁴.

C'est un ouvrage de dimensions bien plus restreintes que M. Jules HAIZE, imprimeur à Saint-Servan et secrétaire de la Société historique de l'arrondissement de Saint-Malo, nous offre sous le titre : *Une commune bretonne pendant la Révolution*⁵. Il nous y raconte l'histoire de sa ville natale de 1789 à 1800. Mgr L. Duchesne l'a honoré d'une lettre-préface où il lui prédit que son travail « prendra une place honorable parmi les histoires locales du temps de la Révolu-

1. L'auteur pousse la conscience jusqu'à citer parmi les sources les *Odes et Ballades* de Victor Hugo.

2. La scène du suicide en plein conseil de guerre est reconnue depuis longtemps comme apocryphe, mais beaucoup tiennent encore pour le suicide, commis la nuit, dans son cabinet, par Beaurepaire.

3. Peut-être l'assassinat, désormais établi, semble-t-il, a-t-il été commis avec la connivence passive de Mondon fils, secrétaire de la municipalité.

4. L'auteur a joint à son livre un dossier de pièces justificatives d'environ 150 pages.

5. J. Haize, *Une commune bretonne pendant la Révolution. Histoire de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) de 1789 à 1800*; lettre-préface de Mgr L. Duchesne. Paris, Champion, 1907, in-8°, xi-282 p.

tion », encore que ce soit une histoire difficile à écrire, surtout en province, comme l'explique spirituellement l'éminent directeur de l'École française de Rome. L'auteur a trop craint peut-être d'animer son tableau en y mettant un peu plus de couleurs ; son récit n'est, par moments, que le simple et trop sec résumé des procès-verbaux officiels, et tous ceux qui en ont vu rédiger ou ont dû les rédiger eux-mêmes, pendant une période quelconque de leur existence, savent qu'ils masquent presque aussi souvent la physionomie véritable des événements qu'ils la révèlent. Mais, assurément, il est bien préférable d'être renseigné par des procès-verbaux un peu monotones que d'avoir à se fier à des récits fantaisistes, inspirés par des passions philosophiques ou cléricales ou dictés par des sympathies exclusives pour les terroristes ou les chouans. M. Haize s'est sincèrement efforcé de s'écarter de l'un et de l'autre de ces dangers. D'ailleurs, il semble bien que le Saint-Servan d'alors ait eu déjà le même tempérament ; la Révolution y fut presque anodine, les Jacobins eux-mêmes s'y sont montrés relativement calmes et la réaction pas trop violente ; cependant, çà et là, des renseignements nécessaires font défaut¹, et les épreuves auraient pu être mieux corrigées².

M. BAGUENIER-DESORMEAUX vient d'éditer, avec le concours de M. Julien Savary, un volume de documents sur *Kléber et la Vendée* pour la Société d'histoire contemporaine³. Le corps du volume est constitué par les *Mémoires militaires du général Kléber pour servir à l'histoire de la guerre de la Vendée* (p. 4-342), mémoires rédigés par le général, en brouillon, durant les quelques semaines de son séjour à Châteaubriant, en janvier et février 1794. Ce sont de simples notes, mais elles sont d'un intérêt majeur. On en connaissait d'assez nombreux fragments, mais c'est la première fois que le manuscrit complet, conservé aux archives de la Guerre, est mis au jour. Kléber avait pris la plume pour combattre « les rapports boursofflés et dégoûtants de mensonges » (p. 74) présentés sur ces luttes terribles, et non pour se vanter, car, dit-il, « qui pourrait

1. Ainsi, p. 190, il est question des « barbaries » du représentant Le Carpentier pendant la Terreur, mais on ne nous en dit rien ; nous voyons seulement que « les premiers exécutés furent des prêtres réfractaires » ; mais l'auteur ne nous fournit ni chiffres précis ni un seul nom propre.

2. P. 51 et 147, lire 1793 pour 1893. P. 191, lire *Fouquier-Tinville* pour *Fouqué-Tainville*. P. 197, lire *Bara* pour *Barra*, etc. Mais est-ce aussi une faute d'impression ce que nous lisons à la p. 256 : « Trois jours après, le télégraphe signalait Masséna vainqueur de Souvarow à Aboukir ? »

3. *Kléber et la Vendée (1793-1794)*, documents publiés par H. Baguenier-Desormaux. Paris, A. Picard, 1907, in-8°, xxxvii-565 p.

s'enorgueillir d'un laurier teint du sang français » ? Les massacres et les exécutions qui ont eu lieu après le désastre de Savenay, « les atrocités qu'on a commises sur ces misérables » l'écœurent au point qu'il « se refuse à décrire ces scènes sanglantes et inouïes ». On constate par son récit qu'il fut observateur sagace autant que soldat généreux ; il affirme que, « sans la loi sur la constitution civile du clergé, la France aurait pu être agitée par quelques troubles, mais qu'elle n'eût pas vu alors de guerre civile » (p. 30). Son récit s'arrête au moment où Kléber est envoyé par le Comité de Salut public à l'armée du Nord, en avril 1794. L'éditeur a placé à la suite des mémoires le *Livre d'ordres* du général (27 septembre 1793-23 avril 1794), puis des pièces diverses relatives à ce sujet. Le tout forme un recueil des plus intéressants pour cette période si agitée, et l'on est heureux de saluer dans le vaillant Alsacien l'homme qui fut là, comme ailleurs, un soldat courageux, un général habile, un fervent patriote, sans abjurer, pour autant que c'était alors possible, ses sentiments d'humanité.

M. Georges LENÔTRE, poursuivant la publication de ses *Mémoires et souvenirs sur la Révolution et l'Empire*, nous donne aujourd'hui, sur la *Fille de Louis XVI, Marie-Thérèse-Charlotte de France*¹, un de ces livres captivants comme il sait les écrire ; il est expert à stimuler la curiosité du grand public, à dramatiser ses personnages, à dialoguer leurs entrevues, à faire revivre devant nos yeux les palais, les prisons, les paysages à travers lesquels il les conduit. On comprend qu'il ait su tirer un bon parti de cette histoire du Temple, encore si pleine de contradictions et de mystères. Il commence par rééditer le récit de la captivité de la princesse, rédigé par elle-même en 1795 ; puis il nous raconte en détail son voyage à Vienne, son séjour dans cette capitale, où elle fut encore presque captive. Nous la voyons enfin à Mitau, séjour qui ne fut pas la partie la moins lamentable de sa triste existence, après que des raisons dynastiques l'eurent enchaînée à ce pauvre prince, impuissant de corps et d'esprit, qui fut le duc d'Angoulême². Si tout le talent de M. Lenôtre n'a pas réussi précisément à nous rendre sympathique son héroïne, à qui le ciel, au dire de M. de Frénilly, « avait tout donné en vertus et rien en grâces », c'est que la tâche était aussi par trop difficile ; cela ne

1. G. Lenôtre, *la Fille de Louis XVI. Marie-Thérèse-Charlotte de France, duchesse d'Angoulême*. Paris, Perrin, 1907, in-18, 309 p.

2. Il y a quelques erreurs de détail. Ainsi, Harmand de la Meuse ne fut pas préfet du *Bas-Rhin* (p. 21), mais du *Haut-Rhin*. Le secrétaire d'ambassade à Bâle, Bacher, était tout ce qu'il y avait de plus roturier et nullement M. de Bacher. P. 257, lire *Flachlanden* pour *Flaschlanden*.

saurait faire tort au mérite du narrateur et le succès de ses volumes antérieurs ne fera point défaut au dernier venu¹.

Les études de M. Gustave GAUTHEROT sur la *Révolution française dans l'ancien évêché de Bâle*² forment deux volumes, dont le premier est consacré à la *République rauracienne*, le second au *Département du Mont-Terrible de 1793 à 1800*. L'auteur a rédigé son très substantiel travail d'après les dossiers conservés aux Archives nationales et aux archives du canton de Berne, sans compter toute la littérature des feuilles volantes, pamphlets et journaux du temps³. C'est la première fois qu'on nous raconte en détail l'entreprise audacieuse du petit parti radical, personnifié par le syndic Rengger et les curés Lémane et Copin, de renverser, avec l'appui de nos révolutionnaires, le gouvernement du prince-évêque de Bâle, M. de Roggenbach. On admirera le savoir-faire avec lequel le premier de ces personnages, démagogue digne d'un théâtre plus vaste, sut amener la chute de l'Ancien régime dans ces contrées jurassiennes, provoquer l'intervention française et, grâce à elle, la création de la république rauracienne. Elle ne fut guère moins éphémère que celle de Mayence et fut bientôt partiellement réunie par la Convention elle-même avant d'être entièrement absorbée sous le Directoire. On étudiera dans l'ouvrage de M. Gautherot les procédés plutôt violents que fraternels des *libérateurs* et l'exaspération produite parmi ces populations ferventes catholiques par la crise antireligieuse. Habituees à avoir leurs coudées franches, même sous la crosse épiscopale, elles ne voulaient consentir ni à des levées d'hommes ni à des sacrifices d'argent et entendaient garder leurs curés⁴. Il leur fallut bien céder aux arguments du plus fort⁵; mais les sympathies des nouveaux

1. Il s'est même déjà fortement prononcé, puisque l'exemplaire que j'ai sous les yeux porte la mention : *sixième édition*.

2. G. Gautherot, *la Révolution française dans l'ancien évêché de Bâle*. Paris, Champion, 1908, 2 vol. in-8°, xxii-290 et 310 p.

3. On s'étonne de ne pas voir énumérer dans la littérature imprimée les deux volumes de Casimir Folletète, *Documents sur la Révolution de l'ancien évêché de Bâle* (Fribourg et Porrentruy, 1895, 1899), dont le premier renferme les rapports de l'émissaire bernois Bischoff, le second le *Journal* de dom Moreau, bernardin de Lucelle.

4. Dans ce pays, les Jacobins eux-mêmes, fort différents de ceux d'ailleurs, « entraînaient à l'église, pour égrener leur chapelet, au sortir du club » (t. II, p. 104).

5. L'auteur, évidemment très désireux d'être impartial, semble parfois un peu hésitant dans sa façon de juger les hommes et les choses. Tantôt les Rauraciens sont à ses yeux d'excellents républicains, et, de fait, ils se jettent sur les biens nationaux avec tant d'entrain que, dans le seul district de Porrentruy, il s'en vendit en deux ans pour plus de onze millions à cinq mille adjudica-

Français du département du Mont-Terrible ne furent évidemment pas très profondes¹.

A ces deux volumes, M. Gautherot a ajouté une brochure sur *les Relations franco-helvétiques de 1789 à 1792*². De même que M. Dunant avait complété l'historique des relations de la France avec la Confédération helvétique, fourni par les *Papiers de Barthélemy*, pour la période de 1798 à 1803, de même notre auteur a voulu nous donner comme une introduction au grand recueil de papiers diplomatiques que je viens de nommer; à la suite d'un exposé sommaire de la situation réciproque des deux pays, il nous offre des extraits ou des résumés des pièces principales qui se rapportent aux rapports franco-helvétiques pendant les premières années de la Révolution et nous fait connaître les répercussions diverses des mouvements de France sur les États confédérés et leurs sujets durant l'ambassade de M. de Vérac (mars 1789-juillet 1791) et l'intérim de Bacher, avant la nomination de Barthélemy, en décembre 1791³.

Ce n'est pas seulement une nécessité absolue pour l'homme du métier d'avoir une idée nette et précise des transformations successives de l'organisation et de la tactique de nos armées; c'est aussi chose très utile pour l'historien qui se voit obligé si souvent, par son sujet, à décrire des opérations militaires et même à les juger en passant. Aussi l'on ne peut que remercier la section historique de l'état-major d'avoir chargé des spécialistes de rédiger une histoire détaillée de ces transformations pour les trois armes. MM. Ed. Desbrière et Maurice Sautai ont entrepris cette étude pour la cavalerie⁴.

taires (t. II, p. 250). Tantôt il nous parle d'une « révolte latente contre la Révolution française ». La vérité est, ce me semble, que les braves paysans du Jura bôlois voulaient bien être républicains, c'est-à-dire débarrassés de leur prince-évêque, mais rester autonomes, sans obligations, sans devoirs à l'égard de la France, qu'ils n'aimaient pas à cause de sa haine contre les prêtres. Une pareille situation devenait évidemment intenable à la longue et amena l'annexion directe.

1. Nous avons noté quelques fautes d'impression. T. I, p. 79, ne faut-il pas lire *Gemmingen* pour *Geningen*? P. 109, lire *Koch* pour *Kock*. T. II, p. 84, lire *Piquerez* pour *Piquédez*. P. 274, lire *Todtnau* pour *Fottnau*. P. 209, *Tuefferd* pour *Triefferd*.

2. *Archives du ministère des Affaires étrangères. Les relations franco-helvétiques de 1789 à 1792*, par G. Gautherot. Paris, Champion, 1908, in-8°, 133 p.

3. A propos de ce qui est dit, p. 7, je dois observer que la ville libre royale de Strasbourg n'avait plus, au XVIII^e siècle, aucune alliance avec les cantons suisses, et que ceux-ci n'ont pu signer, en 1521, un traité avec la cour de *Ver-sailles* (p. 8).

4. *Organisation et tactique des trois armes. La cavalerie de 1740 à 1789*,

Trois fascicules de leur travail ont déjà paru. Le premier, intitulé : *la Cavalerie française de 1740 à 1789*, nous expose la situation de la cavalerie française, situation lamentable en somme, amenée surtout par l'ignorance des chefs, et que les réformes de Choiseul et de Saint-Germain n'ont guère améliorée au dire de nos auteurs. Malgré la refonte des ordonnances royales, la troupe aussi restait mauvaise parce que les éléments en étaient mauvais. Un officier d'expérience pouvait écrire vers 1784 : « Il n'y aurait pas d'armée en France si la corruption n'y était extrême et si la tête n'y avait tourné à 400,000 hommes » (p. 440)¹. Aussi la cavalerie française était-elle, au début de la Révolution, dans un état d'incapacité professionnelle très accentué, que les premières années du nouveau régime ne devaient guère améliorer. Il fallut deux campagnes effectives pour que le gouvernement révolutionnaire pût utiliser sérieusement les groupements nouveaux². La réorganisation du 10 janvier 1794 représente sans doute un effort colossal fait depuis 1792³; mais il était encore inopérant en juin 1794; alors seulement viendra la victoire et l'entraîne qu'elle donne au soldat. Néanmoins, l'armement devait rester encore longtemps très défectueux⁴. La partie narrative est traitée avec soin;

par le commt Ed. Desbrière et le cap^{ss} M. Sautai. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1906, in-8°, vi-131 p. — *La Cavalerie pendant la Révolution, du 14 juillet 1789 au 26 juin 1794. La crise*. Ibid., 1907, in-8°, 438 p. — *La Cavalerie pendant la Révolution. La fin de la Convention (19 juin 1794-27 oct. 1795)*. Ibid., 1908, in-8°, 247 p.

1. Les recrues se composaient en majeure partie de la populace des grandes villes; c'est à peine s'il y avait un tiers de ruraux dans l'armée; cela suffit à expliquer certaines scènes de 1789 à 1791. Maltraités et mal nourris, les soldats n'avaient pour se distraire que la prostitution et le cabaret; aussi l'armée comptait-elle, vers 1783, de 8 à 10,000 déserteurs par an.

2. Le 15 novembre 1793, le général Bourcier constatait que, sur les 14,986 cavaliers existants, les hommes *non montés* formaient le tiers du total (t. II, p. 201). En messidor an II, il y en avait 97,000, dont un peu plus de la moitié aux armées.

3. Nos auteurs combattent l'affirmation légendaire des *cadres supérieurs* encombrés par les sous-officiers de l'ancienne armée royale; ceux-là ne sont que lieutenants et sous-lieutenants; de là en effet, encore en l'an II, des capitaines de quarante-quatre ans, des lieutenants de quarante et un, des sous-lieutenants de trente-six ans. Et quels officiers souvent, qui ne savent ni lire ni écrire et parfois pas même parler le français! Au seul 14^e chasseurs, on en élimine une fois dix-sept comme « n'ayant ni mœurs ni intelligence et incapables d'occuper aucun grade dans quelque arme que ce soit » (t. III, p. 19).

4. Encore en l'an V, il manque, par exemple, aux neuf régiments de cavalerie légère plus du quart des sabres et près de la moitié des pistolets et carabines (t. III, p. 93).

les amateurs trouveront là d'abondantes statistiques et les historiens nombre d'observations sagaces dont ils feront leur profit¹.

Ce sont encore les troupes françaises en marche, mais principalement en terre amie, que nous montre le *Journal de voyage du général Desaix*, édité par M. Arthur CHUQUET². Ce curieux manuscrit, déposé aux archives de la Guerre, n'était pas absolument inconnu. Le général Martha-Bekker, M. Félix Bouvier, d'autres encore l'avaient cité ou lui avaient emprunté quelques passages. D'ailleurs, le texte de Desaix, quelque intérêt qu'il y ait à étudier l'impression produite par les hommes et les choses d'Italie sur un esprit aussi sympathique, et quelque utile que puisse être cette étude pour mieux apprendre à connaître le général lui-même, ne pouvait guère nous apporter des révélations inattendues. Ce *Journal* n'est donc pas un document de premier ordre pour l'histoire générale; on connaissait assez la vie libre des officiers, les voleries des administrateurs, le dénûment des soldats; on n'ignorait pas non plus l'opinion plutôt défavorable de la plupart des Français sur cette population cisalpine, trop molle, trop facile à pétrir, si peu disposée à agir par elle-même. Ce qui donne son prix à ce nouveau volume de l'auteur des *Guerres de la Révolution*, c'est qu'il y a consacré près d'une centaine de pages à nous retracer, avec son talent de narrateur, avec son abondance habituelle de renseignements nouveaux et précis, la vie de ce jeune noble auvergnat qui fut général de division à vingt-cinq ans et qui devait revenir en Italie quelques années plus tard pour mourir à Marengo dans sa trente-deuxième année, laissant une gloire si pure et des regrets universels dans toutes les armées de la République.

C'est en Italie aussi que nous conduisent, pour un temps, les *Anecdotes historiques du baron Duveyrier* éditées par M. Maurice TOURNEUX³. Imprimées à petit nombre en 1837 et très peu répandues alors, à ce qu'il semble, ces *Anecdotes* sont pour nous quasiment inédites et méritaient d'être remises au jour. Non que Duveyrier, cet avocat parisien, polémiste facétieux avant d'être suppléant à la Constituante, directeur du sceau sous le ministre Duport du Tertre, agent

1. Au tome III, le même général est appelé *Froelich* (p. 155) et *Frehlich* (p. 171). P. 82, il faut lire *Birtenbach*, *Iebsheim*, *Hundsbach* pour *Berlenbuch*, *Iepshheim*, *Handsbach*. P. 159, le ministre baron *Hompuch* doit se lire sans doute *Hompesch*.

2. *Journal du voyage du général Desaix. Suisse et Italie (1797)*, publ. par A. Chuquet. Paris, Plon, 1907, in-18, xci-305 p.

3. *Anecdotes historiques par le baron Honoré Duveyrier*, publ. pour la Société d'histoire contemporaine par M. Tourneux. Paris, A. Picard, 1907, in-8°, xxvii-358 p.

officieux du gouvernement à Coblenz, emprisonné plus tard à l'Abbaye, dont il put sortir heureusement avant les massacres de septembre, ait eu, en somme, des aventures bien extraordinaires, ni qu'il puisse prétendre être un témoin particulièrement bien informé¹ ou très impartial²; mais il a frôlé bien des personnages célèbres; il a, tout en spéculant en Italie sur les fournitures des hôpitaux et la vente des biens ecclésiastiques, vu et entendu des choses assez curieuses dans l'entourage du général Bonaparte à Milan. Cependant les chapitres les plus amusants de ses souvenirs nous ramènent à son enfance, à sa vie d'écolier au collège du Plessis, à son voyage aux Pyrénées avec un détachement de troupes que le gouverneur des Invalides, M. d'Espagnac, confia à cet adolescent sans expérience; il y a là quelques tableaux d'ancien régime scolaire et militaire vraiment curieux. Après le 18 brumaire, Duveyrier entra, grâce à Sieyès, au tribunal et il y eut son heure de célébrité, dans l'opposition, quand il déclama contre « l'idole de quinze jours » évoquant le souvenir de Camille Desmoulins au Palais-Royal. Mais ce petit accès de républicanisme ne dura pas, et, quand le tribunal disparut, il reçut de la main du maître le titre de baron de l'Empire et la présidence de la cour d'appel de Montpellier. Après cela nous avons le droit de sourire quand il affirme avoir été « la victime principale de la dévorante ambition » de l'empereur et quand il vante lui-même « sa fierté intolérante, surtout en ce qui touche sa situation dans le monde »³.

Un dernier ouvrage nous retiendra, pour un moment encore, dans la péninsule italienne; c'est le grand recueil de documents sur *la Paix de Campoformio*, préparé par feu M. Hermann HÜFFER et mis au jour par M. Frédéric LUCKWALDT⁴. On sait que le regretté professeur d'histoire à l'Université de Bonn et correspondant de l'Institut avait préparé pendant près de trente ans une collection de documents inédits relatifs à la période révolutionnaire. De ces *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution*, une première série seulement, relative aux campagnes de 1799 et 1800, a pu être

1. Ainsi il affirme (p. 186) que le malheureux ministre de Lessart n'a pas été égorgé à Versailles, mais est mort en Angleterre.

2. Ce que Duveyrier raconte sur son rôle d'avocat consultant du duc d'Orléans au sujet du procès sur les journées d'Octobre, instruit par le Châtelet, est très curieux; mais tout est-il également vrai?

3. P. 302. — Les conversations avec Napoléon (p. 306) paraissent aussi bien fantaisistes; on ne causait pas au maître de la France sur ce ton-là.

4. *Der Friede von Campoformio. Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte der Beziehungen zwischen Oestreich und Frankreich in den Jahren 1795-1797, gesammelt von Herman Hüffer*, publ. par F. Luckwaldt. Innsbruck, Wagner, 1907, gr. in-8°, cc-560 p.

publiée par lui-même¹. Sa veuve a prié quelques amis, dont M. Reinhold Koser, directeur des Archives royales de Berlin, et M. Karl Obser, directeur des archives grand-ducales de Carlsruhe, de surveiller la mise au jour des volumes suivants. C'est encore Hüffer lui-même qui avait chargé M. F. Luckwaldt de compléter le volume que nous annonçons ici, par des recherches supplémentaires à Paris et à Vienne. Ce savant y a joint une introduction très développée (elle compte 480 pages) sur la situation générale de l'Europe durant les négociations de 1795 à 1797, introduction qui permettra même à ceux qui n'auraient pas le loisir de parcourir les 600 pages de documents inédits² d'en connaître au moins l'essentiel. On y trouvera une étude très fouillée de la politique de Thugut, hésitante, un peu sceptique³ et ne se pressant pas de conclure, dans l'attente des révolutions nouvelles, jusqu'à ce que l'apparition subite du général Bonaparte, à trente lieues de Vienne, oblige enfin le gouvernement impérial à prendre les négociations au sérieux. Alors, il faut bien se résigner, et Cobentzl, qui aurait tant aimé « montrer le bâton aux Français », se laisse pousser à signer le traité du 17 octobre; c'est ainsi que se termine cette campagne, si néfaste à la maison d'Autriche, qui porte en elle « le germe fatal des campagnes de 1805, 1809 et 1866 » (p. cc)⁴.

Le nouveau volume (c'est le cinquième) du grand travail de M. C. DE LA JONQUIÈRE sur l'*Expédition d'Égypte*⁵ renferme les livres neu-

1. M. Hüffer est mort en mars 1905.

2. Sur les trois cents pièces réunies ici, il n'y en a que vingt-sept qui aient déjà été publiées. La première en date est une lettre de Poterat à Boissy d'Anglas, du 5 octobre 1795; la dernière une lettre de Thugut à Stahrenberg, du 2 novembre 1797.

3. Il agaçait ses propres envoyés, qui déclaraient que c'était un coquin qu'il faudrait pendre (p. CLXXXII).

4. La pièce la plus curieuse peut-être de ce gros volume est la dépêche dans laquelle le baron de Degelmann rend compte à Thugut, le 3 septembre 1797, de l'impression qu'a faite sur lui le général Bonaparte. « Il est rare, dit-il entre autres, d'en voir un (un homme) pour qui la nature et la destinée aient fait davantage... Esprit subtil et vaste à la fois, un caractère énergique et s'appuyant de sa force, de la conséquence dans la pensée, de la richesse dans l'expression, beaucoup de calme dans le maintien, parfaitement au fait des hommes et des choses, laissant soupçonner des vues profondes et éloignées. Il paraît que ce caractère, quand il est aigri, peut prendre plaisir à la vengeance et que, s'il se résout à faire le mal, il le sait faire systématiquement. Son type pourrait bien se trouver dans Tacite ou dans Plutarque. » Pour Degelmann, Bonaparte « est l'homme qui porte peut-être momentanément les destinées de l'Europe entre ses mains » (p. 326-327).

5. C. de La Jonquière, *l'Expédition d'Égypte (1798-1801)*, t. V. Paris, Lavauzelle, [1908.] in-8°, 692 p.

vième, dixième et onzième de tout l'ouvrage. Le premier s'occupe surtout du soulèvement d'Achmet-el-Mahdi et d'autres révoltes locales qui se sont produites dans la vallée du Nil pendant l'expédition de Syrie, ainsi que de la répression souvent féroce des actes de cruauté commis par les indigènes contre les soldats français¹. Le second nous raconte le retour de Bonaparte au Caire, la descente de Mourad-bey dans la Basse-Égypte, le débarquement des Turcs à Aboukir et la grande victoire du 25 juillet 1799. Le troisième enfin est consacré au retour du général en chef en France, effectué le 23 août, mais préparé d'assez longue date, car huit jours à peine après sa rentrée dans la capitale, dès le 24 juin, il donnait l'ordre secret d'armer la *Muiron* et la *Carrère*. Nous avons déjà exposé à plusieurs reprises la méthode de travail de M. de la Jonquière et signalé le soin scrupuleux avec lequel il combine les documents officiels avec les récits et les correspondances des contemporains, nous fournissant, pour ainsi dire, le journal quotidien, à la fois minutieux et critique, de tous les événements, grands et petits, qui se sont produits durant le séjour de l'armée française en Égypte, de ses actions, de ses impressions et de ses souffrances. Il s'abstient généralement de juger lui-même les hommes et les choses, mais il fournit tous les matériaux nécessaires à qui désire formuler, à bon escient, un jugement équitable². Parmi les annexes du volume, je signalerai les pièces amusantes relatives au mariage d'Abdallah-Menou, la note sur les communications secrètes de Bonaparte avec ses frères par l'entremise d'un nommé Bochty et celle sur la légion maltaise à Suez, splendide ramassis de canailles dont on nous fait un pittoresque tableau.

Nous avons rendu compte, il y a cinq ans déjà, du premier volume de l'ouvrage de M. le comte VANDAL sur l'*Avènement des Bonaparte*³. On sait qu'il racontait ce que nous nous permettons toujours d'appeler « l'attentat » du 18 brumaire. Nous avons rendu pleinement justice au grand talent du narrateur, à l'art consommé avec lequel il avait groupé les faits, pour mieux faire ressortir l'état misérable de la

1. Le massacre de 115 soldats français à Damanhour est puni par exemple par le meurtre de 1,200 à 1,500 habitants de cette ville, tués ou brûlés dans leurs maisons.

2. On y relèverait plus d'un trait, plus caractéristique de la nature de Bonaparte, que pour le faire considérer avec sympathie : tel l'achat ordonné par lui de 2,000 esclaves nègres pour les incorporer à ses troupes ; tel l'ordre de noyer toutes les femmes publiques qui infestent les quartiers ou celui de couper la tête à un général turc prisonnier parce qu'il ne peut pas payer de rançon.

3. A. Vandal, *l'Avènement des Bonaparte. II : la République consulaire (1800)*. Paris, Plon, 1907, in-8°, 540 p.

France d'alors et les services incomparables de son sauveur. C'est cette œuvre de salut national que M. Vandal nous décrit, avec une égale maîtrise de style, dans son second volume qui porte le sous-titre de *la République consulaire*. On y assiste à l'installation du nouveau gouvernement; on constate les difficultés qu'il rencontre à conserver une certaine apparence de libéralisme, tout en muselant les révolutionnaires, et à rallier les royalistes, tout en écrasant les chouans. On y peut admirer le nouveau maître s'ingéniant à inventer des rouages administratifs solides, en faisant disparaître les anciennes autorités départementales et municipales élues, visant à gagner les faveurs du clergé réfractaire, sans rebuter les idéologues et cette fraction de l'opinion publique qui ne se résignait pas encore aux « mômeries » de l'Ancien régime. Tout cela est décrit d'une façon très vivante, avec force détails pittoresques et caractéristiques à l'appui. L'auteur nous fait connaître la nouvelle cour, encore bien mêlée, que réunit autour de lui, dans les vieilles Tuileries, le citoyen premier consul; on étudie avec lui les tentatives, en somme infructueuses, pour arriver à un équilibre sérieux des finances nationales et l'élaboration des lois organiques. On voit se préparer la nouvelle coalition européenne; on assiste à la campagne d'Italie, à la bataille de Marengo, perdue et regagnée, au choc en retour de cette victoire sur les partis à l'intérieur, alors que, déjà, Talleyrand et Fouché escomptaient la défaite. C'est alors « la paix consulaire » se consolidant, grâce à l'écrasement momentané des partis, et, de suite, « le peuple français notre souverain » est invité par les séides du pouvoir et la foule des naïfs à hisser le vainqueur sur un pavois plus solide que la simple faveur populaire. Il y a là toute une série de tableaux, tracés de main de maître, mais qui ne sont bien flatteurs, au fond, ni pour le héros ni pour ceux qui l'encensent. L'auteur condamne en définitive cette marche à l'Empire aussi sévèrement que je pourrais le faire, en disant de Bonaparte à la fin de son volume : « Lors de son élévation, les Français avaient surtout espéré de lui deux choses : la paix avec l'étranger et la liberté. Il ne leur procura ni l'une ni l'autre..., mais la nation, attirée par ses promesses..., se laissa prendre et saisir dans l'étau de fer. Il l'y tint inexorablement¹. »

1. J'ai supprimé dans cette citation une phrase incidente sur les « merveilleux bienfaits du début », non pour mutiler la pensée de l'auteur, mais parce que je ne crois pas d'abord que certains de ces *bienfaits* (le Concordat, la Légion d'honneur, etc.) aient été choses si *merveilleuses* et qu'ensuite ces cadeaux (si cadeaux il y a) auraient été plus sincèrement donnés à la France, un peu plus tard, par un gouvernement aussi réparateur, mais plus respectueux

Un personnage très pieux, qui n'a certes pas admiré le premier consul, quoiqu'il eût « restauré les autels », c'est *Mgr François de Gain-Montagnac, évêque de Tarbes*, dont M. le chanoine Louis DANTIN retrace en un volumineux travail la biographie, en y joignant, il est vrai, toute l'histoire de son diocèse durant la Révolution¹. Né en 1744, il fut aumônier de Louis XVI à Versailles, après avoir voyagé quelque temps, « jeune abbé déjà grand seigneur » au dehors, surtout en Italie. Evêque de Tarbes depuis 1782, il émigra dès décembre 1790 et, « bon catholique et bon royaliste... mourra dans l'exil pour n'avoir jamais voulu distinguer ces deux causes, inégalement saintes, mais à ses propres yeux inséparablement unies ». Il vécut depuis lors en exil, d'abord au val d'Aran, puis au Montserrat² et, quand les armées de la République pénétrèrent en Catalogne, il se réfugia « sous les ailes du pape » en Italie. Il fut hospitalisé dans un couvent de la Romagne, mais, au bout de quelques années, les États de l'Eglise étant envahis à leur tour, le pauvre évêque se retira à Naples, où il ne put séjourner bien longtemps parce que nos régiments s'obstinèrent à l'y suivre. Il chercha un abri au Portugal, et c'est là qu'il subit la profonde mortification d'être invité par Pie VII à résigner ses fonctions pour permettre à Bonaparte de lui désigner un remplaçant, d'accord avec le Saint-Siège³. Il envoya sa démission, de Lisbonne, dans une lettre qu'il qualifie lui-même de « toute catholique, toute gallicane, toute royaliste » et poussa l'audace jusqu'à s'informer si son successeur, M. Loison, était « bon catholique » (p. 474). Menacé d'être interné dans un couvent, à cause de la véhémence de ses protestations contre les articles organiques, il prit une

de ces libertés que Bonaparte « haïssait », de l'aveu de M. Vandal, sans cesser d'y faire, à l'occasion, un hypocrite appel. La tâche était difficile, non pas impossible. Seulement, — et là encore je suis entièrement d'accord avec l'auteur, — si elle n'était pas au-dessus du génie de Bonaparte, elle « était certainement au-dessus de son caractère » (p. 529).

1. L. Dantin, *François de Gain-Montagnac, évêque de Tarbes (1782-1801)*. Paris, Letouzey et Ané, 1908, in-8°, xv-557 p.

2. La partie la plus intéressante du livre de M. Dantin est celle qui se rapporte à l'administration clandestine de l'évêché de Tarbes par les fondés de pouvoir du fugitif, parmi lesquels figure surtout un homme d'une remarquable énergie, le chanoine de Castéran, aidé de plusieurs femmes de grand courage, M^{lle} Henriette de Castéran, Rose Lagardère, Rose Duthu. Cette dernière avait été proclamée déesse Raison dans son village de Bizons, en 1793, mais « elle s'était hâtée de fuir un honneur qui effarouchait sa pudeur autant que sa foi », et, juchée sur son âne fidèle, elle fit pendant longtemps, à travers les *ports* des Pyrénées, la contrebande du chocolat et des instructions pastorales (p. 255).

3. M. de Gain-Montagnac venait de déclarer, en juillet 1800, le gouvernement consulaire « aussi illégitime que tous ceux qui l'ont précédé depuis dix ans » (p. 391).

dernière fois la fuite quand les divisions de Junot pénétrèrent en Portugal, se retirant à Londres, où il mourut en juin 1812, sans avoir eu la joie d'assister à la chute de « l'usurpateur » détesté.

M. BOULAY DE LA MEURTHE a fait paraître le deuxième volume de *la Correspondance du duc d'Enghien*¹. Il renferme plus de pièces relatives au drame d'Ettenheim et de Vincennes que de lettres émanant du malheureux prince lui-même. Celles-ci sont assez rares, en effet, soit que le duc n'ait plus eu le cœur à la correspondance durant les derniers mois de sa vie, soit que ses missives aient été saisies ou perdues. Par contre, les recherches persévérantes de l'éditeur nous permettent de le suivre d'assez près dans cette dernière étape de son existence; nous pouvons nous rendre compte par suite de quelles tragiques coïncidences et de quelles erreurs matérielles Bonaparte, exaspéré par le complot de George, furieux des intrigues anglaises, celles de Drake, surtout en Allemagne, inquiet aussi de l'attitude frondeuse de certains généraux en France, amis présumés de Moreau, résolu de terrifier tous les conspirateurs, cachés ou connus, en frappant un grand coup, en s'en prenant au résident d'Ettenheim, comme au seul redoutable, au seul saisissable aussi des Bourbons. Bien que l'on sache, par le premier volume, avec quelle animosité le prince parlait de sa patrie et qu'il ne répugnait nullement à l'idée de la combattre encore dans les rangs ennemis, on ne peut lire sans un serrement de cœur le procès-verbal documenté (car le livre de M. Boulay de la Meurthe n'est pas autre chose, et c'est ce qui fait sa grande valeur historique) qui nous fait voir comment les mailles du filet se resserrèrent autour de la victime guettée de toutes parts. Nous assistons à cet enlèvement, contraire au droit des gens², à ce voyage à Paris, à cette comparution nocturne devant un tribunal chargé d'avance de prononcer une sentence de mort³, et dans cet abandon tragique, alors qu'on refuse au malheureux jusqu'au prêtre pour

1. *Correspondance du duc d'Enghien (1801-1804) et documents sur son enlèvement et sa mort*, publ. pour la Société d'histoire contemporaine par le C^{te} Boulay de la Meurthe. II : *la Découverte du complot. La sentence de Vincennes*. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, 469 p.

2. Sur le maréchal des logis Pfersdorff (p. 233), l'éditeur aurait trouvé une notice très détaillée dans le livre de M. Jules Rathgeber, *Die Grafschaft Hanau-Lichtenberg* (Strasbourg, 1876, in-8°), p. 186-192. Le futur lieutenant de gendarmerie affirma jusqu'à sa mort qu'il n'avait point deviné les conséquences de ses explorations. Il ne fut d'ailleurs pas professeur au collège de Saverne, comme le dit M. Boulay de la Meurthe, mais à celui de Bouxwiller, et c'est là (non à Saverne) qu'il est mort le 5 décembre 1847 et non vers 1837.

3. L'auteur a prouvé que, dans l'arrêt primitif, les officiers du conseil de guerre, trop honnêtes pour mentir, avaient refusé de viser le troisième para-

une confession dernière, on oublie les fautes de celui qui sut mourir en soldat ; ce n'est pas comme un simple coup de force brutal, mais comme un assassinat judiciaire, compliqué de guet-apens, que le jugement de Vincennes restera dans les annales de l'histoire et dans les souvenirs de notre pays¹.

L'activité de la police consulaire, si fatale au duc d'Enghien, devint plus considérable encore quand le premier consul se promut empereur. On sait que la lecture des bulletins de police constituait la plus régulière de ses occupations, soit qu'il résidât en France, soit qu'il parcourût l'Europe à la tête de ses armées. Qu'il fût à Berlin, à Vienne ou à Madrid, il tenait à savoir ce qui se faisait et se disait dans tout l'empire et même ce qu'on y pensait de lui. Fouché excellait à lui préparer cette pâture quotidienne, et les 3,700 cahiers noués de faveurs vertes qui la lui transmirent pendant des années dorment encore dans les cartons de l'Hôtel de Soubise. On y trouve relaté tout ce que les mille *indicateurs* du terrible ministre recueillaient, depuis les complots politiques jusqu'au moindre infanticide d'une fille d'auberge, jusqu'aux racontars des salons et les jugements littéraires d'une presse émasculée. Aura-t-on jamais le courage inutile de les publier tous *in extenso* ? Il faut souhaiter que non, dans l'intérêt des critiques futurs. M. Ernest d'Hauterive a mis au jour la première série des 365 bulletins, du 23 messidor an XII au 22 messidor an XIII², non pas en leur intégralité (le labeur de la transcription eût été matériellement énorme), mais en résumant les faits de moindre valeur, tout en n'en passant aucun complètement sous silence. On peut signaler, dans cet amas de renseignements policiers, les désertions alors déjà fort nombreuses de conscrits, l'attitude réfractaire de certains prêtres à l'égard des nouveaux évêques, la circulation de certains pamphlets hostiles ; mais, au fond, ils ne nous apprennent rien de bien nouveau sur le fonctionnement des rouages de l'empire à son aurore ; il serait peut-être plus intéressant de connaître ces rapports à son déclin, quand l'immense machine craque de toutes parts ; en tous cas, on se rendrait compte jusqu'à quel point la police impériale osait être véridique vis-à-vis du sou-

graphe de l'arrêté qui inculpait Enghien de complicité dans les complots intérieurs. Le prince était enseveli déjà quand on refit par ordre la sentence qui le condamnait à mourir.

1. P. 257, le curé de Saint-Laurent à Strasbourg s'appelait *Jaeglé* et non *Joeglé*. P. 267, lire *Booflzheim* pour *Pfofzheim*.

2. *La Police secrète du premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'empereur (1804-1805)*, publ. par E. d'Hauterive ; préface de Louis Madelin. Paris, Perrin, 1908, in-8°, xvi-595 p.

verain¹. Une bonne table analytique et de copieux répertoires facilitent les recherches dans ce gros volume de près de 600 pages. Malheureusement bien des noms propres sont estropiés, soit par les rédacteurs des rapports eux-mêmes, soit par leur copiste².

M. Jacques RÉGNIER, dans ses *Préfets du Consulat et de l'Empire*³, nous offre plutôt des causeries sur les attributions, l'activité professionnelle et la personnalité des fonctionnaires choisis après le coup d'État de brumaire qu'un travail systématique ou scientifique. Il nous entretient de leurs services et de leur servilisme durant les années de grandeur, de leur peu d'énergie en 1814, de leur versatilité édifiante en 1815, de la carrière administrative de certains d'entre eux après la seconde Restauration. Son travail n'a pas dû lui demander des recherches bien approfondies⁴, et une liste chronologique dressée par département des préfets et sous-préfets en exercice aurait certainement été plus appréciée, sinon du grand public, du moins des professionnels de l'histoire. On ne saurait reprocher d'ailleurs à l'auteur d'avoir jugé ceux dont il nous parle d'après un parti pris politique quelconque; il est à l'égard de leurs palinodies successives d'une indulgence souriante et presque blessante pour les hommes de devoir et de quelque caractère; presque tous se seraient distin-

1. On sera frappé du petit nombre d'affaires de mœurs qui figurent dans ces bulletins, et certes il y en avait à cette époque. Mais Napoléon ne se complaisait pas, comme Louis XV, aux scandales intimes de ses sujets et sujettes.

2. J'en ai noté quelques-uns à la lecture : lire d'Eymar pour Aimard; Bethmann pour Betmann; Jaeglé pour Joeglé; Münchhausen pour Munich Hausen; Klinglin d'Essers pour Klinglin Dessers; Beigbeder pour Reichbedert; Schwarzkopff pour Swartscoph; Waechter pour Vechter; Turckheim pour Turckheim; Waltwiller pour Waltwillers; Hegenheim pour Stegenhien; Kings Bench pour Kingsbeach; Schinderhannes pour Schinderhames, etc., etc.

3. J. Régner, *les Préfets du Consulat et de l'Empire*. Paris, la « Nouvelle Revue », 1907, in-18, VIII-253-VII p.

4. Pour ne citer que quelques erreurs, le Rudier de l'Assemblée législative (p. 70), préfet de l'Empire, ne fut pas député après 1840 (p. 245) pour la simple raison qu'il mourut en 1837. P. 110, Stéphanie de Beauharnais ne fut pas mariée en 1806 « au grand-duc de Bade », qui était alors le vieux septuagenaire Charles-Frédéric, mais à son petit-fils Charles-Louis, qui ne devint grand-duc qu'en 1811. P. 131, ce n'est pas lors d'une visite du duc d'Angoulême, mais du duc de Berry, qu'eut lieu l'accident de voiture auquel succomba M. de Lézay-Marnésia. D'ailleurs, le préfet du Bas-Rhin ne fut pas « tué sur le coup dans un ravin », mais il mourut quelques jours plus tard à la préfecture de Strasbourg. P. 100, la plus bizarre des erreurs de M. Régner est énoncée dans cette phrase : « M. de Cessac, qui succéda à Lacuée comme directeur général des levées militaires, se montra encore plus imptoyable que son prédécesseur. » M. Régner ignore donc que M. Lacuée, devenu comte de Cessac, forme un seul et même personnage?

gués par leurs mérites et leur talent; d'autres « ont fait oublier par la dignité de leur vie la faiblesse de leur passé » et « ce qui a pu nous paraître cynique dans leur conduite était peut-être simplement humain » (p. 248).

MM. J. CHAVANON et G. SAINT-YVES ont étudié le système administratif de l'Empire sur un terrain précis et nettement délimité, depuis le Consulat jusqu'à l'apogée du régime napoléonien¹. Le Pas-de-Calais semble avoir eu, en ces temps-là, une population très conservatrice en politique, comme en religion, et les plus libéraux eux-mêmes y ont été, d'après nos auteurs, des gens très modérés (p. 265). Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que, le Concordat à peine signé, les membres intransigeants du clergé essaient d'usurper du terrain au delà des limites qui leur sont tracées². Si le bien-être s'accroît durant cette période d'une façon incontestable, il ne semble pas qu'il en soit de même pour le développement intellectuel des populations, et c'est tout au plus si l'on arrive à restaurer, dans le domaine de l'instruction publique, ce qui avait été détruit depuis 1789; ni le Consulat ni l'Empire n'ont fait de grands efforts pour progresser sur ce terrain. Ce qui étonne encore davantage, c'est l'incurie financière de certains administrateurs impériaux et, comme conséquence, la triste situation de certaines municipalités³. On voit aussi dans le tableau de MM. Chavanon et Saint-Yves combien, dans ses dernières années, le gouvernement de Napoléon pencha vers les royalistes; il nomma tant d'ex-nobles à des postes de maires que la Restauration n'eut que peu de révocations à faire; dès 1812, le Conseil général du Pas-de-Calais était presque entièrement royaliste⁴.

M. DE LANZAC DE LABORIE poursuit avec courage et succès son enquête sur *Paris sous Napoléon*⁵, dont il nous donne le quatrième

1. J. Chavanon et G. Saint-Yves, *le Pas-de-Calais de 1800 à 1810. Étude sur le système administratif institué par Napoléon I^{er}*. Paris, A. Picard, 1907, in-8°, xviii-289 p.

2. Il est vrai que, dans plusieurs communes, on constate, par contre, l'attachement des communes à leurs curés constitutionnels et qu'elles renvoient les nouveaux que leur expédie Mgr de La Tour d'Auvergne (p. 258).

3. Voir, par exemple, l'état des choses pitoyable à Bapaume en 1802 (p. 162) et ce qui est dit de certains maires ruraux fabriquant de fausses pièces militaires.

4. Napoléon le recrute dans l'armée de Condé, la Restauration est faite d'avance et il n'y a « plus de vestige de l'autonomie communale en 1815 » (p. 120). P. 25, lire *défense* pour *dépense*. P. 36, lire *La Mortière*, Biron, Victor Broglie au lieu de *Lamalière*, Biron, Victor, Broglie. P. 133, au lieu de *Élie Lascole* et *Leton*, il faut lire sans doute *Élie Lacoste* et *Lebon*. P. 139, en 1762 il n'y avait pas encore de *juges de paix*.

5. L. de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*; IV : *la Religion*. Paris, Plon, 1907, in-18, iv-394 p.

volume, consacré aux affaires religieuses. A une époque de centralisation absolue comme celle qu'il nous raconte, ses tableaux ne sont pas seulement des récits d'*histoire locale*, mais ils présentent un intérêt général incontestable; Paris sous Napoléon, c'est tout l'Empire français. L'auteur nous entretient d'abord du Concordat, de ses effets immédiats, des conflits avec la papauté, qu'il n'a pas pu ou voulu empêcher, des conséquences de l'altercation véhémement et brutale entre le César temporel et le pouvoir spirituel de l'Église. Sur ce sujet, si souvent traité depuis un âge d'homme et toujours actuel, M. de Lanzac de Laborie a pu nous dire un certain nombre de choses nouvelles, grâce aux papiers de l'abbé Emery, qui étaient conservés récemment encore à Saint-Sulpice. On goûtera surtout la série des portraits en pied des archevêques de Paris qui se sont succédé durant la période napoléonienne, portrait peints d'un pinceau alerte, j'allais écrire piquant. Voici le doux nonagénaire J.-B. de Belloy, si docile aux volontés du « nouveau Constantin »; le lourdaud vaniteux Faesch, Bâlois matiné d'Italien, dont l'auteur fait un éloge trop peu mérité; le cardinal Maury, toujours beau parleur, comme aux temps de la Constituante, mais qui ne parvient pas à se faire confirmer par le Saint-Siège, qui se querelle avec son chapitre, et, gourmand, mal élevé, fait rougir les belles dames par la trivialité de son langage. A côté de ces hauts dignitaires, voici encore les silhouettes du clergé parisien¹, et les renseignements curieux sur l'attitude un peu revêche de certaines administrations civiles vis-à-vis de la nouvelle gendarmerie religieuse créée par le Concordat. Le dernier chapitre du livre s'occupe des protestants, des juifs et des francs-maçons; il est bien sommaire et l'on pourrait croire que l'auteur n'a pas voulu se commettre avec tous ces mécréants, car il ne leur consacre qu'une vingtaine de pages en tout. S'il avait pris la peine de feuilleter quelques-uns des nombreux dossiers réunis à la Bibliothèque de l'histoire du protestantisme français, à Paris, rue des Saints-Pères, il y aurait trouvé des renseignements suffisants pour une étude autrement fournie. Je dirai la même chose pour les quelques pages consacrées au culte israélite. On aurait volontiers renoncé, en échange, à quelques boutades sur les francs-maçons, qui détonnent un peu dans un ouvrage aussi sérieux².

1. Un des curés de Paris est Philibert de Bruillard, bâtard de Louis XV, qui vivait encore sous Napoléon III et qui, évêque de Grenoble, devait instituer plus tard le pèlerinage de la Sallette (p. 209).

2. Ainsi nous lisons, p. 383, à propos de Bouilly, le sentimental auteur des *Contes à ma fille*, qui peut-être ont fait pleurer la grand'mère de M. de Laborie, qu'il « joignait à ses autres ridicules celui d'être franc-maçon ». En fait de sociétés de charité, je ne vois pas qu'il soit plus ridicule d'être affilié à la

Ce n'est pas la première fois que M. de GRANDMAISON s'occupe des rapports de la France et de l'Espagne. Il a écrit un volume sur *l'Ambassade française en Espagne de 1789 à 1804* ; il a entrepris la publication de la *Correspondance du comte de Laforest*, ambassadeur de Napoléon à la cour du roi Joseph, de 1808 à 1813, publication qui n'est pas encore achevée. Son nouvel ouvrage, *l'Espagne et Napoléon (1804-1809)*¹, est une mise en œuvre des documents si nombreux sur les événements politiques et militaires de la péninsule, qui ont vu le jour dans les dernières années. Je dois supposer que l'auteur se propose de nous donner encore au moins un second volume, racontant la fin du drame espagnol qui a tenu tant de place dans le lent déclin de l'Empire après 1808 et qui, plus que tout autre événement, a hâté sa chute finale. Selon l'image énergique de M. de Grandmaison, Napoléon « s'est planté un poignard dans le dos » le jour où il a traité les populations ombrageuses et sauvages de la péninsule ibérique comme les pacifiques Germains de la vallée rhénane. On se trouvera d'accord, en général, avec l'auteur de ses jugements sur les hommes et les choses d'Espagne². Il reste toujours équitable envers les ennemis du souverain français, qui combattent en définitive pour leur indépendance nationale, sans cacher d'ailleurs les injustices, les violences, les cruautés qui ont été commises de part et d'autre dans cette longue lutte. On le suivra surtout avec un écœurement croissant à travers les chapitres qui nous racontent les astucieux préparatifs de l'avènement des Bonaparte, la lente décomposition de la vieille monarchie espagnole, l'œuvre machiavélique de Napoléon à Bayonne. Il faudrait avoir les préjugés monarchiques implantés au plus profond de l'âme pour résister au dégoût devant le spectacle odieux de ce roi, George Dandin décrépît, et de la mégère éhontée qui, devant l'ennemi national, devant son mari trompé, crie dans un accès de rage à son propre fils qu'il n'est qu'un bâtard ! Napoléon n'avait pas tort de mépriser une race aussi usée et flétrie ; mais il oubliait que derrière ces fantoches couronnés il y avait le peuple, encore fort et vivant. Cette réalité, l'empereur ne l'a pas aperçue ; ce fut sa faute, ce fut aussi son châtiment. La seule chose qu'on pourrait reprocher à M. de Grandmaison, c'est d'avoir mis un

maçonnerie qu'à la Société de Saint-Vincent-de-Paul, et M. de Laborie sait aussi bien que moi que « la chaleur communicative » de certains banquets, dont il se moque agréablement, se fait sentir aussi parfois dans des milieux très « bien pensants ».

1. Geoffroy de Grandmaison, *l'Espagne et Napoléon (1804-1809)*. Paris, Plon, 1908, in-8°, XIII-520 p.

2. Pourtant, p. 223, Napoléon, assimilé aux *utopistes de 1789*, étonne quelque peu ; on ne le savait pas aussi *idéologue* que cela !

peu trop de *littérature* dans un récit historique. On n'a rien à redire quand ces morceaux sont courts, et je veux bien qu'on nous dise, par exemple, que « la coquette et riante Cadix teint d'une frange de sang la robe verte et blanche que lui fait l'écume des flots » (p. 265) pour nous apprendre qu'il y eut des assassinats à Cadix. Mais quand les images se prolongent, comme dans la vision de Murat, qu'on nous montre, « au premier jet de lumière qui glisse sur la cime des montagnes, embrassant d'un œil ardemment curieux le pays qui s'ouvre à ses pieds, la tête tendue, le corps droit, comme si une invisible main l'eût cloué au bord du Rubicon, repassant les années écoulées de l'auberge paternelle à ce chemin de l'Escorial, etc. » (p. 432), on ressent quelque doute au sujet de cette prétendue mentalité du grand-duc de Berg. Le morceau est assurément joli comme facture; on songe involontairement aux prophéties des sorcières de Macbeth; mais est-ce bien encore de l'histoire ?

Si M. de Grandmaison s'est occupé principalement du côté politique des affaires d'Espagne, M. le commandant BALAGNY nous parle surtout de la campagne impériale au point de vue militaire². Nous sommes un peu en retard pour parler de ce très consciencieux travail qui a pris des développements considérables, depuis que nous en signalions ici les deux premiers volumes³, qui ont été suivis de trois autres. On sait que l'auteur fournit au lecteur le récit, pour ainsi dire parallèle, des événements politiques, puis des opérations militaires, jour par jour, en ajoutant à chaque chapitre de son récit les documents officiels (ordres, rapports, dépêches, etc.) eux-mêmes. C'est un spectacle peu réjouissant, mais instructif au possible pour l'homme du métier comme pour le simple spectateur, de voir comment tout le génie militaire de Napoléon, présent en personne, échoue devant la force des choses. La reprise de Madrid a bien permis à Joseph de reconstituer une apparence de royauté, mais, dès le début de la véritable campagne et malgré la surveillance directe de l'empereur⁴, la mise en marche des troupes est entravée par la pénurie des approvisionnements et le désordre des administrations militaires. Ney se plaint que « les chaussures manquent essentiellement »

1. On est aussi quelque peu étonné de voir Joachim Murat comparé subitement à Gastibelza, « l'homme à la carabine » des *Rayons et Ombres* (p. 232).

2. Balagny, *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne (1808-1809)*, t. III-V. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1903, 1906 et 1907, 3 vol. in-8°, 702, 552 et 567 p.

3. Voir *Rev. hist.*, t. LXXII, p. 150.

4. Dès décembre 1808, Napoléon se plaignait des états de Dejean, « qui sont des choses ridicules » (t. III, p. 218), et, en janvier 1809, il écrivait à ce ministre que ses commissaires étaient « des morveux pas bons à grand'chose » (t. V, p. 544).

à ses troupes; Victor écrit que « jamais le soldat, dans aucun temps de guerre, n'a commis tant d'excès. On peut à peine disposer du quart des troupes; les trois autres quarts se débloquent pour aller dans les campagnes, où ils commettent des horreurs qu'on a peine à concevoir »¹.

Le quatrième volume tout entier est consacré à la poursuite vraiment épique de l'armée de Sir John Moore par l'empereur lui-même à cette « course de Benavente » durant le mois de décembre 1808, qui fut une des plus épuisantes marches forcées demandées à ses vétérans par le grand capitaine. Effort inouï, mais infructueux, car s'il amène la mort du brave général anglais, il n'empêche pas l'embarquement de ses troupes à La Corogne. Le commandant Balagny suit successivement, et pas à pas, la marche des troupes françaises, puis la retraite des colonnes ennemies, exposant et commentant les opérations militaires avec une lucidité, une impartialité, une prudence que je louerais volontiers davantage si je me sentais plus compétent en pareille matière. Le tome V raconte les manœuvres de Victor au sud-ouest de la capitale, la bataille d'Uccles gagnée par lui le 13 janvier, les marches et contre-marches, moins brillantes, de Lefebvre et de Jourdan, le départ brusque de Napoléon pour Paris, quand il eut reçu à Benavente la nouvelle de mouvements de troupes suspects sur la frontière autrichienne. Parti de Valladolid le 17 janvier 1809², il était aux Tuileries le 23, sans avoir réussi, comme il le rêvait, à écraser le soulèvement espagnol, pour lequel il affichait « un orgueilleux mépris » (p. 384). Il avait écrit fièrement à Caulaincourt, au moment de quitter la péninsule : « L'Autriche met l'Europe en crise, elle en payera les pots cassés. » Mais c'est plutôt sa propre puissance qui venait de se buter et de se briser contre l'obstacle irréductible de ce peuple en armes qu'il n'avait pu subjuguier et qui bientôt, grâce au concours des Anglais, reprenant pied au Portugal, allait faire reculer ses propres armées.

Le livre de M. DE CAUMONT LA FORCE sur l'*Architrésorier Lebrun, gouverneur de la Hollande*, nous conduit de l'apogée apparente du premier Empire à sa décadence irrémédiable³. Quand les intolérables

1. Napoléon lui-même donnait l'ordre, dès le 12 décembre, de fusiller tous les pillards; « cela fait des paysans des ennemis irréconciliables qui se vengent sur le soldat isolé », écrivait-il (t. III, p. 304). Mais, en même temps, il prescrivait aussi la punition des assassins de ses soldats : « La canaille n'aime que ceux qu'elle craint » (p. 361).

2. Jamais, sans doute, l'empereur n'eut à supporter de fatigues physiques plus grandes que durant les cinq heures de galop qui lui firent franchir 120 kilomètres de Valladolid à Burgos.

3. Aug. de Caumont La Force, *l'Architrésorier Lebrun, gouverneur de la Hollande (1810-1813)*. Paris, Plon, 1907, in-8°, v-378 p.

exigences de Napoléon amenèrent l'évasion tragi-comique de son frère cadet et la suppression du royaume éphémère de Hollande, ce fut un revenant de l'Ancien régime, un des grands dignitaires aussi du nouveau, qu'il chargea de remplacer le Bonaparte fugitif. L'ex-secrétaire du chancelier Maupeou, devenu, à la suite de plusieurs autres avatars, architrésorier de l'empire, accepta, peut-être à son corps défendant, la mission difficile de présider à l'incorporation des provinces néerlandaises au territoire français et d'y exécuter, en qualité de « lieutenant général », les ordres du souverain, après avoir bien souvent essayé d'y contredire, mais d'ordinaire en vain. C'est surtout grâce à la correspondance officielle des deux anciens collègues de la pseudo-république de 1800, et grâce également aux lettres particulières échangées entre Lebrun et Cambacérès, de 1810 à 1813, que M. de Caumont La Force a pu nous raconter d'une façon très agréable la dernière phase de l'activité politique du duc de Plaisance. Chargé, à l'âge de soixante-onze ans, de faire comprendre aux Hollandais récalcitrants que leur devoir était de « rentrer dans le sein du grand peuple qui les couvrirait de sa gloire », Lebrun n'avait nullement sollicité « ce formidable poste de douane » où il fallait « un fonctionnaire impérial obéissant et sûr ». Obéissant et sûr¹, ce vieux Normand, aimable et passablement retors, aux formes onctueuses, l'était assurément, mais non pas impitoyable, ce qui lui fait honneur, et nullement terrifiant, ni pour les Hollandais eux-mêmes ni pour les fonctionnaires français². Il ne put voir le commerce entièrement suspendu, la pêche même, dont vivait le pauvre peuple, paralysée par des prescriptions ridicules (p. 433), la conscription militaire et l'inscription maritime décimer les populations, sans supplier le maître de se relâcher un peu de ses mesures « qui laissent dans ce malheureux pays un vide épouvantable et une horrible misère »³. Mais l'empereur lui répondait par l'ordre de faire fusiller quelques récalcitrants : « Il n'y a pas d'autre moyen d'en imposer à la canaille⁴. » Quoi d'étonnant à ce que la débâcle d'un régime aussi

1. On est frappé du ton insolent avec lequel Napoléon écrit parfois à son ancien collègue, de trente ans son aîné. Voir, par exemple, p. 16, 47, 49, 189.

2. M. de Caumont exagère un peu l'admiration des indigènes pour lesdits fonctionnaires français. Si elle avait été sincère, ils ne les auraient pas chassés avec tant d'entrain en 1813, et, quant à leur « conscience et intégrité », on sait comment beaucoup d'entre eux exploitaient leur situation officielle pour vendre des congés de réforme (p. 285) ou s'enrichissaient par l'exploitation du blocus continental; il faut lire ce que Lebrun en dit lui-même p. 126, 297, etc.

3. Lettre à l'empereur du 16 mai 1811 (p. 183).

4. Au moment où Villiers de Terrage, directeur général de la police, écrivait à son supérieur, Savary, « qu'on ne peut se faire une idée à Paris de la misère hideuse et générale qui règne en Hollande », Napoléon osait écrire au

odieux fût rapide dès qu'elle devint possible! L'auteur nous fait assister à cet exode des familles de fonctionnaires français, qui commence dès le printemps de 1813, à mesure que les cosaques s'approchent; après Leipzig, c'est un sauve-qui-peut général. Le bon Lebrun écrit à l'empereur : « Ma tête est perdue » et demande son rappel dès le 14 octobre. Le 14 novembre, il annonce encore que tout est prêt à Amsterdam pour recevoir le prince d'Orange, puis il se sauve lui-même de La Haye et, quelques jours après, les provinces délivrées acclamaient toutes ensemble ce représentant de la race illustre qui, deux fois, avait protégé la Néerlande contre la tyrannie étrangère.

A côté du récit des hauts faits des grands chefs, notre littérature historique s'enrichit ou du moins s'augmente chaque année de quelques récits, réminiscences ou mémoires rédigés par les comparses obscurs de l'épopée impériale. Un recueil de quelques-uns de ces souvenirs inédits vient de paraître sous le titre de *Soldats suisses au service étranger*¹. Il renferme, si je puis dire, trois dossiers différents. Le premier est le *Journal d'un sous-lieutenant de cuirassiers*, rédigé par le Genevois Fréd.-J.-L. Rilliet (né en 1794, mort en 1856), qui servit dans l'armée française jusqu'en 1823. Il y a là des lettres contemporaines sur la campagne de 1813, qui avaient déjà paru d'ailleurs dans la *Bibliothèque universelle* en 1859. Les *Souvenirs d'un garde d'honneur genevois*, qui forment le second chapitre, sont moins intéressants. Le jeune F.-A. Cramer (1795-1865), encore presque un enfant, à en juger par son portrait, n'a guère à son actif que d'avoir assisté, fort passivement, au blocus d'Erfurt, en 1813, parmi les assiégés. Les *Mémoires inédits d'un soldat prisonnier en Russie* terminent le volume. Le bon P.-L. Mayer (1791-1861) qui prit part, comme remplaçant au 35^e de ligne, à la campagne de Russie, ne nous fournit, lui aussi, que de bien minces renseignements utilisables pour la *grande histoire*; mais son récit naïf, d'une orthographe douteuse, a du prix comme tableau des mœurs d'un simple troupier en campagne ou dans les garnisons d'Italie. M. Morvan en tirerait plus d'un trait pour une nouvelle édition de son *Soldat impérial*. Mayer n'est pas allé bien loin en Russie; dès le mois d'août, la maladie l'oblige à s'arrêter à Witepsk; ses camarades l'y reprennent après la retraite de Moscou, mais peu de jours après les Cosaques le font prisonnier et son récit s'arrête brusquement en pleine captivité.

Le *Journal inédit de M^{me} de Marigny*, publié par M. LADREIT DE

prince Eugène : « Ces gens n'ont conservé le souvenir de leur indépendance que pour sentir les avantages de la réunion » (p. 264).

1. *Soldats suisses au service étranger*. Genève, A. Jullien, in-18, 1908, 385 p.

LA CHARRIÈRE¹, nous fait assister aux dernières émotions de la campagne de France et à la chute de l'Empire, ainsi qu'aux agitations qu'elle provoque dans la capitale et surtout dans certains milieux fidèles au souvenir de l'Ancien régime. Ce sont les caquetages d'une royaliste enragée², qui devra surtout au grand nom de son frère qu'on s'oublie à lire sa prose moins illustre. Marie-Anne de Marigny est en effet la propre sœur de Chateaubriand, et elle dépasse encore en ferveur, si possible, l'auteur de la fameuse brochure *De Buonaparte et des Bourbons*. « Ce ne sont que ... babils de femme, écrit avec raison M. Houssaye lui-même dans sa préface; on n'y trouve rien qu'on ne sût déjà. » Heureusement que ce journal n'est pas long, car il n'occupe que quatre-vingt pages dans le livre de M. de La Charrière; un article de revue aurait largement suffi à nous en faire connaître les passages les plus curieux. Pour constituer le gros de son volume, l'éditeur a réimprimé les notes d'un peintre anglais, Thomas Richard Underwood, retenu en France depuis la rupture de la paix d'Amiens et qui assiste également à Paris aux événements du printemps de 1814. Son *Journal* n'est pas inédit; publié d'abord à Londres en 1825, il a été reproduit en français par M. Amédée Pichot dans la *Revue britannique*, mais les deux textes sont devenus rares et la réimpression n'en est donc pas inutile. Seulement Underwood aurait dû avoir les honneurs de l'affiche, je veux dire figurer en tête du titre, car son récit n'est pas seulement beaucoup plus détaillé que celui de M^{me} de Marigny³, mais encore d'une impartialité plus grande; on ne peut raisonnablement en demander davantage à un Anglais contemporain de Pitt et de Wellington⁴.

M. le colonel GROUARD, qui avait déjà publié en 1904 une *Critique*

1. *Paris en 1814. Journal inédit de M^{me} de Marigny, augmenté du Journal de F. Underwood*, publ. p. J. Ladreit de La Charrière; préface de Henri Houssaye. Paris, Émile-Paul, 1907, in-18, ix-397 p.

2. Le jour de l'entrée des ennemis dans Paris, elle saute au cou des co-pensionnaires du couvent qu'elle habite sur la montagne Sainte-Geneviève, elle les secoue, folle de joie : « Madame, Paris est pris, quel bonheur ! Réjouissez-vous donc ! » et son cœur « vole au devant de ces souverains venus du fond du nord pour nous rendre le bonheur » (p. 56).

3. Ainsi l'on y trouve, racontée passablement en détail, dès 1825, l'histoire du fameux Maubreuil; Underwood assistait au procès de 1817 (p. 333-355).

4. M. Ladreit de La Charrière a ajouté aux textes des notices sur les deux auteurs et de nombreuses notes biographiques sur les personnages mentionnés dans le cours du récit. Les fautes d'impression ne manquent pas : il faut lire *Netthardt de Gneisenau* pour *Mithardt*; *Quatremère de Quincy* pour *Quatre-metière de Quincy*; *Elgin* pour *Elgins*; *Hunebourg* pour *Hamnebourg*; *Eichstaedt* pour *Eischstaedt*, etc. C'est une distraction un peu forte de faire du célèbre ministre prussien, le baron de Stein, un ministre du roi de Westphalie (p. 279).

de la campagne de 1815, dont j'ai parlé jadis dans ce Bulletin, et dans laquelle il examinait minutieusement la stratégie napoléonienne¹, vient de répondre, sous ce même titre, aux observations de M. Henry Houssaye², qui, dans la dernière édition de *Waterloo*, « a fait d'importantes modifications aux précédentes ». Sur certains points secondaires, les deux auteurs sont maintenant d'accord; mais sur « les points essentiels » la manière de voir de M. Houssaye reste, dit M. Grouard, « exactement l'opposée de la mienne ». Pourquoi d'Erlon n'est-il pas venu à Ligny? Pourquoi Grouchy n'a-t-il point paru à Waterloo? C'est une faute imputable à l'empereur lui-même, répond M. Grouard³, et c'est ce qu'il s'était proposé déjà de démontrer dans le premier ouvrage; dans cette étude supplémentaire, il revient sur ces questions, et sur plusieurs autres, pour réfuter les objections de son principal antagoniste d'abord, pour répondre ensuite à certaines observations de MM. Salomon Reinach et Navez, des généraux Zurlinden, von Lettow-Vorbeck, etc. Sans entrer ici dans un débat plutôt technique, pour lequel je me sens très incompetent d'ailleurs⁴, il me semble bien que M. Grouard a raison quand il expose que, vu l'infériorité marquée des forces françaises, Napoléon n'aurait eu quelque chance de battre les ennemis qu'en les surprenant séparément, et que, d'autre part, ses adversaires n'auraient jamais accepté de s'engager à fond s'ils n'avaient gardé la possibilité de se réunir contre lui. Il est aussi permis de croire, en examinant tous les témoignages, que l'empereur n'avait plus, en 1815, l'activité physique et la concentration de volonté qui l'avait fait triompher autrefois à Austerlitz et Iéna. Il est permis de croire surtout que Napoléon, à force d'être encensé comme un surhomme, avait fini par croire que tout lui était possible et qu'à Waterloo il « avait perdu le sens des réalités »; « c'est justement cela qui l'a conduit à sa perte ». Il devait forcément succomber dans la lutte de la France exténuée contre la coalition de l'Europe entière. Qu'importe que ses plans de campagne fussent parfaits, comme certains nous l'affirment, si les

1. A. Grouard, *Critique de la campagne de 1815*. Paris, Chapelot, 1904, in-8°, xiv-270 p.

2. A. Grouard, *la Critique de la campagne de 1815. Réponse à M. Henry Houssaye*. Paris, Chapelot, 1907, in-8°, 67 p.

3. En France, dit fort justement l'auteur (p. 49), il nous faut des idoles ou des traîtres, et, comme on déclare *a priori* que Napoléon n'a pas pu se tromper, on a voulu trouver la cause de sa chute dans la trahison ou l'ineptie de ses subordonnés.

4. Je me hâte d'autant plus de proclamer cette incompétence sur le terrain stratégique que l'auteur prend sévèrement à partie M. Ferdinand Brunetière pour s'être mêlé de juger des choses qu'il ne comprenait pas (p. 63).

soldats lui manquaient pour les réaliser? Peut-être aurait-il pu retarder de quelques jours l'ultime catastrophe si, du 15 au 18 juin, il avait retrouvé, à un degré supérieur, ces qualités maîtresses que l'excès même de ses victoires avait affaiblies en lui. Mais elles étaient paralysées dans une certaine mesure par son état physique »; le personnage obèse qui revenait de l'île d'Elbe, pour tenter la folle équipée de 1815, n'était plus le jeune général d'Arcole ni même le vainqueur moins brillant de Wagram. Si l'on pèse attentivement toutes les données de ce douloureux problème, on est en droit de conclure, avec le colonel Grouard, que « d'avance le désastre de Waterloo était à peu près assuré ».

Rod. REUSS.

PUBLICATIONS DIVERSES. — Bien que la nécessité de ne pas étendre outre mesure le domaine de notre revue nous oblige à laisser de côté les ouvrages d'histoire littéraire et du moins à ne pas nous y attarder, nous ne saurions passer sous silence l'apparition des deux premiers volumes du grand ouvrage entrepris par M. BÉDIER sur les origines de nos chansons de geste¹. Cet ouvrage a pour l'histoire un double intérêt. D'une part, il vise à démolir la théorie, jusqu'ici acceptée par la plupart des romanistes, d'après laquelle un grand nombre de chansons de geste, telles qu'elles nous sont parvenues, auraient pour point de départ l'histoire même, seraient des remaniements déformés par la légende de poèmes primitifs nés dans l'imagination populaire sous l'impression vive des événements contemporains et conserveraient des souvenirs et des traits de mœurs d'une époque bien antérieure à celle où ils ont été écrits; d'autre part, il rattache la composition des chansons de geste aux routes de pèlerinages et aux sanctuaires dont les moines auraient fourni aux jongleurs-trouvères les quelques éléments historiques, souvent de simples noms, sur lesquels ceux-ci ont brodé des aventures tout imaginaires. M. Ph.-A. Becker, de Vienne, avait déjà ouvert cette voie par ses travaux sur la légende de Guillaume d'Orange; mais M. Bédier, qui avait entrepris l'étude des chansons de geste en vue de ses cours du Collège de France, sans prévoir aucunement que ses recherches allaient le conduire à des idées tout à fait opposées à celles de Gaston Paris et de Paul Meyer,

1. J. Bédier, *Les Légendes épiques. Recherches sur la formation des chansons de geste*. T. I : *le Cycle de Guillaume d'Orange*. T. II : *la Légende de Girard de Roussillon. La légende de la conquête de la Bretagne par Charlemagne. Les chansons de geste et les routes d'Italie. Ogier de Danemark et Saint-Faron de Meaux. La légende de Raoul de Cambrai*. Paris, Champion, 1908, 2 vol. in-8°, 429 et 439 p.

s'est trouvé amené à reconstituer toute l'histoire de la formation des chansons de geste en les rattachant aux fondations d'abbayes et aux pèlerinages. C'est ainsi qu'il rattache l'immense cycle de Guillaume d'Orange aux monastères d'Aniane et de Gellone et à la route de Compostelle. Il montre que, dans tous ces récits, il n'y a qu'un seul personnage historique, Guillaume de Toulouse, le saint de Gellone, et il voit s'évanouir toute la fantasmagorie de l'épopée provençale et des chants primitifs de l'époque carolingienne. De même la formation de la légende de Girard de Roussillon s'explique par le pèlerinage de Sainte-Marie-Madeleine de Vézelay et par la rivalité de Pothières et de Vézelay, et il découvre dans le *Russellum monticulus*, près de Pothières, l'origine de la bizarre appellation de *Roussillon* donnée à Gérard de Provence. Le roman d'Aiquin, la légende de la conquête de la Bretagne par Charlemagne, devient un pamphlet en faveur des prétentions de l'archevêché de Dol. Un examen minutieux des poèmes de la geste carolingienne où il est question de voyages en Italie lui fait constater que tous les lieux où passent Charlemagne et ses preux sont des stations de pèlerinage. La chevalerie Ogier est une légende née sur les routes d'Italie, mais transformée à Saint-Faron de Meaux. Enfin, nos lecteurs se rappellent l'ingénieuse et, me semble-t-il, péremptoire démonstration qui rattache la légende de Raoul de Cambrai au sanctuaire de Saint-Géri. Il ne nous appartient pas de prendre parti dans un débat qui va faire entrer en lice tous les romanistes d'Europe et d'Amérique, mais il est bien certain que M. Bédier a apporté, avec une richesse d'érudition, un talent de combinaison et une élégance d'exposition qui seront admirés de tous, une série de démonstrations et d'hypothèses qui renouvellent de fond en comble la question de l'origine et de la filiation des chansons de geste.

Bien que Boccace ait été chargé par Florence d'ambassades importantes, bien qu'il ait été un érudit occupé de géographie, de mythologie et de la biographie des hommes et des femmes illustres, il serait difficile de voir en lui un homme politique et un historien. Le charmant et excellent livre que M. RODOCANACHI¹ vient de lui consacrer nous montre en effet, en lui, surtout un poète et un moraliste qui, après avoir décrit toutes les formes de l'amour, a mis une singulière amertume à en signaler les dangers et à critiquer les femmes. Son amitié pour Pétrarque et son admiration pour Dante le grandissent plus à nos yeux que ses œuvres latines qui ont été pourtant de son temps celles qui ont le plus fait pour sa gloire. Pour nous, il reste

1. E. Rodocanachi, *Boccace poète, auteur, moraliste, homme politique*, Paris, Hachette, 1908, petit in-4°, 252 p.

l'auteur du *Décameron*, et ses vertus domestiques, son patriotisme et sa piété nous émeuvent faiblement.

L'ouvrage de M. Hourticq sur la *Peinture* ouvre très brillamment la série des *Manuels d'histoire de l'art* dirigée par M. H. Marcel¹. M. Hourticq appartient trop intimement à cette revue pour nous permettre de dire de son livre tout le bien que nous en pensons; mais nous devons cependant en signaler ce qui nous paraît être sa principale originalité. Tout d'abord, la peinture y est vraiment étudiée dans tout son ensemble comme l'expression d'instincts naturels à l'homme et une nécessité de la vie sociale, depuis les dessins de l'homme des cavernes jusqu'à la décadence du xvi^e siècle et en suivant tous les développements de la plastique, du dessin et de la peinture dans les arts industriels et décoratifs aussi bien que dans les tableaux et les fresques². La céramique, la mosaïque, la miniature y sont traitées avec tout le développement qu'elles méritent comme des parties essentielles de cette histoire. En outre, M. Hourticq, en véritable historien, a suivi de très près les divers éléments historiques qui se mêlent dans le développement de la peinture : l'histoire de la technique d'abord, dont l'évolution est si importante pour l'intelligence de l'art et dont dépend la capacité d'expression; l'histoire des formes de pensée et de sentiment des artistes et leur filiation; enfin, l'action de l'histoire elle-même, surtout de l'histoire sociale, sur la production artistique. Ce sens profond de l'histoire a gardé M. Hourticq de toutes les exagérations et de tous les partis pris, en même temps qu'il lui a donné le sens de la vie. Il a ainsi admirablement marqué la puissance de l'art flamand et son immense influence en France, en Allemagne et en Italie, mais sans tomber dans les exagérations de ceux qui ont voulu mettre l'art italien dans sa dépendance. Les illustrations de cet excellent livre sont très bien choisies, nullement banales. Beaucoup sont très satisfaisantes; mais un trop grand nombre laissent à désirer comme netteté et opposition des lumières et des ombres.

M. A. Rébelliau vient d'ajouter quelques documents importants à l'histoire de cette singulière compagnie du Saint-Sacrement³, dont l'existence était restée presque ignorée jusqu'à ces dernières années et qui, maintenant, grâce à MM. Rabbe, Beauchet-Filleau, Cler, et

1. L. Hourticq, *la Peinture, des origines au XVI^e siècle*. Paris, Laurens, 1908, in-8°, 500 p., 171 gravures.

2. La tapisserie n'y figure pas. Elle ne devait pas y être traitée à fond, mais on aurait pu lui donner pourtant une place.

3. *La Compagnie secrète du Saint-Sacrement. Lettres du groupe parisien au groupe marseillais*, publ. par A. Rébelliau. Paris, Champion, 1908, in-16, 129 p.

surtout grâce à MM. Allier et Rébelliau, se montre à nous comme ayant exercé au XVII^e siècle une influence considérable en bien comme en mal. Peu à peu, on découvre dans toutes les provinces des filiales de la société parisienne, des listes de leurs membres, des lettres qui témoignent de leur activité et de leur puissance. Dans le présent volume, M. Rébelliau nous donne en analyses ou *in extenso* le contenu d'un dossier récemment acquis par la Bibliothèque nationale et comprenant cinquante-huit lettres adressées de 1639 à 1662 par la compagnie de Paris à celle de Marseille et quatre-vingt-neuf circulaires notifiant des décès et accompagnées de notes manuscrites relatives à la marche de la Société, à ses occupations, à ses dangers. Ces documents ajoutent beaucoup de noms et beaucoup d'indications précieuses à l'histoire de cette pieuse et redoutable *cabale*.

Les *Cahiers de la Quinzaine* ont publié trois cahiers de M. Maxime VUILLAUME qui fournissent les témoignages les plus curieux sur quelques épisodes de la Commune¹. Ces récits sont criants de vérité et d'atrocité, et l'auteur peut être considéré comme un témoin impartial, bien qu'il s'indigne de temps à autre contre les exécutions du Luxembourg et n'ait pas un mot de blâme ou d'horreur sur celles des otages, alors qu'assurément, si féroce qu'ait été la répression, des exécutions d'otages soient plus dignes encore de blâme que celles de combattants. Mais si intéressants que soient ces tableaux brossés par un témoin oculaire et les rectifications qu'il apporte non seulement aux récits de Maxime Du Camp, mais aussi à ceux des écrivains communs, le cahier qui nous apprend le plus sur la psychologie de la Commune est celui sur le Père Duchesne. Ce journal frénétique, qui a certainement sa large part de responsabilité dans les atrocités de la Commune, a eu pour auteurs Vermersch, un poète parnassien, le Villon de la Commune, mort en exil; Alphonse Humbert, qui devait plus tard jouer dans l'affaire Dreyfus le rôle que l'on sait comme directeur de *l'Éclair*; et Vuillaume, aujourd'hui journaliste gouvernemental, assagi et décoré. Les brutalités du Père Duchesne furent combinées et voulues comme un amusement littéraire et un archaïsme révolutionnaire, et aussi comme un élément de succès, succès qui fut considérable, car, en six semaines, le Père Duchesne fit plus de 25,000 francs de bénéfice. Ce qui est caractéristique et ce qui laisse la plus pénible impression à ceux qui ont gardé l'inoubliable rancœur de ces temps affreux où la répression fut aussi féroce que la révolte, et où l'humanité semblait abolie, c'est la gaieté gamine avec laquelle

1. M. Vuillaume, *Mes cahiers rouges*. I : Une journée à la cour martiale du Luxembourg. II : Un peu de vérité sur la mort des anges. III : Quand nous faisons le Père Duchesne. Paris, 1908, in-18, 373 p.

M. Vuillaume rappelle tous ces souvenirs, analyse la virtuosité avec laquelle ils assaisonnaient leur prose savante de grossièretés. Il y a là une insouciance et une inconscience qui font frémir et qui éclairent d'un jour terrible la psychologie révolutionnaire.

Nous avons revu des jours presque aussi horribles que ceux de la Commune, non par les actes, mais par les sentiments qui agitaient les cœurs, pendant les années de l'affaire Dreyfus, dont M. Joseph REINACH vient d'achever l'histoire¹. Cette fin est consolante et glorieuse puisqu'elle se termine par la constatation solennelle, à la Cour de cassation, après une enquête qui n'a rien laissé dans l'ombre, de l'innocence de Dreyfus et de la culpabilité d'Esterhazy². Elle est honorable, non seulement pour les juges de la Cour suprême qui avaient déjà montré en 1898-1899 qu'ils étaient inaccessibles à tout autre sentiment qu'à celui de la justice, mais aussi pour les ministres qui ont achevé de vouloir et de faire la lumière. Quelles que soient les fautes qu'aient commises depuis M. Combes et le général André (et M. Reinach ne leur a pas épargné le blâme), ce sera pour eux une éternelle gloire d'avoir osé ce que n'avaient pas osé Waldeck-Rousseau et Galliffet : faire l'enquête complète et définitive, démasquer les derniers faux et les derniers mensonges et sauver ainsi l'honneur du pays. Mais, à côté de cela, dans quelle impression de mélancolie s'achève ce livre ! On aurait voulu que le triomphe de la justice s'accomplît dans l'allégresse universelle de la vérité reconquise, que tous les Français, du plus haut placé au plus humble, fussent unanimes à prodiguer à la victime héroïque de cet effroyable drame toutes les compensations que méritait une infortune aussi noblement supportée et à infliger aux coupables de justes châtiments. Au lieu de cela, non seulement les passions aveugles ou criminelles, les intérêts personnels associés aux préjugés de caste et

1. J. Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*. T. V : *la Revision*. Paris, Fasquelle, 1908, in-8°, 565 p.

2. Les adversaires irréconciliables de la revision ont soutenu avec leur mauvaise foi habituelle que la Cour de cassation avait changé le texte de la loi de revision en cassant sans renvoi, sous prétexte qu'il n'existait aucun crime ni délit imputable à Dreyfus, tandis que la loi veut qu'il n'existe ni crime ni délit au sens absolu du mot. Or, la Cour de cassation a très justement jugé qu'il n'y avait plus de corps de délit susceptible d'être soumis aux débats contradictoires d'un tribunal, Dreyfus étant reconnu innocent de tout crime et Esterhazy étant déclaré l'auteur du bordereau (seul élément de ce monstrueux procès), mais ayant été déclaré innocent par un jugement irréfutable d'un conseil de guerre. Cette double déclaration d'un caractère aussi intangible et irréfutable que l'acquiescement d'Esterhazy rendait tout nouveau procès légalement impossible et supprimait l'existence même de tout délit.

de religion ont maintenu des milliers de Français dans la plus stupide des erreurs, mais encore tout a été incomplet dans le dernier acte du drame. L'amnistie a étendu le même dédaigneux pardon sur le lieutenant-colonel Picquart et sur ses misérables accusateurs; de déplorables querelles suscitées par la grâce, par l'amnistie et par la funeste intervention du gouvernement lors du procès de Rennes pour empêcher Labori de plaider, jetaient la désunion parmi quelques-uns des meilleurs défenseurs de Dreyfus; enfin, quand l'heure de la justice eut sonné, tandis que le lieutenant-colonel Picquart se voyait d'emblée nommé général de brigade avec une rétroactivité qui lui permettait de passer six mois plus tard général de division, celui qui avait été victime de la plus déshonorante des condamnations et avait subi cinq années de tortures passait, après douze ans, du grade de capitaine au grade de commandant à la queue du tableau, perdait sept ans de grade et, voyant la carrière militaire qui lui était promise en 1894 fermée à jamais devant lui, était obligé de prendre sa retraite. M. Reinach a raconté avec une équité minutieuse toute la douloureuse histoire de ces malentendus et de ces fautes, aujourd'hui irréparables, de même qu'il avait dans les précédents volumes élucidé avec la critique la plus scrupuleuse les moindres détails d'une affaire qui, très simple à ses débuts, avait été, par la perversité de ceux qui mettaient leur point d'honneur à la perpétuité de l'erreur, encombrée d'un amas inextricable d'impostures. Un seul point reste obscur : la nature exacte du rôle d'Henry. Qu'il ait été criminel et faussaire, personne ne le nie, et lui-même s'est fait justice. Mais les uns, comme le général Picquart, croient qu'il n'a commis ses crimes que par dévouement à ses chefs et à ses collègues du deuxième bureau, qu'il fallait à tout prix sauver du déshonneur d'avoir fait condamner un innocent; d'autres, comme M. Reinach (et il m'est difficile de ne pas trouver leur sentiment bien fort), ne croient pas possible qu'Henry ait accumulé une si longue série de mensonges, d'intrigues et de faux, depuis le commencement du procès de 1894 jusqu'à sa mort, s'il n'y avait pas un intérêt personnel et s'il n'était pas compromis avec Esterhazy. Ce qui est certain, c'est que celui-ci prétendait vis-à-vis des officiers étrangers être documenté par Henry et que les étrangers les ont toujours considérés comme complices, que les actes d'Esterhazy fussent d'ailleurs des actes de trahison, ou, ce qui est plus vraisemblable, des escroqueries où il fournissait des renseignements sans valeur ou faux combinés avec Henry. Peut-être le problème restera-t-il toujours insoluble. Mais comment un homme qui n'aurait péché que par docilité ou dévouement envers ses chefs se fût-il suicidé?

L'impression de tristesse qui se dégage avec tant de force du dernier volume de M. Reinach est la philosophie même de cette histoire. Oui, il est admirable qu'une affaire où étaient en jeu tant d'intérêts, et quelques-uns des plus grands intérêts auxquels est lié l'avenir d'un pays, l'honneur de son armée, de sa magistrature, de son gouvernement, ait pu aboutir à la reconnaissance éclatante d'une vérité qui, au début, n'était connue que de ceux qui s'efforçaient de l'obscurcir et qui, en dehors d'eux, était à peine soupçonnée d'un petit nombre. Oui, cette affaire, qui est la plus grande affaire judiciaire de toute l'histoire, a été pour les consciences françaises une secousse prodigieuse, a bouleversé les partis, a lancé la politique française dans des voies révolutionnaires. Mais qui oserait affirmer que la France d'aujourd'hui, que nous avons cru devoir être régénérée par cette crise, vaille mieux que celle de 1894? Et, d'un autre côté, quelle triste lumière cette affaire a jeté sur l'état encore demi-barbare de nos âmes soi-disant civilisées! Comme l'a éloquentement dit Biørnson dans le *Courrier européen*, l'affaire Dreyfus est un crime de l'antisémitisme. C'est parce que Dreyfus est juif qu'il a été soupçonné et condamné. C'est parce qu'il est juif (et aussi parce qu'on le savait innocent) qu'on l'a soumis à l'île du Diable à un traitement d'une férocité exceptionnelle; c'est parce qu'il est juif que ses persécuteurs n'ont pas voulu confesser leurs erreurs; c'est parce qu'il est juif qu'il a été de nouveau condamné en 1899; c'est parce qu'il est juif que les ministres de 1897 n'ont pas osé provoquer la revision; c'est parce qu'il est juif que les ministres de 1906 et de 1907 n'ont pas osé être justes envers lui et lui accorder les réparations nécessaires; c'est parce qu'il est juif que, pendant des années, l'immense majorité de la nation s'est furieusement déchainée contre toute idée de revision; c'est parce qu'il est juif que moi-même et bien d'autres comme moi n'ont pas, dès qu'ils ont été convaincus de son innocence, crié leur conviction aussi tôt et aussi fort qu'ils l'auraient dû. Mais c'est là précisément ce qui donne à ce drame une portée immense, et aussi la qualité de la victime. Il aurait pu être innocent et néanmoins n'être ni un caractère ni un esprit d'élite. Or, il se trouve que celui sur qui s'est abattue cette effroyable iniquité, dont il reste à jamais blessé, est l'âme la plus simplement, la plus héroïquement et inébranlablement stoïque, le patriote alsacien, le soldat le plus dévoué à son pays et à son devoir, qui, dans toute sa vie, n'a eu qu'une pensée, consacrer la forte lucidité de son intelligence, l'énergie indomptable de son caractère aux progrès de son arme et à la défense nationale. Et c'est un tel homme, riche, honoré, heureux, devant qui s'ouvraient les plus brillantes perspectives d'avenir, qui,

parce qu'il était juif, a été accusé de trahir ce pays pour un ennemi détesté. Et, quand l'erreur monstrueuse est reconnue, il y a encore, non seulement des esprits pervers qui s'obstinent à la propager, mais des esprits prévenus qui refusent d'ouvrir les yeux, parce qu'il est juif. Il y a là une riche source de réflexions pour ceux qui aiment à philosopher sur l'histoire. Les cinq volumes de M. Reinach leur fourniront ample matière à réflexion comme ils fourniront aux érudits de l'avenir un des plus riches thèmes à exercices de critique historique. Son livre, étudié avec une conscience incomparable, écrit avec autant de talent littéraire que de chaleur de cœur, restera une des œuvres d'histoire les plus remarquables de notre temps¹.

Annonçons, en terminant, un livre charmant dû à la plume de notre collaborateur M. Edmond ROSSIER : *Profs de reines*². Il est formé d'une série de conférences faites à Lausanne à l'école Vinet, où M. Rossier fait défiler devant nous Isabelle de Castille, Catherine de Médicis, Élisabeth d'Angleterre, Anne d'Autriche, Marie-Thérèse, Catherine II, Louise de Prusse et Victoria. Comme le fait remarquer l'auteur, le règne de chacune de ces princesses coïncide avec un moment décisif dans les destinées de leur peuple. Il ne leur attribue pas le mérite d'en avoir dirigé le cours; il serait même disposé plutôt à penser que leur succès a souvent été dû à un heureux concours de circonstances, et que, si la plupart d'entre elles ont joui d'une popularité très grande, cela tient à ce que leur qualité de femmes a attiré à elles les enthousiasmes et les dévouements. Il n'a donc pas cherché à flatter ses modèles; je le trouverais plutôt enclin à quelque sévérité; mais tous ses portraits sont étudiés avec un soin extrême, avec la critique la mieux avertie, et ils ont le plus beau des dons, celui de la vie. Le livre de M. Rossier, qui a charmé ses auditrices de Lausanne et qui charmera ses lecteurs, mérite l'attention des historiens par sa sagacité et sa finesse.

Gabriel Monod.

1. On trouvera dans la brochure intitulée : *Scheurer-Kestner* (Paris et Nancy, Berger-Levrault), où l'on a réuni les discours prononcés au Luxembourg le 11 février 1908, d'admirables lettres de Scheurer à Leblois, Billot, Ranc et X***.

2. E. Rossier, *Profs de reines*. Préface de M. G. Monod. Lausanne, Payot, 1908, in-12, xi-298 p.

PAYS-BAS.

M. Blok vient d'achever la publication de sa grande Histoire du peuple néerlandais, commencée il y a plus de quinze ans¹. Le tome VII expose l'histoire, surtout politique, de 1795 à 1839 et se divise en deux parties; l'une, pour la période française, qui embrasse les années 1795-1813, l'autre qui contient l'histoire du royaume des Pays-Bas jusqu'au moment où le traité de 1839 vient rompre définitivement l'union forcée des provinces du Nord et de celles du Midi (la Belgique). On peut regretter que l'auteur n'ait guère pu profiter de la grande collection de documents inédits relative aux années 1795-1840, que M. Colenbrander est en train de publier, mais une synthèse comme celle-ci, qui expose les connaissances acquises à une date donnée, ne peut pas attendre la fin des publications qui sont en cours, quelque considérables qu'elles soient, sous peine de n'aboutir jamais. D'ailleurs, la quantité de documents et d'études publiés sur cette époque est déjà suffisamment grande pour que M. Blok ait pu nous donner un récit bien rempli. Cela est vrai surtout de la période française, au cours de laquelle tant de changements importants furent introduits par les autorités françaises dans les institutions politiques et économiques des Pays-Bas; les années 1795 à 1813 ont vu naître une société et un état de choses nouveaux, et l'histoire de cet enfantement douloureux est pleine d'intérêt. On aimerait à trouver des informations plus complètes sur la vie sociale, plus de détails précis sur la décadence économique, mais on n'en saura pas moins gré à M. Blok des renseignements qu'il a su tirer des documents déjà publiés et des monographies consacrées à la question. Cette base documentaire lui fait de plus en plus défaut à mesure qu'il avance dans le XIX^e siècle. Cependant, pour l'histoire du royaume des Pays-Bas jusqu'en 1839, le nombre d'études spéciales est encore assez considérable pour que M. Blok ait pu raconter l'union des dix-sept provinces sous le règne de Guillaume I^{er} et les causes de leur désunion sans être obligé de rien sacrifier des proportions de son ouvrage. Il en est de même encore de la première partie du tome VIII qui contient l'histoire des années 1839 à 1848, dont l'aboutissement fut la révision de la constitution. Mais, pour la seconde moitié du

1. P.-J. Blok, *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk*, t. VII et VIII. Leiden, Sythoff, 1907-1908, 2 vol. in-8°, 545 et 334 p.

xix^e siècle, l'exposé devient de plus en plus rapide et, à partir de 1887, ce n'est plus qu'une esquisse. Dans la préface du tome VIII, M. Blok, jetant un regard sur l'œuvre accomplie, avoue qu'il n'a pu complètement atteindre le but auquel il avait primitivement visé. Et il faut bien avouer que son livre n'est pas, en effet, sans laisser, sur beaucoup de points, largement prise à la critique. Mais n'est-ce point déjà un rare mérite que d'avoir su coordonner les résultats de tant de travaux épars ?

M. Henri OBREEN, qui a fait ses études à Gand, a consacré sa thèse de doctorat au rôle politique joué par Florent V, comte de Hollande et de Zélande, seigneur de Frise, de 1256 à 1296¹. L'auteur a exclu de son étude l'histoire des institutions et des rapports sociaux ; il n'a voulu exposer que les relations du comte avec ses voisins, les Frisons, l'évêque d'Utrecht, le duc de Brabant, le comte de Flandre et sa politique, d'ailleurs funeste, à l'égard des puissances rivales de Philippe le Bel et d'Édouard I^{er}. M. Obreen a fait des recherches très consciencieuses pour recueillir tous les matériaux, diplômes et chroniques qui pouvaient éclaircir son sujet, s'efforçant surtout de mettre à profit les sources anglaises, négligées par ses devanciers. Étant donné le travail assidu que ses recherches ont demandé, il faut regretter que l'auteur n'en ait pu tirer des résultats plus neufs et que son exposé manque un peu de netteté. On appréciera cependant la solidité de la documentation et l'on glanera çà et là dans son livre quelques détails inconnus. L'auteur donne au début une liste des chroniques à consulter et en appendice une étude sur le style chronologique des diplômes de Florent V.

M. W. MULDER a consacré une thèse à Dietrich de Nieheim². C'est un sujet dont plusieurs savants se sont déjà occupés, surtout depuis la biographie publiée par M. Sauerland (1875). L'intérêt qui s'attache à ce curialiste est dû en grande partie à son rôle de publiciste au temps du grand schisme d'Occident. Le livre de M. Mulder se compose de deux parties. La seconde est une édition très bien faite du texte de neuf fragments qui se trouvent dans un manuscrit de la bibliothèque de l'Université de Leyde et ont été reconnus par l'éditeur comme faisant partie de la chronique de Nieheim. Cinq de ces fragments ont été déjà publiés par M. Sauerland d'après un manuscrit de la Bibliothèque impériale de Vienne, les quatre premiers sont

1. Henri Obreen, *Floris V, graaf van Holland en Zeeland, heer van Friesland*. Gand, E. Van Goethem, 1907, in-8°, xlvii-177 p. (Université de Gand. Recueil des travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres, fasc. 34).

2. W. Mulder, *Dietrich von Nieheim, zijne opvatting van het concilie en zijne Kroniek*. Amsterdam, E. Van der Vecht, 1907, in-8°, xxv-215 et xxix-88 p.

inédits. Dans une introduction, M. Mulder a étudié la filiation des manuscrits (celui de Leyde date d'environ 1325, celui de Vienne d'environ 1585) et discuté les sources de la chronique. Il faut avouer que ces fragments inédits, qui traitent de Charlemagne et du pape Léon III, n'offrent pas un grand intérêt; mais l'éditeur en a tiré quelques renseignements sur la vie de Nieheim et s'en est servi pour établir que *l'electus Verdensis* et Dietrich de Nieheim sont sans doute le même personnage. Une fois engagé dans les études sur Nieheim, M. Mulder, presque inévitablement, s'est enfoncé dans les controverses, auxquelles Dietrich de Nieheim a donné lieu, surtout dans la question, vivement débattue, de savoir s'il faut lui attribuer les traités *De modis*, *De difficultate*, *De necessitate*; les résultats de ses recherches se trouvent dans la première partie de son livre. Dans le chapitre I, il a voulu donner un aperçu des causes du schisme, du schisme lui-même, des théories prônées pour mettre fin aux troubles de l'Eglise. L'entreprise était au-dessus des forces d'un débutant : son chapitre est un peu décousu et diffus. Ensuite il expose, à l'aide du livre d'Erler (1887), la vie de Nieheim, y ajoutant les renseignements qu'ont apportés, depuis 1887, les travaux d'autres savants et les fragments qu'il publie lui-même. Dans le chapitre III, il aborde la question principale : les trois traités, indiqués ci-dessus, sont-ils de la main de Dietrich de Nieheim? Pour le traité *De necessitate*, M. Mulder répond affirmativement, s'appuyant surtout sur ce fait que le texte, trouvé par M. Finke dans le ms. Palatinus 595, porte la signature : F. Nyem; il fait valoir en outre l'analogie des idées exposées dans ce traité et dans d'autres œuvres dont l'attribution à Nieheim ne fait pas doute. Il applique la même méthode à l'examen du *De modis* (du même auteur que le *De difficultate*), et il arrive ainsi à la conclusion que Nieheim n'en est pas l'auteur. Le dernier chapitre expose le rôle secondaire joué par Nieheim au concile de Constance, ce qui complète les résultats acquis dans le chapitre III. Une discussion contre M. Finke relative à un prétendu journal de Nieheim forme la fin de la première partie du livre. Sans doute, les conclusions de l'auteur ne seront pas acceptées par tous les savants qui se sont intéressés à ces questions, car il s'agit de problèmes qui, faute de documents, ne se résolvent pas d'une manière convaincante, sans réplique. Mais l'étude de M. Mulder offre beaucoup d'intérêt et mérite d'être signalée aux historiens qui s'occupent de l'histoire du grand schisme.

Quoique la thèse de M. THEISSEN¹ ne soit consacrée qu'à une

1. J. S. Theissen, *Centraal gezag en Friese vrijheid*. Groningen, M. de Waal, 1907, in-8°, xxxvi-501 p.

seule province des Pays-Bas, elle présente un intérêt général pour l'histoire néerlandaise. M. Theissen a étudié de quelle manière le gouvernement central à Bruxelles s'est efforcé de régler ses relations avec la Frise, lorsqu'en 1545 la maison de Saxe eut vendu ses droits sur ce pays à Charles V. De tout temps, les Frisons avaient été très fiers de leurs libertés vraies ou prétendues, dont ils avaient profité pour se quereller et se battre sans cesse. La maison de Saxe avait déjà jeté les fondements d'une administration forte, mais les résistances étant devenues de plus en plus acharnées, sa tentative était restée sans succès. Le gouvernement de Bruxelles reprit la tâche et, en dépit de l'opposition obstinée de tout un nombreux parti défenseur des institutions et des privilèges propres à chaque province, il réussit à établir un pouvoir central qui ramena dans le pays l'ordre et la sécurité. Cette lutte du provincialisme contre le pouvoir central, que vint bientôt compliquer le mouvement religieux, se reproduisit dans d'autres provinces au temps de Charles-Quint, et c'est pourquoi le livre de M. Theissen a un intérêt général. Car, dans l'ensemble, la conduite suivie par le gouvernement de Bruxelles, les moyens dont il usa, les causes de la résistance qu'il rencontra furent partout les mêmes; et c'est cette opposition au pouvoir central qui fut sans doute une des principales raisons du soulèvement contre Philippe II. M. Theissen a été le premier à étudier d'une manière approfondie ce sujet. Il a utilisé beaucoup de documents inédits, recueillis aux Archives néerlandaises et aux Archives du Royaume, à Bruxelles. Procédant avec une critique sûre, sachant juger les faits avec pondération, il a réussi à écrire, sur une époque mal connue, un livre important.

Les habitants de cette partie des Pays-Bas qui a formé la République des Provinces-Unies restèrent, jusqu'au début du XVII^e siècle, dans un état de civilisation extrêmement arriéré. A cette époque, le déploiement d'énergie que nécessitèrent la lutte contre Philippe II et les grandes entreprises maritimes, le contact qui s'établit avec les habitants des Pays-Bas méridionaux, qui se réfugièrent en Hollande, l'accroissement extraordinaire de richesse et de population qui se manifesta alors firent naître une société nouvelle. Le vif intérêt qui s'attache au *Diarium* (tout en latin) d'Arend van Buchell¹ est dû à ce que l'auteur, sans comprendre bien lui-même ce qui se

1. *Diarium van Arend van Buchell*, publ. p. G. Brom et L. A. Van Lange-raad. Amsterdam, Johannes Müller, 1907, in-8°, CIV-574 p. (coll. des *Werken van het Hist. Genootschap te Utrecht*).

passa, nous fait assister à ce changement. Buchell, né en 1565, était le fils naturel d'un bénéficiaire de l'église d'Utrecht; après avoir fait ses études à Leyde et à Douai, il voyagea en France, en Italie, en Allemagne, puis, de 1593 à 1641, il demeura à Utrecht en érudit amoureux d'antiquités et d'histoire. Son *Commentarius rerum quotidianarum* est composé de mémoires, de notes et d'une sorte d'autobiographie; malheureusement il s'arrête dès 1599. L'édition que viennent d'en donner MM. BROM et VAN LANGERAAD est très bien faite. Une biographie de Buchell par M. Langeraad et des éclaircissements de M. Brom sur le manuscrit et sur la méthode suivie pour la publication forment l'introduction; des notes nombreuses et des tables détaillées permettent d'utiliser convenablement ce document important.

On sait les services éminents que rendit à la monarchie danoise de 1658 à 1660, au moment où elle allait succomber sous l'attaque des Suédois, la flotte de secours que lui envoyèrent les Hollandais et qui fut commandée jusqu'en 1659 par Van Wassenaer-Obdam, puis, à partir de cette date, par le célèbre amiral De Ruyter. M. GROVE¹, de Copenhague, a publié les journaux, tenus par les deux amiraux durant leurs expéditions, d'après les originaux, dont l'un, celui de Wassenaer, est en possession de M. le baron de Heeckeren de Wassenaer, et l'autre se trouve aux Archives du Royaume à La Haye. Quoique l'historien de De Ruyter, G. Brandt, au XVII^e, et l'historien de la marine néerlandaise, De Jonge, au XIX^e siècle, aient déjà connu les journaux et y aient puisé largement, la publication complète de M. Grove ne manque pas d'intérêt.

En 1864, le tome V de la 2^e série des Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau, contenant des lettres de 1650 à 1688, fut publié par feu M. Groen van Prinsterer; depuis lors, la publication est restée en suspens. Voici maintenant que M. KRÄMER la reprend; il a déjà fait paraître les tomes I et II de la 3^e série, relatifs l'un aux années 1689 et 1697, l'autre aux années 1697-1700². Cette

1. G. L. Grove, *Journalen van de admiralen Van Wassenaer-Obdam (1658-59) en De Ruyter (1659-60)*. Amsterdam, Johannes Müller, 1907, in-8°, xv-315 p. (Werken van het Hist. Genootschap te Utrecht). — A signaler aussi la publication, depuis si longtemps attendue, de la table alphabétique du journal de Constantin Huygens le jeune, secrétaire de Guillaume III : *Register op de journalen van Constantijn Huygens Jr.* Amsterdam, Johannes Müller, 1906, in-8°, viii-331 p. (Werken van het Hist. Genootschap te Utrecht).

2. *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*; 3^e série, publ. par F. J. L. Krämer; t. I et II. Leyde, A. W. Sythoff, 1907-1908, 2 vol. in-8°, LVIII-642 et XXXVI-599 p.

publication, qui donne la correspondance intime entre Guillaume III et le conseiller pensionnaire Heinsius pendant la lutte décisive entre Guillaume et Louis XIV, présente le plus grand intérêt pour l'histoire politique de l'Europe. Elle a sans doute été déjà utilisée par plusieurs savants : par M. Sirtema de Crovestins dans son étude sur Guillaume III et Louis XIV; par M. Grimblot, qui a publié une traduction anglaise de plusieurs lettres, traduites déjà antérieurement en français; par M. Ranke, qui en a reproduit plusieurs extraits au tome IX de son *Englische Geschichte*; par M. Van der Heim, qui en a reproduit aussi des extraits dans son livre : *Het archief van den raadpensionaris Heinsius*; mais toutes ces éditions fragmentaires étaient insuffisantes. La publication de M. Krämer comble une grosse lacune. Feu Groen van Prinsterer a aussi sa part dans cette publication, dont il avait réuni les matériaux jusqu'à l'année 1795; et dans l'introduction qui ouvre le tome I, M. Krämer a exposé les raisons sérieuses qui l'ont décidé à s'en tenir au recueil formé par M. Groen. La méthode suivie pour la publication est la même que celle de M. Groen dans la 2^e série; c'est dire que l'annotation est réduite au strict minimum.

Les tomes volumineux de la publication des documents sur l'histoire des Pays-Bas de 1795 à 1840¹, confiée à M. COLENBRANDER par la Commission d'histoire, se suivent promptement. Le tome III, paru en deux parties, porte sur les années 1798-1804, à cette réserve près que les pièces relatives aux négociations d'Amiens ont été données jusqu'à la paix de 1802. Il existe sur les événements de ces années dans les dépôts néerlandais et étrangers une masse énorme de documents et, malgré le triage auquel s'est livré l'éditeur, le tome III compte près de 4,200 pages. On se demande s'il n'eût pas été possible d'élaguer encore davantage; mais, quoi qu'il en soit, ce volume offre un grand intérêt et mérite d'attirer l'attention des historiens français. M. Colenbrander a divisé les documents en plusieurs groupes d'après leur origine; il les a puisés aux archives françaises (Archives nationales et archives des Affaires étrangères à Paris), allemandes (Berlin et Marburg), anglaises (Record Office) et néerlandaises (Archives du Royaume à La Haye, Bibliothèque de Leyde, archives privées). Ainsi on peut étudier l'histoire de la République batave dans les missives des ministres et agents étrangers à La Haye

1. *Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1840*, publ. p. H. T. Colenbrander, t. III. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1907, in-4°, LXIV-1217 p.

et dans les correspondances des membres du gouvernement batave avec les envoyés aux cours étrangères aussi bien que dans les lettres intimes, échangées entre plusieurs hommes d'État bataves. Le chapitre v est consacré à la paix d'Amiens; on y trouve, entre autres, un journal de M. Schimmelpenninck, qui représenta la République à Paris et à Amiens. Les correspondances et les projets des membres de la maison d'Orange et de ses partisans ont été réunis dans le chapitre vi. M. Colenbrander a ajouté aux documents des notes et des tables fort utiles.

M. HEERES a commencé une publication très importante pour l'histoire coloniale; c'est une édition de contrats et traités conclus par les Néerlandais avec les princes indigènes des Indes orientales¹. Les « livres de contrats » qui se trouvent aux Archives du Royaume à La Haye ont été la base de la publication, mais le savant éditeur a augmenté la collection par des recherches dans d'autres fonds. Le tome I, seul paru, comprend les documents des années 1596-1630; M. Heeres y a ajouté de nombreuses notes, des tables, une liste des ouvrages consultés. La collection complète donnera en trois volumes les contrats et traités de 1596 à 1844.

Th. BUSSEMAKER.

1. J. E. Heeres, *Corpus diplomaticum Neerlandico-Indicum*, t. I. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1907, in-8°, xxxii-586 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Oswald REDLICH. *Rudolf von Habsburg*. Innsbruck, Wagner, 1905.
In-8°, 808 pages.

On a beaucoup écrit sur Rodolphe de Habsbourg. Mais personne n'avait étudié jusqu'ici la physionomie de ce souverain avec autant de soin que M. Redlich. S'il était permis de dire d'un livre d'histoire qu'il est « définitif », on pourrait vraiment lui appliquer cette qualification. Sans doute, quelques-uns des jugements de l'auteur pourront provoquer des critiques, le tableau qu'il a tracé de Rodolphe et de son époque renferme du moins bien peu de lacunes et les documents de toute sorte qu'il a consultés ont été mis en œuvre par lui d'une façon tout à fait remarquable. Les premiers chapitres nous renseignent sur les origines de la maison de Habsbourg et sur la situation générale de l'Allemagne du sud-ouest au moment de l'avènement au trône de ce prince. C'est l'Alsace qui fut vraiment le berceau de cette famille illustre, dont on ne sait rien, d'ailleurs, avant la fin du ix^e siècle. A ce moment, elle possédait d'importants domaines dans la vallée de l'Aar; mais c'est du côté de Ruffach et d'Ottmarsheim qu'est le centre de sa puissance. C'est à partir du xii^e siècle que son importance grandit. A ce moment, l'Alsace était un pays prospère. Il est même curieux de constater qu'au début du xiii^e siècle c'est la région de l'Europe centrale où l'empereur Frédéric II, toujours attiré par l'Italie et la Sicile, séjourne le plus volontiers. M. Redlich nous montre les conséquences qu'eurent pour l'Allemagne méridionale l'abandon de Frédéric II et la disparition de la famille de Zähringen et il met fort bien en lumière la désagrégation dont l'Allemagne fut le théâtre pendant la période du grand interrègne : la confusion est à son comble, c'est une série de guerres, d'oppressions, de brigandages au milieu desquels les historiens ne parviendront jamais à se reconnaître. Nous sommes assez bien renseignés, du moins, sur les circonstances dans lesquelles se fit l'élection de 1273 et sur les rapports qu'eurent alors les princes allemands avec Grégoire X et l'Italie.

Mais la période qui correspond aux années 1276-1277-1278 (que M. Redlich appelle, un peu ambitieusement peut-être, la période de la politique européenne) est de nouveau très obscure. Les rapports de Rodolphe avec les grands laïques et ecclésiastiques sont très compliqués. Il y a des événements qu'on ne peut comprendre qu'en étudiant l'un des faits les plus commentés par les historiens de ce temps, ce fait que Rodolphe ne voulut jamais prendre la couronne impériale (encore

qu'il soit appelé Empereur dans quelques documents contemporains). Lui-même se contenta toujours du titre de roi des Romains, ce qui eut une certaine importance pour ses relations avec le royaume d'Arles et le comté de Bourgogne (Franche-Comté). On tenta, en effet, dans cette double vallée du Rhône et de la Saône, qui n'était attachée à l'Empire que par des liens très fragiles, de faire prévaloir cette doctrine que le royaume d'Arles ne devait service et fidélité qu'à l'Empereur. Tant que la cérémonie du couronnement n'avait pas été accomplie, il était exonéré de toute obéissance vis-à-vis du « roi des Romains ». Dans quelle mesure cette doctrine eut-elle des conséquences pratiques, c'est ce qu'il est difficile de dire avec précision ; il n'est pas facile, en tous cas, de concilier cette protestation avec certains actes accomplis soit en Italie, soit dans le royaume d'Arles et dont la validité ne fut jamais contestée.

Dans l'ordre constitutionnel, l'œuvre de Rodolphe, en dépit des qualités et de l'énergie que lui attribue M. Redlich, fut, en somme, peu considérable. S'il fut « paralysé » par les difficultés inextricables au milieu desquelles il eut à se débattre, il sut, du moins, accroître la puissance territoriale de la dynastie des Habsbourg, préparer l'annexion de la Styrie et de la Carniole, étendre son influence jusqu'au patriarcat d'Aquilée, préparer le mariage de sa fille Guta avec le roi de Bohême Wenzel et fortifier son alliance avec la Hongrie. Son mérite, c'est d'avoir senti que la vieille thèse impériale qu'avaient soutenue Frédéric Barberousse et les autres empereurs de la famille des Hohenstaufen avait fait son temps, qu'il devenait nécessaire de créer un empire nouveau, conçu sur des bases différentes, un empire qui devait se borner au sol même de l'Allemagne. C'est en ce sens qu'on peut dire que le règne de Rodolphe correspond à une période de transition très importante dans l'histoire générale des pays germaniques. L'ouvrage de M. Redlich est accompagné d'un tableau généalogique et de tables des noms de personnes et des noms de lieux qui rendront de grands services. L'auteur reproduit en appendice un certain nombre de documents inédits se rapportant à des concessions ou confirmations de privilèges pour divers couvents, à des exonérations de redevances, à des actes de vente ou de donation dont plusieurs offrent un certain intérêt.

Georges BLONDEL.

Monumenta Vaticana res gestas Bohemicas illustrantia. T. II :

Acta Innocentii VI (1352-1362), publ. par Jean-Frédéric NOVÁK.
Prague, Greg, 1907. In-4°, LI-655 pages.

Les États de Bohême, dont on ne saurait trop louer le zèle éclairé et la générosité, ont pris sous leur patronage la publication d'une importante collection, qui n'est pas seulement appelée à jeter une

lumière très vive sur l'histoire du royaume tchèque, mais qui est d'un incontestable intérêt pour l'histoire de l'Eglise entière. Dans cette collection ont paru jusqu'à présent le tome I (*Clément VI*, 1903), et le tome V (*Urbain VI et Boniface IX*, 2 vol.; 1903 et 1905). M. Jean-Frédéric Novák publie maintenant le tome II (*Innocent VI*, 1352-1362).

Le plan primitif paraît avoir été élargi, et le nouveau volume renferme, à côté des suppliques et des bulles, des extraits étendus des registres de la Chambre pontificale. Quelques-uns de ces textes étaient déjà connus, mais le plus grand nombre est inédit, et les autres nous sont donnés dans un texte plus correct et plus complet. Les documents les plus importants sont seuls publiés in-extenso; l'index est très développé, et, autant que j'ai pu le vérifier, il m'a paru dressé avec le plus grand soin; l'ensemble a été évidemment conçu dans la pensée de rendre le plus grand service possible aux chercheurs, sans étalage de science et sans appareil encombrant d'inutile érudition. Il convient de féliciter les États de Bohême et les éditeurs d'avoir adopté partout le latin, ce qui rend leur travail accessible à tous ceux qui s'occupent de l'histoire ecclésiastique; je vois là une preuve, très heureuse, à la fois du progrès de l'esprit scientifique en Bohême et aussi du véritable sentiment national. Pendant les années de lutte, quelque intolérance linguistique était naturelle, et peut-être nécessaire. Aujourd'hui, les esprits les plus entichés de germanisme n'osent plus discuter l'existence du peuple tchèque; pour lui attirer des sympathies, le moyen le plus sûr est encore de prouver d'une façon concrète les progrès qu'il a accomplis et les services qu'il peut rendre à la cause générale de la science. Tous ceux, — et ils seront nombreux, — qui consulteront le recueil de M. Krofta et de M. Novák reporteront sur leur peuple entier une part de la reconnaissance qu'ils devront à ses consciencieux érudits.

La préface, d'une très bonne langue, précise et claire, est assez développée. Après une énumération sommaire des registres qui ont fourni les matériaux publiés et une étude sur la procédure de la chancellerie romaine, M. Novák s'occupe des formes des lettres d'Innocent VI, qui diffèrent sensiblement de celles de Boniface IX; il est intéressant de rapprocher de ces indications celles qu'a données M. Krofta dans le tome V de la même collection, et aussi dans un travail important paru dans le tome XII de la *Revue historique tchèque sur la Curie et l'administration ecclésiastique des provinces tchèques à l'époque préhussite*. La 4^e partie de la préface est un index des suppliques, provisions, etc., classées par ordre géographique.

La dernière partie est la plus intéressante, au point de vue de l'histoire générale. M. Novák y signale les progrès de la centralisation administrative dans l'Eglise et les efforts heureux de la Curie pour usurper les droits qui appartenaient auparavant aux évêques, aux chapitres ou aux patrons locaux. Cette concentration ne fut pas sans avantages, en protégeant le clergé contre les envahissements des autorités

laïques, mais elle entraîna des abus très graves. En supposant même que les papes ou leurs agents ne fussent jamais guidés que par les motifs les plus purs, ils étaient nécessairement mal informés, et leur choix s'arrêtait souvent sur des hommes qui ne connaissaient ni le pays, ni le peuple confiés à leurs soins et qui s'acquittaient avec une nonchalante indifférence des fonctions dans lesquelles ils ne voyaient qu'un moyen d'existence. Le clergé national, oublié et dédaigné, se décourageait et languissait, à moins qu'il ne préférât recourir aux intrigues et aux manœuvres qui ouvraient seules les postes rémunérateurs. La Curie, d'ailleurs, exigeait de ses favoris des marques de reconnaissance sonnantes et trébuchantes, qui pesaient lourdement sur les fidèles. A la fin du xiv^e siècle, le mécontentement provoqué dans toute la chrétienté par ces coutumes funestes fut peut-être plus violent en Bohême, parce que cette ingérence étrangère y était plus récente et qu'en face des pouvoirs publics, indifférents ou complices, le fisc romain étendait ses revendications avec une âpreté singulière. Les papes apercevaient par moments les dangers d'un système qui irritait les plus dociles des sujets, mais les besoins de leur administration ne permirent même pas à des hommes animés des intentions les plus droites, tels qu'Innocent VI, d'arrêter les abus, qui augmentaient sans cesse. Aussi, peu à peu, le mécontentement grandit et l'on sent comme un accent de révolte dans les paroles de Mathias de Janov : « Papa ... supra suos ultra normam elevatur. » Les haines nationales devaient encore aigir ces colères et préparer l'explosion finale. Ce ne sont pas là sans doute des révélations, et aucun de ces faits n'était inconnu; mais les progrès de l'histoire consistent moins, en somme, à bouleverser les notions acceptées qu'à les préciser et à les confirmer par des exemples probants. A ce point de vue, les *Monumenta Vaticana* sont une précieuse contribution à l'intelligence du mouvement hussite.

E. DENIS.

Fr. EHRLÉ. *Martin de Alpartils. Chronica actitatorum temporibus domini Benedicti XIII.* Paderborn, Ferd. Schöningh, 1906. In-8°, XLII-646 pages.

Martin d'Alpartil, ainsi nommé de la petite ville d'Alpartil voisine d'Ilueca (diocèse de Saragosse) où naquit Pierre de Luna, était, dans la force du terme, compatriote du fameux antipape d'Avignon. Chanoine et trésorier de Santa Maria del Pilar, à Saragosse (1398-1403), et de la cathédrale de Tortosa (1403-1406), chanoine, maître de l'œuvre, puis prieur (1412) de la Seo, cathédrale de Saragosse, il fut de bonne heure attaché à la Curie de Benoît XIII, et probablement par l'entremise du cardinal Calvillo, évêque de Tarazona, avec qui il était très lié. Le pape lui donna les titres de *familiaris noster* et de *capellanus commensalis*, avec les charges honorifiques qui en dérivent. La façon

dont il voyageait, accompagné de familiers nombreux et *bene armati*, sa connaissance de tout ce qui était traité en « conseil secret », ses missions en Sicile (1406) et à Avignon (1409) montrent que c'était un personnage important, en relation avec les plus hauts cercles de la Curie.

En 1398, il subit le fameux siège d'Avignon, en compagnie de Benoît XIII, que la plupart des cardinaux ont abandonné pour adhérer à la soustraction d'obédience réclamée par l'Université de Paris et ordonnée par le roi de France. Renfermé dans le château que bloque Geoffroy Boucicaut, il souffre, durant les longs mois de défense et d'attaque acharnées, la faim et les privations de toutes sortes. Pierre de Luna doit négocier; il souscrit aux conditions qu'on lui impose et ne garde avec lui que 130 curialistes. Martin était de ce nombre. Quand Benoît XIII se fut enfui d'Avignon à Châteaurenard (1403), Alpartil demanda un congé de quinze mois pour revoir Tortosa. L'antipape, après la restitution d'obédience des rois de France et de Castille, rêvait une ligue entre le roi Martin de Sicile, le duc Louis de Bourbon et le roi de Naples, pour chasser Innocent VII de Rome et y prendre sa place. Dans ce but, il envoya au roi de Sicile Martin d'Alpartil, en qualité de nonce apostolique. Mais la mission de celui-ci (3 février-28 avril 1406) n'eut pas le résultat souhaité.

L'élection de Grégoire XII (30 novembre 1406), l'échec des négociations entre les deux papes rivaux, le concile de Pise (1408-1409) ruinèrent le parti de Benoît XIII, qui excommunia ses adversaires et réunit le concile presque exclusivement espagnol de Perpignan. Alpartil, durant ces événements, s'éloigna peu de la Curie, et en 1409 il reçut une seconde mission de confiance. Pierre de Luna, qui prévoyait un nouveau siège, le chargea de mettre en état de défense le château d'Avignon, d'y préparer tout le matériel de guerre, et surtout d'y rétablir la discipline, en apaisant les différends et les jalousies qui divisaient les chefs de la garnison. Alpartil légitima la confiance que Benoît XIII lui avait témoignée; il subit le second siège (1410-1411) et ne revint d'Avignon qu'en 1412 pour rejoindre sa résidence de Saragosse. C'est là qu'il vécut désormais, tandis que Pierre de Luna s'obstinait, sur son rocher de Peñíscola, à se proclamer seul pape, en dépit du concile de Constance, de sa déposition et de l'abandon de tous les princes catholiques. Il mourut vers 1440.

Ce fut le premier siège d'Avignon qui détermina Alpartil à écrire : il tient à lui seul la moitié de la chronique. Le séjour de la Curie sur la *Riviera* (1404-1408), le concile de Perpignan (1408-1409), auquel Martin participa, retiennent encore l'intérêt de l'auteur; cet intérêt décroît dans la période suivante : aussi quatre pages résument-elles les dix-huit dernières années de Benoît XIII. Si le chroniqueur raconte sa mission de 1409 à Avignon, on est surpris qu'il restreigne à quelques lignes le second siège du palais des papes, où il prit une part si active et si glorieuse.

Le point central de la chronique est Pierre de Luna, et le sujet clairement exprimé par le titre : sa vie et ses combats. Ce qu'on y trouve

d'étranger, comme l'expédition de Tamerlan, les événements d'Angleterre, est appelé digression par l'auteur. Martin, attaché à la personne de Benoît XIII, à sa Curie et à sa fortune, en est naturellement le partisan enthousiaste, sinon aveugle. Son histoire, c'est la lutte que soutiennent vaillamment Pierre et ses compatriotes pour Dieu et pour l'Eglise. De là son admiration extrême à leur égard et son jugement trop sévère sur leurs adversaires. Du moins a-t-il le souci de la vérité et de la fidélité historiques sans la prétention de jouer au grand historien. Le fait est exact, exposé sans développement classique et oratoire.

Martin rapporte les événements dont il fut le témoin : ses notes, consignées sur une sorte de journal, furent remaniées après la mort de Benoît XIII (1423) et reçurent alors leur forme définitive. A ces notes et aux souvenirs personnels il mêla quelques digressions dont la matière lui fut fournie par ces rapports envoyés de l'étranger qu'on appellera plus tard Awisi; il y joignit les renseignements que lui donnait la chronique aujourd'hui introuvable du bénédictin Jérôme de Ochon, administrateur de la célèbre abbaye de Ripoll, abbé de S. Juan de la Piña et évêque d'Elne (1410-1425), qui fut, après saint Vincent Ferrier, le confesseur de Pierre de Luna et un de ses familiers les plus intimes. Martin la cite plusieurs fois.

Zurita, Rivadeneira et Dormer connurent la chronique d'Alpartil. Les autres historiens espagnols n'en parlent que d'après Zurita. Le manuscrit original, tout entier de la main de l'auteur, est passé des archives d'Aragon, où le vit Dormer en 1653, à l'Escorial, où il se trouvait lors de l'incendie de 1671; il y est resté. C'est au P. Ehrle, le savant préfet de la bibliothèque Vaticane, qu'on en doit la publication.

Alpartil avait ajouté à sa chronique, en guise d'appendice, un nombre assez considérable de documents qui confirmaient ou illustraient le texte (114 p. du ms.). La plupart sont connus par ailleurs. Le P. Ehrle se contenta de donner ceux qui n'ont pas été publiés, et il en ajoute beaucoup d'autres qu'il a tirés soit des archives de la Couronne d'Aragon, à Barcelone, soit des collections manuscrites du Vatican qui contiennent les actes du concile de Pise, soit de fonds divers. Tous se rapportent au temps de Benoît XIII et complètent singulièrement la chronique d'Alpartil. Ce n'est point la partie la moins copieuse (p. 246-614) et la moins utile d'un ouvrage qui est comme le complément documentaire de l'œuvre de M. Noël Valois.

G. CONSTANT.

John Neville Figgis. *Studies of political thought from Gerson to Grotius (1414-1625)*. Cambridge, University press, 1907. In-8°, viii-238 pages. (Birbeck Lectures delivered in Trinity College Cambridge, 1900.)

C'est une série de sept conférences faites en 1900, remises au point
REV. HISTOR. XCIX. 1^{er} FASC.

et pourvues de références (sous forme de notes à la fin du volume). L'auteur a voulu montrer comment les théories politiques (sur l'État, l'Église et les droits des individus) se sont transformées graduellement pendant la période de transition entre le moyen âge et les temps modernes, qui va du concile de Constance à la création du droit international. M. Figgis a trouvé le terrain déblayé par les travaux de Gierke et de Treumann; mais il a bien lu les textes¹ et a tracé d'un dessin très précis et dans une langue très vivante les traits essentiels de cette « révolution » décisive qui, partant de la théologie scolastique, aboutit au droit politique moderne.

La liberté politique est le résultat d'une lutte entre les religions; les principes politiques sont sortis des théories théologiques : « les sociétés religieuses ont été malgré elles amenées par des nécessités pratiques » à les formuler pour leur usage. Le contrat social, le droit international, l'égalité entre les hommes sortent de la théorie de la loi de nature formulée par les théologiens du moyen âge et qui suppose des droits privés et des obligations antérieurs à l'existence de l'État. Mais un abîme sépare notre pensée moderne de la pensée du moyen âge, c'est la conception de l'État. Nous ne pouvons nous le représenter que souverain, pourvu d'un gouvernement et d'un système uniforme de lois. Au moyen âge, il n'y a qu'une agglomération de domaines pourvus chacun d'un droit propre; le seul État réel au sens moderne est l'Église; elle seule prétend à un pouvoir absolu et formule une règle uniforme. « Le développement des idées politiques pendant les xv^e et xvi^e siècles est une branche de l'histoire ecclésiastique. Notre politique est due à des discordes ecclésiastiques que nous sommes enclins à mépriser ou à des animosités théologiques que nous ignorons. »

C'est le concile de Trente qui formule, — pour l'Église, — la théorie de la monarchie limitée. Ce sont les canonistes qui formulent, — pour le pape, — la théorie du souverain absolu, supérieur aux lois. C'est la Réforme qui transfère au souverain laïque les pouvoirs de l'Église et le rend absolu par la théorie du devoir d'obéissance passive et la doctrine du droit divin des rois (formulée dès l'origine comme une défense contre le pouvoir ecclésiastique).

Machiavel, le seul théoricien purement laïque, agit surtout en introduisant l'idée de l'indépendance absolue de chaque État; ce qui conduit à nier tout droit supérieur à l'État et à se représenter des relations internationales comme un « état de nature » où la force seule décide, c'est la disparition de toute philosophie du droit et de tout droit naturel. Il ne reste plus que la « raison d'État » et l'équilibre entre les puissances. Le pouvoir de dispenser des lois a passé du pape au prince. L'individu est sacrifié à la communauté, l'intérêt de la société justifie tous les actes du pouvoir. (Il y a ici une digression amusante sur l'in-

1. Gerson, Nicolas de Cues, Zabarella, Luther, Machiavel, Bodin, Hotman, Mariana, Bellarmin, Buchanan, Suarez, Albericus Gentilis, Barclay, Althusius.

roduction du machiavélisme dans le commerce par les économistes, dans la morale par Nietzsche.) C'est cette conception qui en France amena les *politiques* du temps des guerres de religion à accepter la tolérance religieuse, qu'ils condamnaient en théorie, parce qu'elle leur semblait nécessaire pour le salut de l'État.

L'accroissement du pouvoir de l'État tendait à détruire la liberté des sujets, et c'est l'effet qui s'est produit dans presque toute l'Europe. Ce qui a créé la liberté moderne aux Pays-Bas et en Angleterre, c'est la lutte pour obtenir l'indépendance ecclésiastique. Les églises en minorité ont « transformé leur désir de persécuter en une réclamation du droit à l'existence » et ont établi « les limites à l'action de l'État qui sont les sécurités de la liberté ». La transformation est l'œuvre des calvinistes d'Écosse et surtout des Pays-Bas. Elle est accompagnée d'un mouvement parallèle des ligueurs en lutte contre le roi de France et des écrivains jésuites en lutte contre le pouvoir laïque. Pour protéger la religion de la minorité menacée contre le pouvoir absolu du prince, les théoriciens déclarent l'État fondé sur un contrat que le prince ne peut rompre sans donner aux sujets un droit à la résistance; ils reconnaissent une « loi de nature » supérieure au droit positif, que le souverain doit respecter. Le « fait nouveau », c'est la différence de religion entre le prince et le peuple. Les catholiques résolvent la difficulté en réclamant le droit du pape de déposer le prince hérétique; les protestants n'ont d'autre solution que le droit à la résistance au nom du contrat violé. La théorie du contrat qui nous paraît « contraire à l'histoire, abstraite et inconsistante », avait alors l'avantage d'être conforme au droit féodal, de donner à la résistance la forme d'un droit et d'un devoir en un temps où on n'admettait que des actions légales, enfin de faire appel à la notion de loi universelle.

Ces théories aboutissent à la doctrine aristocratique fédéraliste d'Althusius (dont M. Figgis s'exagère peut-être l'action réelle) et au droit international de Grotius, fondé à la fois sur la souveraineté des territoires et sur la conception d'un droit de nature qui oblige même les États souverains.

Ch. SEIGNOBOS.

H. L. OSGOOD. *The American colonies in the seventeenth century.*
Vol. III : *Imperial control. Beginnings of the system of royal provinces.* New-York, Macmillan, 1907. In-8°, xxii-554 pages.

Ce volume complète l'histoire des colonies anglaises destinées à devenir les États-Unis dans la période qui va de la création de la Virginie et de New-England jusqu'à la crise de la Révolution de 1688 (1691 en Amérique). Il traite surtout des relations entre le gouvernement anglais et les colonies. Il « contient moins qu'une histoire de l'administration coloniale britannique », puisque les Antilles, Terre-Neuve et la Nou-

velle-Écosse restent en dehors. « Il contient plus, puisqu'on a fait effort pour retracer le développement intérieur de la Virginie. »

C'est une étude sérieuse, faite avec les documents contemporains, surtout les *Colonial papers* (bien que l'auteur ait négligé de donner une bibliographie). Elle met en lumière et groupe une série de faits que les historiens américains, naturellement placés au point de vue des colons, n'avaient jusqu'ici étudiés que d'une façon fragmentaire : c'est une histoire des procédés employés par le gouvernement des Stuart pour établir le contrôle de l'Angleterre sur ses colonies.

La méthode adoptée d'abord en Angleterre pour la colonisation, à l'exemple des Hollandais, avait été de créer des compagnies à charte auxquelles le roi transférait pratiquement tous les pouvoirs en ne se réservant qu'une souveraineté théorique. Ainsi furent fondées les deux grandes colonies, la Virginie au sud, Massachusetts au nord. Légalement les colonies sont soumises au roi comme le royaume; en fait, l'éloignement, en un temps de communications très lentes, a pour conséquence que les affaires se décident en Amérique. Les légistes et les gouvernants anglais s'aperçoivent vite que les colonies tendent à devenir indépendantes. Le gouvernement met fin à ce régime dès 1624 en Virginie par un procès qui aboutit à la dissolution de la compagnie, et il organise la Virginie en province royale gouvernée par un lieutenant du roi, à la mode des colonies espagnoles; avec cette différence que, suivant l'usage anglais, le gouvernement ne prend à sa charge aucune des dépenses de la colonie et fait convoquer une assemblée des habitants pour voter les taxes nécessaires à l'administration.

La même mesure fut prise pour la colonie de New-England; la compagnie de Massachusetts avait déjà été condamnée en 1635 et allait être dissoute quand le régime fut sauvé par la Révolution.

Le long Parlement, puis Cromwell s'occupèrent surtout des Antilles, à cause de la guerre contre l'Espagne, mais ils furent bien disposés pour les colonies puritaines, en sorte que l'interrègne consolida le régime d'indépendance pratique; chacune des colonies de New-England, sous la forme d'une charte, devint une république gouvernée par un personnel élu par les colons, y compris le gouverneur. Quant au Maryland, créé par Charles I^{er} sous forme de colonie de propriétaire, il sauva son indépendance en nommant un gouverneur protestant.

La Restauration remit en question l'indépendance des colonies. La direction des affaires coloniales passa au duc d'York et à ses amis, très attachés aux droits de la couronne. En même temps, la conquête de la région centrale occupée par les Hollandais joignait ensemble les deux tronçons, jusque-là isolés, de New-England et de Virginie-Maryland; l'occupation des deux Carolines prolongeait vers le sud les possessions anglaises. Ainsi se constituait un vaste territoire continu qui devait suggérer l'idée de constituer les colonies en un empire soumis à un même gouverneur, à la façon des grandes vice-royautés espagnoles d'Amérique. Les deux conseils du commerce (*trade*) et des « plantations étrangères » créées en 1660 travaillèrent à faire rentrer les colonies

dans la soumission; un conflit s'engagea avec le Massachusetts; mais la chute du ministère Clarendon en 1668 retarda la solution.

Le conseil du commerce, dominé par la théorie mercantile et les intérêts des armateurs anglais, chercha à entraver le commerce maritime de New-England; les colons désiraient envoyer directement leurs produits dans les autres colonies sans être forcés de faire un grand détour par l'Angleterre. Pour empêcher ce commerce, on nomma un directeur de douanes en résidence à Massachusetts (1679). Le désir d'empêcher la contrebande (que les jurés de la colonie refusaient de condamner), devait pousser le gouvernement anglais à fortifier les organes de son autorité en Amérique.

La révolte de N. Bacon contre Berkeley, gouverneur de Virginie (étudiée ici avec une grande précision), bien que provoquée seulement par l'inertie et la vanité du gouverneur, attira l'attention de l'Angleterre sur les colonies.

La crise décisive éclata en Amérique, comme en Angleterre, avec l'établissement du régime absolutiste après 1681. Avant même l'avènement de Jacques II, le gouvernement avait pris l'offensive, annulé la charte du Massachusetts et engagé la lutte en New-Hampshire pour y installer le propriétaire investi par la couronne. Jacques II acheva l'opération en faisant une province royale du New-York, en forçant les petites colonies de New-England (Rhode-Island, Connecticut) à se fondre dans le Massachusetts devenu aussi province royale. Il avait déjà réuni les régions du nord et du centre (New-England, New-York, New-Jersey) sous un seul gouverneur, analogue à un vice-roi, quand la Révolution de 1688 fit écrouler tout le système. A la nouvelle de la Révolution, les colons se révoltèrent. Le nouveau gouvernement anglais rétablit l'ordre en laissant les colons revenir au régime d'autonomie. Mais le retour ne fut pas complet, sauf pour Connecticut et Rhode-Island. Dans les grandes colonies, le temps des chartes était passé; la métropole avait installé l'administration par un gouverneur anglais et tenu en échec par une assemblée élue. Ce régime devait durer jusqu'à la séparation des colonies.

Les motifs de cette évolution des colonies anglaises, si différente de celle des autres empires coloniaux, sont exposés clairement dans la conclusion; ce sont surtout l'éloignement des colonies, l'indifférence du Parlement et du gouvernement et le peu d'attrait des postes de fonctionnaires coloniaux.

Ch. SEIGNOBOS.

L.-J. NAZELLE. *Le protestantisme en Saintonge sous le régime de la Révocation (1685-1789)*. Paris, Fischbacher, 1907. In-8°, 329 pages.

Le lendemain de la Révocation, la restauration du protestantisme en Saintonge, l'aurore de la liberté, telles sont les trois divisions de cette

belle étude, soigneusement documentée, et qui constitue le dernier chapitre d'une histoire complète, dont nous souhaitons vivement la publication. Voici, rapidement résumées, les conclusions de l'auteur :

Dans la Saintonge et les provinces voisines, la lutte des protestants, après la révocation de l'Édit de Nantes, contre le pouvoir civil et religieux armé contre lui, se réduit à une résistance morale. Les assaillants emploient les armes spirituelles et les armes matérielles (celles-ci surtout de préférence), mais ceux qui sont attaqués ainsi n'ont pour répondre que leur conscience, pour armes que leur foi et leurs prières. En vantant le talent et la charité de Fénelon et des missionnaires, on n'oublia qu'une chose : aller contrôler sur place le résultat de la mission (lire la correspondance publiée par M. Gazier); or, les conversions étaient si peu réelles qu'il fallut substituer aux abbés des soldats missionnaires pour conduire les protestants à la messe. Quand, après trente ans d'efforts de toute espèce, Louis XIV, au moment de mourir, déclarait qu'il n'y avait plus de protestants dans ses États, il ne faisait que mentir solennellement à la face du monde. A la voix des Gibert, des Dugas, des Pougard, des Jarousseau (plus grande dans la réalité que dans la légende), les églises de Saintonge se relèvent devant leurs ennemis étonnés. Alors les attaques recommencent furieuses, mais inutiles. Un siècle après la révocation, c'est la liberté absolue que les huguenots ont conquise. Les pertes des protestants ne doivent pas surprendre; ce qui est admirable, c'est qu'il soit resté un seul protestant dans la région saintongeaise. L'erreur des chefs du clergé fut de ne pas croire à la possibilité et à l'existence des convictions personnelles chez les protestants. Les uns pensent, avec Fénelon, que c'est l'orgueil qui les empêche de s'avouer convaincus, d'autres, que les ministres réfugiés à l'étranger continuent, de leur lieu d'exil, à influencer leurs anciens paroissiens, d'autres, enfin, accusent nettement les protestants de visées politiques inspirées par les gouvernements ennemis de la France. Le pouvoir civil a fini par reconnaître ses torts et les a réparés dans la suite des temps, mais l'Église romaine n'a pas voulu s'avouer qu'elle avait fait erreur; cependant, il y a eu dans le clergé quelques esprits tolérants et ennemis des violences; chez les laïques, le maréchal de Senecterre. Dans la région saintongeaise, des circonstances locales tenant au caractère des habitants et à la topographie du pays ont aussi contribué à entraver l'œuvre d'assimilation du protestantisme par l'Église romaine. Quand la situation devenait intolérable, les Saintongeais cherchaient à émigrer. Calmes et patients, ils furent aussi persévérants pendant tout le cours du XVIII^e siècle, et la Saintonge fut la première province qui jouit d'une liberté relative au point de vue religieux. Toutefois, l'émigration décima les églises, en leur enlevant leurs éléments les plus vivants et les plus résolus. Ces émigrés et leurs descendants occupent une place honorable dans leur patrie d'adoption; mais, l'émigration de 1764, provoquée par Louis Gibert, fut funeste aux églises déjà si affaiblies par les émigrations précédentes. A. de Quatre-

fages a constaté que les mariages mixtes, presque toujours contractés au profit de la religion dominante, avaient été, avec l'émigration et après l'émigration, la cause principale de la diminution du nombre des protestants. De nos jours, les églises des côtes furent diminuées par le courant irrésistible qui entraîne la jeunesse vers les grandes villes. Cependant, le protestantisme saintongeais est toujours puissant et actif, et il est même, de nos jours, redevenu conquérant.

MESCHINET DE RICHEMOND.

François ROUSSEAU. *Règne de Charles III d'Espagne (1759-1788).*

Paris, Plon, 1907. 2 vol. in-8°, 447 et 454 pages.

L'histoire de Charles III a déjà été plusieurs fois écrite; mais la *Vie de Charles III* du comte de Fernan Nuñez n'est qu'une biographie, l'*Histoire du règne de Charles III* de D. Antonio Ferrer del Rio est un ouvrage bien composé et sagement écrit, très remarquable pour l'époque où il parut (1856), mais à reprendre en détail aujourd'hui; le *Règne de Charles III* de D. Manuel Danvila y Collado (1892) n'est guère qu'un recueil de pièces assez mal cousues les unes aux autres. Il restait encore bien des recherches à faire après ces historiens et surtout à appliquer à l'étude du sujet une méthode plus sûre et une critique plus pénétrante que celle des auteurs espagnols. M. Rousseau nous donne une histoire française de Charles III incontestablement meilleure qu'aucune des histoires espagnoles.

L'opportunité d'une pareille publication est indéniable. La politique qui se mêle à tout en Espagne s'est mêlée à l'histoire et tend à défigurer l'histoire du XVIII^e siècle espagnol. Charles III, qui a signé le pacte de famille, chassé les jésuites, bridé l'Inquisition, réformé les universités et fondé l'enseignement des sciences en Espagne, a été particulièrement attaqué comme *afrancesado*, comme vassal de la France, comme révolutionnaire, comme philosophe antinational et antireligieux. Il n'est pas mauvais que les érudits étrangers, libres des préjugés nationaux, s'efforcent de remettre les choses au point et de rendre à l'histoire sa véritable physionomie.

M. Rousseau s'est principalement attaché à l'histoire diplomatique du règne de Charles III et a surtout étudié la politique française et la politique religieuse du roi d'Espagne. Il l'a fait avec beaucoup de conscience et de sagesse, suivant pas à pas les négociations relatées par lui et n'avancant rien qu'il ne prouve par les documents eux-mêmes. Il ne s'est point laissé fasciner par son héros, dont il n'a pas cherché à faire un grand homme et qu'il a pris simplement pour ce qu'il était, un prince consciencieux et appliqué.

La grande affaire des jésuites occupe à peu près tout le tome I^{er}. M. Rousseau nous montre bien quel fut le point de départ : Charles III

n'est pas jésuite, mais franciscain ; il a voué une dévotion toute particulière au célèbre archevêque Palafox ; ennemi juré de la Compagnie de Jésus, il s'est promis de se défendre contre les empiètements de la Société et de rester le maître chez lui. Ces dispositions sont connues de ses serviteurs les plus actifs, beaucoup plus engagés que lui dans le mouvement philosophique. Tanucci et Aranda font le siège de sa volonté, et les séditions en apparences concertées de 1766 font une telle impression sur son esprit qu'il se décide à expulser les jésuites de tous les domaines d'Espagne. Les ministres philosophes ne veulent pas s'en tenir là et parviennent à faire supprimer la Compagnie par le pape lui-même. M. Rousseau a raconté toute cette histoire avec la plus louable impartialité ; il n'a pas dissimulé les reproches très sérieux qu'on est en droit d'adresser aux jésuites, il ne les croit pas absolument étrangers à la sédition de Madrid, il rend d'autre part hommage à leur constance, il relate toutes les intrigues qui se croisèrent autour des princes de la maison de Bourbon pour les entraîner dans une action commune contre les jésuites ou pour les intéresser aux infortunes de la Compagnie. Le nonce du pape déjeuna chez M^{me} du Barry ; le pape lui-même songea à écrire à la favorite : le Christ n'avait-il point conversé avec la Samaritaine ?

L'histoire de l'alliance franco-espagnole n'est pas retracée avec moins de soin et de science. Charles III, humilié par les Anglais au temps où il régnait à Naples, se laissa aisément gagner par les avances de la France, mais la participation de l'Espagne à la guerre de Sept ans lui coûta cher, et les difficultés qui suivirent la paix de Paris en Louisiane et aux Malouines mécontentèrent encore le roi. L'alliance française avait contre elle le parti aragonais et jusqu'au prince des Asturies. Il fallut toute la constance et l'habileté de Vergenne pour entraîner tardivement l'Espagne dans la guerre d'Amérique. Elle n'y remporta pas de grands succès, elle en eut presque tout le bénéfice, mais comme Gibraltar était resté anglais, le roi catholique se crut mal payé de ses sacrifices et effrayé par les progrès des idées françaises en Espagne, il se rapprocha de l'Angleterre dans les dernières années de son règne. Cette histoire, fort bien suivie et très sérieusement documentée, prouve combien l'alliance française fut toujours peu populaire en Espagne et ne fut véritablement qu'un pacte de famille entre les branches de la maison de Bourbon.

L'œuvre intérieure de Charles III n'occupe qu'une place secondaire dans l'ouvrage de M. Rousseau ; il a bien montré tout ce que la renaissance de l'Espagne eut de superficiel et de hâtif, il a rendu hommage à la bonne volonté des meilleurs serviteurs de Charles III et a donné une bonne critique de l'*Informe* de Jovellanos ; il a résumé d'une façon intéressante l'histoire de la Banque d'Espagne et a bien vu que les réformes de Charles III n'ont été qu'un essai très louable, souvent intelligent et presque aussitôt arrêté par la Révolution et la guerre

générale. M. Menéndez Pelayo s'est peut-être trop fait l'interprète du traditionalisme national dans sa critique de l'action des sociétés économiques; M. Rousseau a, croyons-nous, tenu trop de compte de cette opinion du savant espagnol; ce n'est point à nous de nous plaindre des progrès des idées françaises en Espagne; si contestables que soient, à certains égards, les idées des encyclopédistes, elles sont autrement vivantes et favorables au progrès que les idées des Espagnols à l'ancienne mode. Que l'on compare un ouvrage espagnol de la fin du XVIII^e siècle et un ouvrage espagnol contemporain, on sera frappé de la différence de clarté et de méthode que l'on constatera entre les deux époques; le goût français a été pour l'esprit espagnol un meilleur maître que le Dr Krause. M. Rousseau nous paraît avoir été un peu sévère pour l'art espagnol du XVIII^e siècle. Le churrigueresque est un rococo parfois très amusant et, mal pour mal, mieux vaut l'emphase que la platitude.

G. DESDEVICES DU DEZERT.

Charles de LANNOY et Henri VANDER LINDEN. *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens. Portugal et Espagne (jusqu'au début du XIX^e siècle)*. Bruxelles, Lamertin, et Paris, Alcan, 1907. In-8°, 454 pages.

Les auteurs se sont proposé de montrer « comment chaque peuple a acquis ses possessions d'outre-mer, comment il les a mises en valeur et quel fut pour lui-même le résultat de son expansion ». Ils se sont peu servis de documents inédits, que le caractère synthétique de leur travail ne comportait point, mais une liste abondante d'ouvrages imprimés prouve qu'ils n'ont rien négligé pour s'assurer une documentation aussi complète que possible. Ce n'est point à dire que leur bibliographie ne présente aucune lacune importante. On s'étonnera, par exemple, de les voir citer l'*Opus epistolarum* de Pierre Martyr d'Angiera et d'oublier les *Oceanæ decades* du même auteur, qui sont l'un des premiers ouvrages parus sur la découverte du Nouveau-Monde. Ils paraissent avoir négligé le grand mouvement des études colombiennes qui s'est produit en Espagne, en Italie et en Amérique au moment du quatrième centenaire de la découverte du Nouveau-Monde. M. Fernandez Duro a publié à ce sujet une bibliographie colombienne, dont M. Harisse a présenté une très mordante critique. L'histoire de Colomb a été entièrement renouvelée par tous ces travaux. MM. de Lannoy et Vander Linden, qui citent des ouvrages aussi généraux que l'*Histoire d'Espagne*, d'ailleurs excellente, de M. Altamira, auraient pu citer aussi la bonne *Histoire du Portugal* de Ferdinand Denis, l'*Histoire d'Espagne* de la Fuente, l'*Histoire de Charles III* de Ferrer del Rio ou de Danvilla. Ils auraient trouvé plus d'un détail intéressant, notamment

sur les voyages de Pedro Tafur, dans la *Revue hispanique* de Fouché Delbosq, et des renseignements sur la marine espagnole dans le *Patiño* de M. Rodriguez Villa dans le *Marquis de la Ensenada* du même auteur et dans le *Juicio critico sobre de la marina española* de Salazar, l'un des meilleurs livres qui aient été écrits en Espagne au siècle dernier.

L'histoire du développement colonial du Portugal et de l'Espagne a été très savamment résumée par MM. de Lannoy et Vander Linden. Cependant, ce n'est point cette partie de leur ouvrage que nous regardons comme la plus neuve ni la plus intéressante. On goûtera davantage, croyons-nous, l'étude économique et sociale du monde colonial lusitanien et castillan. Tout ce qui a trait à l'organisation des colonies portugaises, à leur administration, à leur mise en valeur, à leur richesse, à l'influence de la politique coloniale sur l'état de la mère patrie est excellent. Tout au plus pourrait-on reprocher à M. de Lannoy de se montrer un peu trop homme du nord dans ses jugements sur les Portugais. Il les accuse de dévergondage et leur reproche de s'être mêlés trop facilement aux populations du Brésil, de l'Afrique ou des Indes; nous ne pensons pas que ce reproche soit fondé; il ne faut pas voir dans ce fait une preuve d'infériorité de culture morale, mais une facilité d'humeur qui n'a rien en elle-même de dommageable à la colonisation et qui a souvent tourné au profit des nations conquises.

M. Vander Linden a résumé de façon satisfaisante l'histoire administrative et économique des Indes espagnoles, mais son tableau est moins vivant et il ne paraît pas s'être suffisamment dégagé de tous les préjugés courants sur la colonisation espagnole. Les Indes d'Espagne ont fini par être peuplées de 19 millions d'habitants. Quelques centaines de fonctionnaires importés de la Péninsule et quelques milliers de colons ont suffi pendant trois siècles pour administrer un empire quatre ou cinq fois plus vaste que l'empire romain. Les Espagnols ont créé en Amérique des villes somptueuses, une agriculture, une exploitation minière, des routes, des ports, des écoles; ils n'ont pas fait tout ce qu'ils auraient pu faire, mais ils ont fait beaucoup et leur meilleur titre de gloire restera aux yeux de la postérité cette conquête et cette assimilation du continent américain qui a failli causer la perte de l'Espagne.

G. DESDEVICES DU DEZERT.

Irénée LAMEIRE. Les occupations militaires de l'île de Minorque pendant les guerres de l'ancien droit. Paris, A. Rousseau, 1908. In-8°, xv-784 pages.

M. Lameire continue avec persévérance ses consciencieuses recherches sur la théorie et la pratique de la conquête dans l'ancien droit. C'est un travail vraiment méritoire que celui qui consiste à rechercher com-

ment se faisait avant la Révolution l'adaptation des habitants d'un pays conquis à une nouvelle souveraineté.

On pourrait croire, au premier abord, que les occupations de l'île de Minorque n'ont dû avoir qu'une minime importance. Au point de vue spécial auquel l'auteur s'est placé, cette petite île de la Méditerranée offre au contraire un champ d'études d'un vif intérêt; elle présente la qualité rare d'avoir été l'objet au XVIII^e siècle de conquêtes de la part d'États très différents les uns des autres, quant à la manière dont ils étendaient leur souveraineté à l'étranger. « S'il fallait opter, dit M. Lameire, entre l'histoire juridique des conquêtes de cette petite île et celle des occupations de n'importe quelle contrée du reste de l'Europe, c'est peut-être pour Minorque que le juriste devrait faire son choix : c'est un véritable microcosme. » M. Lameire a dû analyser minutieusement un grand nombre de faits et s'orienter au milieu d'une foule de documents rédigés les uns en français, les autres en anglais, d'autres en latin, en castillan, en minorquin; et son étude a été d'autant plus laborieuse que le droit public est encore très imprécis pendant les diverses occupations dont il raconte l'histoire. Les conquérants n'ont jamais douté du moins que le fait matériel de la conquête leur donnât la domination pleine et entière, la seigneurie indiscutable de l'île conquise. Les idées qui prévalaient au temps des guerres de la ligue d'Augsbourg et indiquaient encore un flottement dans les esprits ont disparu sans laisser la moindre trace. La netteté dans l'application de théories, que M. Lameire dans ses précédents volumes avait montrées vacillantes et parfois contradictoires, justifie les développements qu'il a cru devoir donner à l'histoire du déplacement de la souveraineté, sur un théâtre qui paraît au premier abord bien restreint. Nous ne pouvons le suivre dans le long exposé qu'il a entrepris; une table très détaillée des matières guide heureusement le lecteur et lui permet de saisir assez rapidement les traits caractéristiques des occupations françaises, espagnoles et britanniques. L'occupation française nous met en présence d'un déplacement de souveraineté complet, mais nous montre en même temps un respect des libertés locales qui provoqua les plus vifs éloges de la *Gallica dominatio*. Sous l'occupation britannique au contraire, les assemblées ou conseils généraux cessent complètement. Le gouverneur Richard Kane ne voulut les permettre qu'à Mahon. Quant au gouvernement espagnol, il suivit les mêmes errements que le gouvernement anglais : les assemblées générales furent prohibées en 1789 par le conseil suprême de Castille jusqu'à des ordres subséquents qui ne vinrent jamais. Des recherches de M. Lameire se dégagent en définitive cette conclusion, qu'à aucune époque de l'histoire des occupations, les conventions internationales n'ont eu un caractère aussi effacé. C'est dans l'histoire de Minorque au XVIII^e et même au commencement du XIX^e siècle que la théorie et la pratique du déplacement de souveraineté trouvent leur maximum d'intensité. On peut dire seule-

ment que ces déplacements se sont effectués sous des modalités diverses, et ces diversités dérivent beaucoup moins du droit interne de la région occupée que du droit de l'État occupant. C'est en se plaçant à ce point de vue qu'on doit expliquer les différences qui existent entre la nature des souverainetés française, espagnole ou britannique. Cette brève analyse donnera une idée de l'intérêt que présente ce volume, auquel nous regrettons seulement que l'auteur n'ait pas joint une carte permettant de se rendre un compte exact de l'emplacement des villes ou villages dont il est parlé.

Georges BLONDEL.

Richard ZEYSS. *Die Entstehung der Handelskammern und die Industrie am Niederrhein während der französischen Herrschaft.* Leipzig, Duncker et Humblot, 1907. In-8°, xi-278 pages, avec une carte.

A l'occasion du centième anniversaire de la création des chambres de commerce qui existent dans la plupart des villes situées sur la rive gauche du Rhin, M. Richard Zeyss, syndic de la Chambre de commerce de Crefeld, a eu l'idée de publier un important ouvrage pour lequel il a trouvé, dans les Archives nationales de Paris et dans celles des villes de la région rhénane, de curieux documents. Son travail est assez utile pour nous faire connaître la politique économique de Napoléon I^{er}; et il est, en réalité, un hommage rendu au génie de la France. L'auteur a choisi, comme épigraphe de son livre, cette réflexion de l'écrivain anglais Fisher : « Les conflits entre la France et l'Allemagne à l'époque de la Révolution et de Napoléon I^{er} ont été beaucoup plus qu'un simple choc d'armes. » Après avoir d'abord rappelé ce que fut l'organisation du commerce et de l'industrie jusqu'à la fin du XVII^e siècle, M. Zeyss nous montre comment, à partir de cette époque, se constituèrent, dans un grand nombre de villes, des collèges ou commissions de commerce. C'étaient des créations de l'État auxquelles se joignirent peu à peu les corporations qui avaient été créées par les marchands eux-mêmes. Le même phénomène s'était produit en France, où ce furent également les corps de marchands qui furent les précurseurs des chambres de commerce et d'industrie. C'est un édit royal du 30 août 1701 qui avait réglé les relations entre les conseils de commerce, dont l'origine remontait à Henri IV, et les chambres particulières qui s'étaient formées dans un certain nombre de villes. Toutes ces institutions disparurent à l'époque révolutionnaire. Ce fut, en réalité, Napoléon qui, après la paix de Lunéville, en 1801, commença l'œuvre de la régénération. Par un décret du 8 juin 1801, le ministre de l'Intérieur, Chaptal, établit des conseils de commerce composés de marchands et d'industriels sous la présidence du préfet. Un des principaux

objets de délibération de ces corps fut la préparation du code de commerce qui entra en vigueur en 1808. Ces conseils furent des corps purement consultatifs auxquels n'était concédé aucun pouvoir d'administration; mais on en créa dans tous les territoires de la rive gauche du Rhin qui avaient été cédés à la France en février 1801. Cette création fut particulièrement féconde dans le département de la Roer qui comprenait les quatre arrondissements d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Crefeld et de Clèves. Ce fut le 4 mai 1803 que les premières élections pour la Chambre de commerce, qui devait y siéger, eurent lieu à Cologne, alors peuplée de 45,000 habitants. Des créations analogues eurent lieu, à partir de 1804, dans les départements de l'Ourthe et de la Sarre.

A cette époque, l'industrie prenait un grand essor et profitait de l'éclosion des idées nouvelles; la Révolution avait supprimé les anciens corps de métier, la liberté régnait partout, elle suscita d'importantes inventions chimiques et mécaniques, celles, en particulier, de Leblanc et de Jacquart. M. Zeyss nous montre quel fut malheureusement le contre-coup pour la région rhénane du système douanier et des idées qui aboutirent au blocus continental. Le commerce des vins, celui des céréales, celui des étoffes de lin furent gravement atteints; l'industrie de la soie, qui commençait à se développer à Crefeld, périclita; la situation fut telle que Napoléon dut admettre des exceptions graves à cette idée de blocus à laquelle il semblait pourtant tenir beaucoup.

Le sixième chapitre est consacré à l'étude du développement des moyens de communication; il met en relief le rôle de quelques personnalités aujourd'hui oubliées, telles que Charles-Léopold de Bilibstein, qui semble avoir compris, dès cette époque, l'importance que les moyens de transport devaient avoir au cours de ce XIX^e siècle qui réservait à ces régions tant de surprises.

Georges BLONDEL.

Manuel historique de la question du Slesvig, publié sous la direction de Franz DE JESSEN. Copenhague, 1906. In-8°, v-472 pages et 6 cartes (en vente à Paris, chez A. Picard).

Ce beau livre mérite d'être signalé à ceux qui étudient ces luttes de nationalités qui tiennent aujourd'hui une si grande place dans l'Europe centrale. M. de Jessen, dont les efforts ont été secondés par les associations slesvicoises réunies du Danemark, s'est donné pour tâche de nous faire connaître la question du Slesvig, non pas avec l'arrière-pensée d'engager des polémiques contre les Allemands ni de se livrer à la critique des mesures prises par le gouvernement prussien, mais avec l'intention de composer un livre scientifique. Ce travail, qui renferme une somme de renseignements considérables, permet de mieux com-

prendre et de mieux juger des problèmes délicats. Il contient d'excellentes études sur l'histoire de cette contrée depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Les preuves accumulées par les savants collaborateurs font comprendre les motifs de l'opposition irréductible de ces Danois qui ne veulent pas se laisser germaniser et ne se laissent pas émouvoir par les arguments de ceux qui leur disent qu'au point de vue économique la population du Slesvig se trouve dans une situation meilleure que la population rurale du Danemark. « On voudrait nous faire croire, dit M. de Jessen, qu'il vaut mieux appartenir à la puissante Allemagne qu'au petit Danemark. Mais cet argument est sans valeur aux yeux de ceux qui veulent avant tout lutter pour le droit et pour la vérité ». Le chapitre qu'a rédigé M. Johannes Steenstrup est particulièrement instructif. Il est consacré à l'étude des noms de lieux considérés comme témoignages de la nationalité du peuple. Les noms de lieux fournissent en effet des arguments irrécusables. « Le peuple qui s'installe dans un pays, quand il en cultive le sol, laisse après lui une empreinte qui atteste sa personnalité ». Il est curieux de voir que depuis que le Slesvig a été soumis à la domination de la Prusse le gouvernement de ce pays a cherché par tous les moyens à imprimer aux noms un caractère nouveau. La comparaison entre les cartes dressées par l'état-major allemand en 1879-80 et les cartes anciennes est significative. La manière de faire des officiers allemands est en contradiction avec celle qu'ils ont employée dans les pays habités de longue date par les Allemands et où ils se sont justement efforcés de restituer leur forme « primitive » aux noms de lieux qui avaient été altérés à travers les siècles. La reproduction des cartes de 1838, 1850, 1864 est vraiment curieuse. Fort instructifs aussi les renseignements qui nous sont donnés par M. Jürgensen West sur la démographie, les moyens d'existence et l'organisation des impôts depuis 1864. La Prusse a essayé, dans le Slesvig comme en Pologne, d'exproprier les habitants pour germaniser la contrée. Elle a acquis des propriétés dans différentes parties du pays; les crédits votés par le Landtag ont même été progressivement accrus; puis une partie de ces crédits a été utilisée pour subventionner des journaux allemands dans les villes du Slesvig septentrional, ces journaux se sont fait remarquer par leurs violentes attaques contre certaines personnalités danoises; et c'est à peine si l'on a pu quelquefois obtenir contre eux de légères amendes! Le traitement différent employé à l'égard des journalistes danois n'a pas contribué à établir de bons rapports entre les tribunaux et la population, qui se défend avec une énergie admirable contre des forces supérieures. En dépit de toutes les contraintes, les Danois n'entendent pas se laisser germaniser et, somme toute, les résultats n'ont point été tels que les Allemands l'avaient espéré. Les dissertations consacrées à la question des écoles et à celle des églises seront lues avec profit.

L'ouvrage est accompagné de cartes et de gravures qui en augmentent

l'intérêt. La carte qui indique le pourcentage des habitants de langue danoise dans chaque commune est particulièrement instructive.

Georges BLONDEL.

G. F. ABBOTT. *Israel in Europe*. London, Macmillan, 1907, in-8°, xix-533 pages.

« Je me propose d'esquisser les destinées d'Israël en Europe depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'époque présente » (p. xv). En réalité, M. Abbott a voulu écrire l'histoire de la « question juive » en Europe, et son livre s'adresse au publiciste autant qu'à l'historien. Si l'on tient compte de ce point de vue, on comprend pourquoi le xix^e siècle occupe près de la moitié de ce gros volume et pourquoi quatre grands chapitres sont consacrés aux persécutions des Juifs en Russie et en Roumanie, à l'antisémitisme et au sionisme. On s'explique aussi que l'auteur ait laissé dans l'ombre, ou dans la pénombre, l'histoire intérieure du judaïsme, sa civilisation et sa littérature; c'est à peine s'il est question de Juda Halévi et de Maïmonide. On passera condamnation, enfin, sur des erreurs de détail, qui n'affectent pas la marche des faits et les jugements d'ensemble.

Mais, si l'on se place toujours au point de vue de l'auteur, on se demandera si, tout en ayant une vue générale de son sujet, il a vraiment dominé sa matière. Il la longe plutôt qu'il ne l'ëtreint. Dans cette vaste histoire, qui s'étend sur vingt siècles et sur autant de pays, il fallait pratiquer quelques coupes, marquer les arêtes et les nœuds. M. Abbott a groupé les faits dans vingt-quatre chapitres à tiroirs, qui enjambent parfois l'un sur l'autre et dont le contenu ne correspond pas toujours au titre. Celui qui est intitulé « Judaïsme et paganisme » passe rapidement en revue les jugements de quelques écrivains latins sur le judaïsme. Celui de la Réforme ne fait guère qu'égrener les Propos de table de Luther. D'autre part, les perspectives ne sont pas toujours observées et les plus petits faits prennent place à côté d'événements considérables. Les Juifs de France et d'Allemagne sont bien moins traités que ceux d'Angleterre et d'Espagne. On ne voit pas assez que la première croisade marque un tournant dans l'histoire des Juifs, ni que la Révolution française ait changé la face de la question juive.

Les appréciations de M. Abbott sont parfois contestables. Sa pensée générale est que le Juif a été et est un étranger, un homme du passé, qui longtemps encore errera sans patrie. C'est le thème du Juif errant; nous ne pouvons discuter cette considération, ni quelques autres, où il entre un peu de « littérature ».

Ces réserves faites, nous avons hâte de rendre hommage aux qualités réelles de cet ouvrage. Sauf dans les derniers chapitres, faits à

l'aide d'articles de revues et de télégrammes d'agences (c'était un peu la faute du sujet), l'information est étendue et de bon aloi. Si l'auteur n'a pas fait de recherches personnelles, il a utilisé avec soin les travaux antérieurs et est au courant des principales questions. Il a eu soin d'expliquer les mesures prises à l'égard des Juifs par les circonstances politiques et les conditions sociales. S'il compatit aux maux des Juifs, il ne dissimule pas leurs défauts et surtout ce qu'il appelle, un peu durement, leur fanatisme. Écrit par un homme qui n'appartient pas au judaïsme, et qui ne paraît pas être un savant de profession, ce livre est généralement exact, intelligent et impartial.

M. LIBER.

La vie politique dans les deux mondes, publiée sous la direction de M. Achille VIALATE; préface de M. Anatole LEROY-BEAULIEU; 4^{re} année (4^{er} oct. 1906-30 sept. 1907). Paris, Alcan, 1908. In-8°, xv-696 pages. 40 fr.

La politique et les affaires ne se bornent plus à l'Europe, remarque fort justement M. Leroy-Beaulieu dans la substantielle préface de cet annuaire. « Nous sommes définitivement entrés dans une ère nouvelle, celle que, d'un mot nouveau, nous appelons la politique mondiale ». L'homme politique ni l'économiste ne peuvent être myopes; leur premier devoir est d'avoir la vue longue pour embrasser, comme d'un seul regard, toute la surface de la planète. Un tel champ d'observations est vaste et divers; qui pourra se vanter de n'y perdre aucun détail sans le secours d'autrui? C'est ce secours que le nouvel annuaire vient apporter aux gens de la politique, de la science et des affaires.

Une pareille œuvre a déjà été tentée; elle n'a pleinement réussi qu'en Angleterre, avec le célèbre *Annual Register* qui paraît depuis 1758. En France, divers essais se sont enlisés, comme l'*Annuaire historique*, de Lesur et Fouquier, l'*Annuaire des deux mondes*, etc. La tâche est, en effet, difficile, car il s'agit de trouver, pour chaque pays et presque chaque matière, un spécialiste, et, pour coordonner le tout, un homme au courant de l'ensemble des questions politiques, économiques et sociales. Disons-le de suite, le nouvel annuaire présente, à cet égard, toutes garanties de succès : dans le cadre de l'École des sciences politiques, parmi ses anciens élèves et ses jeunes professeurs, il était facile de trouver des collaborateurs connaissant chacun le fonds et le tréfonds d'un seul pays, et M. Vialate, par ses fonctions mêmes dans cette grande école, par ses publications antérieures, était particulièrement désigné pour le travail de coordination. Ainsi défilent dans cet annuaire successivement la France (par MM. A. de Lavergne et Paul Henry), les divers États de l'Europe (signalons l'Angleterre et l'Empire britannique, par M. Caudel, l'Allemagne, par M. Hahn,

l'Empire ottoman et les États balkaniques, par M. René Henry), l'Asie et l'Afrique (nombreux articles de MM. H.-Robert Savary et M. Courant), les deux Amériques (par MM. Vialate et Escoffier), les actes internationaux (par M. G. Gidel), la vie économique (par M. D. Bellet). Nous avons réservé deux chapitres qu'il convient de signaler spécialement; l'un est un fort important article de M. André Tardieu, où le distingué publiciste passe en revue la politique internationale de l'année 1906-1907 : la conclusion en est mélancolique, « Force est de constater que la puissance militaire reste, aujourd'hui comme hier, l'unique garantie de l'indépendance et de l'existence des peuples. » L'autre est un maître morceau, une analyse des travaux de la deuxième conférence de la paix, rédigée par celui-là même qui en a été le meilleur ouvrier, M. Louis Renault. Dans sa manière simple, précise, claire, notre professeur expose les origines de la conférence, ses travaux et ses résultats; et parce qu'il n'est point un utopiste, qu'il n'a point attendu de ces délibérations ce qui n'en pouvait sortir, M. Louis Renault conclut avec optimisme. « On constatera, dit-il, que toutes les parties du programme ont été étudiées, beaucoup ont été réglées, certaines par un accord unanime. Même là où cette unanimité ne s'est pas établie, un pas en avant a été fait, parce que les difficultés ont été mieux comprises, plus précisées. » C'est une bonne fortune, pour la collection de la *Vie politique*, que de débiter avec une pareille étude.

Paul MATTER.

CORRESPONDANCE.

LES LETTRES D'HOTMAN AUX ARCHIVES DE MARBOURG.

M. Dareste, dans son article sur Hotman paru dans le tome XCVII de la *Revue historique*, a dit, p. 297, qu'il avait eu autrefois le regret de n'être pas admis à consulter la correspondance d'Hotman avec le landgrave de Hesse conservée à Marbourg. M. Reinhold Koser, directeur général des archives de Prusse, nous envoie à ce sujet la copie d'une lettre adressée à M. Dareste le 3 juin 1871 par la direction des archives de Marbourg, en réponse à une demande de M. Dareste du 30 mai et en confirmation d'un avis du 30 avril, d'où il résulte que M. Dareste avait prié l'archiviste de Marbourg de faire copier pour lui cette correspondance. L'archiviste avait répondu qu'il n'en avait pas la possibilité, mais qu'il était prêt à communiquer les documents soit à M. Dareste, soit à un copiste autorisé par lui.

Voici le texte de cette lettre :

Marburg, den 3. Juni 1871.

Mein Herr! In Erwiderung auf Ihr Schreiben vom 30. v. M. teile ich Ihnen mit, dass, da Sie auf meine Zuschrift vom 30. April v. J., worin ich Ihnen die Aussicht eröffnete, den Briefwechsel zwischen Franz Hotman und dem Landgrafen Wilhelm IV. von Hessen für Sie abschreiben zu lassen, bis jetzt nicht geantwortet hatten, mit der Vornahme dieser Arbeit nicht begonnen werden konnte. Ich muss daher bedauern, dass Ihre Hoffnung, bereits in kurzer Zeit in den Besitz jener Abschriften gelangen zu können, nicht zu erfüllen steht. Auch wird im Laufe dieses Jahres, während welches sämtliche Archivbeamten ihre dienstliche Tätigkeit ausschliesslich den umfassenden Arbeiten der Neugestaltung des hiesigen Staatsarchivs zu widmen haben werden, keine Zeit übrig bleiben, solche jener Arbeit zu widmen. Daher muss ich es Ihnen, mein Herr, überlassen, persönlich oder durch einen gehörig zu legitimierenden Vertreter die gewünschten Abschriften selbst anzufertigen, oder anfertigen zu lassen. Die letzteren werden mir dann, vor ihrer Benutzung zum Zwecke der Veröffentlichung, zur Genehmigung vorgelegt werden müssen.

DER VORSTAND DES ARCHIVS.

M. Koser ajoute que M. Dareste répondit, le 9 juillet 1871, qu'il avait l'intention de venir lui-même à Marbourg en août ou septembre 1872. Mais ce voyage ne fut pas réalisé et M. Dareste n'ajouta pas l'archiviste de ses intentions ultérieures. Aussi ce dernier fut-il surpris de voir M. Dareste se plaindre que les savants français trouvaient aux archives prussiennes un moins bon accueil que les savants d'autres nations. Une note à ce sujet fut insérée dans la *Historische Zeitschrift* (vol. XXXVII, p. 217-218).

Nous avons communiqué cette réclamation à M. Dareste, qui nous a répondu par la lettre suivante. Il en ressort que M. Dareste, en écrivant son article, était resté sous l'impression de la réception qui lui fut faite en 1869 et n'avait pas conservé le souvenir des lettres échangées en 1871 :

Bellevue, le 13 juillet 1908.

Mon cher confrère,

Il paraît que MM. les archivistes de Marbourg ont été blessés de ce que j'ai dit dans mon dernier article sur la correspondance de François Hotman. Je n'ai pourtant rien affirmé que de rigoureusement exact et je l'ai fait dans des termes qui n'ont rien de désobligeant. Voici ce qui s'est passé :

A la fin de septembre 1869, me trouvant en Allemagne, je me suis présenté aux archives de Cassel et j'ai demandé à M. le Directeur si l'on pouvait me communiquer un recueil de lettres échangées entre Hotman et les ministres du landgrave au sujet de la première guerre de religion en France, de 1563 à 1565. M. le Directeur fit apporter un volume in-8°, relié en parchemin, contenant lesdites lettres, mais je n'ai pas eu la permission d'y jeter les yeux. On me répondit que les règlements s'y opposaient, qu'en m'adressant au ministre compétent je pourrais obtenir la communication demandée, à condition toutefois de me rendre à Marbourg, où les archives allaient être transférées, ou d'y envoyer quelqu'un à ma place, que je ne pourrais prendre des notes que sous la surveillance de MM. les archivistes et que ces Messieurs pourraient en retenir tout ce qui leur conviendrait. Pressé par le temps, je retournai à Paris directement. De Paris, j'écrivis à M. de Bismarck pour solliciter la communication dont j'avais besoin. Environ un mois après, je reçus une lettre qui me priait de passer à l'ambassade d'Allemagne, où un attaché de la légation me réitéra de vive voix la réponse qui m'avait été faite à Cassel. Retenu à Paris par mes occupations, je m'abstins de faire de nouvelles démarches et la négociation fut ainsi terminée.

M. le Directeur des archives de Marbourg affirme qu'une nouvelle lettre m'a été adressée, offrant de me faire faire une copie de la correspondance dont il s'agit. Je n'ai pas reçu cette nouvelle lettre. Si je l'avais reçue, j'aurais pris une détermination que j'aurais fait connaître immédiatement.

C'est plus de douze ans après que M. Ehinger, de Bâle, m'écrivit que le recueil manuscrit lui avait été confié par la direction des archives de Marbourg, à l'occasion du centenaire du décès de François Hotman, mort en 1590. Il m'envoya en même temps une brochure contenant une biographie du personnage et la copie des lettres conservées à Marbourg. C'est seulement en 1908 que j'ai trouvé le temps de m'occuper de ces lettres et d'en faire une traduction qui a paru dans la *Revue historique* publiée par vous.

Dans ces circonstances, j'ai cru pouvoir dire que la communication m'avait été refusée. Y a-t-il eu accident ou malentendu ? C'est possible, mais en publiant mon travail sur Hotman j'ai dû faire connaître au public que je n'avais rien négligé pour en réunir tous les éléments épars.

Voilà, mon cher confrère, les explications que vous m'avez demandées. Quoique mes souvenirs remontent à près de quarante ans, ils sont encore très nets.

Votre tout dévoué confrère,

R. DARESTE.

LETTRE DU P. MORTIER.

En réponse à la note parue dans notre dernière livraison (t. XCVIII, p. 480) sur le tome III de son *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs*, le P. Mortier nous écrit de Flavigny (Côte-d'Or) :

Flavigny, 10 juillet 1908.

Monsieur le Directeur,

Puisque M. Lauer a publié une note soi-disant rectificative dans la *Revue historique* en réponse à une lettre privée, je vous serais bien obligé de publier également cette contre-rectification.

J'ai le grand regret d'affirmer, malgré ce qu'écrit M. Lauer, qu'il n'y a aux archives de l'ordre ni correspondances, ni comptes concernant les maîtres généraux des Frères Prêcheurs avant le xv^e siècle, ni même d'autres documents de quelque importance en dehors de ceux que j'ai publiés.

Les registres ne commencent qu'avec Léonard de Pérouse en 1474, sauf quelques bribes de ceux de Raymond de Capoue avant 1400. Et ce n'est qu'une copie faite par le P. Brémond. Les registres suivants ont disparu.

Je le regrette, mais nous n'avons pas autre chose.

Je crois connaître nos archives.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mon profond respect.

MORTIER.

P.-S. — Je n'ai aucune envie de continuer cette polémique tout à fait stérile. Je me réserve de répondre ailleurs à des affirmations vraiment trop téméraires.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus, 1907, nov. — G. PERROT. Notice sur la vie et les travaux de Jules-Aug. Lair (1836-1907). — E. POTTIER. Les origines populaires de l'art. = 1908, févr. A. BLANCHET. Le monnayage de l'empire romain après la mort de Théodose I^{er} (dénote un parfait accord entre les deux fils de Théodose). — F. DE MÉLY. Le Christ à tête d'âne du Palatin (l'accusation d'adorer une tête d'âne fut lancée contre les Juifs bien avant que la religion chrétienne fût connue). — P. DURRIEU. Les armoiries du bon roi René. = Mars. A. MERLIN. Inscription latine découverte à Korbous (Tunisie; relative à un D. Laelius cité en 43 av. J.-C.). — J. MAURICE. La véracité historique de Lactance (établit la véracité du *De mortibus persecutorum*). — M. HOLLEAUX. Rapport sur les travaux exécutés dans l'île de Délos par l'École franç. d'Athènes, 1907. — E. CHAVANNES. Note préliminaire sur les résultats archéol. de la mission accomplie en 1907 dans la Chine du nord. = Avril. Ch. DIEHL. Note sur deux inscriptions byzantines d'Éphèse (fragments de novelle du VI^e s.). — MISPOULET. Diocèses et ateliers monétaires de l'empire romain sous le règne de Dioclétien (ils ne coïncident pas). — E. CHATELAIN. Rapport sur les travaux des écoles françaises d'Athènes et de Rome, 1906-1907.

2. — **Revue archéologique.** 4^e sér., t. XI, 1908, mars. — G. MILLET. Byzance et non l'Orient (contre M. Strzygowski, soutient que le psautier de Munich dérive des psautiers byzantins). — R. DUSSAUD. Le royaume de Hamat et de Lou'ouch au VIII^e s. av. J.-C. (d'après une stèle découverte par M. Pognon). — S. REINACH. Une ordalie par le poison à Rome et l'affaire des bacchanales (Tite-Live n'a rien compris à l'« affaire des poisons » de l'an 331 av. J.-C.; les accusées furent soumises à une ordalie par le poison. Il a accueilli avec une naïve complaisance les calomnies lancées en 186 av. J.-C. contre les femmes qui prenaient part aux bacchanales). — F. DE MÉLY. L'autel d'Avenas (Rhône) et le chronogramme de son inscription (on n'a pas remarqué que cette inscription, qui relate une donation du roi Louis VII, porte en chronogramme la date du 12 juillet 1180; il semble en ressortir que Louis VII eut une attaque d'apoplexie vers le mois de juin). — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine. = C.-rendu : C. Jullian. Hist. de la Gaule (remarques critiques par S. Reinach).

3. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** T. LXIX, 1908, nos 1-2. — F. LOT. La grande invasion normande de 856-862 (déta-

ché d'un ouvrage d'ensemble sur les invasions normandes. Siège de l'île d'Ocellus et dévastation de Paris; Weland et les Normands de la Somme, en 859-861; retour de Weland, sa lutte contre les Normands de la Seine, en 861; fin de l'invasion). — C. Bloch. Inventaire sommaire des volumes de la Collection Joly de Fleury concernant l'assistance et la mendicité. — M. Fazy. Note sur le style employé par Étienne de Tournai (1192-1203) pour dater ses actes (très variable). — H. Stein. Les aventures d'un Grec en France au début du x^v s. (chargé de concentrer les sommes obtenues par l'octroi des indulgences, il fut arrêté à la requête du duc de Berry et relâché grâce à l'intervention de l'ambassadeur de l'empereur Manuel, 1408). — C.-rendu : *P. Legendre*. Études tironiennes (M. Jusselin complète les indications bibliographiques de ce livre).

4. — **Le Moyen Âge.** 2^e sér., t. XII, 1908, n^o 1. — H. Stein. L'origine d'Eustache de Beaumarchais (il était de Beaumarchais, en Seine-et-Marne, et non de Gascogne). — M. Jusselin. Un diplôme original de Charles le Chauve du 8 nov. 846 (pour Cluny, n^o 11 du *Recueil* de Bernard et Brue). — C.-rendu : *A. Blanchet*. Les enceintes romaines de la Gaule (M. Prou signale les difficultés auxquelles on se heurte quand on rapporte à la fin du III^e s. la construction de ces enceintes). — N^o 2. A. Guesnon. Publications nouvelles sur les trouvères artésiens (Courtois d'Arras; « li jus de S. Nicholai »). — A. Vidier. Les greffiers de la Chambre des comptes et la garde du Trésor des chartes à la fin du xiv^e s. (publie un mémoire présenté au Conseil du roi par les greffiers de la Chambre des comptes pour revendiquer la garde du Trésor des chartes, 1390). — C.-rendus : *L. Halphen*. Le comté d'Anjou au x^e s. (M. Prou discute quelques points relatifs notamment aux élections abbatiales). — *E. Vallée*. Cartulaire de Château-du-Loir.

5. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. X, n^o 2, avril 1908. — H. Hausser. Les pouvoirs publics et l'organisation du travail dans l'ancienne France (fin : droits de surveillance et de réglementation des seigneurs; mainmise progressive de la royauté sur l'industrie aux xvi^e-xvii^e s.; les agents du pouvoir royal). — R. Durand. Louis XIV et Jacques II à la veille de la Révolution de 1688; les trois missions de Bonrepaus en Angleterre, 1686, 1687, 1688 (fin ici et au n^o 3 : missions de 1687-88; Louis XIV n'a cessé de traiter Jacques II en vassal et d'user de duplicité à son égard). — C.-rendus : *P. Lefevre*. Les communs de Bretagne à la fin de l'ancien régime, 1667-1789 (bonne étude juridique). — *F.-V. Toussaint*. Anecdotes curieuses de la cour de France sous le règne de Louis XV, éd. *P. Fould* (intéressant; l'éditeur manque d'expérience). — *A. Esmein*. Gouverneur Morris (Morris ne fut qu'un observateur superficiel et vantard qui ne mérite pas l'admiration naïve que lui a vouée M. E.). — N^o 3, mai. H. Sée. La portée du régime seigneurial au xviii^e s. (l'intensité en varie suivant les régions; charges qui pèsent encore sur les paysans, principalement la dime; abus dont ils souffrent et qui vont s'aggravant à la fin du

xviii^e s.). = C.-rendus : *E. Patot*. La propriété paysanne dans les bailliages de Semur-en-Auxois, Saulieu, Arnay-le-Duc, 1750-90 (documentation très précise). — *Ch. Vellay*. Œuvres de Saint-Just (édition très défectueuse). — *J. Hérissay*. Buzot (des lacunes de documentation). — *A. Fournier*. Napoléon ; une Biographie (remarquable ; quelques incertitudes de méthode et d'exposé).

6. — **Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée.** T. XXIX, 1908, févr. — La campagne de 1794 à l'armée du nord (fin : bataille de Pont-à-Chin, 22 mai). — La cavalerie pendant la campagne de 1796-97 en Italie (fin). — Étude sur la campagne de 1859 contre les Beni Snassen (suite en mars et avril ; fin en mai). — La guerre de 1870-1871 ; l'investissement de Paris (suite ici et aux n^{os} suiv. : constitution de la garnison de Paris ; marche des armées allemandes de Sedan sur Paris). = Mars. Études tactiques sur la campagne de 1806 ; Iéna (fin). — Un officier d'état-major prussien pendant la guerre de 1870 : le major Hans von Kretschman (d'après ses *Kriegsbrieife* publiées par Lily Braun). = T. XXX, 1908, avr. D'Hondschoote à Wattignies, 9 sept.-17 oct. 1793 (fin en mai). — La question des étangs d'Austerlitz (d'après les documents publiés par A. Slovak). — Lettre autographe et inédite du général Bugeaud au maréchal Soult relative à la bataille de Waterloo (1833). = Mai. Les services de l'arrière à la Grande Armée en 1806-1807 (suite en juin). — Les projets de diversion dans l'est du général Palikao (août 1870). = Juin. La campagne du maréchal de Saxe dans les Flandres en juillet 1745. Le combat de Melle et la surprise de Gand, 9-11 juillet. — La manœuvre de Valmy (suite : Dumouriez dans l'Argonne). — Une mission militaire prussienne au Maroc en 1860 (impressions du colonel von Goeben d'après sa correspondance).

7. — **Société de l'histoire du protestantisme français.** *Bulletin*. T. LVII, 1908, mars-avril. — Th. RIVIER. L'église française de Saint-Gall (suite en mai. Établie en 1685 pour les protestants français et piémontais réfugiés dans la ville ; principaux groupes de réfugiés et organisation de l'église française jusqu'en 1700 ; les réfugiés au xviii^e s. : les Orangeois, 1703-4, les galériens libérés). — N. W. L'Église réformée de Saint-Maixent à ses débuts (document, 1559-60). — Ch. BOSR. La chanson de Paul Colognac (protestant roué vif en 1693 ; texte correct d'une chanson séditieuse déjà publiée). — A. RENAUDET. Les débuts et les premiers livres de Guillaume Budé, d'après un ouvrage récent (celui de L. Delaruelle : livre superficiel où l'influence réciproque de Budé et de ses contemporains n'est même pas étudiée). = Mai-Juin. Ch. BOSR. Deux études sur la Révocation dans le Languedoc (par l'abbé J. Rouquette, parues sous ce titre. Discussion détaillée). — H. LEHR. Une liste des protestants chartrains en 1567. — J. VIÉNOT. Les protestants de Metz dénoncés par le coadjuteur de l'évêque, 1644 (mémoire inédit). — Chronique des événements relatifs au protestantisme, 1682-87 (suite).

8. — **La Révolution française.** 1908, juin. — A. AULARD. Le doctorat de M. Caudrillier (résumé de ses thèses sur la *Trahison de Piche-*

gru et l'Association royaliste de l'Institut philanthropique à Bordeaux). — P. ROBIQUET. Buonarrotti. Une émeute cléricale à Bastia en juin 1791 (contre la Constitution civile du clergé). — M. PELLET. Le curé Sollier dit « Sans peur » et l'assassinat de Pellet de Fretmat, prairial an IV (Sollier était le chef de la bande des « brigands royaux du Midi »). — R. ANCHEL. La répression de la chouannerie dans l'Eure en l'an VII et en l'an VIII (exposé des diverses mesures de répression employées). — La conversion de Talleyrand (lettre de la duchesse de Dino à l'abbé Dupanloup). — C. rendus : Œuvres de Saint-Just, éd. Ch. Vellay (critique justement sévère; longue réplique de Ch. Vellay au n° suiv.). — Procès-verbaux du Comité du travail à l'Assemblée constituante de 1848 (édition insuffisante). — Juillet. A. AULARD. Doctorat de M. Camille Bloch (résumé de ses thèses : *Inventaire de la Collection Joly de Fleury et l'Assistance et l'État en France à la veille de la Révolution*). — E. CHAMPION. J.-J. Rousseau et le vandalisme révolutionnaire (il ne l'a nullement encouragé). — H. HAUSER. Le serment à la Constitution civile dans deux paroisses bourguignonnes (analyse les sentiments de deux curés, « jureurs » l'un et l'autre, le premier par sympathie pour la Révolution, le second par attachement à ses ouailles).

9. — **La Révolution de 1848.** T. IV, 1907, sept. — J. GAY. Lettres inédites sur Rome et l'Italie au début du second Empire (suite; fin en nov. : détails sur l'état des esprits en Italie en 1854). — Une candidature phalanstérienne dans la Marne en 1848 (déclarations et professions de foi d'Allyre Bureau, ancien élève de l'École polytechnique). — Nov. GOSSEZ. Un procès pour introduction frauduleuse de livres prohibés à Lille en 1853 (lettre inédite de V. Hugo). — J.-F. JEANJEAN. « L'éternel révolté » (fin ici et en janv. : Barbès, malade, est transféré à Nîmes; sa mise en liberté, 1847). — T. V, 1908, janv. A. RANVIER. Une féministe de 1848 : Jeanne Deroin (fin en mars et mai). — Mars. GOSSEZ. Un plébiscite contre la révocation d'un instituteur en 1852. — Mai. H. BOURGIN. Victor Considerant. Son œuvre (Considerant, né en 1808, devient disciple de Fourier; fonde et dirige un journal de propagande : *le Phalanstère*, 1832-33; publie *Destinée sociale*, 1834). — FERDINAND-DREYFUS. L'école en 1848 et Hippolyte Carnot; les manuels civiques (en analyse quelques-uns). — E. DEJEAN. Le département de Saône-et-Loire en 1840 (publie un rapport confidentiel du préfet).

10. — **Nouvelle revue historique de droit français et étranger.** T. XXXII, 1908, n° 1. — C. CHABRUN. La « deductio quae moribus fit ». — J. DECLAREUIL. Quelques problèmes d'histoire des institutions municipales au temps de l'Empire romain; l'administration municipale aux IV^e-V^e s. (suite : le *curator civitatis*; le *defensor civitatis*). — L. BEAUCHET. [Traduction de la] loi d'Upland (suite : Livre de la procédure). — N° 2. L. DEBRAY. Contribution à l'étude du serment nécessaire (en droit romain). — R. GENESTAL. Les origines du privilège clérical (en matière pénale, apparaît, pour les évêques, au milieu du IV^e s., s'étend ensuite aux autres clercs, atteint son apogée à la fin du

iv^e s., est restreint au milieu du v^e s. et réglementé par Justinien, qui l'étend aux affaires civiles). — J. DUQUESNE. A travers la *condictio* (critique les théories de H. Pflüger, *Ciceros Rede pro Q. Roscio comoedo*). — W. BUCKLAND. Observations sur deux études concernant le droit de l'esclavage (rejette la théorie de M. Eisele sur le transfert de la propriété par un esclave et complète celle de M. Wlassak sur les manumissions prétoriennes).

11. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence. T. XXXI, 1907, n° 3. — J. DUCROS. Le contrat social (d'après G. Del Vecchio). = N° 5. J. ACHER. A propos du pape Alexandre III et de la liberté des mers (rectification à un article de J. Valéry). = N° 6. J. LEFORT. L'ancienne Université de Grenoble (d'après le *Livre du centenaire de la Faculté de droit*). = T. XXXII, 1908, n° 2. J. ACHER. Le jubilé de M. Hermann Fitting (apprécie les mémoires contenus dans le t. I des *Mélanges Fitting*).

12. — Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes. T. I, fasc. 1, 1906. — Ch. TURGEON. Introduction à l'histoire des doctrines économiques. — J. THÉLOHAN. Des *nexi* (les emprunteurs ne sont *nexi* qu'en vertu d'un acte indépendant du contrat de prêt, portant mancipation de soi-même, fait par le débiteur au créancier). — E. TEXIER. Des appels du Parlement de Bretagne au Parlement de Paris (1231-1553). = Fasc. 2, 1907. J. LETACONNOUX. Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au xviii^e s. (état de l'agriculture et nature des cultures; les consommateurs de grains; les marchés, leur réglementation; observation des règlements; police des subsistances; observation des règlements de police; prix des grains et du pain; à suivre). — O. MARTIN. Un coutumier du Châtelet de la fin du xv^e s. (dans *Bibl. nat., ms. fr. 18110*; édition). — J. DU COSQUER DE KERVILER. Le bureau Véritas, société internationale de classification des navires (son histoire depuis sa création en 1829; à suivre).

13. — Le bibliographe moderne. T. XI, 1907, mars-juin. — L. LE GRAND. La table de Le Nain et les registres du Parlement de Paris (indique l'usage qu'on en peut faire pour s'orienter parmi ces registres). = Juill.-oct. P. DE VAISSIÈRE. Le fonds du grand prieur de France aux Archives nationales (historique et aperçu général). — P. ARNAULDET. Inventaire de la librairie du château de Blois en 1518 (suite). — G. LEPREUX. Antoine Estienne, premier imprimeur ordinaire du roi; deux documents inédits (1652 et 1662). — H. STEIN. Une visite à la bibliothèque communale de Ferrare (liste des principaux mss.). — Id. Bibliographie des usages locaux (qui ont encore caractère légal en France).

14. — Revue des bibliothèques. T. XVII, 1907, nos 7-9. — A. LEMOISNE. Notes sur l'évolution du portrait enluminé en France du xiii^e au xviii^e s. — M. SCHIFF. Éditions et traductions italiennes des œuvres de J.-J. Rousseau (bibliographie; fin au numéro suivant). = Nos 10-12.

ADDAÏ SCHER. Notice sur les manuscrits syriaques conservés dans la bibliothèque du patriarcat chaldéen de Mossoul. = T. XVIII, 1908, nos 1-3. FOSSEYEUX. Les bibliothèques des hôpitaux de Paris. — Th. LEGRAND. L'imprimerie à Saragosse au xv^e s. (résumé de la *Bibliographia Zaragozana del siglo XV* par M. J. Sánchez). — ADDAÏ SCHER. Notice sur les manuscrits syriaques et arabes conservés dans la bibliothèque de l'évêché chaldéen de Mardin.

15. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1908, 28 mai. — Mélanges de la Faculté orientale de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth (vol. II; à noter la suite des études du P. Lammens sur le règne du calife Moavia I^{er} et les inscriptions grecques et latines de Syrie données par le P. Jalabert). — B. de Cérenville. Le système continental et la Suisse, 1803-1813 (bon). — Baron de Batz. Études sur la contre-Révolution : la vie et les conspirations de Jean, baron de Batz, 1754-1793 (utilise de bons documents avec un esprit critique insuffisant). = 4 juin. R. Hirzel. Themis, Dikè und Verwandtes (remarquable étude sur l'idée de justice et de droit chez les anciens Grecs). — A. Heisenberg. Nikolaos Mesarites. Die Palastrevolution des Johannes Komnenos (bon récit de la tentative faite, le 31 juillet 1201, par Jean Comnène pour renverser l'empereur Alexis III). — E. Schaumkell. Geschichte der deutschen Kulturgeschichtschreibung (bonne histoire de l'historiographie allemande, en tant qu'elle s'est occupée d'histoire générale, au temps de l'« Aufklärung »). — L. Stavenow. Geschichte Schwedens, 1718-1772; trad. p. C. Koch (bon). = 11 juin. E. Buequoy. Les gardes d'honneur du premier Empire (assez intéressant; de l'expérience et des lacunes; mais beaucoup de menus faits à prendre). — C. Pelletan. Victor Hugo homme politique (contient des passages intéressants). = 2 juillet. A. von Domaszewski. Die Anlage der Limeskastelle (remarquable). — Th. Schrader. Die Rechnungsbücher der Hamburgischen Gesandten in Avignon 1338 bis 1355 (intéressant). — B. Güntzberg. Die Gesellschafts- und Staatslehre der Physiocraten (ouvrage documenté, consciencieux et très clair). — Eug. Patoz. La propriété paysanne dans les bailliages de Semur-en-Auxois, Saulieu, Arnay-le-Duc à la fin de l'ancien régime (bon). — A. Schmitt. La répartition de la propriété en 1789 et la vente des biens nationaux de première origine dans le district de Bar-le-Duc (bon. Il ressort de cet ouvrage, comme du précédent, que, si la propriété paysanne était très morcelée, elle ne couvrait qu'une faible étendue et qu'elle était soumise à des droits seigneuriaux très réels). — A.-C. Coolidge. Les États-Unis, puissance mondiale (bon résumé). = 9 juillet. L. Hahn. Romanismus und Hellenismus (bonne esquisse des progrès que fit le romanisme en Grèce et en Orient, au détriment de l'hellénisme, jusqu'au temps de Justinien). — Dom F. Cabrol. Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie, fasc. 12, 13 et 14.

16. — La Revue de Paris. 1907. 1^{er} novembre. — Anatole FRANCE. La dame des Armoises (c'est le chap. xv du t. II de la *Vie de*

Jeanne d'Arc. = 15 nov. J. LEMOINE et A. LICHTENBERGER. Le second mariage du duc d'York, 1673 (récit assez piquant où l'on a utilisé les correspondances diplomatiques conservées au P. R. Office et aux archives des Affaires étrangères). = 1^{er} décembre. Chevalier DE L'ISLE. Lettres familiales, 1774-1783 (publie douze lettres, la plupart adressées au comte de Riocour; elles sont agréables). — A. MAILLET. Aryens et Indo-Européens (le terme d'Aryen s'applique uniquement aux anciennes tribus qui ont imposé leur parler à la Perse et à l'Inde. C'est par un abus de langage que l'on a pu appeler langues aryennes les langues indo-européennes dont la linguistique a montré la parenté; mais, conclure, comme on le fait trop souvent, de l'existence de langues aryennes à l'existence de peuples aryens, c'est commettre une véritable erreur scientifique, car, en réalité, si nous connaissons la langue, nous ignorons tout des hommes qui la parlaient). = 1908, 1^{er} janvier. Charles DIEHL. Les amours d'Andronic Comnène. = 1^{er} février. Alexandre MORET. Le livre des morts (analyse, d'après les plus anciens papyrus, les croyances des Égyptiens sur la mort, le jugement dernier et le sort dernier qui est réservé à l'âme humaine). = 15 mars. Prosper MÉRIMÉE. Lettres à la famille Childe (suite le 15 avril et le 15 mai : correspondance assez intéressante, où l'on trouve de tout : des nouvelles politiques et littéraires, des traits d'esprit, quelques touches de sensibilité et de la bonne humeur, du pessimisme dédaigneux et d'anodines polissonneries, de 1853 à 1870). — J. CREVEILLER. La Convention au 9 thermidor (lettre écrite de Paris; le 9 thermidor, « aux sans-culottes de Confolens » et où sont racontés les événements des 9, 10 et 11 thermidor an II). = 1^{er} avril. Duchesse DE DINO. Souvenirs (publiés par la comtesse Jean de Castellane. Ces *Souvenirs* ont, depuis, paru en librairie). — P. ACKER. La comtesse de Ségur, née Rostopchine (sa vie et ses œuvres, d'après des lettres et des documents inédits). = 1^{er} mai. André CHEVRILLON. Taine. Notes et souvenirs (suite le 15 mai; fin le 1^{er} juin; important; on comprend mieux l'œuvre historique de Taine quand on connaît mieux la nature de son intelligence). — Louis LIARD. La vieille Université de Paris (depuis le XII^e siècle jusqu'à la Révolution). = 1^{er} juin. Louis LIARD. La nouvelle Université de Paris. = 15 juin. Émile MÂLE. Comment l'art du moyen âge a fini. = 1^{er} juill. Fernand CAUSSY. Voltaire seigneur féodal. Tournay (expose, d'après des documents inédits, comment Voltaire acheta du président de Brosses la terre et comté de Tournay près du lac de Genève, et non loin des Délices, et comment il géra ce domaine féodal. Utilise avec art des documents inédits. Avec une carte). = 15 juillet. Anatole LE BRAZ. Le pays d'exil de Chateaubriand. I : Beccles (beaucoup d'anecdotes et quelques documents recueillis sur les lieux mêmes). — Jean LEMOINE. Primi Visconti (biographie d'un aventurier italien qui vint en France au temps le plus brillant du règne de Louis XIV et se fit à la cour une singulière réputation de graphologue et de devin. Il mourut en décembre 1713, laissant des papiers, parmi lesquels des *Mémoires* conservés aujourd'hui à la Méjanes. Publie d'assez longs fragments de

ces *Mémoires*, qui se rapportent aux années 1673-1681 et contiennent, à côté de beaucoup de hableries, d'intéressants détails sur le roi et les dames de sa cour). — D. HALÉVY. Fr. Nietzsche et l'Empire allemand.

17. — Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. T. XXXV, 1907, n° 1. — A. GRÈZE. Journal de voyage de l'abbé Gibert, curé de Colonges (dans le canton de Valence; publie le journal de ses pérégrinations en Espagne à la suite de la loi de déportation des prêtres réfractaires, 1792). — E. FORESTIÉ. Le mobilier de Mgr Le Tonnelier de Breteuil, évêque de Montauban, mis sous séquestre en 1793 (inventaire). = N° 2. L. MATHET. La lèpre, les lépreux, les léproseries et spécialement les léproseries de Tarn-et-Garonne (indications très générales). — F. GALABERT. Une correspondance berlinoise de fils de réfugiés, 1762-1872. — L. VITTEAUT. L'Ordre de la Félicité (cercle parisien où l'on se divertissait). — E. FORESTIÉ. Lamothe-Cadillac, fondateur de la ville de Détroit (Michigan), gouverneur de la Louisiane et de Castelsarrasin; notes complémentaires (publie son testament et l'inventaire de ses biens).

18. — Mémoires de la Société éduenne. Nouv. série, t. XXXV, 1907. — A. DE CHARMASSE. Une grève de censitaires à Paray-le-Monial en 1383 d'après une enquête de 1393 (cette grève dura dix ans). — Id. Les derniers jours, la mort et les obsèques de Robert Hurault, abbé de Saint-Martin d'Autun en 1567, d'après une relation contemporaine inédite (Robert Hurault était resté officiellement catholique tout en inclinant nettement vers la Réforme). — P. MONTARLOT. Les députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution (suite des biographies des députés à la Convention). — Id. Une famille avant et après la Révolution; les Colmont de Vaulgrenand. — Précis des événements qui se sont passés à Autun, mars-juillet 1815; relation d'un témoin. — P. MUGUET. Le prieuré du Val-Saint-Benoît (1^o de 1236 à 1500). — Mélanges d'histoire, d'archéologie et de bibliographie locales.

19. — Revue de Gascogne. T. VIII, 1908, n° 2. — J. CONTRASTY. Le clergé français exilé en Espagne, 1792-1802 (suite aux nos 3-6; publie un mémoire écrit vers la fin de 1792 par un prêtre émigré pour justifier l'émigration; principales catégories de réfugiés; mesures prises en Espagne à leur égard). — E. LABADIE. Notes et documents sur quelques faïenceries et porcelaineries de la Gascogne au XVIII^e s. (suite; fin au n° 3). = N° 3. A. DEGERT. Les anciens Fors de Béarn, d'après un livre récent (de P. Rogé, paru sous ce titre; fin au n° 4). — E. RIVIÈRE. Les Jésuites à Auch (publie un catalogue de bienfaiteurs de leur collège; fin aux nos 4-5). = N° 5. A. D[EGERT]. Jean de Monluc fut-il archevêque de Bordeaux? (oui; en 1551). = N° 6. Ch. SAMARAN. Blaise de Monluc historien (d'après le livre de P. Courteault).

20. — Revue de l'Anjou. T. LVI, 1908, nos 1-2. — Ch. URSEAU. Devis et marchés pour la construction d'une chapelle à Saint-Pierre-de-Chemillé en 1501. — J. DENAIS. Le portefeuille d'un curieux; notes

et documents sur l'histoire, la littérature et l'archéologie angevines (suite : statuts de la corporation des marchands de Beaufort, 1698; liste inédite des prêtres angevins déportés en Espagne comme réfractaires, 1792). — P. ARMEL. Les Franciscains de Maine-et-Loire pendant la Révolution (fin : réunit tous les renseignements qu'il a pu retrouver sur le sort des Franciscains et Franciscaines depuis 1790). — H. FAYE. Le clergé et le culte en Touraine pendant la Révolution, 1789-1801 (suite ici et au n° 5). — LA BESSIÈRE. Écoles libres laïques à Angers pendant le XIX^e s. (suite : publie des « états » des institutions de jeunes filles dressés en 1807, 1809, 1811; suite au n° 3). = N°s 3-4. R. DE FOUGEROLLE. Le duc de Plaisance Louis de Maillé de La Tour-Landry, 1860-1907. — P. GOURDON. Sur les chemins de Vendée (suite : combats de Coron et du Pont-Barré, sept. 1793). — H. FAYE. Le refus de l'impôt et l'anarchie financière pendant la Révolution.

21. — Revue d'histoire de Lyon. T. VII, 1908, n° 3. — L. CHATELARD. La corvée royale dans le Lyonnais, 1720-1789 (le système de la corvée en nature ne donna que des résultats médiocres et tendit rapidement à être remplacé par un système d'impositions). — P. GONNET. Les Cent Jours à Lyon (suite; fin au n° 4 : organisation de l'armée des Alpes pour résister à l'étranger; formation de bataillons de tirailleurs recrutés dans la Fédération lyonnaise; mise en état de défense de Lyon; explosion de colère à l'annonce de l'armistice signée par Suchet; l'opinion publique à Lyon pendant les Cent Jours; la 2^e Restauration). — Lettres d'Esquiros à Barodet (1850-1871). — F. BALDENSPERGER. Quelques sources étrangères de l'histoire lyonnaise (1772-1811; liste rapide). = N° 4. E. LEROUX. Les dessinateurs de la Fabrique lyonnaise au XVIII^e s. — Les procureurs généraux et les secrétaires de la ville de Lyon (listes de 1381 à 1790).

22. — Revue historique et archéologique du Maine. T. LXIII, 1908, n° 1. — L. CELIER. Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e s. (1^{re} indication des sources; 2^e suite aux n°s 2-3 : catalogue des actes, années 567-1165). — L. FROGER. L'itinéraire de René du Bellay, évêque du Mans (chronologie de ses déplacements, 1535-1546). — P. CALENDINI. Aveux de Christophe de Boisvion et de Péan de Brye à Françoise d'Alençon; baronnie de Fresnay (1541). = N° 2. A. MOUSSER. Pierre de Ségusson, seigneur de Longlée-Renault, en Asnières, ambassadeur de France en Espagne sous les règnes de Henri III et Henri IV, 1583-90 (suite au n° 3. Les premières années; l'homme, d'après sa correspondance; son rôle politique dans l'affaire de Cambrai, 1583-86.) — L. BEZARD. Les noms de nos rivières (rectifications et additions au livre de R. de Félice paru sous ce titre). — L. CALENDINI. Bibliographie sarthoise, 1906-1907. = N° 3. V^{te} DE NOAILLES. Nuremberg, Lutzen et la mort de Gustave-Adolphe, 1632 (extr. d'un livre sur *Bernard de Saxe-Weimar*). — A. BEZARD. Un épisode de la bataille du Mans (1871; d'après un livre allemand).

23. — Historische Vierteljahrschrift. T. XI, 1908, n° 2. — A. WERMINGHOFF. Derniers travaux sur les rapports de l'Église et de l'État en Allemagne à la fin du moyen âge (en dégage les principaux résultats et indique les grandes lignes d'une étude d'ensemble. Appendice : la notion de « nation allemande » dans des actes du xv^e s.). — H. BARGE. Le plus ancien règlement évangélique relatif aux pauvres (maintient contre K. Müller que la « Wittenberger Beutelordnung » est postérieure au « règlement de la ville de Wittenberg » du 24 janvier 1522 et n'émane pas de Luther). — G. CANO. La seigneurie de Henri VII à Gênes (1311-1313; rectifie l'article de V. Samanek dans les *Mitteil. des Inst. für österr. Geschichtsforsch.*, XXVII). = C.-rendus : *A. v. Notthafft*. Die Legende von der Altertums-Syphilis. — H. Bolkestein. De colonatu Romano ejusque origine (consciencieux). — J.-M. REU. Quellen zur Gesch. des kirchlichen Unterrichts in der evangel. Kirche Deutschlands, 1530-1600; t. II.

24. — Historische Zeitschrift. T. CI, 1908, n° 1. — AL. CARTELLIERI. Richard Cœur-de-Lion en Terre-Sainte (exposé d'ensemble, sans références, où l'auteur présente sous une forme nouvelle ce qu'il a déjà dit en grande partie dans son *Philipp August*). — A. SCHAUPE. Les premiers voyages des galères vénitiennes dans la mer du Nord (remontent à 1314; étudie leur organisation jusqu'au milieu du xiv^e s.). — FR. MEINECKE. Louis Erhardt (1857-21 janv. 1908; a étudié la civilisation homérique et les origines germaniques). — H. ONCKEN. Sur Johannes Ronge (lettre inédite d'avril 1861). = C.-rendus : H.-A. CREUTZBERG. Karl von Miltz, 1490-1529 (peu solide). — The Cambridge modern history; t. IX : Napoléon (nombreuses critiques par Ad. Wahl). — Ph. Knieb. Gesch. der kathol. Kirche in der freien Reichsstadt Mühlhausen in Thür (exposé consciencieux, tendancieux seulement en apparence).

25. — Archiv des historischen Vereins von Unterfranken u. Aschaffenburg. T. XLVIII, 1906. — H. BECK. Histoire du cercle de Franconie de 1500 à 1533 (mémoire de 187 pages sur la formation du cercle, décidée à la diète d'Augsbourg en 1500, puis sur son organisation administrative et politique et sa rapide unification). — J. HEFNER. Pour l'histoire du prince-évêque de Würzburg, Johann von Egloffstein, 1400-1411 (publie l'acte d'arbitrage d'août 1408 qui mit fin aux luttes entre l'évêque et le chapitre cathédral).

26. — Archiv für hessische Geschichte u. Altertumskunde. 2^e série, t. IV, fasc. 2, 1906. — G. RAUSCH. La ville de Schotten au xvii^e s. (tableau d'une petite ville au temps de la guerre de Trente ans). — H. RIESS. Contributions à l'étude des anciens établissements et des voies de communication aux environs de Heppenheim (époque préhistorique). — H. BOEHMER. La réforme du couvent de Saint-Pierre de Wimpfen en Vallée; contribution à l'histoire religieuse et économique du xiii^e s. (réorganisé au xiii^e s. par Richard de Deidesheim et Burchard de Hall). = T. V. G. BAUCH. Sur l'histoire de l'humanisme à Mayence.

— H. SCHROHE. La nomination aux chaires vacantes dans l'Université de Mayence aux *xvi^e-xvii^e s.*

27. — Beiträge zur bayrischen Kirchengeschichte. T. XII, 1906, nos 2-3. — Th. KOLDE. Les débuts d'une communauté calviniste à Erlangen (étudie les rapports de cette communauté, d'abord purement luthérienne, avec les réfugiés calvinistes de France et d'Allemagne jusqu'à la fin du *xvii^e s.*, puis les rapports de ceux-ci jusqu'en 1843 avec les catholiques). = N° 6. GEYER. Nuremberg et la Contre-Réforme (aperçu rapide). — K. SCHORNBAUM. La question du gouvernement de Brandebourg-Ansbach au concile de Trente, 1551-52. = T. XIII, 1907, n° 1. Th. KOLDE. La communauté franco-calviniste d'Erlangen et les Juifs (publie et commente une pétition adressée entre 1702 et 1710 par les réfugiés français d'Erlangen au margrave de Brandebourg pour empêcher ce dernier de lever l'interdiction faite aux Juifs d'habiter Erlangen). = N° 2. M. WEIGEL. Désorganisation et réformes dans le couvent de dominicaines de Rothenburg, 1350-1406 (fin au n° 5). = Nos 3-4. Th. KOLDE. Thomas Venatorius, sa vie et ses œuvres (humaniste de Nuremberg, † 1551).

28. — Freiburger Diözesan-Archiv. T. XXXIV, 1906. — P. ALBERT. Le coadjuteur de l'évêque de Worms, S.-A. Würdtwein, et son œuvre historique (1722-1796; surtout connu comme diplomate). — A. GNANN. Contributions à l'histoire de l'organisation du chapitre cathédral de Bâle jusqu'à la fin du *xv^e s.* — Ib. Contributions à l'histoire de l'organisation du chapitre cathédral de Spire. — P. ALBERT. Sur la biographie du chroniqueur de Reichenau, Gallus Oheim (quelques additions à l'édition de Brandt).

29. — Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Stadt Nürnberg. T. XVII, 1906. — G. SCHRÖTTER. Les dernières années de la ville impériale de Nuremberg et sa réunion à la Bavière (retrace la décadence croissante de Nuremberg depuis la guerre de Trente ans; prise entre la Prusse et la Bavière, la ville chercha appui à Paris au *xviii^e siècle*; elle tomba aux mains des Français en mars 1806 et fut réunie à la Bavière en juin suivant). — K. SCHORNBAUM. Sur la politique de la ville impériale de Nuremberg depuis la fin de la diète de Spire, en 1529, jusqu'à la remise de la Confession d'Augsbourg, en 1530. — E. MUMMENHOFF. Les plus anciennes fortifications de Nuremberg.

30. — Mitteilungen des Vereins für Geschichte und Landeskunde von Osnabrück. T. XXX, 1905. — H. REHKER. L'organisation administrative de l'évêché d'Osnabrück de l'avènement de Jean IV d'Hoya à la mort de François-Guillaume, 1553-1661. — H. IELLINGHAUS. La frontière orientale de l'ancien évêché d'Osnabrück et le droit d'usage forestier de l'an 965 (à propos de la donation faite par Otton I^{er} à l'évêque Drogon en 965). = T. XXXI, 1906. J. FRECKMANN. La « capitulatio perpetua » et son influence sur la constitution du chapitre cathé-

dral d'Osnabrück, 1648-50. — G. WINTER. Les archives du préfet du département du Haut-Ems Charles-Louis de Keverberg (à propos de pièces récemment acquises et fort intéressantes pour l'histoire de la domination française dans le Hanovre à partir de 1810).

31. — Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Gesch. u. deutsche Literatur. T. X, 1907, n° 9. — W. VOLLGRAFF. Dulichion-Leukas (combat l'identification de la moderne Thiaki avec Ithaque et Dulichion). — J. KROMAYER. Hannibal et Antiochus le Grand soutient, contre Mommsen, qu'il n'y eut pas entente entre Hannibal et Antiochus dans le but de ruiner la puissance romaine; Antiochus voulait uniquement restaurer à son profit le royaume de Séleucus; Hannibal n'avait en vue que l'intérêt carthaginois). — T. XI, 1908, n° 1. P. PERDRIZET. Les principaux résultats des fouilles de Delphes. — N° 3. J. GEFFCKEN. L'empereur Julien et les écrits polémiques de ses adversaires. — F. SCHEMEL. L'école supérieure de Constantinople au IV^e s. après J.-C. (le « Capitole », fondé par Constantin). — E. STRUTZER. Années d'études de Bismarck (d'après la biographie de G. Wolf, 1902). — N° 4. E. KORNEMANN. Les cités et les empires de l'antiquité, leurs transformations et leurs rapports. — E. BRUHN. Le « Commentariolum petitionis » de Cicéron (c'est à tort qu'on lui en a dénié la paternité). — N° 5. C. SCHUGHARDT. Le bourg, la citadelle et la ville chez les Germains et chez les Grecs (dans l'antiquité grecque, on constate le même mode de peuplement urbain que dans l'Allemagne du moyen âge : la πόλις, équivalent de la citadelle ou « refugium » puis du « Burg », et l'ἄκτις, équivalent du bourg ouvert ou « Hof »). — W. SOLTAU. Humanité et christianisme dans leurs rapports avec l'esclavage (étudie l'influence du mouvement humanitaire et philosophique, antérieur au christianisme, pour l'adoucissement de l'esclavage). — N° 6. E. WILSCH. Dix années de fouilles américaines à Corinthe.

32. — Philologus. T. LXV, 1906, n° 1. — W. DÖRPFELD. L'ancienne Athènes au temps des rois (rectifie le tableau tracé par E. Drerup au t. LXIV d'après Thucydide, II, 15, et les résultats des fouilles. Toute la ville sise sur l'Acropole était comprise dans les murs dits pélasgiques; il n'y avait pas de faubourg ouvert). — N° 2. A. MÜLLER. Sur Tacite, *Histor.*, I, 46. — N° 3. A. v. DOMASZEWSKI. Contributions à l'histoire de l'Empire : I, la guerre de Trajan contre les Daces sur les reliefs de la Colonne trajane (rectifie Cichorius et Petersen); II, le discours d'Aristide ἐκ βασιλείας (ne vise pas Macrin, comme le croit B. Keil, mais l'empereur Gallien; il faut, par suite, l'identifier avec le προσωποποιήσεως Γαλατηνῶ du sophiste Callinicos de Petra; ce n'est pas une œuvre d'Aristide). — A. KÖRTE. Sur le droit successoral attique (sur la situation légale de l'héritière, à propos d'Isée, VIII). — N° 4. L. BÜRCHNER. Le port de Panormos et le cap Palinuros dans l'île de Samos (Polyxenidas, chef de la flotte d'Antiochus III, y battit le rhodien Pausistratos en 190 av. J.-C.). — M. MAYER. Contributions à la topographie et à l'histoire primitive de l'Apulie : I, la description de l'Apulie par Plinie

(ses sources, ses erreurs); II, topographie; III, les cités et les tribus primitives des Iapyges; IV, les prétendus éléments italiques chez les Iapyges. — M. RABENHORST. Les « indices auctorum » et les vraies sources de l'Histoire naturelle de Pline (ce ne sont pas celles qu'il a citées dans ses « indices »; elles sont pour la plupart des débuts de l'Empire). = T. LXVI, 1907, n° 1. O. LEUZE. La bataille de Panorme (la victoire de Métellus sur Hasdrubal eut lieu en avril ou au début de mai 250 av. J.-C.). = N° 2. A. v. DOMASZEWSKI. Contributions à l'histoire de l'Empire : III, l'inscription d'Antonius Naso (*C. I. L.*, III, 14387 ff. *fff* et *k*, ne font qu'une seule inscription en l'honneur d'Antonius Naso); IV, l'inscription de Velius Rufus (trouvée à Baalbek; détails sur la guerre contre les Bructères en 78, les combats en Maurétanie et en Dacie sous Domitien); V, inscription de Capoue (*Ephem. epigr.*, VIII, 478; doit être rapportée à Fulvius Plautianus, conseiller de l'empereur Sévère). = N° 3. J. LEZIUS. Tribus « gentiles » et tribus locales en Attique (les quatre anciennes tribus ne sont pas le résultat d'une évolution naturelle, mais d'une répartition artificielle opérée par voie législative; leur caractère « gentile » se manifeste seulement en ceci, que l'on appartenait héréditairement à la même tribu. Clisthène n'a fait que substituer une nouvelle répartition à la répartition ancienne, mais sans en changer le principe). — F. LUTERBACHER. Contribution à une histoire critique de la première guerre punique (essai de fixation chronologique d'après le système de G.-F. Unger, qui admet que le calendrier romain fonctionnait alors régulièrement, au lieu que M. Schermann suppose avec Varese que l'année romaine était en retard de deux à trois mois sur l'année astronomique). — A. MOMMSEN. Apollon à Délos (son culte d'après les fouilles). = N° 4. V. GARDTHAUSSEN. Un vice-roi d'Égypte (nouvelle lecture de *C. I. L.*, III, 12053, « cursus honorum » de C. Minicius Italus, préfet d'Égypte en 104-105). — K. MÜNSCHER. La marche de Ménon sur la Cilicie (l'exposé donné par Schäffer dans les *Jahreshefte des oesterr. arch. Instituts*, t. IV, est inconciliable avec Xénophon, *Anab.*, I, II, 19-20). — O. LEUZE. Remarques de chronologie sur l'annaliste Pison; I, le calcul pisonien des années chez Pline et Tite-Live; II, le « saeculum » pisonien; III, les « ludi saeculares » mentionnés par Pison (en 605 et 608 de Rome; il n'y en eut qu'en 605); IV, le compte des années chez Pison pour l'époque antérieure à la guerre de Pyrrhus. = T. LXVII, 1908, n° 1. A. v. DOMASZEWSKI. Notes sur l'histoire de l'Empire : I, le culte de César (au lendemain des batailles de Thapsus et de Munda, les honneurs rendus à César faisaient présager ce culte); II, Auguste et T. Live (la 3^e décade de T. Live a dû être écrite avant l'an 23); III, la guerre des Marmarides sous Auguste; IV, sur la guerre arménienne de Corbulon (61-62 apr. J.-C.); V, les derniers compagnons de Néron (Phaon, Epaphrodite); VI, l'administration de la Judée sous Claude et Néron. — B. v. HAGEN. Isocrate et Alexandre (la politique d'Alexandre n'est en grande partie que la réalisation du programme d'Isocrate : lutte contre

les barbares et unification de la Grèce). — A. MÜLLER. Les « primipilares » et le « pastus primipili » (dans les codes de Théodose et de Justinien. Ce sont des employés civils chargés de l'entretien des troupes au « limes »).

33. — Preussische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte. 1908, n° 4. — KOSER. Ode inédite de Frédéric le Grand « sur les jugements que le public porte sur ceux qui sont chargés dans la société civile du malheureux emploi de politique », 1742 (Frédéric n'y renie pas encore les doctrines de l'*Anti-Machiavel*, mais il s'en éloigne). = N° 13. Id. Sur les préliminaires du premier partage de la Pologne (lettres inédites par lesquelles Frédéric le Grand décline l'offre que lui avait faite son frère, le prince Henri, d'occuper les territoires polonais, juin-juillet 1770; il changea d'idées en février 1771, quand le prince Henri fut revenu de Saint-Petersbourg). = N° 26. A. HARNACK. Le prétendu synode d'Antioche en 324-325 (le texte publié par E. Schwartz et qui y fait allusion est un faux du VI^e ou VII^e s.). = N° 32. E. MEYER. L'intérêt de la découverte de l'ancien Orient pour la méthode historique et spécialement pour les débuts de l'histoire de l'humanité.

34. — Rheinisches Museum für Philologie. T. LXII, 1907, n° 4. — O. SEECK. Anciennes et nouvelles dates pour l'histoire de Dioclétien et de Constantin (démontre l'inconsistance de plusieurs hypothèses, dues surtout à Mommsen et à E. Schwartz, pour la chronologie de cette époque : calcul des « tribuniciae potestates » de Maximien et Constantin; calcul des indictions depuis 297 et non pas seulement 312; guerre de Constantin contre Licinius, fin 324; Maxence n'a jamais porté le titre de César; fastes égyptiens de 318-324; papyrus de Théadelphia, etc.). — E. PETERSEN. Sur Thucydide (II, 15; sur les origines d'Athènes; contre l'interprétation de Dörpfeld). — Fr. REUSS. Contributions helléniques (Bactra et Zariaspa sont une seule ville; Séleucus et Ptolémée Kéraunos : c'est uniquement en vainqueur de Lysimaque que Séleucus revendiqua la Macédoine).

35. — Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte. T. VI, 1908, n° 1. — J. MÜLLER. Le champ d'action et les principales routes du commerce de Nuremberg au moyen âge (au milieu du XV^e s., le commerce de Nuremberg atteignit une extension inouïe. M. Müller recherche quelles étaient les grandes routes commerciales suivies par les marchands de cette ville quand ils se rendaient dans l'Europe méridionale, septentrionale et orientale). — A. SCHAUBE. L'exportation de la laine anglaise en 1273 (fin au n° 2. Des documents de cette année nous permettent de savoir à la fois les quantités de laine exportées, la nationalité des exportateurs, leurs débouchés, et nous éclairent sur la répartition des capitaux). — F. KLUGE. Les noms patronymiques et l'occupation du sol (les noms de lieux en *-ingen* ne permettent pas de supposer une occupation du sol par groupements de familles). — A. ZYCHA. Les derniers travaux sur l'histoire économique et juridique de l'exploitation minière en Allemagne (examen détaillé des

dernières publications; suite ici et au n° 2). = C.-rendu : *Borelli de Serres*. Les variations monétaires sous Philippe le Bel (discussion détaillée par A. Dieudonné). = N° 2. A. BUGOZ. Petites contributions à l'histoire des plus anciens comptoirs allemands à l'étranger et spécialement à Bergen, en Norvège (comme en Angleterre, en Russie, en Gothie, les Allemands eurent à Bergen un comptoir bien avant le milieu du xiv^e s., contrairement à ce qu'on dit d'ordinaire; on les y trouve dès le xi^e s., et dès le xiii^e s. on a la preuve qu'ils y étaient organisés en ghildes). — G. MOLLAT. Procès d'un collecteur pontifical sous Jean XXII et Benoît XII (analyse d'une enquête contre un collecteur accusé de malversations). — W. LENEL. Un traité de commerce de Venise avec Imola en 1099.

36. — *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst*. T. XXVI, 1907, n° 3. — A. RIESE. L. Appius Norbanus Maximus (d'abord légat vers 70 à la légion VIII Augusta, au pays des Lingons; après son consulat, il reçoit, en 87 ou 88, le commandement de l'armée de Basse-Germanie et y combat, en 89, Antonius Saturninus, proclamé empereur à Mayence; termine ensuite la guerre des Chattes en Haute-Germanie; « legatus provinciae » en Basse-Germanie jusqu'en 93; revient alors à Rome et, entre 93 et 96, est nommé proconsul de Bithynie). — H. SCHWARZ. Contribution à l'histoire du comte palatin rhénan; I : les droits du comte palatin sur les bords du Rhin et du chapitre de Cologne à Zülrich dans leurs transformations depuis le x^e s. (retrace le long conflit auquel ces droits donnèrent lieu entre le comte et le chapitre du xiii^e s. à la fin du xviii^e; suite au n° 4). — L. SCHWERING. L'émigration de marchands protestants de Cologne à Mülheim, sur le Rhin, en 1714 (c'est l'origine de l'importance industrielle de Mülheim). = N° 4. K. GUTMANN. Villa romaine dans le château de Larga (bâtie au milieu du ii^e s., subsista jusqu'à la fin de la domination romaine en Alsace). — Muséographie pour l'année 1906-1907. — J. HANSEN. Le « marteau des sorcières », sa portée et la fausse approbation de Cologne de l'an 1487 (réponse aux articles publiés par N. Paulus dans l'*Histor. Jahrbuch*, t. XXVIII et XXIX, contre les vues émises par l'auteur sur le « Malleus maleficarum »; la prétendue approbation de cet opuscule par l'École de Cologne est une grossière falsification).

37. — *Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte*. T. XIV, 1905. — K. v. STOCKMAYER. Souvenirs sur le conflit de 1804 (le conflit constitutionnel en Württemberg, d'après les papiers de la famille Stockmayer). — H. SCHÖLLKOPF. L'organisation scolaire dans l'ancien territoire de l'Ordre teutonique annexé au royaume de Württemberg (en 1805-1809) au temps de la domination de l'Ordre (surtout au début du xvi^e s.). — C. BÖRSCHINGER. L'alliance du 20 nov. 1331 entre les fils de l'empereur Louis de Bavière, l'évêque Ulrich d'Augsbourg et vingt-deux villes impériales de Souabe.

38. — *Zeitschrift der histor. Gesellschaft für die Provinz*

Posen. T. XXI, n° 1. — F. KOCH. Le traité de Bromberg entre le prince électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg et le roi Jean-Casimir de Pologne en 1657 (concedant à Frédéric-Guillaume la souveraineté de la Prusse). — H. BRAUNE. La campagne de Frédéric Barberousse contre la Pologne (1157) d'après les sources allemandes, bohémiennes et polonaises (ces dernières n'ont, vis-à-vis des autres, que peu d'importance). = N° 2. R. PAÜMERS. Un journal écrit à Posen à l'époque des Français (1806-1808).

39. — Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Germanistische Abteilung. T. XXV, 1904. — K. PERELS. Le déni de justice dans l'ancien Empire depuis 1495 (étude surtout juridique, qui fournit des détails circonstanciés sur l'organisation et la procédure de la Chambre impériale). — E. v. MOELLER. Le bourgmestre de Bochum (en Westphalie; depuis le XIII^e s., époque où Bochum devint une ville; la charge devint héréditaire au XV^e s.). — F. KÖGLER. Contribution à l'histoire de la réception et des formes symboliques de la « legitimatio per subsequens matrimonium ». — C. KOEHNE. Études sur la formation des droits de contrainte et de ban (sur l'origine des monopoles des moulins, des fours à pain, des pressoirs, des brasseries. Ne croit pas qu'ils puissent s'expliquer par un communisme primitif; quand l'origine n'en est pas purement domaniale, ils sont le résultat d'organisations artificielles, comme l'organisation militaire des IX^e-X^e siècles qu'on peut étudier en Lorraine: on crée des forteresses pour défendre le pays et on y installe les moyens nécessaires à la nourriture des garnisons). — U. STRYZ. Le terrier habsbourgeois et les débuts de la souveraineté territoriale (ce terrier, qui date de 1303-1308, fut établi pour achever d'asseoir la souveraineté territoriale du roi Albert; l'auteur passe en revue les diverses juridictions signalées dans le terrier et en détermine les origines). — M. TANGL. L'authenticité du « Privilegium minus » autrichien (maintient, contre Erben, l'authenticité de l'acte par lequel, en 1156, Frédéric Barberousse érigea en duché la marche d'Autriche). — E. STENGEL. Seigneurie et immunité (admet dans ses grandes lignes la théorie de Seeliger, tout en la rectifiant ou la complétant sur plusieurs points; étudie l'influence exercée par la seigneurie sur le développement de l'immunité). = T. XXVI, 1905. A. DOPFSCH. Impositions et immunité dans le duché d'Autriche (montre le lien qu'il y a entre le droit de juridiction et le droit d'imposition, l'exemption de celle-ci entraînant l'exemption de celle-là). — M. FUNK. Les tribunaux de Lübeck (depuis 1143, date de la fondation de la ville. Étudie la substitution des tribunaux de la ville à celui du représentant impérial au cours du XIV^e s., puis leur évolution jusqu'en 1879; fin au t. XXVII). — FRIESE. Sur la charte de fondation de Posen (1253); contribution à l'histoire du droit de Magdebourg. — F. FRENSDORFF. Le droit urbain de Brunswick jusqu'à la Réception (jusqu'en 1675, la ville de Brunswick fut régie par des coutumes, qui, d'abord très originales, avaient été parmi les premières en Allemagne à subir, au XIII^e s., l'influence du droit romain importé par l'école de Bologne). — H. BRUNNER. Sur

la peine de la pendaison dans l'ancien droit allemand (originellement, c'est moins un supplice qu'une précaution contre le danger qu'eût fait courir aux vivants l'âme de tel ou tel défunt s'il eût été enterré). = T. XXVII, 1906. H. LAECKEL. Abba, Åsega et Rêdjeva (sur l'organisation judiciaire dans la Frise primitive). — Id. Etheling, Frimon, Frling et Szêremôn (sur les classes de la société frisonne des XI^e-XIII^e s.). — G. ANSCHÜTZ. Le tribunal de la Chambre impériale et l'égalité de naissance de la petite noblesse (le tribunal impérial n'admet pas plus que l'ancien tribunal de la Chambre impériale l'inégalité sociale entre la petite noblesse et la noblesse princière. Cite comme exemple la succession de Lippe en 1783, 1897 et 1905). — S. RIETSCHEL. La « Tausendschaft » germanique (contre Sickel, Brunner et Schröder, en nie l'existence). — Id. Le « Pactus pro tenore pacis » et l'époque de l'élaboration de la loi salique (la plus récente rédaction officielle de la loi salique au temps des Mérovingiens, qui sert de base à tous les textes qui nous sont parvenus, a été élaborée sous les fils de Clovis. Childebert et Clotaire y ont travaillé ensemble ou successivement). = T. XXVIII, 1907. H. LAECKEL. « Weregildus » et « simplex compositio » (étude sur les différentes significations de ces deux termes en ancien droit frison). — Id. Héméthoga, Liudamon, Ked, Koningesorkeue et Tolewabôth (organes inférieurs des tribunaux frisons). — Id. Foged, Skelta, Fräua et Bou (fonctionnaires frisons). — J. GIERKE. « Chrenecruda » et « Spatenrecht » (signification de ces deux termes). — S. RIETSCHEL. Recherches sur l'histoire de la « centaine » germanique (lui donne pour origine le compagnonnage primitif). — A. GORL. Le duel en droit franc.

40. — *Zeitschrift des Harz-Vereins für Geschichte u. Altertumskunde*. T. XXXIX, 1906, fasc. 1. — Fr. GÜNTHER. La fondation de Grund et les premiers temps de son histoire (la ville doit son origine à l'exploitation d'une carrière de pierres vers 1450). — H. KLOPPENBURG. Les Jésuites à Goslar (1630-1632). = Fasc. 2. W. MÖLLENBERG. Hans Luther, père de Martin Luther, mineur et maître de forge à Mansfeld (mort en 1530). — Fr. GÜNTHER. Les libertés minières des syndicats de l'Oberharz et leur histoire (chartes de 1524-1613).

41. — *Zeitschrift für katholische Theologie*. T. XXXII, 1908, n° 2. — E. MICHAEL. Les ecclésiastiques architectes au moyen âge. — L. SZCZEPAŃSKI. Le passage de la mer Rouge par les Israélites; contribution à Exod., XIV, 21, 22, 29. — B. JANSEN. La définition du concile de Vienne : « Substantia animae rationalis seu intellectivae vere ac per se humani corporis forma » (fin au n° 3). = N° 3. N. PAULUS. Absolutions du moyen âge prétendues indulgences (1^o les absolutions générales accordées par les papes jusqu'au XII^e s. n'ont nullement le caractère d'indulgences). — A. KRÖSS. L'extorsion de la « lettre de Majesté » à l'empereur Rodolphe II par les États de Bohême en 1609 (suite : le premier projet de la « lettre de Majesté »).

42. — Beiträge zur Erforschung steirischer Geschichte. T. XXXIV, 1905. — A. MELL. Régestes pour l'histoire des familles de Teufenbach en Styrie; I : 1074-1547 (600 analyses avec tables). — Id. Les archives des États de Styrie. Rapport sur le classement provisoire des Archives d'État de Styrie. = T. XXXV, 1906. J. LOSERTH. Les archives de la maison de Stubenberg. — A. MELL. L'organisation des archives en Styrie.

43. — Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. T. XXIX, 1908, n° 2. — F. PHILIPPI. Le « Miroir de Saxe » et le droit saxon (ce qu'il y a de droit proprement saxon dans le « Miroir de Saxe » ne se trouve que dans les articles relatifs au « Gogericht » ou aux « Gografen »). — E. WERUNSKY. Les réformes juridiques du roi Ottokar II en Bohême et en Autriche (discussion détaillée du livre de M. Stieber). — G. SOMMERFELDT. Au temps de la fondation de l'Université de Vienne (commente quelques textes relatifs à Langenstein et Oyta à la fin du xiv^e s.). — F. HARTUNG. Sur le « Traité sur la diète de l'empire » au xvi^e s. (publié par Rauch en 1905, d'après d'anciennes éditions; en signale et étudie trois manuscrits). = C. rendu : *Kretschmayr. Gesch. von Venedig* (critique par L.-M. Hartmann).

44. — Mitteilungen des k. und k. Kriegsarchivs. 3^e série, t. V, 1907. — PETERS. Les débuts de l'aérostation militaire et sa première application pendant la campagne de 1794 (l'emploi du ballon captif à Maubeuge et Fleurus). — SOMMEREGGER. Itinéraire de l'empereur François 1^{er} d'Autriche pendant la campagne de 1809 (extrait du journal du contrôleur J.-B. Skall, 8 avril-14 déc. 1809). — A. VELTZÉ. Journal sommaire des événements survenus à l'armée commandée par l'archiduc Jean pendant la campagne de 1809 (résumé, par un inconnu, du récit détaillé écrit par l'archiduc lui-même, 1^{er} mars-20 oct.). — Id. La citadelle de Grätz, 1809 (récit du siège qu'elle soutint). — L. EBERLE. La mission du colonel Steigentesch à Königsberg en 1809 (pour assurer à l'Autriche le concours de la Prusse).

45. — Steirische Zeitschrift für Geschichte. T. III, 1905, fasc. 3-4. — F. FORCHER VON AINBACH. Quelle était la population primitive de la vallée de la Mur et comment s'effectuèrent les établissements postérieurs? (la population primitive était slave). — Les archives de la Chambre des finances à Vienne (leurs richesses; protestation contre la remise faite aux Magyars de dossiers intéressant les Hongrois). — MAX DOBLINGER. Notes de Wolf von Stubenberg sur la défaite d'Essegg, 1537.

46. — Századok (les Siècles). 1908, janv. — J. LUKCSICS. Jean Uski, évêque de Veszprém, diplomate du roi Sigismond, 1387-1437 (originaire de Bohême, favori de Sigismond, chargé par lui de plusieurs missions à Venise et à Rome, inspirateur de sa politique ecclésiastique). — E. CSÁSZÁR. Laurent Orczy et la régularisation de la Tisza (fin en févr. Après avoir quitté l'armée, Orczy [1718-1789], connu également

comme poète, devint comte suprême du comitat d'Abauj et prit une part active aux travaux de régularisation de la Tisza pendant sept ans. Il rencontra les mêmes difficultés que Széchenyi devait rencontrer en 1842). — S. TAKATS. L'artillerie hongroise (xvi^e-xvii^e s.; fin en févr.). = C.-rendus : E. Thury. Bibliographie des ouvrages relatifs à l'histoire des écoles; I (bibliogr. des écoles réformées de Hongrie, 1522-1905). — Histoire du diocèse de Kassa (faible pour le moyen âge, utile pour les temps modernes). — M. Schuster. Schloss Déva in Siebenbürgen (utile). = Varia : I. KARÁCSON. Manuscrits relatifs à la Hongrie dans les mosquées de Constantinople. — J. MELEGDI. La bataille de Varna, 1444, et le tombeau du roi Wladislas I^{er}. — Répertoire historique slave. = Février. J. KARÁCSONYI. Sur le nom des Khazars (les Magyars ont vécu de 457-830 dans le voisinage des Khazars; quelques tribus les ont accompagnés en Hongrie. Les Grecs les appelaient *Xazároi*; à cette forme correspond l'ancien mot hongrois « Karily » changé plus tard en « Károly »). — K. RÉVÉSZ. L'école supérieure des réformés à Kassa (a existé de 1667 à 1674). = C.-rendus : L. Erdélyi. Histoire de l'Ordre des Bénédictins de Pannonhalma; t. III et IV (important; histoire de la célèbre abbaye, 1405-1708). — K. Boldisár. Les soldats de Bocskay (consacré aux haidouks du célèbre prince). — T. Lehoczky. Monographie de la ville de Munkács (bon). — I. Iványi. Histoire de la ville de Lugos (esquisses intéressantes). = Varia : L. KARL. Exposition des portraits historiques à Paris. — Répertoire historique slave. = Mars. I. SZENTPÉTERY. Historiographie individuelle et collective. — G. SZEKFÜ. L'œuvre de Szamosközy sur les événements de l'année 1594 (le ms. 492 Quart. Lat. du Musée national de Budapest, intitulé : « *Historica narratio quorundam gestorum Sigismundi Báthori* », fut copié par Weidenfelder et contient un fragment important de l'ouvrage de Szamosközy, historien du xvi^e s.). — S. TAKÁTS. Contributions à l'histoire du servage en Hongrie (xvi^e-xvii^e s.; fin en avril). = C.-rendus : A. Berzeviczy. Souvenirs, 1853-70 (important pour l'époque de la réaction autrichienne). — J. Kádár. Monographie du comitat Szolnok-Doboka; t. VII (de nombreux matériaux). — Répertoire historique slave. = Avril. J. BAJZA : Joseph Bajza, historien (Bajza, 1804-58, critique et poète, a écrit aussi quelques études historiques sur Coriolan, l'impératrice Eudoxie, sur les Teleki et le premier volume d'une Histoire universelle dans lesquels il a donné des lectures agréables, mais peu profondes). — L. SZÁDECZKY. Les archives du comte Laurent Pekri (fin en mai. Les archives du général de Rákóczi se trouvent près de Nagy-Károly, au castel de Degenfeld. Les documents vont de 1351 à 1752). = C.-rendus : E. Kammerer. Les Archives de la branche aînée de la famille Zichy; t. VII (avec deux tables pour les t. I-VI, par Aldásy et Barabás; important). — P. Sörös. Étienne Jerosini Brodaries, 1471-1558 (diplomate et historien; soigné). — L. Szádeczky. Autobiographie du comte Louis Bethlen, 1782-1867 (n'a joué qu'un rôle modeste à l'époque de Széchenyi). — Jules Schönherr (1864 † 1908; on lui doit une monographie sur Jean Corvin, fils du roi

Mathias, et le t. III de *l'Histoire nationale : les successeurs des Anjou*; il a rédigé les *Monographies historiques*, le *Bibliographe hongrois* et l'organe de la Société généalogique : *Turul.*) = Mai. G. MÉSZÁROS. Le siège de Győrvar et l'éloge de Buda (publié d'après un ms. turc la traduction hongroise de deux poésies écrites au commencement du XVII^e s. par Vudsoudi, qui était au service d'Ali Cselebi et a assisté au siège de Győrvar). — P. SÖRÖS. Benoit Meszleny (biographie détaillée d'un notaire et avocat du XVII^e s.). = C.-rendus : G. GÁBOR. Origine et fonctions du comitat sous le règne de Louis le Grand (faible et présomptueux). — J. LOSERTH. Akten und Korrespondenzen zur Geschichte der Gegenreformation in Innerösterreich unter Ferdinand II; t. I et II (éloge). — S. KOVÁTS. Histoire du séminaire de Csanád (ouvrage de luxe; a utilisé de nombreux documents inédits). — Nécrologie de Th. von SICKEL, 1826-1908. = Varia : V. FRANKÓI. Une lettre du roi saint Ladislas (combat l'opinion de l'historien slave Sasinek qui prétend que, dans la lettre du roi hongrois conservée dans l'abbaye du Mont-Cassin et publiée par Frankói en 1901, le mot « Sclavonia » se rapporte aux Slaves du nord de la Hongrie; il s'agit de la Croatie).

47. — **Budapesti Szemle.** 1908, janv. — H. MARCZALI. Un livre anglais sur la Hongrie (*The whirlpool of Europe; Austria Hungary and the Habsburgs*, par A. Colquhoun, observateur sagace et sympathique). — E. WERTHEIMER. Le procès de lèse-majesté des « jurats », 1834-37 (fin en févr. Retracer, d'après des documents inédits, le procès que le gouvernement hongrois intenta aux jeunes stagiaires qui accompagnaient les députés à la Diète, pour avoir tenu des réunions secrètes. Le procès finit par la condamnation de plusieurs d'entre eux). — L. BÉZARD. Une page de l'histoire ecclésiastique de la France (chapitre détaché d'un ouvrage sur la toponymie des paroisses de l'ancien diocèse du Mans). = C.-rendu : R. BÉKEFI. Les églises et les châteaux des environs du lac Balaton au moyen âge (de nombreux matériaux). = Févr. M. ZSILINSZKY. Histoire de la loi XX de 1848 (fin en mars : sur la liberté des différents cultes; retrace les débats de la Diète de 1830 à 1848 à ce sujet). = C.-rendu : TUGOMIR ALAUPOVIC. Ivan Frano Jukic, 1818-57 (bonne biographie du patriote bosniaque). = Mars. A. BERZEVICZY. François Pulszky, 1814-1897 (étude pénétrante de l'homme politique, de l'écrivain et du savant archéologue qui a joué un rôle important, au moment de la Révolution de 1848 et pendant l'émigration, à côté de Kossuth; après le dualisme, il devint le directeur du Musée national de Budapest qu'il a réorganisé. Son salon était le rendez-vous de l'élite de la société entre 1870 et 1880). = Avril. J. PASTEINER. La topographie de l'architecture hongroise au moyen âge. = C.-rendu : L. HORÁNSZKY. Jean Bacsányi et son temps (important). = Mai. E. GÖRGEY. Clio locuta (résumé de tous les plaidoyers écrits pour Arthur Görgey que les Hongrois ont considéré si longtemps comme traître à la patrie, pour avoir déposé les armes à Világos, le 13 juillet 1849. Görgey vit encore et il peut voir avec satisfaction que l'opinion publique, en général, lui est favorable). — G. CONCHA. Joseph Eötvös et la cri-

tique étrangère (sur l'accueil favorable fait par l'Europe savante à l'ouvrage de Eötvös, *Influence des idées dominantes du XIX^e siècle sur l'Etat, 1851-1854*).

48. — **The english historical Review.** 1908, avril. — Edmond CURTIS. Les Anglais et les Scandinaves en Irlande (que sont devenus, après l'établissement des Anglo-Normands en Irlande, les Scandinaves, ou Ostmen, qui avaient auparavant fondé les cinq villes de Dublin, Waterford, Limerick, Wexford et Cork? Ils furent sans doute contraints de quitter ces villes et de se cantonner dans les faubourgs, « cantreds » ou « hundreds », formés à cet effet; placés d'ailleurs sous la protection spéciale du roi, mais exclus des guildes et des droits municipaux. Cette race ainsi parquée et sujette, paraît avoir disparu dans la seconde moitié du XIV^e s.). — F. M. POWICKE. La chancellerie pendant la minorité de Henri III (étude sur le rôle joué par le chancelier Richard « de Marisco », évêque de Durham). — MISS CRAMER. L'amalgame des corporations de métiers en Angleterre (fin; cet amalgame fut la conséquence naturelle de l'évolution du système des guildes : quand la guilde marchande se développa, les corps de métier s'associèrent pour se pouvoir mieux protéger et il arriva que, dans les petites villes, les guildes marchandes élargirent leurs cadres de manière à y recevoir aussi les corps de métier). — J. B. WILLIAMS. Les gazettes et les lettres des novellistes sous la Restauration (bibliographie et législation). — GOLIGHER. Le nouveau fragment d'historien grec, attribué à Théopompe ou à Cratippe (l'auteur ne peut en être Théopompe; il faut donc l'attribuer à Cratippe). — J. H. ROUND. De la valeur de l'*ora* employée dans le *Domesday book* (cette *ora* ou once valait 16 d. et non 20). — Miss M. CORNFORD. Une légende concernant Édouard VI (le jeune roi mourut le 6 juillet 1553; pour des motifs politiques, Northumberland crut devoir retarder pendant quelques jours l'annonce officielle de cet avènement. Le bruit se répandit bientôt à Londres que le roi était encore vivant; on en suit la trace presque pendant tout le règne d'Élisabeth). — P. G. MARSDEN. Thomas Cobham et la capture du vaisseau espagnol *la Sainte-Catherine* (1563; Froude raconte qu'après la prise du navire, Cobham fit coudre le capitaine et les survivants de l'équipage dans une voile et les fit jeter à la mer. Ce récit est absolument contrové). — M. WILKINSON. Documents relatifs à l'histoire des guerres de religion dans le Périgord, 1588-1592 (documents provenant de la famille de Vivans et concernant la ville de Domme). — F. H. BARING. De la tentative faite par Lord John Russell pour former un gouvernement, en 1845. = C.-rendus : E. Barker. The political thought of Plato and Aristotle (analyse assez inutile, après les travaux de Newman). — H. M. Chadwick. The origin of the english nation (importantes observations sur ce livre présentées par M. H. Stevenson). — Lord Fr. Hervey. Corolla Sancti Edmundi (utile recueil, d'après les sources, imprimées ou manuscrites, de ce qu'on a dit et chanté sur le roi Est-anglien, « vierge et martyr ». Les textes ne sont pas présentés

avec toute la précision scientifique désirable). — *J. N. Figgis*. Studies on political thought from Gerson to Grotius, 1414-1625 (intéressant, mais le détail n'est pas assez soigné). — Calendar of the patent rolls, Henry VI; t. II, 1429-1436; t. III, 1436-1441. — *Gairdner et Brodie*. Letters and papers of the reign of Henry VIII; t. XX. — *Whetham*. A history of the life of Colonel Nathaniel Whetham, a forgotten soldier of the civil wars (bon). — The memoirs of Ann, Lady Fanshawe, wife of the R. H. Sir Richard Fanshawe, bart., 1600-1672 (nouvelle édition, bien supérieure à celle de 1829; annotation surabondante). — *N. Manucci*. Storia do Mogor, or Mogul India, 1653-1708, trad. p. *W. Irvine* (bonne édition d'un texte intéressant qui est la source où le P. Catrou a puisé son *Histoire générale de l'empire du Mogol*; mais Catrou fut un traducteur fort infidèle). — *G. L. Beer*. British colonial policy, 1754-1765 (bon). — *A. Kitson*. Captain James Cook (c'est la première bonne biographie qu'on ait du célèbre navigateur). — *Schwertfegen*. Geschichte der kön. deutschen Legion, 1803-1816 (bonne histoire de cette partie de l'armée électorale de Hanovre qui, après la convention de Suhligen, en 1803, fut transportée en Angleterre et incorporée dans l'armée britannique. Elle prit part à l'expédition de la Baltique en 1807, servit en Espagne et combattit à Waterloo. Cette légion comprit jusqu'à 28,000 hommes). — *Ch. S. Parker*. Life and letters of sir James Graham, second baronet of Netherby, 1792-1861 (bon). — *C. D. Allin*. The early federation movement of Australia (bon). — *Baron von Helfert*. Geschichte der österreichischen Revolution im Zusammenhange mit der mitteleuropäischen Bewegung der Jahre 1848-49 (très intéressant). — *J. F. Rhodes*. History of the United States, 1850-1877; t. V et VI (fin de ce consciencieux ouvrage, si plein de renseignements). — *Craster*. A history of Northumberland; t. VIII (excellent). — *Muir et Platt*. A history of municipal government in Liverpool to 1835 (bon). — *Telling*. Die alt-niederländischen Seerechte (bonne édition critique et synoptique où l'éditeur utilise une rédaction trouvée aux archives de Staveren).

49. — *The Athenæum*. 1908, 4 avr. — *J. A. Taylor*. Lady Jane Grey and her times (bon; l'auteur a tiré bon parti des sources françaises et italiennes). — *W. Page*. The Victoria history of the county of Durham, t. II (excellent). = 11 avr. *A. M. Hyamson*. A history of the Jews in England (ouvrage important, mais non définitif). — *H. Webster*. Primitive secret societies (excellente étude sur la politique et la religion des peuples primitifs). = 18 avr. *A. H. Powell*. The ancient borough of Bridgwater in the county of Somerset (intéressant; le nom de cette ville, en latin Pons Walteri, rappelle le souvenir d'un compagnon de Guillaume le Conquérant, Walter ou Gautier de Douai, qui reconstruisit le pont sur le Parret, entre le château et la place du marché). — La bataille d'Edington (reprenant la discussion des critiques présentées par Stevenson). = 25 avr. *W. Page*. History of the county of Derby; vol. II. = 2 mai. *F.-J. Amours*. The original chro-

nicle of Andrew of Wyntoun; vol. V (1465-1335). — The Bruce, by *Mr. John Barbour*, translated by *George Eyre Todd* (traduction pour les jeunes gens). = 16 mai. *Ph. Gibbs*. The romance of George Villiers, first duke of Buckingham (bonne biographie, aussi agréable à lire qu'un bon roman et plus instructive).

50. — The Nineteenth century and after. 1908, janv. — J. Ellis BARKER. La politique étrangère de l'empereur Guillaume II. — Miss Una BIRCH. Le comte de Saint-Germain. = Février. REICH. Histoire et caractère (considérations sur le rôle de la personnalité dans l'histoire). = Mars. J. B. WILLIAMS. Henry Walker, journaliste du temps de la république d'Angleterre (des écrits qu'il publia, sans se lasser, contre le roi et l'Église anglicane, de 1640 à la Restauration; plusieurs de ces écrits sont des actes de piraterie littéraire). = Mai. CHEYNE. La décadence du royaume de Juda (explique l'histoire du roi Josias en supposant qu'il y avait un temple du Dieu d'Israël dans la région frontière de l'Arabie septentrionale, pour l'utilité des Israélites établis dans cette région).

51. — The Scottish historical Review. 1908, avril. — AL. O. CURLE. Une maison du comté de Roxburgh en 1721 (analyse d'un inventaire du mobilier et des livres). — TH. KEITH. La situation économique de l'Écosse sous la République et le Protectorat (cette situation s'améliora peu; comment, d'ailleurs, en eût-il été autrement?). — A. LANG. Les Highlanders à Macclesfield en 1745 (publie une lettre d'un certain J. Stafford, qui était alors « attorney » à Macclesfield). — J. WILSON. Règlement pour l'administration d'un bénéfice en Cumberland (21 février 1285, n. st.). — H. TOLL. Le comte de Hollande Florent V, un des compétiteurs à la couronne d'Écosse. — J. H. STEVENSON. L'usage des armoiries existait-il dans le clergé écossais avant la Réforme? (non). — DOWDEN. Les évêques de Glasgow; notes chronologiques, 1447-1508. = C.-rendus : J. Corbett. England in the Seven years war (bon). — A. Clark. The Shirburn ballads, 1585-1616. — H. N. BIRT. The Elizabethan religious settlement, a study of contemporary documents (contrôle et critique les chiffres, fournis par exemple par MM. Gee et Frere, des catholiques anglais persécutés sous Élisabeth pour cause de religion; mais n'arrive pas à des résultats très différents). — J. Herkless et R. K. Hannay. The archbishops of St Andrews; vol. I (étude critique très approfondie sur les quatre premiers archevêques de St Andrews). — W. B. Murdoch. The spirit of Jacobite loyalty (recherches détaillées sur les Highlanders qui prirent part au soulèvement de 1745).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le 1^{er} prix Gobert à M. F. CHALANDON (*Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*) ; le 2^e prix à M. Ch. SAMARAN (*La maison d'Armagnac au XV^e siècle*). Une partie du prix Saintour a été partagée entre MM. BRUCHET (*Le château de Ripaille*), E. DÉPREZ (*Études de diplomatique anglaise*) et VILLETARD (*L'office de Pierre de Corbeil*). Au concours des Antiquités de la France, quatre médailles ont été attribuées à MM. ESPÉRANDIEU (*Recueil des bas-reliefs de la Gaule romaine*), J. LAURENT (*Cartulaires de Molesme*), F. SOHNÉE (*Catalogue des actes d'Henri 1^{er}, roi de France*), et à M^{lle} PILLION (*Les portails latéraux de la cathédrale de Rouen*) ; sept travaux ont reçu des mentions. Le prix J.-J. Berger a été réparti entre MM. COYECQUE, P. LACOMBE et H. MARTIN et la *Société de l'histoire de Paris* ; le prix Lefèvre-Deumier entre MM. GUIMET et Fr. CUMONT, pour leurs travaux sur les religions orientales ; le prix Prost entre M. P. MARICHAL (*Cartulaire de l'évêché de Metz*) et la revue *l'Austrasie* ; le prix La Fons-Mélicoq entre MM. G. BOURGIN (édition de *Guibert de Nogent : Histoire de sa vie*), G. DE LHOMEL (publications sur Montreuil-sur-Mer), LE SUEUR (*Le clergé picard et la Révolution*), L. JACOB (*La révolte du Bourbonnais, 1662*) ; une part du prix Bordin a été attribuée à M. CHAPOT (*La frontière de l'Euphrate*). — L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Fréville à M. L. TUETÉY (*Les officiers sous l'ancien régime*). Le prix Audiffred a été attribué à M. Émile BOURGEOIS (*Manuel historique de politique étrangère*) ; une récompense de 2,000 fr. a été accordée à M. Chr. PFISTER (*Hist. de Nancy*, t. III) et deux récompenses de 500 fr. à MM. DRIAULT (*Hist. de la civilisation*) et TCHERNOFF (*Le parti républicain au coup d'État et sous le 2^e Empire*). — L'Académie française a décerné le 1^{er} prix Gobert à M. JULLIAN (*Histoire de la Gaule*), le 2^e prix à M. COURTEAULT (*Blaise de Montluc*). Le prix Thérouanne a été partagé entre MM. PIERLING (*la Russie et le Saint-Siège*), ROUSSEAU (*Charles III d'Espagne*), MORANE (*Paul 1^{er} de Russie*), YAKSCHITCH (*L'Europe et la résurrection de la Serbie*), FUNCK-BRENTANO (*Mandrin*), CAUMONT DE LA FORCE (*L'architrésorier Lebrun*). Une partie du prix Bordin a été attribuée à M. DELARUELLE (*Guillaume Budé*) ; une partie du prix Guizot à MM. E. DEJEAN (*Beugnot*) et Ph. MONNIER (*Venise au XVIII^e s.*) ; une partie du prix Marcelin Guérin à M. P. HEINRICH (*La Louisiane*).

— *Bibliothèque nationale. Catalogue des manuscrits de la Collection des Cinq Cents de Colbert*, par Charles DE LA RONCIÈRE (Paris, E. Leroux,

1908, in-8°, 384 p.). — On sait quelle mine précieuse de renseignements sur toutes les affaires politiques des *xvi^e* et *xvii^e* siècles constituent les 500 volumes des « Cinq Cents de Colbert » ; on sait aussi qu'on y trouve bon nombre de copies et d'originaux pour les époques antérieures, surtout pour les *xiii^e*, *xiv^e* et *xv^e* siècles. Le catalogue très détaillé qu'en donne M. de La Roncière en rendra désormais la consultation aisée : presque chaque pièce y est relevée avec sa date et une table alphabétique très complète est placée à la fin du volume.

L. H.

— *Missions au Sahara par E.-F. Gautier et R. Chudeau. T. I : Sahara algérien*, par E.-F. GAUTIER (Paris, A. Colin, 1908, in-8°, x-371 p., cartes et planches). — Ce volume, surtout consacré à la géologie et à la géographie du Sahara algérien, contient aussi plus d'une page intéressante pour l'historien. M. Gautier a soigneusement examiné, au cours de ses voyages, les tombes, les gravures rupestres, les armes et instruments néolithiques, qui ne sont pas rares dans les régions qu'il a visitées. Il en donne des descriptions complètes et établit que les tombes et les gravures rupestres sont sans doute exclusivement des restes de la civilisation berbère. Il donne, en outre, d'après quelques travaux imprimés ou manuscrits qu'il a pu consulter et d'après quelques inscriptions hébraïques qu'il a découvertes, des détails curieux sur l'histoire des oasis sahariennes (spécialement celles du Touat et du Tidikelt) depuis le *xiv^e* siècle. Il y a là des renseignements que les historiens devront soigneusement critiquer, mais qui ne manqueront pas de leur être du plus grand secours.

L. H.

— L. BRUHAT. *Le monachisme en Saintonge et en Aunis (XI^e et XII^e s.) ; étude administrative et économique* (La Rochelle, A. Foucher, 1907, in-8°, 408 p.). — L'auteur de cet intéressant volume s'est proposé d'étudier avant tout l'abbaye en tant que seigneurie féodale. Il y a consacré dix chapitres : formation du domaine, administration et exploitation du domaine, charges et revenus des abbayes, les églises rurales appartenant aux abbayes, les officiers et les serviteurs de l'abbaye, l'immunité ecclésiastique, la justice, les abbayes et les évêques, relations des abbayes entre elles, les abbayes et les seigneurs, influence sociale du monachisme. Les chartes et cartulaires monastiques ont été naturellement les sources principales auxquelles il a puisé. Il faut remarquer que les abbayes saintongeaises et aunisiennes, fondées au *xii^e* siècle, se rattachent toutes à Cîteaux.

M. DE RICHEMOND.

— Pierre CHAMPION. *Charles d'Orléans, joueur d'échecs* (Paris, Champion, 1908, in-4°, 16 p. et 2 pl.). — Cette élégante et spirituelle plaquette a surtout pour objet de décrire un manuscrit de la Bibliothèque nationale contenant un traité du jeu d'échecs avec annotations autographes de Charles d'Orléans. L'écriture en est analogue à celle que M. Champion avait relevée sur le manuscrit français 25458 de la même Bibliothèque et qui lui avait permis de reconnaître dans ce volume « le

manuscrit autographe des poésies de Charles d'Orléans » (voir *Rev. hist.*, t. XCV, p. 370).

L. H.

— Ambroise LEDRU et Eugène VALLÉE. *La maison de Faudoas* (Paris, Lemerre, 1907-1908, 3 vol. in-8°, dont deux de *Preuves*). — La maison de Faudoas (Tarn-et-Garonne), dont MM. Ledru et Vallée ont dressé avec beaucoup de soin la généalogie depuis le XI^e siècle jusqu'au XX^e, n'a joué dans l'histoire qu'un rôle très modeste. Ses représentants les moins obscurs sont peut-être Béraud III, seigneur de Barbazan, sénéchal d'Armagnac au milieu du XV^e siècle, et François de Faudoas, comte de Belin au temps de Henri IV. Le premier fut un des hommes de confiance de ce Jean IV d'Armagnac dont M. Samaran nous retraçait récemment l'histoire en un livre paru malheureusement trop tard pour que MM. Ledru et Vallée aient pu en tirer parti. Quant au second, gouverneur de Paris au temps de la Ligue, il sut se concilier les bonnes grâces de Henri IV, qui le choisit en 1599 comme gouverneur du jeune prince de Condé. La documentation de MM. Ledru et Vallée est abondante. Ils ont surtout puisé dans les chartriers locaux, dont ils publient de nombreuses pièces *in extenso*. On regrettera seulement qu'ils aient peu recouru aux travaux d'ensemble et aient négligé, par exemple, l'*Histoire des princes de Condé* du duc d'Aumale. En outre, pour les origines de la maison de Faudoas, ils sont tombés dans un travers commun à presque tous les généalogistes, en prenant pour des « seigneurs de Faudoas » des personnages dont le nom est simplement suivi de la désignation : « de Faudoas ».

L. H.

— Marcel NAVARRE. *Louis XI en pèlerinage* (Paris, Bloud, 1908, in-8°, ix-252 p.). — On sait quel infatigable voyageur fut Louis XI. Il n'était jamais en place et cette activité fébrile fit certainement une partie de sa politique et de ses succès. M. Navarre a eu l'idée ingénieuse de nous montrer en Louis XI le pèlerin, car ce souverain cauteleux et peu scrupuleux tenait à se mettre en règle avec le ciel par ses dévotions envers la Vierge et les saints. C'est le Louis XI saint homme que nous montre M. Navarre, avec une abondance de détails qui ne laisse rien à désirer. Son seul tort est de conclure de la dévotion de Louis XI à sa piété. Certainement il croyait, mais croire et être religieux sont deux. « Les démons aussi croient en Dieu, dit saint Jacques, et ils en tremblent. » Qu'on n'oublie pas les fins édifiantes du maréchal de Rais et de la Brinvilliers. On peut être dévot et brigand.

G. M.

— *Société de l'histoire de Normandie. Mélanges*, 7^e série (Rouen, Lestrintant; Paris, Picard, in-8°, 395 p.). — Ce volume comprend les documents suivants : État des vaisseaux, heux, gribannes, barques et bateaux du port du Havre, transmis à Colbert en 1664, publ. p. Ch. de BEAUREPAIRE; Correspondance du maréchal de Bellefonds, commandant l'armée royale en Basse-Normandie, avec M. de Pontchartrain, ministre de la Marine au moment du désastre de La Hougue, avril-sept. 1692, publ. par P. LE CACHÉUX; Comptabilité publique sous la domination anglaise au XV^e s. :

comptes de la vicomté de Neufchâtel, 1443 et 1456, publ. par A. MILET; Baronnie de Mauny : état des fiefs de la vicomté de Pont-Audemer au commencement du xvi^e s., publ. par J. BÉRANGER; Aveux et dénombrements de la baronnie d'Esneval, aux xv^e, xvi^e et xvii^e s., publ. par A. FIQUET; Secours exigés pour la rançon de François I^{er} et de ses enfants, 1528-1530, publ. par Ch. DE BEAUREPAIRE.

— H. PRENTOUT. *Une réforme parlementaire à l'Université de Caen*, 1521 (Caen, Delesques, 1903, in-8°, 16 p.); *La vie de l'étudiant à Caen au XVI^e siècle* (ibid., 1905, in-8°, 57 p.); *L'Université de Caen et les registres des pasteurs, 1560-1568* (dans le *Bull. de l'hist. du protestantisme français*, t. LIV); *L'Université de Caen à la fin du XVI^e s. La contre-réforme catholique et les réformes parlementaires* (Caen, Delesques, 1908, in-8°, 88 p.). — Ces diverses études, qui complètent ou développent certains points de la thèse latine de M. Prentout, montrent combien l'Université normande a été près de devenir une Académie protestante. La réforme des études, opérée par le parlement de Rouen, y fut en une très large mesure une contre-réformation. — Ces essais semblent nous promettre une future histoire de l'Université de Caen; M. Prentout est hautement qualifié pour l'écrire. H. HR.

— Clément JUGÉ. *Jacques Peletier du Mans (1517-1582). Essai sur sa vie, son œuvre, son influence* (Paris, Lemerre, et Le Mans, A. Bienaimé-Leguicheux, 1907, in-8°, xv-449 p.). — L'intérêt proprement historique de la thèse (Faculté des lettres de Caen) de M. l'abbé Jugé, c'est la tentative faite pour enlever définitivement à Bonaventure des Périers la quasi-totalité des *Récréations* et pour en restituer presque entièrement la paternité au fécond auteur manceau, médecin, géomètre, précurseur de Joachim du Bellay, apôtre de la réforme *ortographique*. Les meilleurs arguments de M. Jugé sont tirés de la différence entre la philosophie âpre et révolutionnaire du *Cymbalum mundi* et le dessin purement descriptif, l'exacte probité des *Récréations* et *joyeux devis*. — H. HR.

— Id. *Nicolas Denisot du Mans (1515-1559). Essai sur sa vie et ses œuvres* (Le Mans et Paris, ibid., 1907, in-8°, viii-164 p.). — Non seulement l'auteur étudie l'activité littéraire du « conte d'Alsinois », du précepteur des sœurs Seymour, mais il met hors de conteste, d'après les documents du Record Office, la mission secrète confiée par Henri II à Denisot en 1556-1557 : Denisot pénétra dans Calais sous couleur d'y venir diriger l'éducation des enfants d'un contrôleur et il en rapporta, au prix de romanesques aventures, un plan de la ville et de ses fortifications. H. HR.

— Hubert MEUFFELS. *Les Martyrs de Gorcum* (Paris, Lecoffre, 1908, in-18, 199 p.; coll. *Les Saints*). — Histoire de dix-neuf prêtres et religieux hollandais pris à Gorcum par les Gueux de mer et, au mépris de la capitulation, suppliciés à Brielle le 9 juillet 1572. M. Meuffels, en racontant les souffrances odieuses et révoltantes qui leur furent infligées,

gées, ne se départ pas d'une réelle modération. Catholique, mais Hollandais, il admet (p. 37) que les semences de haine répandues par le duc d'Albe expliquent, sans les justifier, les actes de sauvagerie commis par les rebelles; il admire le grand chef protestant qui est en même temps le fondateur de la nation, Guillaume d'Orange, et il établit que celui-ci n'est en rien responsable des persécutions dont les catholiques furent victimes. Il dissimule un peu trop ce fait important que les « martyrs de Gorcum » avaient soutenu la cause espagnole (p. 79); les Gueux voyaient en eux des ennemis et des traîtres. Ainsi se formait un état d'esprit analogue à celui du 2 septembre 1792. — Documentation sérieuse et abondante. H. HR.

— Aug. PÉTET. *Le temple protestant de Landreville. Contribution à l'histoire du protestantisme dans l'arrondissement de Bar-sur-Seine* (Troyes, 1907, in-8°, 127 p.; extr. des *Mém. de la Soc. acad. de l'Aube*, t. LXXI). — Il s'agit d'un de ces temples qui, lors de l'enquête de 1673 sur les « innovations faites à l'Édit de Nantes », ne purent produire leurs titres. Bien que la voix publique fit remonter l'existence du temple « à environ quarante ans », c'est-à-dire antérieurement à l'Édit, les commissaires en décidèrent la démolition. Le procès qui s'ensuivit intéressait aussi les églises de Beaune, Paray-le-Monial, Conches. Détails édifiants sur la façon dont le roi choisissait celui des deux commissaires qui devait être de la R. P. R. Il y avait autour du temple plus de 200 familles réformées. La démolition dut avoir lieu au début de 1679. M. Pétet s'ingénie à nous faire trouver irréfutables les moyens produits par le syndic du clergé; il nous semble qu'il aurait pu s'en tenir à cet argument de principe (p. 18) : « Le bon sens..... ne peut admettre que la vérité et l'erreur soient mises sur le même pied ». — Précieuse analyse des registres du temple, allant, avec des lacunes, de 1620 à 1679 (que sont devenus les registres, produits au procès, de 1600, 1601, 1603 et 1606?). Détails sur la Révocation. H. HR.

— Émile MAGNE. *Femmes galantes du XVII^e siècle. M^{me} de la Suze (Henriette de Coligny) et la société précieuse* (Paris, Mercure de France, 1908, in-18, 330 p.). — Les aventures de cette descendante de l'Amiral ne sont rien moins qu'édifiantes, et sa préciosité ne connaît pas les pudiques effarouchements des Cathos et des Madelon. Je veux bien que M. Magne, assez libéral envers ses héroïnes, ait donné à celle-ci un peu plus que son compte; mais avouons qu'on ne prête avec cette prodigalité qu'aux riches. Le livre est écrit dans le même style un peu étourdissant que *M^{me} de Villedieu* et avec le même désir de grouper, autour du portrait d'une « femme galante », toute une société. C'est comme une chronique, — chronique scandaleuse, — du pays du Tendre. — Ne pas faire (p. 9) « égrener des patenôtres » à cette hérétique d'Anne de Polignac. H. HR.

— Jean LEMOINE. *Madame de Montespan et la légende des poisons*

(Paris, H. Leclerc, 1908, in-8°, 53 p.). — Les représentations de l'*Affaire des poisons* servent ici de prétexte à une jolie étude d'érudition. On sait que les accusations lancées contre la favorite reposent essentiellement sur le témoignage de la fille de La Voisin. M. Lemoine démontre la fragilité de ce témoignage, insiste, après M. de Boislisle, sur la monstrueuse invraisemblance de l'accusation, sur la faiblesse de La Reynie : « Candeur à certains moments ineffable et qui désarme, mais qui aurait partout mieux trouvé sa place que chez un magistrat et un policier ». Le véritable instigateur de l'affaire est pour lui Louvois : l'histoire de la messe noire serait ainsi un épisode de la lutte entre les deux « dynasties » ministérielles, les Le Tellier et les Colbert. C'est une conclusion à laquelle arrivait récemment M. de Ségur, en ce qui touche la mise en cause du maréchal de Luxembourg. — H. HR.

— D^r CABANÈS. *Les indiscretions de l'histoire*, 5^e série (Paris, Librairie mondiale, [1908], in-8°, 383 p.). — Rien de bien nouveau dans ces « indiscretions » sur Charles-Quint, don Carlos, Mirabeau, etc. Les conclusions sont généralement assez sages. Que vient faire, dans une série d'illustrations documentaires, la truculente gravure II qui se retrouve sur la brochure ?

H. HR.

— E.-W. DAHLGREN. *Voyages français à destination de la mer du Sud avant Bougainville, 1695-1749* (*Nouvelles archives des missions*, t. XIV, fasc. 4). — La relation d'un de ces voyages, trouvée à la Bibliothèque de Stockholm, attirera l'attention du savant suédois sur ce coin très inconnu de notre histoire. La « mer du Sud », — le Pacifique, — officiellement réservée à l'Espagne, s'ouvre à nos corsaires pendant la guerre d'Autriche. Après Ryswick, de hardis Malouins créent la compagnie de la mer du Sud ; malgré toutes les défenses, ils ne cesseront pas de trafiquer au Pérou et en Chine. En laissant de côté les exagérations des contemporains, on peut évaluer à 250 millions le numéraire que ce commerce plus ou moins interlope a fait entrer en France de 1700 à 1720. Pour les marchandises (soies, thé, etc.), elles n'ont pas dû monter à un chiffre moindre. Quoique ces expéditions n'eussent, à aucun degré, un caractère scientifique, elles n'ont pas été stériles pour la géographie. On ne compte pas moins de onze voyages de circumnavigation accomplis par des Français avant Bougainville (la moitié du total de ces voyages exécutés depuis Magellan).

H. HR.

— Helen CLERGE. *The Salon. A study of french society and personalities in the XVIIIth century* (New-York et Londres, Putnam, 1907, in-8°, XII-359 p., 20 illustrations, dont 4 héliogr.). — Charmant volume, d'une illustration très soignée, sur l'une des manifestations les plus exquises de l'esprit français. Traite surtout de M^{me} de Deffand, M^{me} d'Épinay, Julie de Lespinasse, M^{me} Geoffrin, et de ceux qui gravitaient autour d'elles. Écrit avec humour par une personne dont l'idéal moral est très éloigné de celui du XVIII^e siècle, mais qui sait en parler

d'un ton de sympathique indulgence. — Quelques menues erreurs dans la transcription des noms français.

H. HR.

— ARTHUR-LÉVY. *La culpabilité de Louis XVI et Marie-Antoinette* (Paris, Sansot, 1908, in-12, 74 p.). — Réunit dans un très bref opuscule les preuves des actes de trahison envers la France commis par le roi et la reine et rappelle la manière lamentable dont Louis XVI a nié les plus certains de ces actes. M. Lévy aurait pu apporter des preuves plus précises encore s'il s'était servi de la brochure de Flammermont, *Négociations secrètes de Louis XVI et du baron de Breteuil avec la cour de Berlin*.

G. M.

— UZUREAU. *Andegaviana*; 6^e et 7^e séries (Angers, Siraudeau, et Paris, A. Picard, 1907-1908, 2 vol. in-8^o, 556 et 548 p.). — M. l'abbé Uzureau, directeur de l'*Anjou historique*, nous présente déjà de nouveau deux volumes de glanes angevines, soit tirées de son propre fonds, soit empruntées à des manuscrits de prédécesseurs, principalement à ceux de l'abbé Rangard (1723-1797). Nous avons si souvent déjà caractérisé la nature des *Andegaviana*, dont le pêle-mêle pittoresque s'étend, ici encore, du x^e au xix^e siècle, qu'il est inutile d'insister à ce sujet. Nous nous bornerons à citer quelques-uns des documents les plus curieux du tome VI : les visites pastorales de Mgr de Champflour en 1723 (p. 46-83); les fêtes civiques célébrées à Angers en 1790 et 1791; les comptes décadaires du Comité révolutionnaire d'Angers, du 25 décembre 1793 au 7 mars 1795 (p. 245-272); l'abjuration imposée à l'abbé Joseph Booguereau, grand vicaire constitutionnel, puis cabaretier, quand il voulut redevenir curé orthodoxe en octobre 1796 (p. 504-522), etc. Peut-être n'était-il pas urgent de réimprimer trente pages d'un ouvrage aussi connu que la *Description de la France* de Piganiol de la Force (p. 145-175). Il est bien difficile de croire que le curé Lhéritier de Seiches ait bien réellement écrit, en 1810, le texte cité par M. Uzureau p. 391. Ne serait-ce pas une *intercalation* faite dans les registres paroissiaux après 1815? Les mêmes passages des rapports du commissaire du gouvernement à Angers, le citoyen Morry, de l'année 1800, sont cités deux fois, p. 204-241 et p. 403-416. — P. 452, il faut lire *famine* pour *famille*. — Dans le septième volume, la pièce de résistance est le *Journal* de Joseph Clémanceau, juge au tribunal de Beaupaire, retenu prisonnier à la suite des armées vendéennes, de mars à octobre 1793. M. Uzureau nous dit qu'il fut plus tard président du « féroce comité révolutionnaire » de Cholet, mais son propre récit ne respire que paix et modération; il est même trop anodin pour que sa longueur (100 pages) ne le fasse pas trouver un peu ennuyeux. Citons encore des rapports sur la situation politique de Maine-et-Loire de 1795 à 1798 très caractéristiques pour l'état des esprits sous le Directoire, émanant de commissaires de district, etc. — P. 129, au lieu de *Faustin-Désodoars*, il faut lire sans doute *Fantin-des-Odoards*. — R.

— G. SALVEMINI. *La Rivoluzione francese, 1788-1792* (Milano, Signo-

relli et Palestrini, [1907,] in-18, xi-546 p.). — Seconde édition d'un volume paru il y a deux ans. Le texte n'en a été guère modifié, sauf qu'il s'est inspiré, çà et là, des volumes de M. Jaurès. C'est un résumé bien écrit, mais sans la moindre note, sans aucun renvoi aux sources, rédigé dans un esprit très libéral, et qui ne va provisoirement que jusqu'à la canonnade de Valmy, qui marque pour l'auteur le triomphe armé de la Révolution au dehors, sur la vieille société politique européenne, comme le 10 août marque la victoire de la Révolution au dedans, sur la monarchie absolue. On aurait le droit de trouver une introduction de 144 pages un peu bien disproportionnée pour un volume de 546 pages, si l'on ne devait admettre qu'un second volume fera prochainement suite au premier. Je crains bien que l'auteur n'ait pas vu lui-même tous les ouvrages qu'il cite dans sa *Bibliographie*. Il n'aurait pas écrit sans cela *Langwerth von Simson* au lieu de *L. von Simmern*. P. 132, lire 1778 pour 1878; p. 279, lire *Hoelderlin* pour *Hoelberlin*; p. 498, lire *Porrentruy* pour *Porrenlmy*, etc. R.

— E. DUPRAT. *La grande peur et la création de la garde nationale à Châteaurenard-de-Provence* (Valence, impr. valentinoise, 1907, in-8°, 19 p.). — Après le grand nombre de travaux et de mémoires consacrés dans ces derniers temps à l'histoire de « la Grande Peur », ce mouvement insurrectionnel des campagnes plus ou moins authentique, qui s'est produit dans les derniers jours de juillet et les premiers d'août 1789, on ne trouvera guère de données nouvelles dans le mémoire de M. Duprat. Cette étude, lue au Congrès des Sociétés savantes de Provence, tenu à Marseille en août 1906, ne fait que confirmer la similitude absolue des émotions par lesquelles cette curieuse panique fit passer alors tant de régions du royaume. R.

— Alfred LEROUX. *L'assistance hospitalière à Limoges pendant la Révolution* (Limoges, Ducourtieux et Gout, 1907, in-8°, 115 p.; extr. du *Bull. de la Soc. archéol. et hist. du Limousin*). — Ce mémoire nous fournit d'intéressants détails sur la décadence, tout au moins momentanée, que les troubles de la Révolution amenèrent, au détriment des classes indigentes, dans le chef-lieu de la Haute-Vienne. Avant la Révolution, on comptait sur le territoire qui devait former ce département une quinzaine d'hôpitaux; en l'an IV, il n'y en avait plus que six ou huit; en l'an VI, trois seulement. L'insuffisance des documents ne permet pas de raconter, pour beaucoup d'entre eux, cette décadence plus en détail. Mais pour Limoges même, l'auteur a réuni des données bien significatives sur le régime nouveau dans le domaine hospitalier, sur la population des hospices et leur personnel dirigeant, les conflits entre Jacobins et sœurs de charité, le gaspillage des revenus et des biens appartenant à la charité publique, etc. Le récit de M. Leroux s'arrête au Consulat et se résume dans l'affirmation, peut-être encore trop optimiste, que « la Révolution, absorbée par sa tâche politique et militaire, fut contrainte de négliger la tâche sociale ». R.

— Albert SAVINE et François BOURNAND. *Le 9 thermidor, d'après les documents d'archives et les mémoires* (Paris, Louis-Michaud, [1907,] in-18, 191 p.; *Collection historique illustrée*, fasc. 1). — Tableau très animé, très pittoresque de la chute de Robespierre et de son parti, rédigé d'ailleurs dans un esprit peu sympathique au dictateur et à ses amis; il est accompagné de nombreux dessins, vues, portraits, etc., choisis pour former ce que les auteurs appellent une « illustration documentaire ». Encore que nous n'ayons remarqué rien de bien nouveau dans cet agréable petit volume, il est certain que la *Collection historique* qu'il inaugure, si elle est continuée avec soin, pourra servir à mieux faire connaître certains chapitres de l'histoire de France au grand public et le détourner de la lecture des romans; le danger contre lequel il faudra se garder, c'est de donner à l'histoire elle-même une tournure trop romanesque. R.

— Lieutenant-colonel CAMON. *La guerre napoléonienne. Les systèmes d'opération; théorie et technique* (Paris, Chapelot, 1907, in-8°, x-372 p.). — Ce volume fait suite au *Précis des campagnes* publié en 1903. Il est basé principalement sur la correspondance de Napoléon lui-même. L'auteur y démontre qu'on peut « ramener toutes les batailles (de Napoléon) à un seul système, dont elles se rapprochent plus ou moins dans l'exécution, et toutes les opérations stratégiques à deux procédés, la manœuvre sur les derrières et la manœuvre sur position centrale... Une même idée inspire les plans de campagne et les plans de bataille de Napoléon, c'est la dissociation préalable de l'ennemi par une menace sur la ligne de retraite » (p. viii). Cette seconde partie de la *Guerre napoléonienne* comprendra deux volumes, dont le premier seul, contenant l'analyse générale des systèmes d'opérations, a paru; nous devons laisser aux hommes du métier la discussion de ces théories, dont nous nous contenterons de signaler l'intérêt. R.

— Max BILLARD. *Un interrègne de quelques heures. La nuit du 23 octobre 1812* (Paris, Perrin, 1907, in-18, 198 p.). — Le besoin d'un nouveau livre sur la conspiration du général Malet ne se faisait pas absolument sentir, après les études récentes de MM. Georges Lenôtre et Le Barbier. Sous un titre bien sensationnel, M. le Dr Billard ne nous apprend rien de très neuf sur la personne et les projets de ce soldat, « né conspirateur » et « sportman de coup d'État », si ce n'est qu'il penche à croire que « l'homme des consciences successives » a tenté son aventure plutôt en royaliste qu'en républicain (p. 35). Les quelques pièces inédites trouvées par l'auteur aux Archives nationales ne changent pas grand'chose au fonds traditionnel, tel que nous l'ont légué les notations contemporaines des Desmarest, Rovigo, Lafond, etc., reprises depuis et complétées par maint auteur moderne, à moins qu'on ne s'avise de s'intéresser aux mauvais vers du malheureux pseudo-commissaire de police Bontreux qui, dupe de Malet, comme les autres figurants du drame, attendit pendant trois mois la condamnation à

mort qui finit par le frapper en janvier 1813 et passa ce temps à rimer en prison des pièces plus que médiocres dans l'espoir de toucher le cœur de Savary.

R.

— Guillaume AUBERTIN. *La première journée de Napoléon I^{er} (15 juin 1815) ou la genèse de la Napoléonade* (Bruxelles, impr. du « Moniteur des finances », 1907, in-8°, 89 p.). — Un brave paysan de Nalinnes, nommé Norga, eut l'honneur de voir, le 15 juin 1815, l'empereur Napoléon s'arrêter un instant sous son toit, après l'occupation de la ville de Charleroi, et lui apporta son petit-fils, Augustin-Joseph, alors âgé de quelques mois. Ce fait divers valut plus tard à la littérature belge un poème épique en vingt chants, la *Napoléonade*, œuvre du bébé de 1815. C'est pour nous entretenir de ce poème et de la famille de l'auteur (qui est aussi la sienne) que M. Aubertin a rédigé son opuscule. Ce n'est pas une contribution bien appréciable pour l'histoire générale de la campagne de 1815 et pour ce qui est de l'anecdote qu'elle renferme, une ou deux pages auraient suffi. Quant aux vers du poème, ils ne sont pas, heureusement, de notre compétence.

R.

— H. A. L. FISHER. *Bonapartism* (Oxford, Clarendon Press, 1908, in-8°, 123 p.). — Ce volume renferme une série de six conférences sur le bonapartisme : I. Le legs de la Révolution ; II. L'Etat napoléonien ; III. Napoléon et l'Europe ; IV. Le développement de la légende ; V. La naissance et la grandeur du second Empire ; VI. L'écrasement. L'auteur expose dans ces entretiens destinés au grand public, mais basés sur des connaissances solides, le développement des idées napoléoniennes au cours du XIX^e siècle, les causes de leur succès au début et vers le milieu de cette période ; il termine par ces affirmations, dont nous accepterions volontiers l'augure : « Elles ne seront plus jamais un symbole de science ni d'énergie, et moins encore un talisman de victoire, car si les Français, parlant de Bonaparte, peuvent garder le souvenir de Lodi et de Marengo, ils ne peuvent oublier le désastre de Sedan, la honte de Metz et la perte de l'Alsace-Lorraine. »

R.

— F. MASSON. *Jadis et Aujourd'hui* (Paris, Ollendorff, 1908, in-12, viii-346 p.). — Ce recueil d'articles du *Gaulois* et du *Temps* contient, à côté d'articles de violente polémique actuelle, des articles historiques très intéressants sur les *Orphelines de la Légion d'honneur*, sur Maret, dont M. Masson loue l'honnêteté, le patriotisme et le désintéressement (Napoléon le fit duc de Bassano avec 180,000 fr. de rente et plus de 100,000 fr. de gratification annuelle), sur Jomini et sur les négociations par lesquelles, dès 1810, la Russie prépara la défection de l'habile stratège suisse, qui se jugeait victime d'une injustice et qui se fit bien payer sa désertion ; sur la campagne d'Iéna, sur le Cabinet noir, depuis l'Ancien Régime jusqu'au XIX^e s. ; sur les journées de septembre 1792, sur la légende du tsar Alexandre I^{er}, moine en Sibérie, sur le jour des Morts en 1794, sur le couronnement de Napoléon, où M. Masson résume la thèse qu'il a démontrée dans son volume : *Le sacre*, à savoir

que les détails de la cérémonie étaient d'avance concertés entre le pape et l'empereur, sur l'avènement de Bonaparte, où M. Masson voit l'avènement de la Révolution, sur Louis XVIII avant la Restauration, sur la vénérie, de Napoléon à Charles X. G. M.

— Dr Max BILLARD. *Les maris de Marie-Louise* (Paris, Perrin, 1908, in-12, 349 p.). — C'est de l'histoire anecdotique où nous n'avons pas trouvé les documents inédits annoncés sur la couverture, mais où les nombreux documents mis au jour depuis vingt ans sur Marie-Louise ont été consciencieusement mis en œuvre. L'impératrice régente, la duchesse de Parme, mariée successivement au comte de Neipperg et au comte Charles de Bombelles, la maîtresse de Charles Lecomte, et, dit-on, de bien d'autres, n'a jamais été qu'une femme frivole et sans cœur, ne songeant qu'à ses aises et à ses plaisirs. Mais elle eut la chance d'avoir à côté d'elle deux hommes de valeur, grâce auxquels le gouvernement de Marie-Louise à Parme fut une période heureuse où le duché fut bien administré et doté de créations importantes d'utilité publique. G. M.

— FERDINAND-DREYFUS. *L'École en 1848 et le ministère d'Hippolyte Carnot, 22 février-5 juillet 1848* (Paris, aux bureaux de la Ligue de l'Enseignement, 1908, in-8°, 35 p.). — Très précieuse contribution à l'histoire de l'instruction publique et de l'esprit public et à celle de la Révolution de 48. Hippolyte Carnot, avec ses collaborateurs Jean Regnaud, Ed. Charton, Ch. Renouvier, s'occupa avec une ardeur admirable à faire servir l'école à l'éducation du suffrage universel et à créer des écoles maternelles, un enseignement agricole, un enseignement secondaire des filles, un enseignement des adultes, un enseignement supérieur du peuple. Sous son inspiration parurent une série de manuels d'éducation civique, dont le plus remarquable, celui de Ch. Renouvier, *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, réimprimé en 1904, fut cause de la chute de Carnot. Son projet de loi sur l'instruction primaire, qui établissait l'obligation et la gratuité, fut naturellement abandonné après sa chute et on y substitua la loi Falloux. Cette brochure fait bien comprendre l'élan d'enthousiasme et d'espérance de réformes qui s'empara, après février 48, des instituteurs et des amis de l'enseignement populaire. G. M.

— Christian MARÉCHAL. *Lamennais et Lamartine* (Paris, Bloud, 1908, in-12, 379 p.). — M. Maréchal consacre une série de volumes à étudier l'influence exercée par Lamennais sur les plus illustres de ses contemporains. Après la *Clef de « Volupté »* et *Lamennais et V. Hugo*, il nous montre aujourd'hui, dans son *Lamennais et Lamartine*, le poète des *Méditations* disciple du premier Lamennais, et l'auteur de la *Chute d'un ange* disciple du second Lamennais. G. M.

— C. COIGNET. *L'évolution du protestantisme français au XIX^e s.* (Paris, Alcan, 1908, in-12, 470 p.). — On lira avec intérêt ce petit livre qui,

malgré quelques erreurs et quelques lacunes (la plus importante est l'omission de toute mention du *Semeur* qui a été, de 1830 à 1848, un organe très remarquable de la pensée protestante et a eu une énorme influence), présente un tableau exact et impartial des diverses tendances du protestantisme et de leur évolution au sein de l'Église nationale et des églises libres. — M^{me} Coignet a eu soin, au début de son livre, de montrer le caractère essentiellement national de la Réforme française.

G. M.

— Jean LAGORGETTE. *Le rôle de la guerre, étude de sociologie générale*. Préface par A. LEROY-BEAULIEU (Paris, Giard et Brière, 1906, in-8°, xii-700 p.). — Sur le rôle *historique* de la guerre, l'auteur de ce gros ouvrage, malgré son désir de rester objectif, a plus d'une fois sacrifié aux idées du pacifisme dogmatique. Il est facile, après coup, d'imaginer une histoire de la civilisation d'où la guerre serait absente; mais une telle histoire est une *uchronie*. En fait, c'est par la lutte que les sociétés se sont différenciées et sont entrées en contact, que les civilisations supérieures ont dominé, assimilé les autres. Les critiques adressées à Proudhon (p. 466) paraîtront enfantines à tout historien sérieux. Il est assurément regrettable que la force militaire de Rome ait été nécessaire pour unifier d'abord le monde méditerranéen, puis pour ouvrir, à travers les Alpes et la Gaule, les routes qui mènent vers l'océan; mais c'est ainsi. De même, peut-on soutenir que l'œuvre révolutionnaire ait été sans profit pour l'Europe? Il n'est pas historiquement vrai, non plus, que la paix, même durable, soit toujours, plus que la guerre, favorable au droit : une injustice prolongée et subie n'en devient pas plus juste. — En somme, avec tous les faits historiques dont s'est servi M. Lagorgette pour plaider l'inutilité de la guerre, on pourrait construire la théorie inverse. — Il est un peu tard pour opposer les pacifiques États-Unis aux puissances militaristes d'Europe (p. 634), un peu tôt pour classer parmi les questions « résolues pacifiquement » celle du Maroc (p. 654, n. 1).

H. HR.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — DOCUMENTS. — *Bligny-Bondurand*. Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes pour les États-Généraux; t. I. Nîmes, impr. Chastanier, in-8°, LV-584 p. — *A. de Liedekerke-Beaufort*. M^{me} de la Tour du Pin. Journal d'une femme de cinquante ans (1778-1815); t. I. Paris, Chapelot, in-4°, xxv-357 p. — *F. Mourlot*. Recueil des documents écon. contenus dans les registres de délibérations des municipalités du district d'Alençon (1788-an IV); t. I. Paris, Leroux, in-8°, 766 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *R. Arnaud*. L'Égérie de Louis-Philippe : Adélaïde d'Orléans (1777-1847). Paris, Perrin, in-8°, 375 p. — *M. Basse*. Le général L. Duphot (1769-97). Lyon, Cumin, in-16, 199 p. — *J. Bénac*. Le P. Ambroise de Lombez (1708-78). Paris, Poussielgue, in-16, xxv-228 p. — *G. Capon et Yve-Plessis*. Paris galant au XVIII^e s. Vie privée du prince de Conty Louis-François de Bourbon (1717-76). Paris, Schemit, in-8°, 426 p. — *R. Grandrille*. L'organisation de l'Inquisition en France (1233-fin xv^e s.). Orléans, impr. Gout, in-8°, iv-196 p. — *A. Périer*. Un prévôt de Paris sous Charles V : Hugues

Aubriot. Dijon, impr. Jacquot et Floret, in-8°, 292 p. — *Seauve*. Les relations de la France et du Siam (1680-1907). Paris, Lavauzelle, in-8°, 122 p.

HISTOIRE LOCALE. — *Anger*. Les dépendances de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près; t. II. Paris, Poussielgue, in-8°, VII-323 p. — *Ch. Canel*. Héricourt pendant la Révolution. Montbéliard, Impr. montbéliardaise, in-8°, 144 p. — *J. Combet*. Une commune rurale de Provence pendant la Révolution : le Castellet-Dranguignan, impr. Latil, in-8°, 56 p. — *Lagleize*. Fleurance sous la domination féodale des sires d'Albret (1425-1506). Auch, impr. Cocharaux, in-8°, 40 p. — *D^e de Sardac*. Étude sur l'assistance publique à Lectoure aux XV^e-XVII^e s. Ibid., in-8°, 45 p.

Allemagne. — M. Eberhard SCHRADER, l'assyriologue bien connu, est mort le 4 juin dernier à Berlin, dans sa 73^e année. Parmi ses œuvres les plus importantes au point de vue historique, nous citerons surtout ici ses *Studien zur Kritik und Erklärung der biblischen Urgeschichte*, son travail sur *Die Keilinschriften und das Alte Testament* et la 8^e édition du *Lehrbuch der historisch-kritischen Einleitung in das Alte Testament* de Wettes.

— M. Karl LAMPRECHT est aujourd'hui à l'Université de Leipzig à la tête du plus important de tous les séminaires historiques d'Allemagne. Il a créé un véritable Institut historique où toutes les disciplines qui doivent concourir à former des historiens complets : droit, économie politique, histoire de l'art, etc., se trouvent réunis. L'Université de Leipzig vient de construire pour le service de l'Institut historique de M. Lamprecht un local de 700 mètres carrés, avec 80 fenêtres, des tables pour 150 travailleurs et elle a mis à la disposition de M. Lamprecht une somme de 75,000 marks pour sa bibliothèque. C'est là une belle récompense du zèle et du talent avec lesquels M. Lamprecht s'est dépensé depuis tant d'années pour son enseignement.

— *Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance*, publ. par Walter GOETZ. Fasc. 1 : Ludwig ZOEPF, *Das Heiligen-Leben im 10 Jahrhundert* (Leipzig et Berlin, Teubner, 1908, in-8°, vi-250 p.). Fasc. 2 : Johannes DREHMANN, *Papst Leo IX und die Simonie; ein Beitrag zur Untersuchung der Vorgeschichte des Investiturstreites* (Ibid., 1908, in-8°, ix-96 p.). — Étudier d'une manière méthodique et critique « l'évolution de la vie spirituelle » — ou, plus simplement, l'histoire des idées religieuses — pendant le moyen âge et à l'époque de la Renaissance, tel est le but que se proposent M. Goetz et les collaborateurs de cette nouvelle collection. Les deux premiers fascicules, seuls parus jusqu'alors, montrent bien ce qu'ils entendent par là. Dans le premier, M. Zoepf, par un examen systématique des vies de saints composées au X^e siècle, cherche à mettre en lumière les conceptions religieuses des hommes de cette époque. Il observe avec raison que le X^e siècle, qui correspond à une vraie débâcle intellectuelle, est cependant un de ceux où la production hagiographique a été la plus intense, ce qui est en rapport avec l'extension prise par le culte des reliques.

L'analyse que M. Zoepf fait des vies de saints écrites alors, des thèmes généraux qu'elles développent, des idées qu'elles reflètent, est neuve et curieuse : on y trouve sur la mentalité des clercs du x^e siècle des indications que les historiens ne devront pas négliger. — Il y a moins de nouveauté dans la brochure de M. Drehmann : la faute en est surtout au sujet qui, sans avoir jamais été traité isolément, a cependant été touché par plus d'un historien. Mais, en s'attachant à caractériser la position prise par Léon IX dans la lutte contre la simonie, M. Drehmann a fait preuve de ce même esprit méthodique qui distingue le livre de M. Zoepf. Il montre fort bien pourquoi la lutte a été plus aiguë en France que dans l'Empire et comment se sont formées et ont évolué les conceptions mêmes de Léon IX et de son entourage. Il est seulement regrettable que, dans le détail, il ne se soit pas enquis davantage des travaux postérieurs à la dissertation de M. Bröcking, où les démêlés du clergé français avec les seigneurs avaient pu être étudiés.

L. H.

— Julius von PFLUGK-HARTTUNG. *Die Papstwahlen und das Kaisertum, 1046-1328* (Gotha, Fr.-A. Perthes, 1908, in-8°, vii-141 p.; extr. de la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XXVII-XXVIII). — On trouvera dans ce mémoire une analyse très serrée des textes relatifs au rôle joué par l'empereur dans les élections pontificales de 1046 à 1328. Après une introduction où il rappelle l'influence exercée par les Otton et leurs deux premiers successeurs, M. J. von Pflugk-Harttung discute de près les passages des chroniques et des annales contemporaines où il est question des nominations de papes faites par Henri III après la déposition des trois rivaux, Benoît IX, Silvestre III et Grégoire VI. Il en ressort que Henri III a bien exercé un pouvoir absolu en ces matières; mais l'auteur cherche en même temps à dégager les éléments qui ont permis au régime électif de reprendre le dessus. Il suit à travers le xi^e siècle les progrès du mouvement réformateur qui aboutit d'abord au fameux décret de 1059 sur le collège des cardinaux et s'impose enfin avec Grégoire VII. Il n'est plus dès lors question d'intervention légale de l'empereur dans les élections pontificales et, dans les dernières pages de son mémoire, M. von Pflugk-Harttung se borne à rappeler brièvement le rôle joué jusqu'en 1328 par Henri IV et par ses successeurs dans les nominations d'antipapes et de papes. — Pour l'intervention de Henri III, en 1046, il conviendra de compléter et de rectifier ce qu'il a écrit au moyen d'un article publié (trop tard pour qu'il ait pu l'utiliser) par M. Kromayer dans l'*Historische Vierteljahrsschrift*, t. X, 1907, n° 2.

L. H.

— Max LEYTHÄUSER. *Der Abt von Ebrach* (Würzburg, Memminger, 1907, in-8°, 400 p.; *Fränkische Bibliothek*). — Ce livre n'est pas précisément un livre d'histoire, c'est un récit d'un caractère dramatique et émouvant, bien écrit, qui n'a pas de prétention scientifique, mais qui est très propre à donner une idée de ce que furent, au commencement du

xvi^e siècle, dans l'Allemagne du Sud, les *guerres de paysans*. L'auteur met en lumière les idées et les conceptions socialistes dont ceux-ci étaient animés; il montre les violences auxquelles ils se laissèrent aller et les procédés qu'ils employèrent contre les couvents et les châteaux. Ébrach est un gros bourg de Franconie, à trente-quatre kilomètres à l'ouest de Bamberg, dans cette pittoresque région du Steigerwald, qu'on a appelé quelquefois la Suisse franconienne; il possédait jadis un couvent de moines cisterciens qui avait été fondé en 1126 par Berno et Richwin d'Éberach, descendant d'une des plus anciennes familles de la contrée. En réalité, le couvent avait été organisé par des moines de Morimond en Flandre, cette abbaye fameuse qui était la « quatrième fille de Cîteaux ». Même au point de vue de notre histoire nationale, le récit de M. Leythäuser n'est pas sans utilité. — Georges BLONDEL.

— Nadeschda DE WRASKY. A.-G.-F. Rebmann. *Leben und Werke eines Publizisten zur Zeit des grossen französischen Revolution* (Heidelberg, Hörning, 1907, in-8°, viii-165 p.). — M^{lle} Nadeschda de Wrasky a eu l'heureuse idée de consacrer sa dissertation doctorale à l'étude de la vie et des écrits d'un homme à peu près oublié de nos jours, surtout par ses compatriotes, mais qui mérite de nous intéresser encore aujourd'hui, spécialement en France, parce qu'il nous fournit un exemple frappant de l'intensité des influences révolutionnaires de notre pays sur l'Allemagne intellectuelle à la fin du xviii^e siècle. Son volume ressuscite, pour ainsi dire à notre profit, le jurisoconsulte et publiciste George-Frédéric Rebmann. Né en 1768, il commença de bonne heure à s'inspirer des idées philosophiques, puis de celles de la Révolution, dirigeant, à Erlangen d'abord, puis à Dresde, puis à Erfurt, des périodiques politico-littéraires sans cesse traqués par la police et supprimés après une existence éphémère. Il compose des romans satiriques sur l'état social et politique du Saint-Empire romain, traduit les discours de Robespierre, se sauve ensuite au Danemark et arrive finalement en France en août 1796. Profondément désillusionné par la corruption du gouvernement directorial (sous ce rapport, son ouvrage en deux volumes, *Holland und Frankreich in Briefen* (1797), est très curieux), il apprend à manier assez bien le français pour être nommé juge au tribunal du département du Mont-Tonnerre; plus tard, on le retrouve à la Cour de revision de Trèves, grand admirateur de Bonaparte, qui le nomme, en 1803, président du tribunal criminel de Mayence. C'est Rebmann qui dirigea le procès du fameux brigand Schinderhannes, dont le souvenir est encore vivant aujourd'hui dans les régions rhénanes. Il continuait d'ailleurs à écrire (sous le voile de l'anonyme) des brochures politiques assez bizarres, libéral impénitent et cosmopolite, autant que le lui permettait sa situation, et il est mort en 1824, comme premier président de la Cour d'appel de la Bavière rhénane, en exprimant la conviction que le jour viendrait où les *Droits de l'homme* seraient acclamés par tous les peuples. Rebmann mériterait bien qu'un de nos jeunes historiens de la Révolution consacrat une étude plus

détaillée à cet *oublié*, qui, comme G. Forster ou Kerner, fut enthousiaste de ses principes et souffrit pour eux. R.

Danemark. — Johannes STEENSTRUP. *Tidsregning* (Copenhague, Tillge, 1908, in-8°, 71 p.). — Cet opuscule intéressera tous ceux qui s'occupent de chronologie. On y trouvera un exposé très limpide des systèmes employés chez les Égyptiens, les Babyloniens, les Hébreux, les Grecs et les Romains. L'auteur nous parle aussi des calendriers runiques et des méthodes de supputation des peuples du nord. Les derniers paragraphes traitent du calendrier de l'époque révolutionnaire, de celui des Perses et de celui des Arabes.

États-Unis. — W. R. SHEPHERD. *Guide to the materials for the history of the United States in Spanish archives : Simancas, the Archivo Historico Nacional, and Seville* (Washington, Carnegie Institution, 1907, in-8°, 107 p.). — La plupart des historiens qui ont écrit sur les États-Unis ont ignoré presque totalement les archives espagnoles, quoique nul pays, après l'Angleterre, n'ait eu plus de relations que l'Espagne avec la grande république américaine, dont certains États furent espagnols à l'origine. M. Shepherd s'est proposé de combler cette lacune en indiquant à ses compatriotes les sources principales de leur histoire dans trois dépôts d'archives espagnols : Simancas (*Archivo general*), Madrid, (*Archivo Historico-Nacional*) et Séville (*Archivo general de Indias*). Une rubrique générale, tirée des catalogues et des *papeletas*, permet de savoir si ces archives contiennent quelque document intéressant le sujet que l'on traite. La cote et le nombre des liasses et des pièces ne sont pas mentionnés. C'est donc un guide très général dont il s'agit, et qui, sur certains points de détail, serait inférieur au rapport de Flammermont (*Nouvelles archives des missions*, t. VIII); mais sa généralité même est utile, en ce qu'elle permet de donner d'une façon succincte un aperçu de tout ce qui se rapporte à l'histoire des États-Unis dans les principales archives d'Espagne. G. CONSTANT.

— Cl. H. VAN TYNE et W. G. LELAND. *Guide to the archives of the government of the United States in Washington*; 2^e éd., par W. G. LELAND (Washington, Carnegie Institution, 1907, in-8°, xiii-327 p.). — Ce volume fait partie de la même collection que le précédent. La 1^{re} édition en avait paru en 1904. M. Leland a tenu compte pour celle-ci des modifications apportées dans le classement de certains dépôts d'archives et des nombreux renseignements complémentaires qu'il a pu recueillir de 1904 à 1907. Comme l'ouvrage de M. Shepherd, le guide de MM. Van Tyne et Leland se compose d'aperçus sommaires sur l'histoire et la constitution de chaque dépôt d'archives, suivi de quelques rapides indications sur leur contenu; mais les auteurs se sont attachés à donner les dates extrêmes des pièces et le nombre de volumes ou de liasses qu'elles constituent. L. H.

Grande-Bretagne. — S. LEVY, *Anglo-Jewish historiography* (extr. des *Transactions* de la *Jewish historical Society of England*, t. VI, Édin-

bourg, 1908, in-8°, 20 p.). — C'est le texte du discours prononcé par le président de la Société d'histoire juive, à l'Université de Londres, le 9 déc. 1907. M. Levy passe en revue les principaux historiens anglais qui, depuis William Prynne, se sont occupés de l'histoire des Juifs en Angleterre et fournit quelques détails inédits sur le « roi des Juifs », le « Messieturc », Sabbatai Zevi, en 1666.

— Ch. S. TERRY. *An index to the papers relating to Scotland, described or calendared in the historical mss. Commission's reports* (Glasgow, Maclehose, 1908, 62 p. Prix : 3 sh.). — Cette utile brochure contient : 1° une table alphabétique des noms de possesseurs et de dépôts d'archives, relatives à l'histoire d'Écosse, qui ont été inventoriées dans les Rapports de la Commission des manuscrits historiques; 2° l'analyse détaillée, volume par volume, des documents de cette provenance qui ont été mentionnés, analysés ou publiés dans ce recueil; 3° une table des noms propres et des matières indiqués dans la brochure. Il serait utile de posséder un semblable dépouillement pour les autres parties de l'empire britannique. Ch. B.

— *Historical essays and studies*, par John Emerich Edward Dalberg Acton, first baron ACTON, publ. p. J. N. Figgis et R. V. LAURENCE (London, Macmillan, 1907, 544 p.). — Très intéressant recueil d'articles publiés dans différentes revues par le feu Lord Acton : I. Wolsey et le divorce de Henry VIII. II. Les Borgias et leur plus récent historien (Gregorovius). III. L'histoire secrète de Charles II (biographie de l'ainé des fils naturels de ce roi, James Stuart ou Jacques de La Cloche du Bourg, né à Jersey en 1646, et plus tard membre de la Compagnie de Jésus; expose les circonstances dans lesquelles le roi se convertit au catholicisme et l'habileté avec laquelle il réussit à dissimuler sa vraie foi sous le masque de l'indifférence religieuse). IV. La guerre civile en Amérique (causes de la guerre de Sécession). V. L'empire du Mexique, sa création et sa chute. VI. Cavour. VII. Les causes de la guerre franco-prussienne. VIII. La guerre de 1870 (conférence faite en avril 1871). X et XI. Buckle, sa thèse et sa méthode; sa philosophie de l'histoire. XII. L'enseignement de l'histoire en Allemagne (à propos de la *Geschichte der deutschen Historiographie* de Wegele, 1885). XIII. Les mémoires de Talleyrand. XV. Une histoire de la papauté pendant la période de la Réformation (celle de M. Creighton). XVI. Napoléon I^{er} (à propos des ouvrages de Seeley et de J. C. Ropes). XVII. Mabillon et la Société de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés à la fin du XVII^e siècle (à propos du livre de E. de Broglie). XVIII. Une histoire de l'Angleterre de 1837 à 1880 (par J. F. Bright). XX. Guillaume de Giesebrecht. — Plusieurs de ces articles (sur la guerre de 1870, sur Napoléon I^{er}, etc.) ont vieilli; mais l'ensemble garde une haute valeur morale. Cette valeur, Acton la caractérise lui-même dans une lettre à Creighton publiée en appendice au volume : « Je ne puis accepter votre règle, que nous devons juger les papes et les rois autrement que les autres hommes, avec cette présomption favorable qu'ils

n'ont pu se tromper. Le pouvoir tend à corrompre et le pouvoir absolu corrompt absolument », etc. — En même temps que ce volume, les mêmes éditeurs en ont fait paraître un second (*The history of freedom and other essays*, Macmillan, 1907, xxxix-638 p.) qui offre le même caractère et qui le complète. Ici encore, on nous donne un recueil d'articles auxquels un titre commun donne une unité un peu factice : I et II. Histoire de la liberté à l'époque païenne et à l'époque chrétienne. IV et V. Le massacre de la Saint-Barthélemy et la théorie protestante des persécutions (deux articles inspirés par la même aversion pour l'intolérance). VI. Les idées politiques de l'Église (les idées fondamentales de l'Église chrétienne sont en fréquent conflit avec les idées de l'État, mais elle peut s'accommoder de toutes les formes de gouvernement). VII. Le Prince de Machiavel et l'introduction de Burd à son édition. IX et X. Döllinger et son œuvre (Döllinger ne saurait avoir de meilleur interprète que son éloquent et savant disciple, Lord Acton). XIV. Le concile du Vatican (Acton semble faire sienne, p. 550, cette opinion qui fut alors exprimée au nom de la minorité vaincue du concile : « Le concile demeurera stérile, comme tout ce qui n'est pas éclos sous le souffle de l'Esprit saint. Cependant, il aura révélé, non seulement jusqu'à quel point l'absolutisme peut abuser des meilleures institutions et des meilleurs instincts, mais aussi ce que vaut encore le droit, alors même qu'il n'a plus que le petit nombre pour le défendre ». Le reste du volume consiste en articles sur l'Histoire de l'Inquisition par H. Ch. Lea, sur l'État américain, par J. Bryce, sur la Philosophie de l'histoire en France, dans la Suisse et dans la Belgique françaises, par Robert Flint. — Ch. B.

— *The Cambridge history of english literature*, publ. p. A. W. WARD et A. R. WALLER. Vol. II : *The end of the middle ages* (Cambridge, at the University press, 1908, xii-539 p.). — Ce remarquable volume contient la partie la plus originale et la plus féconde de la littérature anglaise au moyen âge : ch. i, Pierre le Laboureur et les œuvres qui s'y rattachent, par J. M. MANLY; ch. ii, les mouvements religieux au xiv^e siècle : R. Rolle, Wyclif, les Lollards, par J. P. WHITNEY; ch. iii, les débuts de la prose anglaise : Jean de Trévis, les traducteurs de Mandeville, par Alice D. GREENWOOD; ch. iv, la langue écossaise au moyen âge, par G. G. SMITH; ch. v, les plus anciens monuments de la littérature écossaise : Barbour, Harry l'Aveugle, Hutcheon, Wyntoun, Holland; ch. vi, John Gower, par G. C. MACAULAY; ch. vii et viii, Chaucer et son groupe littéraire, par G. SAINTSBURY; ch. ix, Stephen Hawes, par W. MURISON; ch. x et xi, l'influence de Chaucer en Écosse, les anthologies écossaises en vers et en prose, par G. G. SMITH; ch. xii et xiv, la prose anglaise au xv^e siècle, par Alice D. GREENWOOD; ch. xiii, l'introduction de l'imprimerie en Angleterre et les premiers livres imprimés, par E. G. DUFF; ch. xv, l'éducation en Angleterre et en Écosse, les universités et les écoles publiques jusqu'au temps de Colet, par T. A. WALKER; ch. xvi, recueils de chansons en anglais de l'époque de transition, par F. M. PADEFORD;

ch. xvii, les ballades, par Fr. B. GUMMERE; ch. xviii, poésies politiques et religieuses jusqu'à la fin du xv^e siècle. — Une bibliographie de 75 pages et une table alphabétique de noms propres terminent ce volume.

Ch. B.

— C. P. LUCAS. *The Canadian war of 1812* (Oxford, Clarendon Press, 1906, in-8°, 269 p. et 8 cartes). — La guerre anglo-américaine de 1812-1815 que raconte M. C. P. Lucas est de médiocre intérêt militaire, et les vétérans de l'armée d'Espagne qu'on envoya sur le tard renforcer les troupes canadiennes prirent bientôt le dégoût de cette « species of milito-nautico-guerilla-plundering warfare », comme écrivait l'un d'eux. Politiquement, la lutte est, au contraire, des plus importantes, et ce n'est pas sans raison que les historiens américains l'appellent souvent « la seconde guerre d'indépendance ». Néanmoins, l'auteur a préféré se placer au point de vue militaire. Le résumé qu'il donne des origines et des causes de la guerre est écourté, incomplet, sinon même peu exact. De plus, le récit est conçu au point de vue anglais et se trouve ainsi privé, non précisément d'impartialité, mais d'envergure. Enfin, M. Lucas n'utilise que les documents imprimés, et seulement les plus importants. On voit combien est restreinte la portée du livre. Mais, par là même, elle est monographique, au sens précis du mot, et elle en a tous les mérites. Chacun des menus épisodes de la guerre est exposé en détail, avec clarté, précision, compétence, et, suivant la méthode habituelle aux historiens militaires, l'auteur en tire des réflexions pratiques et des enseignements. Plusieurs de ses conclusions ont une portée générale, et l'une au moins vaut d'être signalée. Dès que les flottes anglaises eurent conquis la maîtrise incontestée des mers, après Trafalgar, elles entrèrent en décadence. Discipline, recrutement, armement, stratégie : tout s'abîme et l'on s'explique ainsi les retentissants succès des Américains contre les vaisseaux britanniques. Son triomphe même a été, pour la marine anglaise, plus périlleux que la persistance d'une force ennemie.

G. PARISER.

Italie. — G. GAROLLO. *Dizionario biografico universale* (Milano, Hoepli, 1907, 2 vol. in-16, viii-2118 p.; coll. des *Manuali Hoepli*). — Ce petit dictionnaire contient un nombre considérable d'articles. L'auteur a la prétention de n'omettre aucun des personnages de marque, morts ou vivants, intéressant l'histoire civile, religieuse, littéraire, scientifique ou artistique. Malheureusement, son information est bien médiocre. Certains articles (sur Adalberon de Reims et Adalberon de Laon, sur Grégoire de Tours, sur Voltaire, etc.) sont d'une insuffisance ou d'une inexactitude choquantes. Parfois, on trouve mentionnés les noms des principaux auteurs qui ont étudié le personnage cité; mais ces indications sont presque toujours tellement arriérées qu'elles sont à peu près inutiles (sur Alfieri, Grégoire de Tours, Nithard, etc.). Le classement laisse aussi à désirer : il faut chercher Voltaire à Arrouet, Molière à Poquelin et, — sans même qu'un renvoi nous en avertisse, — Balzac (l'auteur du xvii^e siècle) à Guez. Et nous ne signalerons même pas les erreurs, sou-

vent curieuses, commises par l'auteur sur des contemporains ou la longueur hors de proportion attribuée à des articles relatifs à quelques-uns d'entre eux.

L. H.

— Carlo PASCAL. *Figure e caratteri* (Milano, R. Sandron, 1908, in-16, 242 p.). — Recueil d'essais sur Lucrèce, sur l'Éclésiaste et la doctrine épicurienne, sur Sénèque, sur « Hypatia et les dernières luttes païennes », sur Carducci et sur Garibaldi. L'étude sur Lucrèce a déjà paru dans la revue *Atene e Roma* (1905), et celle sur Sénèque, publiée à part en 1906, a déjà été appréciée ici (*Rev. hist.*, t. XCV, p. 402). M. Pascal y a seulement ajouté quelques notes. Le volume se lit avec agrément.

L. H.

— Leone CAETANI, *Annali del Islam*. T. II : *Dall' anno 7 al 12 H.* (Milano, Hoepli, 1907, 1 tome en 2 vol. in-4°, LXXVIII-1567 p.). — M. Caetani poursuit sa compilation des annales de l'Islam, et cette œuvre magistrale et monumentale, dont le premier volume a paru en 1905, prend des proportions encore plus grandes que ne l'avait pensé l'auteur, car les deux tomes du deuxième volume, malgré leurs 1567 pages, ne nous mènent qu'à l'année 12 de l'hégire. Nous ne pouvons que rendre hommage à la patience et à la conscience de l'auteur, qui n'est pas, comme pourrait le donner à croire le titre de l'ouvrage, un simple compilateur, mais un véritable historien. En effet, en dehors des faits qu'il relève d'après les annalistes arabes, l'auteur examine avec tout le développement nécessaire les problèmes généraux que soulève l'histoire de l'Islam, tels que la transformation d'une société religieuse en état politique, l'origine de l'écriture arabe, les causes de la décadence de l'empire perse et de l'empire byzantin, etc. — Le supplément à la liste des sources, qui figure en tête du volume, suffirait à lui seul à nous donner une idée du labeur énorme auquel s'est astreint M. Caetani. L'auteur a placé avant chaque année un tableau synchrone des principaux événements. Il a ajouté un index alphabétique des noms et des faits contenus dans les deux premiers volumes, et il continuera ainsi pour les volumes suivants, sans préjudice de l'index général qui paraîtra à la fin de la publication et formera une sorte d'encyclopédie de l'islamisme. — M. Caetani a enrichi et embelli son ouvrage de photographures représentant des vues de Médine, de la Mecque, de Damas, du désert de Syrie, etc., et donnant les spécimens les plus anciens de l'écriture arabe. Il a inséré, en outre, des cartes géographiques dont l'une retrace la région de Médine, l'autre marque l'emplacement des tribus en Arabie au temps de Mahomet et la troisième montre les pays de l'Asie conquis par les Arabes dans les premières années de l'Islam. Nous souhaitons que M. Caetani puisse mener à bonne fin ce travail gigantesque, qui lui fait le plus grand honneur.

M. LAMBERT.

Russie. — Nisbet BAIN. *Slavonic Europe, a political history of Poland and Russia from 1447 to 1796* (Cambridge, Prothero, 1908, in-8°).

— Ce nouveau volume des *Cambridge historical series*, accompagné de deux cartes, d'un index alphabétique et d'une bibliographie, pourra

rendre des services au public anglais qui n'est pas très documenté sur cette partie de l'histoire. La bibliographie est bien incomplète. L'auteur ne connaît ni les derniers travaux du P. Pierling ni ceux de M. Waliszewski, dont les deux volumes sur Catherine II ne sont même pas mentionnés. Il donne des indications absolument fausses sur l'ouvrage capital de Mejov, *Bibliographie historique russe*. Il ne paraît pas connaître l'Histoire générale de Lavis et Rambaud, qui aurait pu lui fournir de très précieuses indications.

L. LEGER.

Suisse. — Felix STÄHELIN. *Ritter Bernhard Stehelin* (Basel, Geering, 1905, in-8°, 55 p.; extr. des *Basler Biographien*). — La dissertation que M. F. Stähelin a consacrée au chevalier Bernard Stehelin, qui avait déjà fait l'objet il y a quelques années d'une notice de M. Robinet de Cléry dans les *Annales de l'Est* (t. VIII, 1894, p. 66), met en relief une figure assez curieuse du XVI^e siècle. Originaire de Schlestadt en Alsace, Stehelin était venu se fixer à Bâle. Sa situation y fut d'abord bien modeste; il fut quelque temps aubergiste. Puis il se fit soldat, se distingua par sa bravoure, sa prudence, son énergie, arriva vite au grade de capitaine, fut fait chevalier par le roi de France Henri II après la bataille de Renty et commanda un régiment suisse. C'est à Bâle qu'il passa de nouveau les dernières années de sa vie. Il y mourut âgé seulement de cinquante ans. Il avait dû gagner quelque fortune; cette fortune fut placée chez des banquiers de Nuremberg et ce fut pour ce motif qu'il joua le rôle d'agent diplomatique au service de la France et fit connaître au roi, par l'intermédiaire de l'ambassadeur, que la France entretenait à Soleure certains secrets d'État. M. Stähelin a trouvé à cet égard dans les archives de Bâle, dans celles de Lucerne et de Liestal et dans le fonds français de notre Bibliothèque nationale (nos 15901 et 16021) des documents d'un certain intérêt. — G. BLONDEL.

— Gustav BINZ. *Die deutschen Handschriften der öffentlichen Bibliothek der Universität Basel*; t. I (Basel, 1907, in-8°, xi-437 p.). — Ce catalogue, dont l'Académie de Berlin a facilité la publication, est conçu suivant le plan adopté par elle pour l'inventaire général des manuscrits allemands : c'est dire qu'on y a compris, outre les œuvres rédigées en langue allemande, celles qui, écrites en latin, émanent d'écrivains allemands. Parmi ces dernières toutefois on n'a compris, en principe du moins, que les œuvres purement littéraires. Les manuscrits sont décrits en grand détail, folio par folio. Le volume se termine par un index très complet.

L. H.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

